

LES
SECOURS PUBLICS
A PARIS
SOUS LOUIS XIV

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le vendredi, 28 Mai 1909
à 2 heures 1/2 de l'après-midi*

PAR

H. DE BARRÈS

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
JACQUELIN, }*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
SECOURS PUBLICS
A PARIS
SOUS LOUIS XIV

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le vendredi 28 Mai 1909
à 2 heures 1/2 de l'après-midi*



PAR

H. DE BARRÈS

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
 JACQUELIN, }*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J. B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL
22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

BIBLIOGRAPHIE

1° Textes des XVI^e XVII^e et XVIII^e siècles

BOSSUET. — *Sermons*, éd. Garnier, tome II, pages 98, sqq, 221 sqq, 680-999 sqq : sermon sur l'aumône ; sermon sur l'impénitence finale ; abrégé d'un sermon sur la nécessité de l'aumône ; plan d'un sermon sur le même sujet.

BRIÈLE. — *Comptes de l'Hôtel-Dieu*. Délibérations de l'ancien Bureau de l'Hôtel-Dieu (Paris, imprimerie nationale).

Code de l'Hôpital Général de Paris, ou recueil des principaux édits, arrêts, déclarations et règlements qui le concernent (Paris, V^e Thiboust, 1786).

CHASSIN (Ch. L.). — *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*.

DELAMARE. — *Traité de la police*.

FÉLIBIEN ET LOBINEAU. — *Histoire de la ville de Paris*, 1725.

FONTANON. — *Édits et Ordonnances des Rois de France depuis Louys VI dit le gros jusqu'à présent*, Paris, 1611.

HERICOURT (DE). — *Loix ecclésiastiques*, Paris 1748.

HURTAUT ET MAGNY. — *Dictionnaire historique de la ville de Paris et de ses environs*, Paris 1779.

Inventaire sommaire des archives hospitalières antérieures à 1790, réimprimé par ordre de Michel Moring, directeur de l'Assistance publique à Paris, 1882.

LA BRUYÈRE. — *Caractères* (ch. de l'Homme).

LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT. — *Rapport fait au nom du Comité de Mendicité, Paris, 1736.*

LAURIÈRE, continué par SECOUSSE. — *Ordonnances des Roys de France de la troisième race, Paris, 1790.*

LOUIS XIV. — *Œuvres.*

RÉCALDE (abbé DE). — *Abrégé historique des hôpitaux, 1784. Traité sur les abus qui subsistent dans les hôpitaux de Paris, 1786.*

Règlements et ordonnances concernant l'exercice des charges de commissaires du grand Bureau des Pauvres, Paris, 1676.

RONDONNEAU DE LA MOTTE. — *Essai historique sur l'Hôtel-Dieu de Paris, 1787.*

SAUVAL. — *Antiquités de la ville de Paris, 1724.*

TENON. — *Mémoires sur les hôpitaux de Paris, 1788.*

VAUBAN. — *La Dime royale.*

2° Ouvrages modernes

BOUCHER (D^r Louis). — *La Salpêtrière, son histoire de 1656 à 1790, Paris, 1883.*

CAMUS. — *Rapport au Conseil général des Hospices, par le citoyen Camus, fructidor an XI.*

CARRIER (H.) — *Origines de la Maternité de Paris, 1888.*

- COYECQUE. — *L'Hôtel-Dieu de Paris au Moyen Age*, Paris, Champion, 1889.
- DEROIN, GORY et WORMS. — *Traité théorique et pratique d'assistance publique*, 2^e édition, Paris, 1905.
- DERGUIN (H.). — *Traité du domicile de secours*, Paris, 1899.
- DUFAU. — *Essai sur la science de la misère sociale*, Paris, 1858.
- DUPIN (Baron). — *Histoire de l'Administration des Secours publics*, 1821.
- DUQUESNOY. — *Rapport au Conseil général des Hospices sur les secours à domicile*, par le citoyen Duquesnoy, 1^{er} germinal an XI.
- FEILLET (A.). — *La Misère au temps de la Fronde et Saint-Vincent-de-Paul*, Paris, Didier et C^{ie}, 1868.
- FEULARD (D^r H.). — *L'Hôpital Laënnec (1634-1884)*, Paris, 1884.
- GUILLIER (D^r Octave). — *Histoire de l'Hôpital de Notre-Dame-de-Pitié*, Paris, 1882.
- HAURIU. — *Précis de droit administratif*.
- HUSSON. — *Étude sur les Hôpitaux*, Paris, 1862.
- LALLEMAND. — *Histoire des enfants abandonnés et délaissés*, Paris, 1885. — *La Révolution et les Pauvres*, Paris, 1898.
- MONNIER (Alexandre). — *Histoire de l'Assistance publique dans les temps anciens et modernes*, Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1866.
- PARTURIER (Louis). — *L'Assistance publique sous l'ancien régime et pendant la Révolution*, Paris, Larose, 1897.
- PAULTRE (Christian). — *De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'ancien régime*, Paris, 1906.
- PIGNOT. — (D^r A.). — *L'Hôpital du Midi et ses origines*, Paris, 1885.

QUIGNON (Hector). — *L'assistance dans l'ancienne France : la confrérie de la Trinité ou des Enfants bleus de Beauvais*, Champion, 1904.

SAINTE-BEUVE. — *Port Royal*.

TAINÉ. — *L'Ancien Régime*.

THIERRY (Augustin). — *Histoire du Tiers État*.

TUETÉY. — *L'assistance publique à Paris pendant la Révolution*.

WATTEVILLE (DE). — *Législation charitable*, ou recueil des lois, arrêtés, décrets, etc. (de 1790 à 1894).

WORMS (Fernand). — *Rapport sur le droit des Pauvres, présenté au Conseil de surveillance de l'Administration générale de l'Assistance publique*, Paris, 1908.

AVANT-PROPOS

L'intérêt de toute étude sur l'histoire des secours publics consiste en ce qu'elle est un raccourci saisissant de l'histoire philosophique, politique et sociale. Quelles que soient en effet les causes profondes de la misère, qu'on la considère comme une maladie sociale incurable ou qu'on pense, au contraire, qu'elle peut disparaître, elle est un fait capital, qui s'impose au regard de l'historien et du sociologue. La misère change d'aspects, de siècle en siècle, avec la société ; celle du Moyen Age ne ressemble pas à celle du xv^e siècle, ni celle de l'ancien régime à celle que nous pouvons observer aujourd'hui ; certaines de ses causes disparaissent ; il n'y a plus, par exemple, de *famine*, comme avant le xix^e siècle ; en revanche, il y a le machinisme ; c'est tantôt le mendiant qui sollicite davantage l'attention du législateur, et tantôt l'enfant ; d'autre part, on peut suivre dans l'évolution du paupérisme l'évolution de la liberté individuelle ; plus

l'individu est livré à lui-même, et plus il tombe facilement dans le malheur.

Si les aspects de la misère varient, les principes au nom desquels on la combat varient aussi ; le Moyen Age chrétien, le XVIII^e siècle humanitaire, notre époque éprise de solidarité et de justice sociale regarderont ce problème avec des yeux tout différents, et ces divergences morales se traduiront nécessairement dans la pratique.

Nous étudierons donc :

Quels principes philosophiques animent les œuvres d'assistance sous le règne de Louis XIV ;

Quels sont les établissements hospitaliers et quels malheureux ils secourent ;

Comment ces établissements sont administrés ;

De quelles ressources ils disposent.

INTRODUCTION

LES SECOURS PUBLICS EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME JUSQU'À LOUIS XIV

§ I. — CONCEPTION DE L'ASSISTANCE AVANT 1789

Au commencement du xvi^e siècle, le changement profond qui se manifeste dans la Société (réforme, renaissance) se répercute dans les secours publics et c'est une vraie révolution dans les principes qui dirigent l'assistance. Certes la charité ne disparaît pas, elle ne disparaîtra jamais, parce qu'elle est l'expression de ce sentiment éternel qui porte l'homme à secourir son semblable ; mais on sent qu'elle est *insuffisante*. Le pouvoir civil entre en scène ; il met la main sur une institution jusque-là essentiellement ecclésiastique, et il apporte dans les œuvres d'assistance des préoccupations qui n'ont, à vrai dire, rien d'évangé-

lique : la charité reste, théoriquement, le grand principe ; mais, en fait, le pouvoir royal est surtout préoccupé d'ordre social ; ce qui l'inquiète, c'est la mendicité, cette « lèpre des monarchies », et il voit dans les établissements hospitaliers, un instrument de *police*. « De là ce mélange perpétuel de châtiments et de bienfaits, que l'on rencontre dans tous les actes relatifs à la bienfaisance publique. La main qui secourt est aussi celle qui frappe. Le bienfaiteur est en même temps justicier. Le Grand Bureau des Pauvres, et après lui l'Hôpital Général, sont à la fois établissements charitables et instruments de répression. Si le pauvre est digne de pitié, le mendiant mérite châtiment, et l'ancien régime ne lui ménage ni les rigueurs, ni même parfois la barbarie. » (1)

En résumé c'est, pendant le Moyen Age, l'idée de charité, et depuis l'établissement du pouvoir absolu le souci de réprimer la mendicité, qui inspirent tour à tour ou simultanément toutes les œuvres d'assistance. Louis XIV ne se départira pas de ses vues.

§ II. — ÉTABLISSEMENTS D'ASSISTANCE ET PERSONNES SECOURUES

A la fin du monde antique, l'esclavage disparaissant, et la liberté individuelle laissant l'homme sans moyen d'exis-

(1) Parturier, *l'Assistance publique à Paris sous l'ancien régime et pendant la Révolution*.

tence, le christianisme multiplie les établissements charitables, nécessité urgente, dans la société qu'il transforme.

Les évêques y organisèrent de bonne heure les secours publics, sous forme d'Hôtels-Dieu ouverts indistinctement à toutes les misères.

Aujourd'hui les malheureux sont classés en cinq catégories bien distinctes, d'après le genre de malheur ; à chacune de ces catégories correspondent des services ou des établissements appropriés ; il est rationnel, en effet, que le mode d'assistance soit tout différent, selon qu'il s'agit de valides sans travail, — de malades — de vieillards et infirmes — d'aliénés — ou d'enfants. Et pourtant cette division si précise est récente. Jusqu'à la loi de 1838 sur les aliénés, les différentes catégories de malheureux sont plus ou moins mêlées ; il a fallu des siècles pour qu'on isolât les uns des autres les services qui les concernent.

Au début, l'Hôtel-Dieu est comme un résumé informe de tous les établissements d'assistance ; il est à la fois hôpital, hospice, asile de nuit, il est ouvert à tous ceux qui portent « enseigne de pauvreté et misère. » Peu à peu, une sélection se fait, l'Hôtel-Dieu devient le type spécial de l'*hôpital*, c'est-à-dire de l'établissement chargé de l'assistance hospitalière *aux malades*.

Le roi François I^{er} crée le Grand Bureau des Pauvres, type des établissements chargés des secours à domicile.

Les indigents valides qui encombraient l'Hôtel-Dieu

en sortirent de bonne heure. Nous les retrouverons plus loin.

En 1536 fut fondé l'Hôpital des Enfants Rouges, pour les enfants dont les parents mouraient à l'Hôtel-Dieu.

Quant aux vieillards, dès le xvi^e siècle on ne les reçoit plus à l'Hôtel-Dieu ; ils sont à la charge du Grand Bureau des Pauvres. L'assistance aux infirmes est très insuffisante ; en 1637 est fondé l'Hôpital des Incurables, doué d'une personnalité civile distincte de celle de l'Hôtel-Dieu et d'un patrimoine propre.

Les aliénés, « fantastiques et frénétiques » restent à l'Hôtel-Dieu, quand leur folie est curable ; quant aux incurables, ils sont à la charge du Grand Bureau (*Petites Maisons*).

Restaient les malades. Il résultait, de la présence dans le même établissement de toutes sortes de malades, contagieux ou non, de graves inconvénients ; dès 1505, le principe de la spécialisation des hôpitaux était proclamé ; mais on ne l'appliqua, sous l'ancien régime, que partiellement. Toutefois les lépreux furent renvoyés aux léproseries ; les vénériens au Grand Bureau des Pauvres, puis dans un quartier spécial des Petites-Maisons ; les teigneux aux Petites-Maisons ; les pestiférés aux Hôpitaux Sainte-Anne et Saint-Louis (1606 et 1607). établissements qui n'étaient ouverts qu'en temps d'épidémie. Les convalescents, qu'il y avait danger à laisser séjourner à l'Hôtel-Dieu, recevaient, dès le Moyen Age, des *secours de sortie* :

plus tard, l'Hôpital du Saint-Esprit et la maison sise rue la Bûcherie (1647) les secoururent. Quant aux femmes grosses, elles restèrent à l'Hôtel-Dieu.

Nous avons vu que les malheureux valides avaient de bonne heure quitté l'Hôtel-Dieu. Parmi ces valides, certains ne trouvaient pas à travailler, mais un grand nombre comprenait de simples vagabonds et mendiants de profession. Il y avait là un péril social, qu'aggravèrent les désordres de la guerre de Cent ans, la ruine de la féodalité et l'abolition du servage. La royauté entreprit donc contre la mendicité une lutte qui devait durer plusieurs siècles; en 1789, la mendicité n'était pas réduite, et on peut dire que la royauté échoua dans son œuvre.

Jusqu'au xvi^e siècle, les valides devaient travailler; on les punissait, et très durement, s'ils mendiaient. En 1350, le roi Jean ordonne « que les pauvres valides vident la ville et faubourgs de Paris; avec défense de mendier, à peine du fouet et d'être mis au pilori; et à la troisième fois signés d'un fer chaud au front et bannis desdits lieux: enjoint aux prédicateurs qu'en leurs sermons ils sermonnent de ne donner aumône aux gens valides et sains de membres ».

Au xvi^e siècle, on pratique l'assistance par le travail; les indigents sont employés de force à des *travaux publics*, généralement pénibles:

Arrêt de la Cour, du 5 février 1535 :

« Et quant aux mendiants valides qui auront été ou seront nors des rôles des aumônes, et qui ne sont natifs de cette ville de Paris, et n'y ont fait leur résidence continuelle depuis deux ans, mais qui y seront venus demeurer depuis deux ans; leur enjoint ladite Cour de vider la ville et faubourgs dans trois jours, et de se retirer dans les lieux, villes et villages dont ils sont natifs, ou ailleurs pour s'employer à gagner leur vie au métier qu'ils ont appris, ou à labourer et cultiver les vignes et terres, ou autrement, gagner leur vie au travail et labeur de leur corps, sans mendier; le tout sur peine de la hart; et enjoint ladite Cour à tous baillis, sénéchaux, prévôts, leurs lieutenants et à tous autres juges royaux et non royaux ressortissants, sans moyen ou par moyen de ladite Cour, sur peine d'amende arbitraire et suspension de leurs états, de contraindre lesdits mendiants valides à obéir à la première injonction de ladite Cour, prendre et punir corporellement les transgresseurs d'icelle ».

Ordonnance de François I^{er} (1536) :

« Ordonnons de faire travailler les pauvres valides et sains de corps, à faute de ce faire, soient bannis : enjoint au pays de Bretagne de suivre les ordonnances précédentes

sur les règlements des pauvres, et en toutes les autres villes.

Art. 5. — Ordonnons que les pauvres impuissants qui ont chambre et logement et lieux de retraite, seront nourris et entretenus par les paroisses, et qu'à ces fins ils en feront faire les rôles par le curé, vicaire ou marguillier, chacun en son église et paroisse, pour leur distribuer en leur maison, ou en tel autre lieu commode, ce qui sera par le curé, vicaire ou marguillier avisé en chacune paroisse, l'aumône raisonnable, sans qu'il leur soit permis, ni à leurs enfants aller quêter ni mendier parmi ladite ville, sur peine du fouet pour les grands, et des verges pour les petits enfants, à ce seront employés les deniers provenant des quêtes qui se feront en aumônes, qui se recueilleront par chacun jour, tant ès églises, que par les maisons desdites paroisses.

Ordonnons pour cet effet, que par chacune paroisse seront établis boîtes et trones, qui par chaque jour de dimanche, seront recommandés par les curés et vicaires en leurs prônes, et par les prédicateurs en leurs sermons ; les abbayes, prieurés, chapitres, collèges, qui, d'ancienne fondation, sont tenus faire aumônes publiques ; seront aussi tenus de bailler et fournir en deniers à la paroisse en laquelle est située et assise, la valeur d'icelle aumône ».

Ordonnance du roi Henri II (9 juillet 1547)

« Nous voulons toutes sortes de pauvres valides, habitués

et demeurant en notre ville et faubourgs de Paris, être reçus et admis aux œuvres publiques, avec défense à toutes sortes de personnes, de quelque qualité et sexe qu'ils soient, de ne plus quêter, mendier, ou demander l'aumône par les rues, portes des églises ni autrement en public, sous peine, quant aux femmes, du fouet, et d'être bannies de not e prévôté et vicomté de Paris ; et quant aux hommes, d'être envoyés aux galères pour là y tirer par force à la rame ».

Enfin, au commencement du xvii^e siècle, le mal empirant, le roi Louis XIII essaie d'une autre méthode : l'envoi pur et simple aux galères.

Ordonnance de Louis XIII (1639)

« Avons dit et déclaré, voulons, qu'il soit fait, tant par nos Cours de Parlement, que par nos baillis, sénéchaux juges présidiaux, prévôts de nos cousins les maréchaux de France, vice-baillis, vice-sénéchaux et autres juges, une exacte recherche en tous lieux de leur ressort, des mendiants valides, vagabonds, gens sans aveu, des faux saulniers, leurs fauteurs et adhérents, et des déserteurs de nos troupes ; pour, sur le champ, condamner aux galères lesdits mendiants valides, vagabonds et gens sans aveu, et tous les soldats qui auront quitté nos troupes sans congé ».

Le premier des établissements créés par le pouvoir central dans le double but d'assister les pauvres et de supprimer la mendicité fut le Grand Bureau des Pauvres créé en 1544 par François I^{er}.

L'édit de 1547 distinguait les pauvres incapables de travailler en deux catégories, selon qu'ils avaient ou non *un domicile*. Ceux qui n'avaient pas de domicile étaient envoyés à l'Hôtel-Dieu ou dans d'autres hôpitaux ; ceux qui avaient un domicile étaient à la charge du Grand Bureau des Pauvres, qui secourait les vieillards, les enfants, les infirmes, les veuves, les ménages chargés d'enfants, les vénériens « honnêtes » ; le service médical à domicile était assuré par des médecins et chirurgiens, et par les maîtres barbiers. La police des mendiants était faite par un bailli et les sergents des pauvres.

Du Grand Bureau dépendaient l'*Hôpital des Petites-Maisons* (1544) destiné à enfermer les mendiants et qui devint un hospice pour les vieillards, les infirmes, les teigneux, les vénériens et les aliénés ; et l'*Hôpital de la Trinité* (1545) destiné aux enfants.

Le rôle du Grand Bureau des Pauvres devint de plus en plus effacé : sous Louis XIV l'*Hôpital Général* le supplanta en grande partie.

§ III. — ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS

A. — *Rôle du Clergé, de la Royauté et de la Commune*

Administrativement, l'Assistance publique peut se concevoir de deux façons :

Ou on la confie à des organes spéciaux qui, malgré leur rattachement à l'administration générale du pays, vivent cependant d'une vie propre et sont dotés d'une personnalité civile distincte ;

Ou elle n'est qu'une des branches de l'administration générale, et s'alimente à la masse commune des impôts.

Dans l'ancienne France, et jusqu'en 1789, la première conception était seule admise ; les établissements d'assistance étaient des organes distincts, autonomes ; ils étaient soutenus par les aumônes des citoyens et les libéralités royales.

Pendant de longs siècles l'exercice de la charité fut une attribution de la *puissance ecclésiastique*. Il était naturel qu'étant l'œuvre de la charité chrétienne, l'assistance fût organisée et développée par les représentants du Christ.

Les conciles édictent des règles générales relatives aux secours.

En 549, le Concile d'Orléans défend d'aliéner les biens des hospices ;

En 567, celui de Tours dit que chaque cité doit nourrir

ses pauvres, pour que ceux-ci ne se rendent pas dans d'autres cités ;

En 568, le Concile de Nantes décide que les ecclésiastiques doivent réserver pour les pauvres le quart des dîmes et des offrandes qu'ils reçoivent des fidèles ;

En 816, le Concile d'Aix-la-Chapelle édicte un règlement d'après lequel les évêques sont invités à se décharger sur leur chapitre du soin immédiat de l'administration hospitalière.

Avec la féodalité, la souveraineté politique se morcelle, se fractionne en une multitude de petits États au détriment du pouvoir central. Chaque seigneur s'empare de tous les attributs de la puissance publique. Les hôpitaux, comme les églises, comme les monastères, passent sous la protection des seigneurs qui succèdent aux rois Carolingiens dans leur rôle de défenseurs du pauvre et de l'orphelin. Cette organisation ne dépasse pas les limites du fief ; quand le roi fonde quelque établissement, c'est à titre de seigneur.

Le rôle des pouvoirs publics, à cette époque, se borne presque uniquement à un *pouvoir de protection*. Ils ne croient pas devoir s'occuper directement d'une mission qu'ils ne regardent pas comme leur, et ils laissent à l'Église le soin de la remplir, en la lui facilitant au moyen de nombreux privilèges.

Du x^e au xvi^e siècle, le régime féodal donne naissance à des institutions de bienfaisance de toutes sortes. Les com-

munautés d'habitants, les seigneurs, les ordres religieux, les particuliers fondent des établissements (léproseries, maisons de charité, etc.) qui ont une destination particulière, une administration spéciale, un patrimoine propre.

A la fin du ^{xv}^e siècle, la féodalité, ruinée par les croisades, décimée par la guerre de Cent Ans, est vaincue par la royauté et le peuple. La monarchie lui succède.

Les serfs et vilains s'émancipent, mais beaucoup tombent de l'esclavage dans l'indigence.

La fin du régime féodal entraîne des désordres au sein des administrations d'assistance. Une réforme s'impose. La monarchie va l'entreprendre pour la faire aboutir sous Louis XIV.

La réforme porta sur l'administration hospitalière, qui fut laïcisée, et sur la création d'hôpitaux généraux.

Elle fut d'abord réalisée à Paris, qui, à partir de cette époque, eut toujours une organisation spéciale de secours publics.

Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, les troubles de la guerre de Cent Ans, l'affranchissement des serfs, donnent naissance à une grande classe de mendiants. Péril social. D'un autre côté, l'administration hospitalière est en pleine anarchie et le clergé dans cette profonde décadence qui précède et amène la réforme. La royauté s'inquiète de cette situation, se porte vers les pauvres, dans l'intérêt de l'ordre social qu'elle est appelée, et seule désormais, à maintenir.

Ce n'est pourtant qu'au ^{xvi}^e siècle qu'elle agit : elle intro-

duit l'élément laïque dans les administrations hospitalières, et partage dès lors avec l'Église la charge de secourir les pauvres. Tout en conservant l'organisation préexistante qu'elle fait servir à ses desseins, elle apporte dans son œuvre, nous l'avons vu, des tendances nouvelles, et se soucie autant de police que de charité.

Le xvi^e siècle dépasse donc le clergé de ses attributions temporelles, et la *Commune* devient le centre d'action des établissements charitables, la source de leur administration. Ce rôle joué par la Commune au xvi^e siècle est un fait capital. La première pensée du législateur qui entreprend de *réglementer la charité publique* est de placer l'organisme chargé de l'exercer au sein de l'association communale. N'est-ce pas, en effet, à la commune, cette extension de la famille, que doit revenir l'honneur et le fardeau de secourir les misères qu'elle seule est convenablement placée pour bien connaître? Aussi la tendance de l'assistance publique, comme par l'effet d'une affinité naturelle, a-t-elle été de se rapprocher de la commune, sans toutefois se laisser absorber définitivement par elle.

Le lien qui unit ces deux organes s'est pourtant trouvé le plus souvent rompu par suite de l'ingérence de l'État dans l'administration des secours publics. Au xvi^e siècle, la monarchie absolue en écarte les représentants de la municipalité. C'est le Parlement qui joue, à partir de cette époque, le rôle rempli au xvi^e siècle par les magistrats municipaux dans l'administration charitable.

Au reste, un historique sommaire de l'administration des deux grands établissements de bienfaisance à Paris, avant Louis XIV, fera voir plus clairement le rôle successif du clergé, de l'État et de la Commune en matière d'assistance.

B. — *Administration de l'Hôtel-Dieu*

Jusqu'en 1505, l'administration de l'Hôtel-Dieu est toute entière entre les mains du clergé.

Des origines à 829, l'évêque seul administre l'Hôtel-Dieu. En 829, on applique les règles prescrites par le Concile d'Aix-la-Chapelle (816) qui prescrivait aux évêques de se décharger sur leurs chapitres du soin des asiles dont ils avaient eu jusque-là la direction. Un des chanoines, élu par le chapitre, devait en être l'administrateur avec le titre d'hospitalier. La mense épiscopale est scindée ; les revenus de l'hôpital sont prélevés sur les deux menses, épiscopale et capitulaire.

En 1006, l'évêque abandonna à son chapitre tous ses droits sur l'hôpital ; jusqu'en 1505, les chanoines en eurent donc la direction exclusive.

Le chapitre choisissait parmi ses membres deux *provisseurs*, nommés pour un an ; ceux-ci exécutaient les décisions prises dans les assemblées générales bi-annuelles et les assemblées ordinaires qui avaient lieu chaque semaine. Le chapitre nommait aussi un *maître* et une *prieuse*, direc-

teurs immédiats de l'hôpital : le *maître* présidait le chapitre ordinaire, avait sous ses ordres le personnel masculin, religieux et laïque, était chargé de la gestion du domaine rural, de la tenue de la comptabilité, de la garde des archives. La prieuse commandait le personnel féminin, et avait la surveillance des salles. Elle dépendait directement du chapitre.

En 1505, tout change. La guerre de Cent Ans a ruiné les hôpitaux, et l'anarchie sévit dans leur administration. L'Hôtel-Dieu de Paris est le théâtre d'abus scandaleux : il y a lutte entre le chapitre et le maître, procès devant le Parlement, et finalement abdication solennelle du chapitre entre les mains de la municipalité (4 avril 1505). Le Parlement rend, le 2 mai suivant, un arrêt qui retire définitivement l'administration temporelle de l'Hôtel-Dieu pour la confier à huit bourgeois. La direction et la discipline du personnel restèrent toutefois à l'autorité ecclésiastique ; les laïques étaient de simples régisseurs du patrimoine hospitalier. Les huit bourgeois étaient élus par le prévôt des marchands et les échevins ; l'élection devait être ratifiée par le Parlement.

Ainsi, comme conséquence du développement de l'esprit municipal, l'administration hospitalière présente un caractère *communal* ; mais la commune n'absorbe pas l'autonomie de l'Hôtel-Dieu ; elle nomme les administrateurs, elle n'administre pas.

La royauté, s'affermissant, élimine de plus en plus l'élément ecclésiastique.

En 1543, l'édit de Fontainebleau oblige les administrateurs à rendre des comptes; en 1579, l'ordonnance de Blois substitue, partout où les actes de fondation ne s'y opposent pas, les administrateurs bourgeois aux ecclésiastiques.

Au xvm^e siècle, le pouvoir royal envahit à leur tour les privilèges municipaux. L'ascendant pris par le Parlement dans l'administration de l'Hôtel-Dieu, la transformation des charges de prévôt des marchands et d'échevins en offices presque héréditaires, l'extinction de la vie municipale préparèrent la voie à Louis XIV.

C. — *Administration du Grand Bureau des pauvres*

Selon le droit canonique, chaque commune devait *secourir ses pauvres*, principe qui domine encore notre législation.

Avant la création du Grand Bureau des Pauvres par François I^{er}, en 1544, la police des mendiants et des pauvres de Paris appartenait au Parlement, qui exerçait son action par l'intermédiaire des curés, des marguilliers et des plus notables paroissiens. François I^{er} enleva au Parlement pour l'attribuer à la municipalité parisienne, « la superintendance et conduite des choses requises pour l'entretien de la communauté des pauvres. » Il en était

d'ailleurs ainsi dans les principales villes du royaume. Les Prévôts des marchands et Échevins devaient « commettre et députer ainsi qu'ils avaient accoutumé de faire pour le gouvernement de l'Hôtel-Dieu, un certain nombre de notables bourgeois conseillers de ladite ville et autres gens de bien notables et charitables, lesquels ils présenteront d'an et an ou de deux ans en deux ans ainsi qu'ils adviseront, à notre dite Cour de Parlement pour illec faire et prêter le serment tel que font et prestant en icelle les gouvernements dudit Hostel-Dieu (1). »

Les marguilliers dressaient dans chaque paroisse les rôles des pauvres.

Tous les établissements charitables devaient contribuer, sous la haute direction du Grand Bureau, au soulagement des pauvres et à l'extinction de la mendicité, double but de l'institution nouvelle. Cette tentative de concentration fut encore consolidée par l'édit de 1547 qui reliait dans un réseau unique toutes les institutions charitables, à la tête desquelles marchait le Grand Bureau.

Les secours à domicile formaient la base de l'organisation.

C'était là une vue d'ensemble toute nouvelle, qui annonce, pour l'ampleur, les conceptions révolutionnaires. Mais elle ne devait pas aboutir, à cause de l'esprit d'indépendance des administrations des autres établissements

(1) Lettres patentes du roi François I^{er}, Félibien, Histoire de la Ville de Paris, *Preuves*, III.

à qui l'édit de 1547 laissait toute leur autonomie ; les pouvoirs du Grand Bureau émanaient, comme ceux de l'Hôtel-Dieu, de la municipalité ; le nouvel établissement ne pouvait avoir aucune prééminence sur l'ancien.

Il subsista quelque chose de cette tentative de cohésion : deux hôpitaux furent placés sous la dépendance du Grand Bureau : les Petites-Maisons (vieillards et vénériens) et la Trinité (enfants).

Au reste, de bonne heure, le Grand Bureau cessa d'être l'instrument que le pouvoir avait voulu qu'il fût : dès longtemps avant la création de l'Hôpital Général, il ne recevait plus de mendiants.

Il se produisit dans l'administration du Grand Bureau quelque chose d'analogue à ce qui s'était passé à l'Hôtel-Dieu, et pour les mêmes raisons : le Grand Bureau perdit peu à peu son caractère municipal, pour devenir une institution parlementaire. Dès 1555, l'administration se départagea et comprit, à côté de l'ancien bureau, un grand Conseil relevant du Parlement.

Au xvii^e siècle, les fonctions de commissaire du Grand Bureau, autrefois données à l'élection par le Prévôt des marchands et les Échevins, n'étaient plus que des charges paroissiales sous la direction du Procureur Général.

En résumé, l'administration des secours à domicile est d'abord entre les mains du Parlement ; au commencement du xvii^e siècle elle devient municipale ; dans la deuxième moitié du xvi^e siècle, elle devait redevenir parlementaire.

§ IV. — RESSOURCES DES ÉTABLISSEMENTS

L'histoire financière des établissements d'assistance reflète fidèlement l'histoire des idées qui ont présidé à leur création et à leur administration. Tant que c'est exclusivement la *charité chrétienne* qui anime les œuvres de bienfaisance et le clergé qui les dirige, elles sont uniquement subventionnées par l'aumône volontaire des fidèles.

Par le deuxième concile de Tours, chapitre IV, canon 5, il est déclaré que chacune ville est obligée de nourrir ses pauvres, et que chacun soit ecclésiastique, soit autre citoyen, y doit contribuer, en ces termes : *ut una quoque civitas pauperes et egenos incolas alimentis congruentibus pascat, secundum vires, ut tam vicini presbyteri quam cives omnes, suum pauperem pascant quo fiet ut ipsi pauperes per alienas civitates non fatigentur.*

Peu à peu l'ardeur de la foi diminue ; en même temps le rôle du clergé s'efface, se borne au spirituel ; la royauté est entrée en scène, et nous avons vu dans quel esprit elle s'occupe des secours publics : elle prétend que les institutions charitables concourent au maintien de l'ordre, à l'extinction de la mendicité. Dès lors ces institutions peuvent être considérées, en grande partie, comme de simples organes de la vie administrative du royaume ; donc les citoyens doivent contribuer à leur fonctionnement ; le devoir purement mystique envers les pauvres, prescrit

par Dieu, devient une charge obligatoire imposée par l'État ; l'aumône primitive se transforme en impôt de sécurité et de salubrité publique ; c'est d'abord une taxe directe, proportionnée à la fortune, puis des impôts indirects, qui n'ont plus aucun caractère d'aumône.

Toutefois, remarquons dès à présent qu'il ne fut jamais question, avant 1789, de reconnaître le *droit au secours* pour l'indigent. Au fond, le principe de l'assistance reste le même, sous les rois absolus, qu'au temps du Moyen Age. « Lorsque l'autorité civile, poussée par l'intérêt politique et social qui s'attachait à l'extinction de la mendicité, entreprit de diriger elle-même l'administration charitable, elle ne fit que continuer ce qui se pratiquait auparavant ; elle conserva l'organisation telle qu'elle existait, avec ses mêmes règles, ses mêmes procédés, ses mêmes ressources, sans modifier son fonctionnement. Bien plus, elle s'inspira des mêmes sentiments et des mêmes doctrines. Elle prétendit seulement *exécuter elle-même le précepte de la charité* qui jusque-là n'avait été mis en œuvre que par la puissance ecclésiastique. Elle crut accomplir une mission qui lui était imposée par Dieu. Mais, en même temps, à la sanction toute spirituelle que l'Église donnait à l'exécution de ses prescriptions, le pouvoir civil substitua la sanction matérielle... On passa ainsi, de la façon la plus naturelle, du droit canon au droit civil, de la loi divine à la loi humaine. »

(1) Parturier, *loc. cit.*

A. — *Ressources de l'Hôtel-Dieu*

L'Hôtel-Dieu conserva plus longtemps et plus fidèlement que le Grand Bureau et l'Hôpital Général, établissements créés de toutes pièces par la royauté, son caractère primitif d'institution charitable, entretenue librement par les fidèles.

L'Hôtel-Dieu était une *personne morale*, comme l'église dont il dépendait ; il participait aux prérogatives et privilèges de l'église ; c'était comme *bien d'église* que les rois mirent son patrimoine sous leur sauvegarde.

Les ressources de l'Hôtel-Dieu provenaient : 1° du domaine immobilier ;

2° des libéralités et dons manuels, très nombreux et très divers. L'Hôtel-Dieu avait le droit d'accepter les dons et legs ;

3° du produit des quêtes et des tronc ;

4° des confiscations et amendes ;

5° de concessions royales (privilèges judiciaires, exemptions d'impôts, aumônes et fondations du roi ; monopole du commerce de la boucherie et de la volaille pendant le carême.)

B. — *Ressources du Grand Bureau des Pauvres*

Le Grand Bureau des pauvres ne possédait pas de domaine immobilier et ne jouissait que de privilèges peu importants. En dehors des quêtes et tronc il tirait ses prin-

cipales ressources des *libéralités* et de la *taxe des pauvres*.

Jusqu'en 1656, il fut le *représentant légal des pauvres* et à ce titre recueillait les libéralités que les curés, vicaires, notaires devaient susciter et dont ils devaient donner connaissance aux commissaires.

Tous les dons recueillis devaient être versés dans la caisse de la communauté ; c'était là la première application du principe de la spécialité.

La taxe des pauvres, créée en 1533 et 1535, était une aumône obligatoire. Le Parlement obligeait les chapitres et couvents de religieux à contribuer à la nourriture des pauvres, sous peine de saisie de leur temporel. L'imposition devint régulière et définitive lors de la création du Grand Bureau. Dans son arrêt du 12 novembre 1543, le Parlement enjoignait aux curés, vicaires ou prêcheurs « d'admonester le populaire de faire l'aumône à la communauté des pauvres, en leur faisant claire démonstration, par raisons vives et efficaces, qu'ils y sont tenus et obligés, et que, pour l'exécution de l'obligation divine, *il faudra que la justice séculière y mette la main...* »

Tout le monde était sujet à la taxe, qui fut jusqu'au xviii^e siècle la grande ressource de la bienfaisance publique. A cette époque, elle devint impuissante à stimuler l'élan charitable des fidèles.

D'ailleurs, en 1656, l'Hôpital général déposséda le Grand Bureau du produit de cette taxe.

LIVRE PREMIER

CATÉGORIES DE MALHEUREUX ET ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LES SECOURIR

Nous avons vu, dans l'introduction, qu'avant Louis XIV il existait à Paris deux grands établissements charitables : l'Hôtel-Dieu et le Grand Bureau des pauvres. L'Hôtel-Dieu recevait tous les malades, à l'exception des lépreux, soignés dans les *léproseries*, et des vénériens et teigneux, soignés aux *Petites-Maisons*, qui dépendaient du Grand Bureau des pauvres. Ce dernier avait été créé pour relier dans un réseau unique tous les services de secours publics : il distribuait les *secours à domicile*, qui formaient la base de l'assistance, *hospitalisait*, outre les malades énumérés ci-dessus, les vieillards (*Petites-Maisons*) et les enfants (hôpital de la Trinité). Cette tentative d'unification des secours avait d'ailleurs échoué : d'un côté, les administrations hospitalières, restées indépendantes, résistaient au Grand Bureau, qui ne dirigeait que les deux hôpitaux

placés sous son administration directe ; d'un autre côté et surtout, le Grand Bureau s'était montré absolument incapable de réprimer la *mendicité*, problème essentiel de l'époque.

Sous Louis XIV, le Grand Bureau conserve son caractère d'établissement de secours à domicile, mais se voit éclipsé, pour tout le reste, par l'Hôpital général, fondé en 1656, et dont on peut dire qu'il est en matière d'assistance, « la grande pensée du règne. » Nous nous trouvons dès lors en présence de trois grandes sortes d'établissements, ayant déjà la physionomie qu'ils auront de nos jours : l'*hôpital* (Hôtel-Dieu), le service des secours à *domicile* (Grand-Bureau) et l'*hospice* (Hôpital général).

Nous pourrions étudier successivement ces trois grands établissements, mais, comme leurs rôles respectifs sont loin d'être aussi tranchés dans la pratique qu'en théorie, nous préférons traiter la question *par rapport à chacune des cinq catégories de malheureux*, considérée isolément, et nous demander où et comment sont secourus, sous Louis XIV, les indigents valides, les vieillards et infirmes, les malades, les aliénés et les enfants.

I. — Indigents valides

A. — *La conception du dépôt de mendicité remplace celle du secours à domicile*

Les indigents valides avaient de bonne heure été exclus

de l'Hôtel-Dieu. L'aumône générale (1536) leur donna du travail, tandis que la mendicité était réprimée avec une sévérité impitoyable. En 1544, le Grand Bureau des pauvres fut chargé des secours à domicile et de la police des mendiants. Les secours à domicile étaient accordés aux pauvres impuissants ; quant aux valides on les envoyait à des travaux publics organisés par le prévôt des marchands et les échevins. La police des mendiants était faite par un bailli et par les sergents des pauvres.

Mais la royauté se voyait impuissante en face du développement extraordinaire du paupérisme ; malgré les peines les plus sévères (1) l'armée des mendiants grossit de jour en jour : on les évalue sous Henri IV à 40.000. Pendant la minorité de Louis XIII un gentilhomme, nommé Jean de Drouet adressa à la reine régente un mémoire, *La France guerrière*, où il proposait d'utiliser les mendiants au nettoyage de la ville ; ce mémoire attira l'attention de la reine et l'amena à consulter des magistrats sur la question du paupérisme ; il sortit de cette conférence, en 1612, une ordonnance royale qui ordonnait l'*enfermement* des pauvres, et dont voici les prescriptions, très intéressantes en ce qu'elles sont comme une ébauche de l'édit créant l'Hôpital général.

« Dans les hôpitaux des pauvres enfermés, n'y seront que ceux qui justifieront être natifs de la ville, prévôté et

(1) Voir plus haut, Introduction, pages 11 sqq.

vicomté de Paris, ou bien qui y auront si longtemps séjourné, qu'ils auraient vraisemblablement perdu l'espérance de toute autre retraite ; et tous les autres seront tenus pour forains, et châtiés exemplairement, étant trouvés mendiants dans ladite ville et faubourgs, après le temps qui leur aura été donné pour se retirer.

« Ces hôpitaux seront distingués en trois maisons séparées : savoir, pour en l'une d'icelles être mis les hommes valides ; en l'autre les femmes, filles et enfants mâles au-dessous de huit ans ; et en la troisième, les hommes et femmes malades de maladie incurable, et tellement invalides qu'ils ne puissent travailler en aucun ouvrage.

« Et pour l'administration et gouvernement desdits hôpitaux, sera choisi tel nombre de bons et notables bourgeois qui sera estimé nécessaire, pour avoir le soin des bâtiments, vivres, vêtements et mœurs desdits pauvres enfermés, lesquels prêteront le serment à la Cour.

« Sera aussi choisi personne capable pour recevoir et manier les deniers destinés à l'entretien desdits hôpitaux, lequel sera tenu d'en rendre compte à la manière de celui du Grand Bureau des pauvres.

« Quatre prêtres seront habitués esdites maisons, nourris, entretenus et gagés, qui célébreront la messe chaque jour, entre six et sept heures du matin, laquelle lesdits pauvres seront tenus d'entendre.

« Et aux jours de fêtes et dimanches, y seront faites

prédications par les religieux de cette ville alternativement.

« Seront lesdits pauvres enfermés, nourris le plus austèrement que faire se pourra, pour ne les entretenir en leur oisiveté ; et leur sera fourni, par chacun an, deux paires d'habits complets de toile et de bure, selon la saison, ainsi qu'il sera avisé par lesdits gouverneurs.

« Les hommes seront employés à travailler à moudre du blé aux moulins à bras qui seront dressés dans les Hôpitaux, brasser de la bière, scier des ais, et à battre du ciment et autres ouvrages.

« Les femmes et filles et petits enfants au-dessous de huit ans, travailleront à filer, faire bas d'estame, boutons et autres ouvrages dont il n'y a métier juré.

« Pour vaquer auxdits ouvrages seront tenus se lever, depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} mars, à six heures du matin ; et depuis le dit 1^{er} mars jusqu'au 1^{er} octobre, à cinq heures du matin, pour travailler jusqu'à sept heures du soir, plus tôt ou plus tard s'il est ordonné par les maîtres ou gouverneurs.

« Les hommes, femmes et enfants, tant mâles que femelles, fourniront à celui qui sera préposé par lesdits maîtres ou gouverneurs, la besogne qui leur sera ordonnée par chacun jour ; autrement seront châtiés, à la discrétion desdits maîtres et gouverneurs.

« Et, pour les contenir en devoir, seront choisis par les maîtres et gouverneurs, entre iceux pauvres, les plus rete-

nus ; savoir, un pour chaque vingtaine, qui aura le soin et répondra des actions des autres ; pour avoir aussi la garde des paillasses, couvertures, draps et autres linges, auxquels sera fait telle gratification que les dits gouverneurs aviseront.

« Sera fait registre, par le portier de chacune maison, de tous les pauvres qui entreront en icelle, auxquels le nom, surnom, âge, stature et poil sera désigné.

« Les malades desdits hôpitaux seront portés en l'Hôtel-Dieu, et là reçus et traités comme les autres.

« Seront faites défenses à tous pauvres, même à ceux de l'aumône générale, de mendier publiquement ; et, pour en empêcher la contravention, sera enjoint au bailli des pauvres, faire exacte perquisition chacun jour avec ses sergents, et de conduire prisonniers tous ceux qu'il trouvera mendiant par les rues : permis à tous autres sergents faire de même, pour être contre les dits pauvres procédé extraordinairement ».

On acheta le terrain du Jeu de Paume de la Trinité, où l'on construisit l'hôpital chargé d'enfermer les pauvres, Notre-Dame de la Pitié. Mais cette première tentative d'un vaste dépôt de mendicité n'aboutit pas. « Les administrateurs de l'hôpital, notables bourgeois, négligèrent des fonctions qui leur semblaient insupportables ; les magistrats laissèrent tomber en désuétude l'ordonnance de Louis XIII, si bien qu'au bout de quelques années, tout fut réduit à l'entretien et à l'éducation d'un certain nombre

de petites filles et de petits garçons. Quelques vieilles femmes infirmes y trouvèrent aussi un abri pour leurs vieux jours, et enfin, dans un lieu séparé qu'on appela *Bon-Secours*, on reçut encore des filles et des femmes débauchées qui désiraient revenir à une existence plus régulière (1) ».

Cependant les accroissements de Paris et les troubles de la Fronde augmentaient encore le nombre des mendiants. Les paysans, opprimés tour à tour par les différentes armées qui dévastaient la France, en étaient réduits, ou à se faire bandits, ou à venir par bandes se réfugier dans les villes, où ils s'entassaient dans les quartiers délabrés, sans air ni lumière, formant une foule « grouillante, rongée par le vice, la vermine, les maladies de toutes sortes... et comme un peuple indépendant qui ne reconnaissait ni la loi, ni la religion, ni supérieurs ni police (2) » Les crimes se multiplièrent. En vain la charité privée se répandait-elle en œuvres de toutes sortes, sous l'impulsion de l'admirable Vincent de Paul ; le débordement de la misère était trop grand. L'idée d'enfermer les pauvres n'était pas abandonnée ; Vincent de Paul formait le projet d'une vaste maison ouverte où tous les pauvres pourraient entrer volontairement ; de son côté, le Président du Parlement, Pomponne de Bellièvre, soutenu par l'opinion

(1) Docteur Guillier, *Histoire de l'hôpital Notre-Dame de Pitié*.

(2) Abbé Recalde, *Histoire de l'Hôpital Général charitable de Paris*.

publique lasse de la tyrannie des mendiants, sollicitait énergiquement du pouvoir royal le renfermement des pauvres.

Le succès des *magasins charitables* (1651) où l'on revêtait tant de pauvres, où l'on nourrit tant de misérables, fit entrevoir la possibilité de renfermer et contenir dans le devoir l'armée des pauvres.

Pomponne de Bellièvre se donna tout entier à cette tâche ; il reprit le projet formé pour l'établissement d'un Hôpital Général dont le Parlement avait en 1632 ordonné l'exécution, mais dont les circonstances avaient suspendu l'effet. Il fit un examen attentif de tous les plans proposés depuis quelques années, et les soumit à l'appréciation de nombreuses personnes. La chose devint ainsi publique ; « chacun put ainsi en discourir à son aise, et l'on doit dire que la plupart du monde traita le dessein d'imagination et de chimère et ceux qui l'entreprenaient de gens de bonne volonté mais de petite prévoyance. » M. de Bellièvre ne se découragea pas, et la « rêverie de dévôts » ayant plu à Mazarin, l'édit du Roi du 27 avril 1656 ordonnait la création de l'*Hôpital Général*.

B. — *Création de l'Hôpital Général*

L'édit du roi partant établissement de l'Hôpital Général, pour le renfermement des pauvres mendiants de la ville et faubourgs de Paris, déclarait que le nouvel établisse-

ment ne serait pas, en même temps qu'une œuvre de charité, une institution de police :

« Les rois nos prédécesseurs ont fait, depuis le dernier siècle, plusieurs ordonnances de police, sur le fait des pauvres de notre bonne ville de Paris, et travaillé, par leur zèle, autant que par leur autorité, pour empêcher la mendicité et l'oisiveté comme les sources de tous les désordres. Et bien que nos Compagnies souveraines aient appuyé par leurs soins l'exécution de ces ordonnances, elles se sont trouvées néanmoins, par la suite des temps, infructueuses et sans effet, soit par le manquement des fonds nécessaires à la subsistance d'un si grand dessein, soit par le défaut d'une direction bien établie et convenable à la qualité de l'œuvre. De sorte que dans les derniers temps, et sous le règne du défunt roi notre très honoré seigneur et père d'heureuse mémoire, le mal s'étant encore accru par la licence publique, et par le dérèglement des mœurs, l'on reconnut que le principal défaut de l'exécution de cette police provenait de ce que les mendiants avaient la liberté de vaguer partout, et que les soulagements qui étaient procurés n'empêchaient pas la mendicité secrète, et ne faisaient point cesser leur oisiveté. Sur ce fondement fut projeté et exécuté le louable dessein de les renfermer dans la maison de la Pitié, et lieux qui en dépendent ; et lettres patentes accordées pour cet effet en 1612, registrées en notre cour de Parlement de Paris, suivant lesquelles les pauvres furent enfermés ; et la direc-

tion commise à de bons et notables bourgeois qui successivement, les uns après les autres, ont apporté toute leur industrie et bonne conduite pour faire réussir ce dessein. Et toutefois, quelques efforts qu'ils aient pu faire, il n'a eu son effet que pendant cinq ou six années, et encore très imparfaitement, tant par le défaut d'emploi des pauvres dans les œuvres publiques et manufactures, que pour ce que les directeurs n'étaient point appuyés des pouvoirs et de l'autorité nécessaires à la grandeur de l'entreprise, et que par la suite des désordres et le malheur des guerres, le nombre des pauvres soit augmenté au-delà de la créance commune et ordinaire, et que le mal se soit rendu plus grand que le remède. De sorte que le libertinage des mendiants est venu jusqu'à l'excès, par un malheureux abandon à toutes sortes de crimes, qui attirent la malédiction de Dieu sur les états, quand ils sont impunis. L'expérience ayant fait connaître aux personnes qui se sont occupées dans ces charitables emplois, que plusieurs d'entre eux, de l'un et de l'autre sexe, habitent ensemble sans mariage, beaucoup de leurs enfants sont sans baptême, et ils vivent presque tous dans l'ignorance de la religion, le mépris des sacrements, et dans l'habitude continuelle de toutes sortes de vices. C'est pourquoi, comme nous sommes redevables à la miséricorde divine de tant de grâces, et d'une visible protection qu'elle a fait paraître sur notre conduite à l'avènement, et dans l'heureux cours de notre règne, par le succès de nos armes et le bonheur de nos

victoires, nous croyons être plus obligés de lui témoigner nos reconnaissances par une royale et chrétienne application aux choses qui regardent son honneur et son service : considérant ces pauvres mendiants comme membres vivants de Jésus-Christ, et non pas comme membres inutiles de l'état ; et agissant dans la conduite d'un si grand œuvre, non par ordre de police, mais par le seul motif de la charité ;

A ces causes, après avoir fait examiner toutes les anciennes ordonnances et règlements sur le fait des pauvres, par grands et notables personnages, et autres intelligents et expérimentés en ces matières, ensemble les expédients les plus convenables dans la misère des temps, pour travailler à ce dessein et le faire réussir avec succès à la gloire de Dieu, et au bien public, de notre certaine science, propre mouvement, pleine puissance et autorité royale : Voulons et ordonnons, que les pauvres mendiants valides et invalides, de l'un et de l'autre sexe, soient enfermés dans un hôpital pour être employés aux ouvrages, manufactures et autres travaux, selon leur pouvoir, ainsi qu'il est amplement contenu au règlement, signé de notre main, attaché sous le contre-scel des présentes, que nous voulons être exécuté selon sa forme et teneur. »

Le roi abandonnait à l'Hôpital général :

La Pitié ;

La Salpêtrière (1) ;

Bicêtre ; (2)

Le Refuge ; (3)

L'Hôtel de Scipion ; (4)

La Savonnerie.

Les lieux qui servent à enfermer les pauvres, sont nommés *l'Hôpital-Général des pauvres*. L'inscription en doit être mise, avec les armes du roi, sur le portail de la maison de la Pitié, et des maisons qui en dépendent. Le roi s'en déclare le protecteur et fondateur ; et cependant il veut qu'il ne dépende ni du grand aumônier, ni d'aucun autre de ses officiers.

Bellièvre fut admirablement secondé pour l'exécution du projet par les directeurs nommés à la tête de l'Hôpital-Général et aussi par la charité publique. Meubles, linge, ustensiles, métiers, il fallait tout préparer, tout créer, tout

(1) A la suite d'explosions et des délabrements de l'arsenal Louis XIII avait établi sur la rive gauche de la Seine, un petit arsenal : plusieurs bâtiments en forme de grange, où l'on travaillait le salpêtre, une chapelle et un château formaient la *Salpêtrière*. Pendant la Fronde, les travaux furent interrompus, et le château était abandonné quand Louis XV l'ajouta à l'Hôpital Général.

(2) Le château de *Bicêtre*, ruiné par un incendie en 1412, avait été rebâti en 1632, par ordre du roi, pour y construire un grand hôpital pour les soldats invalides.

(3) Terrain avoisinant la Pitié.

(4) L'hôtel de Scipion Sardini, gentilhomme italien, à côté du cimetière de Clamart (actuellement amphithéâtre des hôpitaux).

ordonner. Lits avec paillasson, paille, traversin, draps et couvertures, qui, à deux personnes en chacun, suffiront à 3.000 pauvres; apothicairerie, manufactures, la subsistance au moins pour un an, qui doit être mise sur le pied de 100 livres pour chacun (1).

Toute une année avait été employée à ces préparatifs. Le 7 mai 1657, l'édit fut publié *à son de trompe et cri public*. Le 13, une messe solennelle fut chantée, à l'occasion de l'Hôpital Général, dans toutes les églises de Paris, et le 14, le renfermement eut lieu, sans désordres, grâce aux mesures énergiques prises par la Reynie, premier lieutenant de police, secondé par les *archers* de l'Hôpital. Au reste, la plupart des malheureux étaient séduits par l'idée que le supplice de la faim allait cesser pour eux.

Paris fut donc pour un temps débarrassé des mendiants, et l'on put croire le but atteint. Mais ce ne fut qu'une illusion. Dès 1695, ils recommencent à fourmiller dans les rues. En 1698, leur multitude est telle qu'un homme, soit à pied, soit en voiture, soit dans une boutique, ne peut venir à bout de rien à cause de leur importunité; si vous donnez à l'un d'eux, vous en attirez immédiatement un essaim autour de vous (2).

Jusqu'à la Révolution, il en alla de même, et la

(1) *Mémoire pour l'Hôpital Général charitable*, cité par le Dr Boucher, *la Salpêtrière*.

2) Dr Lister, *Journey to Paris*, 1698.

Royauté devait disparaître avant d'avoir réussi à vaincre le mendiant.

C. — *L'Hôpital-Général, dépôt de mendicité et maison de force :
mendiants et filles publiques*

Les pauvres valides enfermés dans les maisons de l'Hôpital Général étaient assujettis à travailler dans des manufactures établies à cet effet. A partir de l'âge de 16 ans, le tiers du produit de leur travail leur revenait. Le 15 avril 1685, une déclaration royale organisa des *ateliers publics* pour les mendiants valides de Paris. Ces ateliers étaient soumis à une discipline des plus sévères : « Défendons expressément à ceux qui seront enrôlés pour travailler auxdits ouvrages, de vaguer par la ville durant les heures qui seront réglées pour le travail par le prévôt des marchands et échevins, et de quitter lesdits ateliers, sans un congé exprès d'un officier qui sera préposé pour cet effet par lesdits prévôt et échevins, à peine d'être mis au Carcan dans l'atelier, ou punis d'autres ou moindres peines, ainsi qu'il sera ordonné par le prévôt et les échevins sur le rapport qui leur en sera fait par l'officier préposé pour la conduite des ateliers, sans aucune forme ni figure de procès, ni sans appel (1). »

L'Hôpital Général n'était pas qu'un dépôt de mendicité :

(1) *Code de l'Hôpital Général*, p. 430.

« Les maisons de la Salpêtrière et de Bicêtre ont à présent une seconde destination. Outre celle de renfermer les pauvres, elles sont maisons de *correction*, et même de *force*, dans lesquelles sont détenues deux mille personnes : les unes *par ordre du roi*, les autres *en conséquence de jugements* ; certaines, *pour tout le cours de leur vie* ; le plus grand nombre pour un temps fixe seulement ». Parmi celles-ci, les femmes débauchées, que le règlement du 28 avril 1684 renferma à la Salpêtrière.

« Les femmes d'une débauche et prostitution publique et scandaleuse, ou qui en prostituent d'autres, seront renfermées dans un lieu particulier destiné pour cet effet dans la maison de la Salpêtrière, lorsqu'elles y seront conduites par l'ordre de sa majesté, ou en vertu des jugements qui seront rendus pour cet effet au Châtelet par le lieutenant de police à l'encontre desdites femmes, sur les procès qui leur seront instruits, pour y demeurer durant le temps qui sera ordonné ; sa majesté voulant que les sentences dudit lieutenant de police en ce fait particulier, et dont sa majesté lui a attribué, en tant que besoin est, toute juridiction et connaissance, étaient exécutées comme de juge en dernier ressort.

« Si en jugeant un procès criminel, les juges, à qui la connaissance dudit procès appartiendra, trouvent à propos de condamner à la même peine des femmes convaincues du susdit crime de débauche publique, qui se trouveront comprises dans lesdits procès, elles pourront être aussi

enfermées dans le même lieu, en vertu des arrêts ou jugements qui interviendront pour cet effet.

« Lesdites femmes entendront la messe les dimanches et fêtes, et seront traitées des maladies qui leur pourront survenir, sans sortir du lieu où elles seront renfermées, qu'en cas d'une nécessité indispensable. Elles prieront Dieu toutes ensemble un quart d'heure le matin, autant le soir ; et durant la journée on leur fera la lecture du catéchisme, et de quelque livres de piété pendant le travail auquel on trouvera à propos de les employer.

« Elles seront habillées de tiretaine, avec des sabots ; elles auront du pain, du potage et de l'eau pour nourriture, et une pailleasse, des draps et une couverture pour se coucher.

« On les fera travailler le plus longtemps et aux ouvrages les plus pénibles que leurs forces le pourront permettre, en la manière en laquelle les directeurs qui en auront le soin particulier, le trouveront à propos.

« Lesdits directeurs pourront, après quelque temps, permettre à celles desdites femmes qui paraîtront avoir regret de leurs désordres, de travailler à des ouvrages moins rudes et d'acheter, du gain qu'elles y pourront faire, jusqu'à demi-livre de viande chaque jour que l'on en peut manger, ou des fruits et autres rafraîchissements, ainsi que lesdits directeurs le jugeront à propos.

« On punira les jurements, la paresse au travail, les emportements, et les autres fautes que lesdites femmes

pourront commettre, par le retranchement du potage, en les mettant au carcan, dans les malaises, durant certain temps de la journée, ou par les autres voies semblables et usitées dans ledit Hôpital, que les directeurs estimeront nécessaires.

« D'autre part, on recevra à la maison du Refuge les femmes qui s'y retireront volontairement, de même que celles qui y seront enfermées en vertu de jugements ou d'ordre supérieur. » (Lettres patentes du mois de juillet 1691.)

III. — *L'Hôpital Général et les secours à domicile : les ménages pauvres*

L'édit de 1656 défendait d'admettre *les mendiants mariés* « tant par le défaut de logements nécessaires et convenables aux personnes de cette condition que par la difficulté du gouvernement de tant de différents ménages et petites familles. »

L'Hôpital Général distribuait donc à ces mendiants mariés des *secours à domicile*, qui aidaient à leur subsistance « jusques à la concurrence de ce qui s'en pouvait manquer. » C'est là, comme l'a très bien vu M. Parturier, une première application de l'idée, reprise au xix^e siècle, d'associer les établissements hospitaliers au service des secours à domicile.

Mais le même auteur constate que ces secours, loin

d'éteindre la mendicité, ne firent que lui donner un aliment nouveau et accrurent les dangers de la « mendicité héréditaire chez les enfants. » Aussi, dès 1661, les ménages pauvres furent-ils hospitalisés à la Salpêtrière.

E. — *Réception des pauvres à l'Hôpital Général :*
domicile de secours

L'Hôpital Général serait-il ouvert à *tous* les pauvres sans exception, comme l'Hôtel-Dieu l'était à tous les malades, ou serait-il réservé aux pauvres de la ville et des faubourgs de Paris? Ce n'était pas la première fois que cette question du *domicile de secours*, si importante en droit hospitalier, s'imposait à l'attention du législateur. A la vérité, il faut attendre la Révolution pour trouver des lois et des règlements décisifs sur la matière. « L'organisation des secours publics, dit M. Derouin (1), a été trop incomplète et trop imparfaite dans le passé pour qu'avant les temps modernes le législateur se soit préoccupé d'obliger certaines personnes civiles à secourir les indigents domiciliés sur une circonscription territoriale déterminée, ou de prescrire que le secours accordé par ces personnes civiles serait subordonné à la détermination du domicile de l'indigent, ou enfin d'établir, pour certains cas d'assistance, une réglementation qui permît à la personne civile ayant secouru l'indigent de se faire rembourser des dépenses résultant de ce

(1) *Traité du domicile de secours.*

secours par une autre personne civile, à laquelle incomberait l'assistance de l'indigent domicilié sur sa circonscription territoriale. Les pouvoirs publics n'avaient pas admis davantage qu'il y eût lieu de distinguer du domicile réel le domicile de secours et de soumettre l'un et l'autre à des règles spéciales.

Et pourtant, les *secours à domicile* avaient toujours été *localisés*.

Dès les premières réglementations, on voit que la charge des pauvres incombe à une circonscription territoriale déterminée, communauté d'habitants ou paroisse. Le cinquième canon du chap. 4 du Concile de Tours, de 570, contenait la disposition suivante : « Ut unaquæque civitas pauperes et egenos incolas alimentis congruentibus pascat, secundum vires, ut tam vicini presbyteri quam cives omnes suum pauperem pascant quo fiet, ut ipsi pauperes per alienas civitates non fatigantur ». Depuis Charlemagne, dit l'Exposé des motifs de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, la même règle « que chaque cité nourrisse ses pauvres » se retrouve dans tous les édits et ordonnances. Mais ces prescriptions étaient en général peu suivies.

Il en allait tout autrement des prescriptions relatives à l'expulsion des mendiants étrangers.

François I^{er}, par une ordonnance de 1536, prescrit que les pauvres invalides « qui ont chambre et logement et lieu de retraite soient nourris et entretenus par la paroisse ».

On doit en conclure que les autres pauvres ne pouvaient s'attendre qu'à l'expulsion.

L'arrêt du Parlement de Paris du 5 février 1535 enjoint aux mendiants valides « qui auront été ou seront hors des rôles des aumônes et qui sont natifs de cette ville de Paris et n'y ont fait leur résidence continuelle depuis deux ans » de vider la ville et ses faubourgs dans le délai de trois jours, pour se retirer dans les lieux, villes et villages dont ils sont natifs, ou autres lieux, pour y travailler sans mendier, et ce, sous peine de la hart.

Le 22 décembre 1564, le Parlement renouvelait ses ordonnances relatives à la police des pauvres, et notamment mettait en demeure les pauvres étrangers d'avoir à quitter Paris dans les vingt-quatre heures. (Bonnardot, *Registre des délibérations du bureau de la ville de Paris*, t. 4, et Archives nationales, Parlement de Paris, X^e 1615, f^o 219.)

L'ordonnance de Moulins du mois de mars 1556, art. 73, ordonne : « que les pauvres de chaque ville, bourg et village seront nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg ou village dont ils sont natifs et habitants ; et à ces fins, seront les habitants tenus de contribuer à la nourriture desdits pauvres, selon leurs facultés, à la diligence des maires, échevins, consuls et marguilliers des paroisses. »

Les « statuts pour les hospitalux des pauvres enfermez », de 1611, contiennent comme premier article, la disposition suivante : « Dans les hospitalux des pauvres enfermez, n'y

seront que ceux qui justifieront par escript estre natifs de la ville, Prévosté et Vicomté de Paris. »

Louis XIV remit en vigueur les dispositions des anciennes ordonnances relatives au domicile de secours. Dès 1662, l'Hôpital Général était encombré de malheureux venus de toutes les provinces. Or il n'était pas juste « que la bonne ville de Paris fournit seule la nourriture que les autres villes du royaume devaient chacune à leurs pauvres, selon l'équité naturelle. » En conséquence, l'édit de juin 1662 *ordonnait la création d'un Hôpital Général dans toutes les villes du royaume* « pour y loger, enfermer et nourrir les pauvres mendiants et invalides natifs des lieux, ou qui y auront demeurés pendant un an... » L'Hôpital Général de Paris fut désormais réservé à Paris et à un certain nombre de communes de la banlieue.

Les règles relatives à l'admission à l'Hôpital Général furent établies par la déclaration du 23 mars 1680, qui aggravait en même temps les peines portées contre les mendiants récalcitrants :

« N'y ayant point encore d'Hôpitaux Généraux établis pour renfermer les pauvres, et punir les mendiants valides et fainéants, lorsque celui de notre bonne ville de Paris a été établi en l'année 1656, et ceux qui l'ont été depuis par nos ordres en différents endroits, ne l'ayant été que plusieurs années après, il y a été reçu un grand nombre de pauvres des autres villes et provinces qui se présentaient ; mais comme il y a présentement des Hôpitaux Généraux

presque dans toutes les villes considérables de notre royaume, que les ordonnances des rois nos prédécesseurs ont voulu que chaque lieu soulageât les pauvres qui s'y trouvent, et ayant été aussi informés que les peines portées par notre édit du mois d'avril 1656, contre les gueux valides et fainéants, n'étaient pas suffisantes pour abolir entièrement ce désordre, et que rien ne pouvait être plus efficace que de les enfermer dans des lieux destinés pour ce sujet, afin de les y punir par la perte de leur liberté, la nourriture qui leur serait donnée, et le travail nécessaire auquel on les obligerait de s'appliquer ;

« Nous avons estimé raisonnable de régler d'un côté la qualité des personnes qui doivent être reçues et traitées charitablement dans cet Hôpital, d'établir en même temps de nouvelles peines qui fassent une impression plus forte sur l'esprit de ces vagabonds, et de pourvoir par quelques nouveaux règlements que l'expérience a fait juger nécessaires à l'administration dudit Hôpital, qui peut être si utile au service de Dieu, et à la police de la ville capitale de notre royaume, par l'instruction et le soulagement des véritables pauvres, et la punition des gueux vagabonds que l'oisiveté plonge dans un nombre infini de dérèglements, et rend des membres inutiles et onéreux à l'État. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons par ces présentes, signées de notre main, que l'on recevra

volontairement dans l'Hôpital Général de notre bonne ville de Paris, les pauvres enfants et les vieilles personnes de l'un et l'autre sexe, et les infirmes d'épilepsie, mal-caduc ou autres maux de cette nature, natifs ou demeurant depuis plusieurs années dans ladite ville de Paris, faubours d'icelle, ou dans l'étendue de la prévôté et vicomté de Paris, qui seront hors d'état de pouvoir subsister sans le secours dudit Hôpital. Voulons qu'à cet effet les pauvres gens qui voudront y être reçus, ou ceux qui en prendront soin, mettent leurs noms, leurs âges, leurs demeures et l'état de leurs familles entre les mains du greffier dudit Hôpital; lequel chaque jour de bureau présentera tous les mémoires qu'il aura reçus à celui qui présidera, lequel les distribuera s'il est nécessaire à ceux des directeurs qu'il trouvera bon, pour s'informer, en la manière et par les voies qu'ils estimeront les meilleures, si les y dénommés sont de la qualité prescrite ci-dessus, pour être reçus dans ledit Hôpital, ou refusés sur le rapport qui en sera fait de quinzaine en quinzaine, par l'un des directeurs, s'il n'est jugé nécessaire de pourvoir plus promptement au soulagement de quelque pauvre qui en aurait un besoin plus pressant; et lorsqu'il sera trouvé à propos de refuser quelqu'un de ceux qui se seront présentés, leurs noms, demeures, âges et qualités, seront écrits sur un registre particulier, qui sera tenu pour cet effet, et signé le même jour par celui qui aura présidé.

« Voulons que si quelques-uns de ceux qui auront été

refusés, et qui seront âgés de seize ans et au-dessus, sont ensuite pris mendiants par les archers dudit Hôpital, ils soient enfermés un mois ou autre temps que les directeurs estimeront à propos dans les lieux établis pour renfermer les gueux vagabonds, et traités en la même manière.

« Ordonnons que toutes les personnes valides de l'un et de l'autre sexe, âgés de seize ans et au-dessus, qui auront la force nécessaire pour gagner leur vie, lesquels seront pris mendiants dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris, à Saint-Germain-en-Laye ou à Versailles, lorsque nous y ferons notre séjour, ou sur les chemins qui y conduisent, seront enfermés dans les lieux préparés séparément pour les personnes de l'un et de l'autre sexe, pendant quinze jours ou autre temps plus long que les directeurs jugeront à propos, où il leur sera donné uniquement ce qui sera nécessaire à la vie, et y seront employés aux travaux les plus rudes qu'il sera possible et que leurs forces pourront porter; que ceux qui après y avoir été renfermés pendant ce temps seront pris mendiants une seconde fois, seront renfermés pendant trois mois dans les mêmes lieux, et en cas qu'ils soient pris ensuite mendiants une troisième fois, voulons qu'ils y soient enfermés durant un an; et s'ils sont pris une quatrième fois, ordonnons qu'ils y seront renfermés pendant le reste de leur vie, sans qu'ils en puissent sortir pour quelque prétexte que ce puisse être, même en cas de

maladie. Voulons que les hommes et garçons âgés de vingt ans et au-dessus qui en sortiraient par quelque voie que ce fût, après y avoir été renfermés pour la quatrième fois, et seraient pris mendiants, ou qui ne voudraient point travailler aux ouvrages auxquels on les voudrait appliquer, soient conduits au Châtelet pour y être condamnés aux galères à perpétuité, par le lieutenant de police, avec six conseillers du Châtelet, en dernier ressort, dont nous leur donnons par ces présentes le pouvoir nécessaire; et pour les femmes et filles qui seront prises mendiantes une quatrième fois, après être échappées desdits lieux, ordonnons qu'elles seront renfermées plus étroitement dans les lieux destinés à cet effet.

« Voulons que tous les pauvres qui auront été pris mendiants, soient amenés dans les lieux de dépôt près la maison de la Pitié, pour être examinés trois fois chaque semaine par ceux des directeurs qui seront commis de temps en temps, et ensuite les gueux, mendiants et vagabonds, conduits dans les lieux destinés pour les renfermer pendant les temps portés par l'article précédent, ou conduits au Châtelet pour y être jugés, ainsi que le cas y échéra; et les pauvres qui paraîtront de la qualité de ceux qui doivent être reçus dans ledit Hôpital, envoyés dans les maisons d'icelui, pour être plus particulièrement examinés, et être reçus ou refusés au Bureau, sur le rapport qui en sera fait par les directeurs qui seront commis à cet effet.

« Enjoignons très expressément aux directeurs dudit Hôpital, d'appliquer les pauvres valides qui y seront aux travaux et métiers dont ils les jugeront les plus capables, sans souffrir qu'ils en soient divertis, sous quelque prétexte que ce soit, pendant les jours ouvriers, non plus que les officiers et officières, des emplois qui leur sont confiés, après avoir assisté le matin aux prières accoutumées, et de récompenser et punir les uns et les autres également dans toutes les maisons, eu égard à leur travail.

« Enjoignons pareillement auxdits directeurs de ne donner aux pauvres que les vêtements absolument nécessaires et conformes à leur état, avec le plus de simplicité qu'il sera possible.

« On voit assez par les dispositions et le ton même de cette déclaration que l'Hôpital Général, définitivement réalisé, ne ressemblait que d'assez loin à la grande maison charitable qu'avait rêvée Vincent de Paul : il y a là, quoi qu'en dise le fondateur, un mélange de police et de charité qui choque et qui explique non seulement l'impopularité universelle de l'établissement, mais encore la stérilité de l'œuvre ».

F. — *OEuvres privées*

Deux très anciennes institutions, datant du ^{xii}^e siècle, l'hôpital Sainte-Catherine et l'hôpital Sainte-Anastase et Saint-Gervais recevaient le soir et logeaient pendant trois nuits, le premier les femmes, le second les hommes sans ouvrage.

II. — Vieillards et infirmes

A. — *Les Incurables*

Au commencement du xvii^e siècle, il n'y avait de place que dans une partie des Petites-Maisons, pour les malheureux atteints de maladies incurables. En 1632, Marguerite Rouillé, femme de Jacques Le Bret, conseiller au Châtelet, donnait à l'Hôtel-Dieu des maisons, des vignes et des jardins qu'elle possédait à Chaillot, et 622 livres de rente pour faire bâtir l'*Hôpital des incurables de Sainte-Marguerite*. Vers le même temps, le prêtre Jean Joullet, dans le même dessein, légua sa fortune à l'Hôtel-Dieu.

Mais le véritable créateur des Incurables fut le cardinal François de La Rochefoucauld, grand aumônier de France et président du Conseil d'État. Il donna à l'Hôtel-Dieu, le 4 novembre 1634, 2.866 livres de rente; par le même contrat, les gouverneurs de l'Hôtel-Dieu abandonnaient, pour expédier les bâtiments des Incurables, 10 arpents de terre leur appartenant; l'Hôtel-Dieu était indemnisé de ce terrain par le legs de Jean Joullet. La Rochefoucauld et d'autres personnes ajoutèrent de nouveaux dons, et en 1637, Louis XIII confirmait l'établissement de l'hôpital, dont la direction était confiée au bureau de l'Hôtel-Dieu. Marguerite Rouillé y transporta la donation qu'elle avait faite, se réservant l'usufruit de ses propriétés de Chaillot,

qui devaient être vendues à sa mort et converties en fondations de lits.

Les fondateurs de lits, très nombreux, ou leurs délégués, nommaient qui bon leur semblait. Pourtant certaines conditions étaient indispensables. Il fallait, pour entrer aux Incurables, être catholique, fournir son extrait baptistaire et un certificat de bonne vie et mœurs donné par le curé de la paroisse. Le médecin et le chirurgien de l'hôpital examinaient le sujet proposé et constataient la nature incurable de son mal (1).

L'âge des malades fut fixé à 16, puis à 20 ans.

En entrant, l'admis apportait un petit trousseau, qui fut fourni, à partir de 1707, par la maison, moyennant 45 livres. Il faisait abandon à l'Hôpital de tous ses biens. Il devait jurer « qu'il n'avait fait aucun présent pour sa nomination. » Les trafics de ce genre étaient assez fréquents tant les places aux Incurables étaient recherchées.

En 1656, il y avait 108 lits ; en 1690, lors des embarras financiers de l'établissement, ce nombre fut réduit à 70.

(1) Étaient admis par le règlement « les relaschements et contractions invétérées des nerfs, les dislocations et fractures des os, qui n'ont été remis en temps convenable, les paralysies anciennes, les tumeurs extraordinairement grosses, les hergues avec notables ruptures, les cheutes de gros boyaux, les précipitations de la matrice, grandes, invétérées et monstrueuses, les hydropisies confirmées, l'agitation continuelle et générale des membres, les chancres ulcérées, les gouttes nouées, la stupidité, et autres pareils accidents que l'on estime sans remède. »

On louait dans l'hôpital des appartements à des particuliers, « gens de distinction et de piété » (1) à charge de faire une aumône en entrant et de mener une vie tranquille.

Le règlement de la maison était monastique : à cinq heures, lever ; à cinq heures et demie, prière et lecture de l'Évangile, écoutée à genoux ; jusqu'à 7 heures, soins de propreté, pansements par le chirurgien ; à 7 heures, messe, suivie de déjeuner, (un morceau de pain et un verre de vin) ; de 8 heures à 10 heures et demie, les malades étaient tenus de travailler dans leurs lits ou dans la chambre de travail, et en silence. A 10 heures et demie, ils dinaient d'une soupe, d'un bouilli, d'un demi-setier de vin, et de pain. Le dîner était suivi d'une récréation d'une heure ; à midi, l'angelus, la récitation du chapelet, et, deux fois par semaine, le catéchisme ; puis le travail reprenait jusqu'à 4 heures et demie. A 5 heures on soupait, et à 7 heures, tout le monde devait être couché.

Le personnel religieux se composait de 5 ecclésiastiques, dont un supérieur, nommés par l'archevêque de Paris, et de *Filles de la Charité*, ou sœurs grises (2).

Un médecin et un chirurgien étaient attachés à la maison. Sans doute au début le médecin aussi était spécial

(1) L'évêque Camus, M^{me} de la Sablière, etc.

(2) A partir de 1689. Jusque-là, le service avait été fait par des laïques bénévoles, qui parfois même payaient pour entrer comme servantes des malades.

aux Incurables, mais au moment de la crise économique de 1690, les médecins de l'Hôtel-Dieu furent chargés d'aller tour à tour, et de mois en mois, faire le service gratuitement aux Incurables. On décida ensuite qu'un seul d'entre eux resterait chargé de ce soin : ce serait un médecin expectant, qui attendrait ainsi sa place de médecin ordinaire de l'Hôtel-Dieu (1).

B. — *Pauvres impuissants secourus à domicile par le
Grand Bureau des Pauvres*

Nous avons vu que le Grand Bureau assistait *par le travail* les pauvres valides. Quant aux pauvres impuissants, ils étaient à la charge du Grand Bureau, *s'ils avaient un domicile*. Dans le cas contraire, on les envoyait dans les hostels et Maisons Dieu pour y être nourris, secourus et entretenus des deniers et revenus des établissements. (édit de 1547).

Recevaient des secours à domicile, selon les termes de l'édit, les « malades et infirmes. » En fait, tous les pauvres incapables de travailler, vieillards, enfants, veuves, ménages chargés d'enfants, étaient secourus par le Grand Bureau, qui, hospitalisant des enfants à la Trinité, et des vieillards, avec certaines catégories de malades (teigneux, vénériens, aliénés) aux Petites-Maisons, se trouvait ainsi

(1) Délibération du 27 avril 1690 — Voir *Notice historique sur l'Hôpital Laënnec*, par H. Feulard, interne des hôpitaux, Paris, 1884.

« embrasser l'ensemble de l'assistance » : « Quant aux autres paouvres qui sont sains de leurs membres et néanmoins sont invalides pour travailler, comme jeunes enfants ou gens vieulx et decrepitez, chargés de femme malade et de grand nombre d'enfants ou qui autrement ne peuvent gagner leurs vies et de leur famille sans l'aide et la subvention de ladicte Aumosne generale, il leur est aussi pouveu à tous selon leurs aages, nécessités, charges et qualités... » Aussi trouve-t-on dans le Grand Bureau des Pauvres l'ébauche de tous les services d'assistance publique moderne : bureaux de bienfaisance, assistance médicale, hôpitaux spéciaux, asiles d'aliénés, hospices de vieillards et d'enfants.

Après interrogatoire de l'indigent, examen médical par le barbier de service et enquête du commissaire de quartier, ce dernier faisait un rapport fidèle au bureau, qu'il écrivait au bas des requêtes en vue d'admission à l'aumône; « ce rapport, dit le règlement de 1676, portera le nom, âge, qualité et lieu de la naissance, et demeure des supplians, et le nom et surnom de celui ou celle en la place duquel il entrera (1) ». Le nombre des indigents inscrits sur les rôles est donc fixe. D'autre part, les commissaires ne peuvent « mettre aucun pauvre à

(1) Voir dans Parturier, *op. cit.*, une comparaison très intéressante entre les termes du règlement de 1676 et les dispositions du décret du 15 novembre 1895 sur l'organisation de l'assistance à domicile à Paris.

l'aumône et sur le rôle d'icelle, ny en rayer et rejeter aucun de ceux qui y sont employez, que ce ne soit par ordonnance et permission du Bureau ».

L'inscription de l'indigent sur le rôle de la paroisse est *temporaire*, pour les enfants, les ménages et les malades, ou *définitive*, pour les vieillards et infirmes.

Les rôles sont revisés périodiquement par les commissaires de leurs quartiers respectifs ; le règlement de 1676 exige en outre que, tous les ans, il soit procédé à un recensement général des indigents.

Les pauvres admis à l'aumône portent sur l'épaule droite une croix de toile rouge et jaune ; le règlement de 1676 leur défend de quitter leur paroisse sans le congé du commissaire.

Les secours étaient distribués publiquement, tous les huit jours par un répartiteur, sous la surveillance du commissaire.

Un médecin et un chirurgien, élus pour un an, et cinq barbiers, désignés à tour de rôle tous les trois mois, visitaient et pansaient les pauvres, que les commissaires leur désignaient.

C. — *Pauvres impuissants hospitalisés par le Grand Bureau des Pauvres.*

Le Grand Bureau des Pauvres hospitalisait les vieillards et infirmes aux *Petites Maisons*, où on leur réservait, dit

Fontanon, « deux chauffoirs communs, faits en forme de cloche, l'un du côté des hommes et l'autre du côté des femmes ». Ils devaient avoir au moins 60 ans. On les admettait par ordre d'âge, d'après une liste dressée par le Grand Bureau.

Le Grand Bureau appliquait strictement les règles du domicile de secours : n'étaient hospitalisés aux Petites Maisons ou secourus à domicile, que les pauvres de la ville et prévôté de Paris.

D. — *L'Hôpital Général, hospice de vieillards et infirmes*

L'Hôpital Général comme le Grand Bureau des pauvres, mais sur une bien plus large échelle, secourt les pauvres impuissants. En même temps qu'un dépôt de mendicité il est un hospice. Les vieillards des deux sexes âgés d'au moins 60 ans, y sont admis, les hommes à Bicêtre, les femmes à la Salpêtrière. Les règles relatives au domicile de secours et aux admissions sont les mêmes que pour les indigents valides.

E. — *Les Invalides*

Louis XIII avait établi en novembre 1633 la Commanderie de Saint-Louis, où étaient admis les soldats blessés ou infirmes ; la maison de Bicêtre leur fut donnée comme asile.

Quand Louis XIV céda Bicêtre à l'Hôpital Général, les vieux soldats furent provisoirement envoyés aux frontières ou dans des forteresses. Les Invalides qui prétendaient avoir des droits sur Bicêtre menacèrent de le reprendre et il fallut que le Parlement rendit, le 18 avril 1657, un arrêt contre tous soldats estropiés qui empêcheraient ou troubleraient les Directeurs de l'Hôpital Général en la propriété, possession et jouissance du château de Bicêtre. Un arrêt du 20 août 1659 établit à ce sujet des peines sévères, qu'on appliqua sans pitié.

Cependant Louis XIV, loin de songer à abandonner les vieux soldats, méditait un projet plus grandiose que la Commanderie de Saint-Louis. En 1671, il fit élever sur les dessins de Mansard, l'Hôtel Royal des Invalides, auquel il assignait les revenus nécessaires, tant sur les pensions des oblats que sur ses domaines et le produit spécial des retenues. Cette œuvre lui était particulièrement chère : « entre les différents établissements, disait-il dans son testament, que nous avons faits dans le cours de notre règne, il n'y en point qui soit plus utile à l'État que celui de l'Hôtel Royal des Invalides... toutes sortes de motifs doivent engager le Dauphin et tous les rois nos successeurs, à soutenir cet établissement et à lui accorder une protection particulière. Nous les y exhortons autant qu'il est en notre pouvoir. »

III. — Malades

A. — *Malades présumés curables. — L'Hôtel-Dieu*

Les malades présumés curables, à l'exception des malades spéciaux, dont nous parlerons plus loin, étaient tous admis à l'Hôtel-Dieu, quel que fût leur lieu d'origine, *sans aucune considération du domicile de secours* : « L'Hôtel-Dieu est ouvert indifféremment à toutes sortes de malades; il reçoit même les Turcs..... et il a la consolation que jusqu'ici jamais Turc ni hérétique n'y est mort, qu'il n'ait, auparavant que de mourir, reconnu son aveuglement, et abjuré ses erreurs, tant le ciel bénit tout visiblement une si sainte maison (1). »

L'Hôtel-Dieu recevait les blessés, ainsi que les aliénés susceptibles de guérison. Une salle y était réservée aux femmes enceintes. Après la création de l'Hôtel Général on les envoyait, en attendant leurs couches, à la Salpêtrière.

Le nombre des médecins fut porté, en 1661, de 4 à 7, savoir : « un qui sera pour le service seulement des prêtres, religieuses et officiers de la maison, sans qu'il puisse être employé au service des pauvres malades, et six pour lesdits pauvres malades des salles de l'Hôtel-Dieu. Il sera donné à chacun médecin desdits pauvres malades

(1) *Avertissement de l'état de 1663*, cité par Rondonneau de la Motte.

six cents livres de gages, et celui des prêtres, religieuses et officiers trois cents livres, attendu que leur emploi sera moins grand (1). » Les médecins changeaient de service, d'abord tous les deux mois, puis tous les trois mois. En 1687, le Bureau décida qu'ils ne changeraient plus que tous les six mois « à cause qu'ils n'ont pas tous une même méthode pour traiter leurs malades. »

La délibération du bureau du 7 août 1671 nous donne de curieux renseignements sur le mode de nomination de ces médecins : « Sur l'avis qui a été donné au Bureau du décès du sieur Perreau, l'un des médecins ordinaires de l'Hôtel-Dieu et qu'il faut pourvoir d'un autre médecin en sa place, Monseigneur le Premier Président et quelques autres de Messieurs se sont plaints des sollicitations et recommandations importunes faites par ceux qui aspirent à cet emploi, qui se trouvent au nombre de 25 ou 30, que pour éviter à l'avenir un pareil inconvénient, il serait à propos d'exclure tous ceux qui ont sollicité pour être reçus, et qu'ayant été autrefois proposé de ne recevoir plus de médecins que pour un peu de temps, afin de les changer sans peine, s'ils ne servaient pas bien, ou les continuer si on était satisfait de leur service, il serait bon de renouveler cette proposition, puisque cela les tiendrait plus dans le devoir, et rendrait cette place moins brigüée

(1) Brièle, *Délibérations de l'ancien bureau de l'Hôtel-Dieu*, dél. du 21 janvier 1661.

la Compagnie n'a voulu arrêter l'exclusion proposée, attendu qu'il se pourrait faire que le bien de l'Hôtel-Dieu fût de choisir l'un des aspirants, mais d'y faire considération dans le choix qui est à faire, que celui qui sera reçu ne le sera que pour le reste de cette année et pour la prochaine, et ainsi de tous les autres qui seront reçus à l'avenir, *qui ne le seront que pour un an*, lequel expiré on délibérera s'il sera continué ou congédié... » Au surplus, nous trouvons trace de nombreuses plaintes portées contre les médecins ordinaires de l'Hôtel-Dieu, « qui font leurs visites trop à la hâte et trop tard (1). »

Le personnel médical comprenait en outre un chirurgien, des garçons chirurgiens, une maîtresse sage-femme, secondée par des apprentisses, et un apothicaire.

L'insalubrité de l'Hôtel-Dieu était notoire, la mortalité effrayante. Les malades étaient entassés jusqu'à six dans un seul lit. L'air et la lumière manquaient. L'emploi des femmes enceintes compte parmi les plus insalubres : placé sur une salle surchargée de fiévreux et pleine d'air corrompu, placé aussi sur la salle des blessés dont l'air est infect, il reçoit les vapeurs de l'une et de l'autre par les escaliers... Il reçoit, en dehors, celles de la salle des morts, et de la salle des opérations, sur laquelle au surplus tombent les vidanges de la salle d'accouchement (2).

(1) Briéle, *Délib. du 14 février 1670*.

(2) H. Carrier, *Origines de la Maternité de Paris*, 1888.

On lit dans *l'Avis au lecteur*, placé en tête de *l'état de 1651* : « Sans exciter par un long discours votre charité envers les pauvres de l'Hôtel-Dieu. je vous convie à leur rendre une visite ; c'est en ce lieu que vous reconnaîtrez... la grande nécessité des malades, et que vous apprendrez par autant de bouches qu'il y a d'affligés (c'est-à-dire par 17 ou 1800 voix qui se multiplient tous les jours) les incommodités qu'ils souffrent faute de logement... c'est là que vous pourrez voir la grandeur des bâtiments entrepris pour le soulagement de ces pauvres, que vous pourrez juger de la somme immense d'argent qui est nécessaire pour les achever... et que vous avouerez... qu'il est du tout impossible que ceux qui ont l'administration de cet hôpital y puissent subvenir sans les aumônes des gens de bien... »

B. — *Malades de l'Hôpital Général.*

Les pauvres de l'Hôpital Général, lorsqu'ils sont malades de maladies formées, doivent, en conformité d'une ancienne délibération prise par le Bureau de l'Hôtel-Dieu, au sujet des pauvres qui étaient atteints de maladies dans les maisons destinées pour les pauvres valides, être envoyés à l'Hôtel-Dieu, pour y être traités, et après leur convalescence, être ramenés audit Hôpital Général, avec mention sur le registre de leur sortie et de leur retour. (*Délibération du bureau de l'Hôtel-Dieu du 19 septembre 1612, et règlement de 1656, art. 27.*)

Il y aura en l'Hôpital Général un lieu particulier d'infirmierie pour les indispositions communes des pauvres, et un autre pour les officiers domestiques malades dudit Hôpital (*Même règlement, art. 28.*)

Le Parlement, considérant que l'Hôpital Général n'est point établi par son institution pour garder les malades, ordonne, sur le réquisitoire de M. le procureur général, que le Grand Bureau sera tenu de recevoir sur les billets des administrateurs dudit Hôpital, les pauvres affligés du mal vénérien. (*Arrêts des 6 décembre 1659, et 7 septembre 1660*)

Un accord intervient entre MM. les administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris, d'une part, et MM. les directeurs de l'Hôpital Général, d'autre part, en la conférence tenue au Palais, sous la présidence de monseigneur le Premier Président, le 23 janvier 1659 :

I. Sur la réception à l'Hôtel-Dieu des pauvres malades envoyés de l'Hôpital Général, a été arrêté que les malades envoyés sur le certificat d'un des médecins de l'Hôpital Général seront reçus audit Hôtel-Dieu, après néanmoins que les malades auront été vus par le visiteur ordinaire dudit Hôtel-Dieu, qui en pourra surseoir la réception. au cas qu'il juge que les pauvres envoyés soient atteints de peste, teigne, écrouelles, grosse vérole et autres maladies contagieuses. — II. Sur la réception des enfants malades de la petite vérole ou rougeole, a été arrêté qu'ils seront reçus audit Hôtel-Dieu,

quoiqu'ils soient sans fièvre et non pas leur mère avec eux, sinon que les enfants fussent encore à la mamelle, auquel cas les mères seront reçues avec leurs enfants. — III. Sur la réception, en la salle des accouchées de l'Hôtel-Dieu, des femmes grosses qui s'y présenteront, a été arrêté qu'elles seront reçues un mois avant leur accouchement seulement, et à l'égard de celles qui se présenteront pour être reçues, qui ne seront point encore dans le mois de leur accouchement, si elles veulent aller à Sainte-Marthe ci-devant Scipion, pour y être admises comme pauvres, elles prendront un certificat de la sage-femme dudit Hôtel-Dieu, qui fera mention du terme véritable de leur grossesse, autant qu'elle le pourra connaître, et se pourvoiront par devant MM. les commissaires préposés à la réception des pauvres, pour avoir un billet et être envoyées en ladite maison de Sainte Marthe, jusqu'à ce qu'elles soient au temps de pouvoir être reçues à l'Hôtel-Dieu. — IV. Sur le renvoi des pauvres dudit Hôpital Général qui, ayant été apportés malades audit Hôtel-Dieu, sont revenus à convalescence, a été arrêté qu'il en sera usé charitablement, et que les religieuses en seront averties. — V. Afin d'empêcher que lesdits pauvres venus en convalescence sortant de l'Hôtel-Dieu n'aient la liberté de mendier, a été arrêté que les carrioles dudit Hôpital Général seront envoyées tous les mercredis de chacune semaine à neuf heures du matin pour les hommes et garçons; et les vendredis à pareille heure pour les femmes et

filles, et n'en sera point renvoyé par autre voie audit Hôpital Général. — VI. Si les malades amenés de l'Hôpital Général audit Hôtel-Dieu y deviennent incurables, ils seront renvoyés audit Hôpital, et ceux qui auront été amenés d'ailleurs devenant incurables, ne seront point renvoyés audit Hôpital, mais à ceux qui les auront fait porter à l'Hôtel-Dieu, et à cet effet sera pris garde de ne recevoir aucun pauvre soupçonné de maladie incurable, qu'on ne remarque de quel lieu il vient et par qui il est amené ou envoyé. — VII. Sur ce qui a été remarqué que quelquefois on envoie trop tard audit Hôtel-Dieu les pauvres malades dudit Hôpital Général, a été arrêté qu'il y sera pourvu par ledit hôpital. — VIII. Les habits dont seront vêtus les pauvres dudit Hôpital Général, envoyés malades à l'Hôtel-Dieu, leur seront rendus s'ils guérissent, et s'ils meurent, seront rendus audit hôpital, et afin que lesdits habits puissent être plus facilement reconnus, ils seront marqués, par l'ordre des directeurs, de telle marque qu'ils aviseront, et mis dans l'office de la Poullerie, séparément des habits des autres pauvres, s'il se peut commodément faire, sinon en lieu où la mère de l'office trouvera plus à propos de les mettre. — IX. Les certificats des médecins, pour envoyer les pauvres dudit Hôpital Général audit Hôtel-Dieu, seront imprimés et en sera le modèle inséré dans les registres : Je soussigné, médecin ordinaire de l'Hôpital Général, certifie avoir vu et visité... pauvre... malade en la maison de... dépendante dudit Hôpital Gén-

ral, qu'il est nécessaire de faire promptement porter à l'Hôtel-Dieu, pour y être pansé charitablement, comme les autres malades. Fait à... jour de... mil six cent... — X. Avant que de résoudre si les pauvres malades dudit Hôpital Général, affligés du mal de bouche appelé scorbut, sont recevables à l'Hôtel-Dieu, a été arrêté qu'il sera pris avis de l'École de Médecine, si ce mal est contagieux ou non.

On conçoit combien ce système de transporter les malades de l'Hôpital à l'Hôtel-Dieu entraînait de mortalité pour les malades et de désordres pour l'administration des deux établissements. « Tout ce qui n'est que pauvre, disait La Rochefoucault-Liancourt, est, dès qu'il est malade, porté à l'Hôtel-Dieu ; la rigueur des saisons, leur intempérie, le caractère de la maladie, rien ne trouve grâce contre la règle de la maison, qui veut que ces malheureux soient voiturés à l'Hôtel-Dieu, entassés dans un tombereau non suspendu, ou, s'ils sont dans le cas le plus grave de maladie, portés à bras sur des brancards découverts, couchés sur une simple toile, et confiés ainsi à des vieillards de la maison, que leur manque de force oblige à s'arrêter sans cesse dans le trajet... Aussi assure-t-on que le nombre de ceux qui meurent en chemin est très grand (1). »

Ces lignes sont de la fin du XVIII^e siècle. Il fallut donc

(1) *Rapport fait au nom du Comité de mendicité*, p. 42.

attendre 90 ans pour songer à abolir ce système déplorable. Ce n'est qu'en 1767 qu'un arrêt du Parlement déclare que les gens de force des deux sexes ne seront plus envoyés à l'Hôtel-Dieu dans le cas de maladies formées. En 1780, le roi assujettit les directeurs de l'Hôpital Général à faire bâtir des infirmeries pour traiter les pauvres de toutes maladies, dans les trois maisons de la Pitié, de Bicêtre et de la Salpêtrière. Mais ces infirmeries n'étaient pas encore bâties à la Révolution.

Quant aux *indispositions communes* des pauvres de l'Hôpital Général, elles étaient soignées, à l'intérieur de l'établissement : « Voulons, dit l'article 57 de l'édit d'avril 1656, que le corps des apothicaires, et chirurgiens, donnent chacun deux compagnons de leurdit corps, capables pour servir gratuitement audit Hôpital, et y assister les pauvres, et les officiers, domestiques d'icelui, pour les indispositions communes des pauvres, et les maladies ordinaires des officiers et domestiques ; et après pareil temps de six ans, lesdits compagnons apothicaires et chirurgiens, gagneront pareillement leur maîtrise, sur les certificats des directeurs, en pareil nombre, et auront mêmes droits et privilèges que les autres maîtres. »

C. — *Convalescents*

Les convalescents encombraient l'Hôtel-Dieu. « Les pauvres meurent souvent à l'Hostel-Dieu parce que les

convalescens sont en mesme lit avec des grièfs malades, que l'on donne également à manger aux uns et aux autres, et qu'on ne peut pas les distinguer... Les convalescens causent des désordres si épouvantables, que les malades et les religieuses en sont très incommodés... » (1) En vain fit-on des réglemens pour renvoyer les malades guéris. Cet usage déplorable subsista jusqu'à la Révolution. Signalons pourtant quelques tentatives pour débarrasser l'Hôtel-Dieu des convalescens : en 1645, Fieubet avait fait don à l'Hôtel-Dieu d'une *maison sise rue de la Bûcherie*, pour y hospitaliser *les convalescentes*. En 1652, M^{me} Angélique Faure, veuve du surintendant Claude Bullion, créa l'*Hôpital des Convalescens*. Le but était de fournir un asile aux malades sortant guéris de l'Hôpital, mais encore incapables de reprendre leur travail. Les prêtres, les soldats ni les laquais n'y pouvaient être admis. Le service était fait par deux prêtres de Saint-Jean de Dieu. Il y avait 8 lits. On gardait les convalescens 15 jours.

Cette idée d'hospitaliser les convalescens fut reprise par Mazarin, qui légua 70.000 livres à l'Hôtel-Dieu pour une fondation analogue ; avant d'exécuter le legs, on voulut essayer le système et envoyer les convalescens de l'Hôtel-Dieu à Saint-Louis. Puis les choses en restèrent là.

(1) *Délibérations*, p. 43, 163, 283.

D. — *Malades spéciaux*§ 1^{er}. — PESTIFÉRÉS

Dès les premières années du xvi^e siècle, on avait eu la pensée d'isoler certains malades contagieux, et surtout les pestiférés. Une salle de l'Hôtel-Dieu, celle dite « du Légat » leur fut d'abord réservée. Mais cette mesure était des plus insuffisantes.

La peste de 1606 fit de tels ravages à l'Hôtel-Dieu qu'on créa pour les pestiférés 2 hôpitaux, Saint-Louis et Sainte-Anne. Ces établissements, ouverts en temps d'épidémie, servaient pour l'ordinaire, de magasins et de dépôts de vivres. On les utilisait aussi comme annexes de l'Hôtel-Dieu, dont ils dépendaient administrativement, aux époques où ce dernier était encombré de malades, par exemple en temps de guerre (1).

§ 2. — LÉPREUX

Les lépreux étaient arrachés brutalement de leur foyer, « mis hors du siècle » et parqués dans les lèproseries ou maladreries. Quelque triste que fût leur sort, il était préférable à celui des vénériens ou des aliénés, et ils jouissaient, dans leur retraite, d'un certain bien-être matériel, d'autant plus qu'on les considérait comme des élus, « les malades

(1) *Délibérations*, II, p. 94-96.

de Dieu, les chers pauvres de Dieu. » On dut même empêcher les mendiants de profession de s'introduire dans les léproseries, et un arrêt fut rendu en 1673 par la Chambre royale contre « ceux qui y habitent induement ». Au surplus, la lèpre était devenue rare au ^{xvii}^e siècle.

§ 3. — TEIGNEUX

Les teigneux étaient hospitalisés, soit aux Petites Maisons, soit à l'Hôpital Général.

§ 4. — ÉPILEPTIQUES

Il en allait de même des épileptiques. Les hommes allaient à Bicêtre, les femmes à la Salpêtrière.

§ 5. — VÉNÉRIENS

La syphilis fit son apparition à l'Hôtel-Dieu en 1496. Le fléau causa une terreur profonde, qui explique la cruauté des mesures prises contre les vénériens ; on les chassait, on les séquestrait, on les pendait. Puis on les renferma dans deux granges de la rue du Sépulcre, espèce de prison infecte. L'évêque de Paris, seul, s'émeut de leur détresse.

L'extension du fléau prend de telles proportions que la grange du faubourg ne peut plus contenir les vénériens. Ils envahissent l'Hôtel-Dieu, se confondant avec les autres malades. En 1505, le Parlement effrayé décide qu'il sera construit un hôpital spécialement destiné à la maladie

vénérienne. Mais le projet n'aboutit pas. Il fut repris en 1535. Les vénériens furent admis à l'Hôpital Saint-Eustache, puis à l'Hôpital Saint-Nicolas, qui d'ailleurs tombait en ruines. Plus de 60 ans après l'apparition du mal, les syphilitiques indigents en sont encore réduits à errer par les rues.

Quand le Grand Bureau fut fondé, il dut recueillir les vénériens que lui envoyaient les paroisses et l'Hôtel-Dieu (1). On les enferma dans l'Hôpital Saint-Germain, ou des Petites-Maisons, rue de Sèvres. Les vénériens y restèrent pendant deux siècles. Le régime était sévère ; on leur donnait le fouet avant et après le traitement. Les vénériens n'eurent pas d'autre hospice avant le milieu du xvii^e siècle. L'article 6 du règlement du 27 avril 1656 interdit l'accès de l'Hôpital Général « aux pauvres mendiants affligés du mal vénérien, qui seront renvoyés à ceux qui en doivent avoir le soin. »

Mais, au bout de quelques mois, la Pitié, Bicêtre et la Salpêtrière regorgeaient de syphilitiques. On les fustigea et on les dirigea sur les Petites-Maisons. On décida de plus, en 1658, d'examiner chaque femme qui entrerait à la Salpêtrière. Malgré ces précautions, l'Hôpital Général

(1) En 1559, un contrat fut passé entre les Petites Maisons et l'Hôtel-Dieu : les Petites Maisons soigneraient tous les vénériens et l'Hôtel-Dieu paierait au Grand Bureau une redevance de 240 livres tournois. Les engagements furent mal tenus de part et d'autre : le Grand Bureau s'ingéniait à éloigner les malades et l'Hôtel-Dieu à ne pas acquitter les arrérages de la rente.

continua à hospitaliser de nombreux vénériens. En 1659, un conflit curieux éclata entre l'Hôpital Général et le Grand Bureau : quelques-unes des femmes enceintes logées dans la maison de Scipion ayant été reconnues atteintes de maladies vénériennes, l'Hôpital Général les envoya d'office au Grand Bureau ; ce dernier les refusa sous prétexte que le traitement de la maladie, dans le cours de la grossesse, était préjudiciable à l'enfant. Les deux administrations choisirent comme arbitre la Faculté de médecine et le Grand Bureau dut s'incliner devant son arrêt.

En 1664, les Petites-Maisons hospitalisaient cent pauvres malades de la grosse vérole. » Jusqu'en 1690, les vénériens hommes, seuls, furent hospitalisés à Bicêtre ; « les femmes gâtées » étaient entassées à la Salpêtrière, où elles périssaient en grand nombre dans le dénuement le plus complet. Un arrêt du Parlement (1690) réunit à Bicêtre les vénériens des deux sexes.

Leur sort y était lamentable : il n'y avait qu'un lit pour huit postulants ; ils n'étaient admis à la *cure* que tous les deux mois. Les vénériens, comme les fous, durent attendre la Révolution pour « être élevés à la dignité de malades. » (1)

(1) « Les traversins n'étaient pas couverts de toile, et la tête des malades reposait sur un coutil souillé des émanations sales et putrides de ceux qui les avaient précédés pendant des années. Le sol disparaissait sous une couche épaisse d'immondices. Dans ces salles obscures, les fenêtres restaient toujours closes. — Beaucoup étaient

§ 6. — AVEUGLES

L'article 9 du Règlement du 27 avril 1656 prescrit à l'Hôpital Général de recevoir les aveugles jusqu'à ce qu'il y ait place pour les admettre aux *Quinze-Vingts*. Cet établissement avait été fondé par saint Louis en 1254.

§ 7. — ÉCROUELLEUX

L'article 11 du même Règlement de 1656, déclare que ceux qui sont affligés du mal des écroelles pourront, savoir : les étrangers durant un mois, et les français durant 15 jours, demeurer à Paris auparavant les fêtes solennelles auxquelles le roi a accoutumé de *toucher* ; ils seront tenus de se retirer 3 jours après la cérémonie accomplie, sous peine d'être chassés. Il leur sera cependant donné l'aumône, du fonds de l'Hôpital Général, si les directeurs jugent qu'ils en ont besoin pour leur subsistance.

IV. — Aliénés

L'Hôtel-Dieu recevait les aliénés *curables*.

Les aliénés incurables étaient hospitalisés aux Petites Maisons et à l'Hôpital général : un quartier de Bicêtre était

murées, ce qui avait transformé des salles de malades en cachots de criminels ». D^r A. Pignot, *L'Hôpital du Midi et ses origines*, Paris, 1885.

réservé aux fous et un quartier de la Salpêtrière aux folles.

On punissait les aliénés plutôt qu'on ne les soignait. La « renfermerie » de Bicêtre était odieuse. Les malades grelottaient, couverts de fange, dans des cellules grillées, étroites et humides, où n'arrivait jamais un rayon de soleil. Ils n'étaient pas soignés individuellement ; deux fois seulement par semaine, ils comparaissaient dans leur cage, devant le chirurgien, accompagné de quatre fusiliers (1). « Ils vivaient là, dit Pariset, à la merci des infirmiers, et ces infirmiers étaient des malfaiteurs qu'on avait tirés de la prison. Les aliénés étaient chargés de fers et garrottés comme des forçats. L'injustice de ces cruels tourments les transportait d'indignation ; et le désespoir et la rage achevaient de troubler leur raison égarée, leur arrachant jour et nuit des hurlements qui rendaient plus effrayant le bruit de leurs chaînes. (2) »

Les folles, à la Salpêtrière, ont un sort analogue : « Dans les basses loges, sortes de cabanons de six pieds carrés, elles ne reçoivent d'air et de jour que par le guichet dont la porte est percée ; un anneau de fer qui les étreint par le milieu du corps est rivé à la muraille ; leurs pieds et leurs mains sont attachés ; tout mouvement leur est impossible. Nues, pour la plupart, et grelottant sous

(1) E. Trélat, *Journal des progrès des sciences médicales*, 1827.

(2) Pariset, *Éloge de Pinel*, 1827.

cette atmosphère humide, elles poussent des gémissements qui semblent sortir de terre (1) ».

On sait que, pendant la Révolution, et grâce à l'admirable campagne de Pinel, les aliénés se virent enfin traités comme des personnes humaines. Cette catégorie de malheureux ne devait être distinguée juridiquement des quatre autres qu'au *xix^e* siècle (*loi du 30 juin 1838*).

Considérés, tantôt comme des mendiants, du ressort des dépôts de mendicité, tantôt comme des êtres dangereux qu'il fallait enfermer dans des maisons de répression, il ne pouvait être question, à leur égard, de domicile de secours.

V. — Enfants

A. — *Enfants pauvres non orphelins*

Certaines maisons charitables gardaient les enfants pendant le jour, surtout les jeunes filles : citons la maison de la Dentelle Noire, rue Saint-Placide, ainsi appelée du travail qu'y faisaient les jeunes ouvrières.

Les enfants pauvres non orphelins étaient secourus à domicile par le Grand Bureau des pauvres ; ils étaient aussi admis à l'hôpital de la *Trinité*. Cet hôpital fondé en 1202 avait été d'abord une hôtellerie servant d'asile

(1) Dr L. Boucher, *La Salpêtrière*.

aux voyageurs arrivés trop tard pour entrer dans Paris ; en 1547, un arrêt du Parlement l'avait transformé en une *école professionnelle* pour les enfants pauvres non orphelins de l'Aumône générale ; l'hôpital de la Trinité dépendait donc du Grand Bureau des pauvres quoique son patrimoine fût distinct. Il recevait les enfants d'au moins 5 ans « pris et segregés des maisons des pauvres de la ville et faux-bourgs de Paris » seulement, car remarquons-le une fois pour toutes, l'assistance des enfants fut localisée dès le xv^e siècle, où un arrêt du Parlement en imposa la dépense aux seigneurs hauts-justiciers.

On apprenait aux enfants de l'hôpital de la Trinité (Enfants Bleus) la lecture, l'écriture et un métier manuel : des métiers et des manufactures avaient été établis dans l'intérieur de l'hôpital. Pour que ces manufactures n'apportent aucun dommage « aux mestiers usitez en France » on y importe des industries étrangères. La royauté favorise cet enseignement professionnel. Mais le peu de ressources de l'établissement fait que le nombre des enfants se réduit de plus en plus et qu'on n'y trouve plus au xvii^e siècle que 100 garçons et 36 filles (*règlement de 1676, articles 13 et 14.*)

B. — Orphelins légitimes

Les filles orphelines de père et de mère, *nées à Paris*, étaient reçues à l'hôpital de la Miséricorde, ou des Cent

Filles, fondé en 1624 par le Président Segulier. Les orphelines y restaient jusqu'à 23 ans. Pour faciliter leur placement, Louis XIV accorda la maîtrise sans chef-d'œuvre à faire et sans droits à payer aux compagnons d'arts et métiers de Paris qui les épouseraient. La maison était dirigée par le Premier Président, le Procureur général du Parlement et le chef de la famille Séguier.

Cent orphelins et orphelines parisiens étaient hospitalisés à l'hôpital du Saint-Esprit, créé en 1362. L'administration en avait été confiée à des confrères. Le roi Charles VIII en 1443 avait confirmé l'hôpital et confrérie du Saint-Esprit, et en particulier sa destination à recevoir des enfants orphelins de père et mère et nés à Paris en légitime mariage. L'hôpital du Saint-Esprit doit nourrir les enfants, leur faire apprendre un état ou métier et marier les pauvres filles. (*Préambule de l'édit de juillet 1566*). Les enfants qui se retirent de l'hôpital ne peuvent rentrer en la jouissance de leurs biens qu'après avoir remboursé à l'Établissement tous les deniers qui ont été avancés pour eux. Les enfants qui se seront mal gouvernés et débauchés des lieu et service où ils ont été placés en apprentissage, ou qui se seront mariés à l'insu des maîtres et gouverneurs, seront privés des libéralités, droits de mariage et autres bienfaits que l'hôpital eût pu leur faire. (*Édit de 1566*).

Le 23 mars 1680, l'hôpital du Saint-Esprit est réuni à l'hôpital général, et les enfants qui sont élevés en cette

maison sont déclarés sujets à porter un bonnet rouge, comme indiquant qu'ils sont nourris des revenus de l'hôpital général (*déclaration du roi du 23 mars 1680*).

Un troisième hôpital était destiné aux orphelins légitimes : l'hôpital des Enfants Rouges, fondé par François I^{er}, à la sollicitation de sa sœur Marguerite de Navarre, d'abord pour les enfants de parents étrangers morts à l'Hôtel-Dieu, puis pour les orphelins du diocèse de Paris.

L'hôpital des Enfants Rouges fut réuni en 1680 à celui des Enfants Trouvés, sous la direction de l'hôpital général.

C. — *Enfants trouvés*

Tous ces établissements étaient destinés aux seuls orphelins nés en légitime mariage. Les bâtards en étaient formellement exclus. (*Célèbres lettres-patentes de Charles VI du 4 août 1445*). Au moyen âge, les Enfants Trouvés, en qualité d'*épaves*, étaient à la charge des seigneurs justiciers. A Paris, ce sont les doyens, chanoines et chapitre de Paris qui « ont accoustumé de recevoir et faire nourrir, pour l'honneur de Dieu » les enfants trouvés de la ville et des faubourgs (*lettres-patentes de François I^{er}, portant création de l'hôpital des Enfants Rouges*). Les Enfants trouvés d'abord recueillis à l'Hôtel-Dieu furent ensuite placés dans deux maisons situées au port Saint-Landry, et

achetées par les chanoines. Les seigneurs justiciers de Paris en avaient la charge ; l'administration en était confiée à trois dames charitables, et à un receveur. L'institution ne se développa guère et tombait même en pleine décadence quand parut Vincent de Paul. On sait l'œuvre admirable accomplie par celui qui mérita d'être appelé « le ministre de la charité nationale, le Grand Aumônier de la France. » Les hôpitaux de la Trinité, du Saint-Esprit et des Enfants Rouges étaient absolument insuffisants ; les conditions d'admission y étaient trop compliquées et on se heurtait surtout à la question de la légitimation de la naissance. Vincent de Paul voulut que les petits abandonnés fussent secourus sans distinction d'origine. En 1638, les Enfants trouvés furent installés sous la direction de Mademoiselle Legras et des Filles de la Charité dans une maison située à la porte Saint-Victor. L'établissement fut ensuite transporté au château de Bicêtre, donné par la Reine. Plus tard les Enfants Trouvés revinrent à Paris, au faubourg Saint-Denis. En 1670 les Enfants Trouvés sont proclamés « l'un des hôpitaux de Paris » et deviennent un établissement public ; la direction en est confiée au directeur de l'hôpital général. On réunit à l'hôpital des Enfants Trouvés ceux du Saint-Esprit et des Enfants Rouges.

L'établissement comprend :

1^o Un hospice dépositaire, la maison de la *Couche*, acquise en 1672. La *Couche* reçoit tous les enfants que lui

envoient les commissaires examinateurs au Châtelet de Paris, le Lieutenant criminel, l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital général.

2° La maison du Faubourg Saint-Antoine, acquise en 1674 ; on y plaçait les enfants dès l'âge de trois ans, puis de cinq ans à partir de 1696. Le système du placement des enfants à la campagne, si heureux, ne devait apparaître qu'au XVIII^e siècle en 1761.

3° *Des quartiers de la Pitié, de Bicêtre et de la Salpêtrière.* La maison du faubourg Saint-Antoine devenant insuffisante, vu le nombre toujours croissant des abandons d'enfants, une partie de ceux-ci fut placée dans les différentes maisons de l'Hôpital général. On les recevait à la Pitié depuis 4 ans jusqu'à 12 ans : on les instruisait et on les mettait en apprentissage ; les mauvais sujets étaient ramenés à la Pitié ou envoyés à Bicêtre. Les enfants de la Salpêtrière étaient divisés en deux groupes : ceux en bas âge étaient mis à la *Crèche* jusqu'à 7 ans ; au-dessus de 7 ans les filles étaient placées dans un bâtiment spécial de la Salpêtrière et les garçons allaient à la Pitié.

On se préoccupait aussi des enfants vicieux, comme le montre le règlement du 20 avril 1684.

Les enfants, soit garçons au-dessous de vingt-cinq ans, soit filles des artisans et des pauvres habitants de la ville et faubourgs de Paris, qui y exercent un métier ou qui y ont quelqu'emploi, lesquels maltraiteront leurs pères ou mères, ceux qui ne voudront pas travailler par libertinage

ou par paresse ; et les filles qui auront été débauchées, et celles qui seront en péril évident de l'être, seront enfermés dans les lieux destinés à cet effet : savoir, les garçons dans la maison de Bicêtre, et les filles dans celle de la Salpêtrière.

Les pères, mères, tuteurs ou curateurs des enfants de famille, leurs oncles, ou autres plus proches parents, en cas que leurs pères et mères soient morts, même les curés des paroisses où ils demeurent, pourront s'adresser au bureau de l'Hôpital-Général, qui se tient pour la réception des pauvres, où celui qui se trouvera y présider, commettra un ou deux des directeurs pour s'informer de la vérité des plaintes : et sur le rapport qu'ils en feront au jour auquel on reçoit les pauvres, où leur délivrera un ordre signé de celui qui présidera, et de quatre directeurs, adressant aux officiers desdites maisons, pour y recevoir les enfants lorsqu'ils y seront amenés.

Ceux qui auront obtenu ces ordres, pourront se pourvoir, s'il est nécessaire, par devant les lieutenants du prévôt de Paris, afin d'en obtenir la permission en la manière accoutumée, pour faire arrêter les enfants, s'il est nécessaire, et les conduire ensuite dans les maisons de l'Hôpital.

Lorsque les pères ou mères, qui se plaindront de la conduite de leurs enfants d'un premier lit, seront mariés en secondes noces, ou qu'ils auront d'autres enfants d'un second mariage, quoique le père ou la mère des enfants

nés d'un second mariage soient morts, les directeurs commis pour s'informer de la vérité des plaintes, entendront les plus proches parents des enfants ou des personnes dignes de foi, avant de faire leur rapport.

Les enfants demeureront aussi longtemps dans les maisons de correction, que les directeurs qui seront commis pour en avoir soin le trouveront à propos ; et les ordres pour les faire sortir seront signés au moins par quatre d'entre eux, et par celui qui présidera au bureau, lorsqu'ils en feront leur rapport.

Les garçons et filles entendront la messe les dimanches et fêtes, prieront Dieu un quart d'heure tous les matins et autant les soirs, seront instruits soigneusement dans le catéchisme et entendront la lecture de quelques livres de piété pendant leur travail.

On les fera travailler le plus longtemps et aux ouvrages les plus rudes que leurs forces et les lieux où ils seront le pourront permettre ; et en cas qu'ils donnent sujet par leur conduite de juger qu'ils veulent se corriger, ou leur fera apprendre, autant qu'il sera possible, des métiers convenables à leur sexe et à leur inclination, et propres à gagner leur vie, et ils seront traités avec douceur, à mesure qu'ils donneront des preuves de leur changement.

Les enfants, garçons et filles seront vêtus de tiretaine, et auront des sabots comme les autres pauvres de l'Hôpital. Ils auront une paillasse, des draps et une couverture pour se coucher ; et du pain, du potage et de l'eau

pour leur nourriture, si ce n'est qu'ils gagnent par le travail auquel on les appliquera dans la suite, de quoi acheter une demi-livre de bœuf aux jours où l'on peut manger de la viande, ou quelque fruit ou autres rafraichissements, lorsque les directeurs qui en auront soin trouveront à propos de le leur permettre.

Leur paresse et leurs autres fautes, seront punies par le retranchement du potage, par l'augmentation du travail, par la prison et autres peines usitées dans l'Hôpital, ainsi que les directeurs l'estimeront raisonnable.

Si quelque pauvre fille de Paris veut se retirer du dérèglement dans lequel elle aurait eu la faiblesse de tomber, elle sera reçue et traitée charitablement, et l'on lui fera apprendre ce qui lui sera plus avantageux, pour gagner sa vie, et l'on pourra la garder jusqu'à ce qu'on trouve à la pourvoir.

LIVRE DEUXIÈME

ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES SOUS LOUIS XIV

I. — Généralités

Nous avons vu plus haut (1) que, dans l'ancienne France, les établissements charitables jouissaient, au point de vue de leur administration comme au point de vue de leurs ressources financières, d'une *autonomie absolue*. Nous avons vu d'autre part qu'au xvi^e siècle, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, jusque-là réunis dans les mains du clergé, avaient été nettement séparés, tout ce qui concernait l'administration proprement dite revenant dès lors à des *laïques*. Ces administrateurs laïques étaient nommés par la *commune*. Louis XIV conserva aux établissements déjà existants leur autonomie pleine et entière, et accorda une autonomie plus large encore à ceux qu'il créa.

(1) Voir pages 16 sqq.

L'autorité temporelle, sous son règne, continua d'empiéter sur les attributions de l'autorité spirituelle, non sans résistance de la part de cette dernière; [d'où peu d'homogénéité, sous ce rapport, dans l'administration hospitalière.

Quant à la commune, elle perdit peu à peu toute influence en matière de secours publics, comme au surplus en toute autre. Au xvii^e siècle, c'est le *Parlement* qui a la prépondérance.

D'autre part, jusqu'à Louis XIV, et même pendant une longue moitié de son règne, les différents établissements charitables restaient isolés les uns des autres et sans lien d'aucune sorte; en conformité aux tendances de la monarchie absolue, Louis XIV essaya de réaliser l'unité de ces différentes administrations en les plaçant sous la direction d'un seul Conseil.

Tels sont les caractères essentiels de l'administration des établissements au xvii^e siècle, et d'ailleurs jusqu'à la Révolution : les établissements sont autonomes; l'élément laïque y tend à réduire la part de l'élément ecclésiastique au strict exercice du ministère religieux; le *Parlement* a pris définitivement l'influence prépondérante en ce qui touche l'administration des secours publics; enfin le pouvoir royal cherche à mettre à la tête des différents établissements autonomes une administration hospitalière unique.

II. — L'Hôtel-Dieu

A. — *Bureau de l'Hôtel-Dieu jusqu'en 1690. — Rôle de la Commune et du Parlement*

On sait que jusqu'au xvii^e siècle la maison de l'Hôtel-Dieu avait été régie et gouvernée, tant pour le spirituel que le temporel, par le Chapitre de Notre-Dame. En 1505, un arrêt du Parlement avait tiré des mains du Chapitre le gouvernement temporel, et institué à ce dernier huit bourgeois de Paris; ces administrateurs étaient soumis à un renouvellement triennal.

La royauté ne fut pas sans rencontrer de vives résistances à l'exécution de cet arrêt. Mais vers la fin du xvi^e siècle, l'administration des biens hospitaliers était partout passée à des *laïques du tiers état* : « Ne pourront désormais, dit l'ordonnance de Blois de 1579, estre establis commissaires au régime et gouvernement des fruits et revenus desdites maladreries et hospitaux, aultres que simples bourgeois, marchands ou laboureurs, et non personnes ecclésiastiques, gentils hommes, archers, officiers publics, leurs serviteurs, ou personnes par eux interposées » (1).

D'ailleurs la royauté avait accompli cette réforme beaucoup moins de sa propre décision que sous l'influence de

(1) Isambert, t. XIV, p. 399.

l'esprit *municipal*. Ce point a été exposé lumineusement par M. Monnier : « Depuis que les communes jouissaient sans trouble du droit de s'administrer elles-mêmes, les secours publics, dont elles supportaient les charges, paraissaient relever de la police non moins que de la dévotion. A mesure que la charité prenait la forme de l'impôt, il devenait juste que le contrôle de la dépense allât du prêtre au magistrat, et que ceux qui devaient, suivant leurs forces, payer cette taxe spéciale, pussent du moins en régler l'emploi selon les besoins. La lumière perça enfin les ténèbres de cette comptabilité mensongère qui avait protégé tant de fraudes. Chaque hôpital eut ses archives, où l'on dressa l'inventaire des biens et des titres ; une surveillance active et loyale, sans être rigoureuse, commença de s'établir » (2)....

L'esprit communal ayant poussé la royauté à cette réforme des administrations hospitalières, il était naturel que la commune eût le droit de choisir les nouveaux administrateurs.

L'édit de 1651 consacra ce droit : « Et ès lieux qui n'estoient en patronage et de fondation des gens d'église ou laïcs, encores qu'aucuns fussent fondez par ses prédécesseurs, seroient les administrateurs commis par les communautez des villes, bourgades ou villages » (2)....

(1) *Histoire de l'Assistance publique*, ch. III.

(2) Isambert, XIV, p. 106.

L'administration hospitalière présentait donc un caractère essentiellement communal ; mais on ne saurait trop insister sur ce fait que jamais la commune, ni plus tard le Parlement, *n'absorbèrent l'autonomie des établissements*. La commune nommait leurs administrateurs, mais ne les administrait en aucune façon.

Au xvii^e siècle se produisent deux grands changements :

1^o Le nombre des administrateurs de l'Hôtel-Dieu fut porté de 8 à 12. La maison en effet s'était beaucoup accrue ; le nombre des malades devenait plus grand d'année en année ; les biens et les revenus augmentaient : quatre ou cinq grands hôpitaux, Saint-Louis, Sainte-Anne, les Incurables, avaient été créés, dont la direction avait été confiée aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu, qui devaient encore assister, une fois par semaine, à l'assemblée de police générale au Châtelet. Dans ces conditions, il devenait nécessaire, « pour le bien dudit Hôtel-Dieu et des hôpitaux en dépendant, d'augmenter le nombre desdits administrateurs, afin que les choses, quoique bien et fidèlement administrées jusqu'alors, le fussent encore mieux à l'avenir » (1).

En conséquence, le Bureau demanda au Parlement de lui adjoindre quatre nouveaux membres. Le Premier Président de la Cour pria le Bureau de lui proposer des candidats. Le Bureau dressa un mémoire contenant les noms

(1) Brièle, *Délibérations de l'ancien Bureau de l'Hôtel-Dieu*, I, p. 99.

et qualités de sept ou huit personnes, « ayant la charité, le zèle, l'affection et les autres dispositions nécessaires », et le 3 mars 1654, un arrêt portait à douze le nombre des membres du Bureau.

2°. La municipalité, qui d'abord avait exercé le droit de nomination des administrateurs, se borna désormais à approuver le choix des membres du Bureau, qui de la sorte se recrutaient, en fait, eux-mêmes. S'ils avisaient des nominations Messieurs les Prévôt des Marchands et Échevins, c'était « pour ne manquer aux formes » (1).

D'ailleurs, quand bien même elle l'eût voulu, la Municipalité n'aurait pu jouer sous Louis XIV le rôle prépondérant que lui avait laissé prendre l'arrêt de 1505. En 1692, il n'y avait plus en France de vie municipale : « Jusqu'à une époque avancée du règne de Louis XIV, le régime municipal n'avait éprouvé aucune altération importante. Quoique surveillé et contrôlé d'une façon de plus en plus étroite, ce régime conservait ses vieux fondements et son principe de liberté par l'élection des magistrats, lorsqu'un coup d'État fiscal plutôt que politique l'abolit en droit. et, en fait, ne lui laissa qu'une existence précaire et conditionnelle. Au plus fort d'une guerre dont la dépense n'était couverte qu'à l'aide d'expédients financiers, parmi lesquels figurait la création d'offices vénaux, l'idée vint au Gouvernement de s'emparer des magistra-

... (1) Brièle, *Délib.*, I, année 1630.

tures urbaines et de tous les emplois à la nomination des villes, de les ériger en offices héréditaires, et de les vendre le plus cher possible, soit à des particuliers, soit aux villes elles-mêmes... » (1). Paris et Lyon conservèrent, par dispense exceptionnelle, leurs prévôts des marchands; mais, d'une part, cette élection ne se faisait plus que pour la forme, et d'autre part, ces deux villes recevaient chacune 12 assesseurs en titre d'offices héréditaires.

La prépondérance du Parlement allait remplacer celle de la Commune dans l'administration hospitalière.

L'usage s'était établi parmi les membres du Bureau de l'Hôtel-Dieu de choisir comme administrateur le Premier Président au Parlement :

Le 19 novembre 1641, le procureur général Molé est nommé Premier Président du Parlement; le lendemain, la compagnie du Bureau de l'Hôtel-Dieu décide d'aller le saluer, et de lui demander « s'il avait agréable de prendre place au Bureau en qualité de maistre et administrateur du temporel de l'Hôtel-Dieu, en la place de défunt M. le premier Président. » Et quand, en 1653, M. Molé ayant démissionné, M. de Bellièvre le remplace comme Premier Président au Parlement, le Bureau décide d'aller prier M. Molé de garder sa place au Bureau; à quoi Molé répond qu'il continuerait toujours l'affection et bonne

(1) Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire du Tiers État*, ch. X.

volonté qu'il avait témoignées pour ledit Hostel-Dieu mais que *la charge d'administrateur, qu'il avait exercée jusques alors, étant attachée à la dignité de Premier Président du Parlement*, elle appartenait au seigneur Président de Bellièvre » (1).

Quand Louis XIV, en 1690, décida que le Premier Président du Parlement serait membre *de droit* du grand Bureau de l'Hôtel-Dieu, il ne fit donc que donner force légale à une coutume dès longtemps établie.

B. — *Grand Bureau de l'Hôtel-Dieu (1690).*

L'ancien bureau à partir de 1690

On lit dans les Délibérations du Bureau de l'Hôtel-Dieu, à la date du 11 février 1690 : « Monseigneur le Premier Président a représenté les lettres patentes de S. M. du mois de janvier dernier, registrées au Parlement le 6 du présent mois par lesquelles S. M. ordonne que Monseigneur l'archevesque de Paris et ses successeurs, Messieurs les Premiers Présidens du Parlement, chambre des comptes et Cour des Aydes, M. le Procureur Général audit Parlement, M. le Lieutenant de Police et M. le Prévost des Marchands, et leurs successeurs dans lesdites charges, pendant qu'ils les exerceront, ayent la principale direction et administration de l'Hôtel-Dieu, sans qu'il soit besoin d'aucune élection ny prestation de serment pour ce sujet, nomme pour

(1) Brièle, *Dél.*, I, p. 72, 84, 97.

avoir soin sous leurs ordres de l'administration de l'Hostel-Dieu, MM. Chuppi, Aceart, Guilloire, Champy, Petitpied, Bragelogne, Goupy, Soufflot, Leverrier, Levesque, Herleau, Beine, Marchand, d'Estrechy, Clérambault et Picquet; ordonne qu'après la mort d'un desdits sieurs administrateurs il sera procédé en la manière accoutumée à l'élection de celui qui devra lui succéder; veut que tous les susdits chefs et administrateurs s'assemblent une fois la semaine au jour qui sera par eux réglé, dans le lieu qui sera destiné à cet effet dans la maison archiépiscopale, afin d'y donner les ordres nécessaires au gouvernement dudit Hostel-Dieu, et de prendre les résolutions nécessaires sur toutes choses qui le concerneront, que M. Lepeletier, qui a eü place dans l'administration dudit Hostel-Dieu, à la cause de la fonction de Prévost des marchands qu'il a exercée, remplira pendant sa vie dans la dite administration la mesure place qu'il y a eu jusqu'à présent... »

Ce Conseil supérieur, que nous retrouverons quand nous parlerons de l'Hôpital Général, ne s'occupait que des affaires majeures, des questions générales, et de l'apurement des comptes: ses membres, d'ailleurs, « ne pouvaient, par l'étendue de leurs occupations personnelles, se livrer à des examens partiels » (1).

Sous le contrôle du Grand Bureau de l'Hôtel-Dieu, qui

(1) La Rochefoucauld-Liancourt, *Rapport fait au nom du Comité de Mendicité*, Paris, 1790.

se réunissait tous les trois mois à l'archevêché, l'ancien Bureau subsistait. Deux changements notables lui furent encore apportés sous Louis XIV : d'une part ses membres devinrent *inamovibles* ; d'autre part, il se recrutèrent désormais de préférence dans la bourgeoisie riche et parmi les parlementaires.

Le 11 février 1690, dans la première séance du Grand Bureau au palais archiépiscopal, on partagea les emplois entre les administrateurs et le 3 juin suivant, un règlement en quinze articles, réglait en termes très précis leurs attributions, qu'il nous reste à examiner.

C. — *Attributions des administrateurs*

D'après le règlement du 3 juin 1690, les administrateurs doivent se réunir, au moins au nombre de six, tous les mercredis et vendredis de chaque semaine, pour délibérer sur tous les détails du service.

Chaque semaine, deux ou trois d'entre eux sont délégués pour faire la visite des salles, inspecter les offices et toute la maison.

Les administrateurs ordonnent des choses nécessaires et ordinaires en ce qui concerne :

L'exécution des fondations, aumônes, dons et legs ;

L'achat de blé, vin, bois, charbon, étoffes, mobilier, drogues, etc. ;

Les adjudications et marchés ;

Les mémoires des ouvriers ;

Le salaire des officiers et domestiques ;

Le renouvellement des baux et la perception des loyers ;

Les réparations ordinaires et extraordinaires ;

Les procès, etc.

Ils donnent et signent, au nombre de six, les mandements des sommes, que paie le receveur. Ils examinent l'état de la recette et de la dépense de chaque semaine.

Les administrateurs se partageaient les différents services, dont voici l'énumération, d'après les registres de l'Hôtel-Dieu (délibération du 11 février 1690) :

Panneterie (3 administrateurs) : provision de blé. conversion en farine, boulangerie, distribution du pain, compte du panettier, état mensuel de la quantité de blé, de farine, et de pain distribué.

Sommellerie (3 administrateurs) : provision de vin, distribution aux malades, compte mensuel du sommelier.

Cuisine (6 administrateurs) : fourniture de la viande et des comestibles : état de la dépense par semaine, compte du dépensier.

Apothicaiverie (2 administrateurs).

Lingerie (2 administrateurs) : fourniture de linge. draps, couvertures de lits, etc ; état mensuel de la lingerie et de la poullerie (habits des pauvres) ; restitution de leurs habits aux convalescents et vente des habits appartenant aux malades décédés.

Lessives (2 administrateurs).

Réparation des maisons et fermes. (2 administrateurs pour les réparations de l'Hôtel-Dieu même, et 6 pour les réparations des maisons de Paris et de la campagne).

Troncs (service divisé par quartiers d'églises, suivant la proximité de la demeure des administrateurs) : état des deniers trouvés dans les troncs, enregistré dans un livre spécial, au greffe, et signé par les administrateurs.

Affaires contentieuses (8 administrateurs) : exploits ; défenses ; procédures et procès ; actes et contrats ; archives des titres ; comptes de receveurs et papiers concernant les droits de l'Hôtel-Dieu ; fondations.

Deniers (2 administrateurs) : outre la fonction du receveur, qui doit avoir un registre journal de la recette et de la dépense de tous les deniers, de quelque nature qu'ils soient, deux administrateurs font un état particulier de ce qu'il y a actuellement dans les coffres, et de la dépense à faire pendant chaque mois, où d'un côté de la feuille on met la recette, et de l'autre la dépense, sauf à y ajouter chaque semaine ce qui sera survenu d'augmentation ; le bureau décide de la destination de la dépense, sans que le receveur puisse rien payer d'extraordinaire qu'en vertu d'une délibération.

Hôpital des Incurables (6 administrateurs).

En résumé, les administrateurs pouvaient accomplir tous les actes dits *de gestion*. Ils ne pouvaient *aliéner* sans l'autorisation du Parlement ou du Roi.

Officiers et domestiques de l'Hôtel-Dieu

Après avoir décrit les attributions des administrateurs,

Randonneau de la Motte exprimait le regret de n'avoir pu « trouver quelques-uns des règlements concernant la discipline intérieure, les usages de la maison, l'ordre du service, etc. (1). » Plus heureux que lui, grâce à la publication des Archives hospitalières, nous pourrons, dans les pages qui suivent, faire de nombreux emprunts aux *Délibérations de l'ancien Bureau de l'Hôtel-Dieu*, et en particulier au *Mémoire renfermant des détails très complets sur l'organisation et l'administration de l'Hôtel-Dieu* ! (2) Ce mémoire, trop peu remarqué à notre sens, abonde en détails des plus curieux, dont nous reproduirons la plupart, non pour égayer notre matière de quelque pittoresque, mais pour essayer de nous représenter l'image vraie, vivante, d'un hôpital au xvii^e siècle. Nous sommes de ceux qui pensent que tel petit fait tout matériel en dit souvent plus long que bien des textes officiels sur l'esprit d'un temps et de ses institutions.

Le personnel sous les ordres des administrateurs comprenait : le receveur, le greffier, le dépensier, les garçons dépensiers, le pannetier, le garçon pannetier, les boulangers, le sommelier, et un certain nombre de garçons et filles d'office.

Le receveur (3) percevait les recettes et acquittait les dépenses sous les ordres et le contrôle des administrateurs.

(1) *Essai historique sur l'Hôtel-Dieu de Paris* (1787), ch. II.

(2) Pages 59 sqq.

(3) Le projet d'avoir trois receveurs (1678) n'eut pas de suite.

Le *greffier concierge* avait la garde de tous les papiers, titres, renseignements et comptes concernant les dépenses et recettes de l'Hôtel-Dieu.

Le *dépensier* avait soin de « prendre la chair du boucher, par poids, soit bœuf, veau ou mouton, pour chacun jour gras de la qualité portée par le marché fait audit boucher, par les gouverneurs au Bureau, et d'acheter une douzaine de chapons, aussi par jour, pour servir aux griefs malades ou des pigeonneaux, selon la saison, aussi le soin pour les jours maigres d'aller du matin à la halle pour prendre de la marée, s'il s'en trouve telle qu'il la faut pour ladite Maison, sinon prendre de la carpe, suivant le prix qu'il a arrêté avec la marchande, et de la morue pour les serviteurs. »

Le dépensier avait sous ses ordres quatre garçons : le premier tenait le *compte des malades*, religieux, religieuses et serviteurs domestiques de la maison, dont le billet desdits malades lui était donné tous les matins par le chirurgien ; la chair découpée « par gobets et portions », il la délivrait à deuxième garçon « qui prend garde aux marmites pour les faire bouillir et écumer, et que ladite chair soit cuite précisément à dix heures pour dresser le diner » ; le troisième garçon avait la charge d'éplucher une hottée d'herbes, les laver et découper et les mettre dedans les marmites, et le quatrième de casser les œufs, pour délayer avec le verjus pour faire les bouillons des malades à l'heure ordinaire, qui était à huit heures du matin.

Un prêtre séculier faisait office de *pannetier* ; il avait le soin de toutes les fermes de ladite maison, recevait le blé apporté par les fermiers, en acquit de leurs moissons, le faisait porter et mesurer dans les greniers, en baillait quittance ; un garçon à ses ordres nettoyait les blés, « lors principalement que l'on les met au moulin » et serrait la farine au grenier ; trois compagnons boulangers qui s'entremettaient à la cuisson du pain, qui se faisait le plus souvent la nuit ; le pannetier leur indiquait le poids et la façon des pains, différents selon qu'ils étaient destinés aux malades ou aux religieux, religieuses, prêtres, enfants de chœur et serviteurs. Le pain des malades se coupait en deux, pour leur en faire la distribution trois fois par jour, à chacun un demi-pain, savoir à huit heures au matin pour le déjeuner, à dix heures pour le dîner, et entre quatre et cinq heures du soir pour souper.

Le sommelier avait la charge des vins, soit qu'on les achetât, soit qu'ils provinssent des vignes de l'Hôtel-Dieu.

Les garçons et filles d'office, qui comprenaient, en 1692, 45 garçons et 32 filles, ne semblent pas avoir toujours fait preuve d'une très grande discipline ni d'un très profond dévouement. Au reste, jusqu'en 1692, ils ne recevaient pas de gages ; c'étaient, pour la plupart, des personnes qui n'entraient à l'Hôtel-Dieu « qu'en attendant qu'elles aient trouvé d'autres conditions ». Sous prétexte qu'ils n'avaient pas de gages, ces garçons et filles d'office ne faisaient pas leur devoir, « emportaient ce qu'ils pouvaient attraper »,

négligeaient les malades; il y en avait souvent de surnuméraires, « parce qu'on ne les connaissait point, à cause qu'ils changeaient tous les jours ». Ces abus devinrent si criants qu'on résolut de faire un règlement à ce sujet. On accorda aux garçons et filles d'office des gages modiques, 45 livres aux garçons et 36 livres aux filles; pour les contenir dans le devoir, on les recevait au Bureau; on ne les changeait pas des offices où ils avaient été mis; ils ne pouvaient sortir sans la permission écrite de la mère prieure, ni découcher sans l'ordre du Bureau. Enfin, « pour les reconnaître, on donna aux garçons des justaucorps et aux filles des jupes et des manteaux de serge d'une même étoffe », aux garçons « des bonnets et point de chapeaux » et aux filles « des cornettes et point de coeffes »; les uns et les autres ne devaient porter que du linge uni sans dentelles.

D. — *Personnel religieux*

« Quant au gouvernement spirituel, il consiste, dit le *Mémoire*, en la police des mœurs, en forme de religion et juridiction, sur certain nombre de religieux et religieuses qui sont pour servir et secourir des pauvres, lesquels religieux et religieuses vivent sous la règle saint Augustin, néanmoins sous certains statuts accommodés à l'état de la Maison, laquelle juridiction spirituelle appartient à Messieurs du chapitre, les doyens et chanoines de l'église de

Paris et qui ont fait lesdits statuts, pour ne dépendre ladite maison d'aucuns généraux, provinciaux, abbés prieurs ou autres et non pas même de l'archevêque de Paris.

« Et d'autant que lesdits doyen et chapitres ne peuvent en corps et un général administrer, ils choisissent deux d'entre eux qu'ils appellent proviseurs, lesquels proviseurs visitent en certain temps religieux et religieuses de ladite Maison, pour lire et faire entendre leurs dits statuts, et s'ils sont suivis et s'ils vivent suivant leurs règles, en outre il y a un maître établi qui se nomme le Maître dudit Hôtel-Dieu, qui se doit prendre du corps desdits religieux ordinairement qui sont en ladite maison, s'ils se trouvent capables, et que s'il ne s'en trouve aucun, leurs dits statuts ordonnent qu'il s'en prendra un de dehors, qui ait les qualités requises, lequel Maître est institué par lesdits de chapitre, comme leur vicaire général, et par eux présenté au Bureau pour y être reçu et admis, pour ordonner de sa nourriture et logement, et de la fonction que l'on lui donne en ladite Maison, pour prendre garde, en l'absence desdits sieurs gouverneurs et administrateurs, à tout ce qui est du Temporel de ladite Maison, et en tous cas en avertir lesdits sieurs administrateurs, et ayant même plein pouvoir aux choses spirituelles, à qui tous religieux, religieuses, chapelains, officiers, serviteurs et tous ceux qui sont demeurant dans l'enclos de ladite Maison lui doivent obéir en ce qu'il regarde le spirituel.

« Il y a cinq religieux profès, en habits non différents des

autres ecclésiastiques, lesquels ont été reçus petits enfants de chœur au Bureau par MM. les administrateurs, jusqu'à ce qu'ils soient en âge de faire profession, lesquels auparavant que d'être mis à la robe noire, et d'entrer en l'année d'approbation ou profession, ils se présentent au Bureau pour avertir MM. les administrateurs de leur intention, et leur pourvoir pour leurs vêtements, lesquels cinq religieux sont tenus par leurs vœux, étant prêtres, servir aux pauvres *in spiritualibus* et aux religieuses aussi, comme à les entendre en confession et visiter les salles des malades, les consoler et outre d'assister au service divin, qui se dit canoniquement audit Hôtel-Dieu, à toutes les heures, savoir matines à quatre heures ou environ et prime subsécutivement, la messe première à sept heures pour les bienfaiteurs de ladite Maison, la grand'messe à neuf heures, nonne à midi, vêpres à deux heures et demie.

« Il y a outre six enfants de chœur qui aident à faire et dire le service divin et qui sont présentés au Bureau pour y être reçus.

« Il y a aussi quatre prêtres séculiers nommés chapelains, ordonnés pour assister les pauvres, outre lesdits religieux qui se reçoivent au Bureau et présentés par le Maître ou sous-maître, après qu'ils ont certifié lesdits gouverneurs de la prudhomie desdits chapelains, qui sont aux gages ordinaires de cent livres, lesquels chapelains administrent les sacrements de profession, la sainte Eucharistie et d'extrême-onction, doivent en outre assister aux repas des malades,

tant au commencement qu'en la fin, pour dire le benedicite et grâces, doivent aussi conduire les corps morts en l'Hôtel-Dieu, la nuit à la Trinité, chacun par semaine ou par mois, desquels il en demeure toujours deux au comptoir, qui sont en semaine l'un pour écrire le nom et la demeure des malades sur un registre qu'ils ont pour ce faire, et ce font un petit rouleau de papier dedans lequel est le nom et surnom desdits malades, et lui attachent au bras avec un morceau de ficelle et après le renvoient au confessionnaire, pour se mettre devant l'autre chapelain qui les entend à confession s'ils sont catholiques, et s'il n'est catholique, il sonne une cloche pour appeler la fille ou religieuse qui est de semaine, pour conduire le malade aux lits et endroits destinés selon la qualité de sa maladie. Et ont lesdits chapelains prêtres leur demeure à part et séparée de celle des religieux, d'autant que lesdits religieux ont leur dortoir séparé, comme les religieuses, en forme de bonne religion bien réglée, tous lesquels religieux avec le Maître dinent et soupent en couvent en une table, et les chapelains au bout de ladite table, avec les enfants de robe noire et les enfants de chœur en une autre table, qui est au milieu du réfectoire, pendant lesquels dîner et souper il y a un enfant à la robe noire qui fait la lecture comme il se fait aux autres religions.

« Il y a aussi quarante religieuses, professes, en nombre déterminé, et plus, suivant la nécessité, et quand quel-

qu'une d'icelles vient à mourir, la plus ancienne fille blanche succède au voile et à la profession.

« Il y a aussi quarante filles blanches et davantage, si la nécessité des malades le requiert, et sont présentées au Bureau, à messieurs, par leurs parents, avec leur acte de baptistaire en main, lesquels sieurs gouverneurs mandent monsieur le Maître, la Prieure ou sous-prieure pour savoir d'eux la capacité de la fille que l'on présente, lesquels ouïs, et lecture faite dudit baptistaire, ordonnent que le greffier enregistrera sur son registre le nom et surnom de ladite fille et de ses père et mère, et que ladite fille sera reçue pour être religieuse audit Hôtel-Dieu et en mettra autant de l'ordonnance au bas dudit baptistaire, pour délivrer audit sieur le Maître ou la Prieure, pour l'installer audit Hôtel-Dieu, avec et au nombre des autres, lesquelles filles blanches ne peuvent être reçues professes que par la mort de l'une des quarante religieuses et n'y a point de différence entre lesdites religieuses et filles blanches, comme a aux autres maisons de religion, où il y a sœur laïque, car toutes les filles peuvent être religieuses, si elles persévèrent, et si l'on les trouve capables, parce que jusqu'à ce qu'elles aient fait profession l'on les peut mettre hors la Maison, si elles ne font leur devoir.

« Du nombre desdites quarante religieuses il y en a une qui s'appelle la mère Prieure et une autre sous-prieure, qui s'aident l'une l'autre, et néanmoins toutes deux concourent au soin de toute ladite Maison, même l'intendance et vigi-

lance sur les religieuses et filles blanches, quoique lesdites filles blanches aient chacune leur mère, appelée mère de religion, et outre ont le soin de prendre garde à tous les malades, savoir s'ils sont bien servis, s'ils ont chemises, linges, draps et autres leurs nécessités, et pour le ménage de ladite maison, font amasser les vieux draps et vieilles chemises des morts, et les font porter en un lieu que l'on appelle anciennement la *chambre à la mort*, pour y être gardés jusqu'à ce qu'elles les font blanchir et les font servir partie aux ensevelissements et l'autre en charpie et emplâtres, pour le pansement des malades. Elles ont le soin de tous les meubles de ladite Maison, et de tout ce que l'on y apporte pour servir aux malades, tous lesquels meubles elles souloient avoir par inventaire, et sont serrés en une grande chambre, que l'on appelle la chambre aux draps, de laquelle toutes deux ont la clef, et est au-dessus du plancher de la salle Saint-Denis, en laquelle elles y sont tous les matins et les après-dîner, pour rechercher les draps décousus des malades, prendre les vieux draps des salles et en mettre de neufs à la place, et pour leur aider à coudre, commettent quelques religieuses avec elles et leurs filles, et quelquefois des femmes grosses qui sont à l'Hôtel-Dieu, et enfin font tel ménage que la Maison en reçoit grand soulagement, et même ladite sous-prieure y prend pour les ensevelissements des malades les suaires qu'elles font, tant des vieux draps que chemises des décédés, se prennent aussi dans ladite chambre aux draps

tous les emplâtres et charpies et bandes qui sont nécessaires aux chirurgiens, auxquels et aux ensevelissements il s'y en va par jour, l'un portant l'autre, trois draps et plus, et les quatre heures venues, ladite sous-prieure prend ses trois filles et va à la *chambre aux morts* pour ensevelir les pauvres décédés, lesquelles Prieure et sous-prieure, et les autres religieuses et filles blanches sont justiciables sous l'autorité du Maître qui pourvoit à tous désordres. Ledit Maître fait convoquer et assembler, tous les vendredis de chacune semaine, le chapitre, le fait sonner à ce que chacun s'y trouve, pour pourvoir à leurs défauts tant de leurs statuts que mœurs, et chacune d'elles et dont il reçoit les plaintes et y donne ordre. Il y a à ladite Maison plusieurs offices établis, la plupart par messieurs les Gouverneurs et les autres par la Prieure. Premièrement, l'office de l'apothicaierie, en laquelle lesdits Gouverneurs font resserrer toutes les drogues qu'ils achètent pour faire les médecines, eaux, sirops, tisanes, est rempli de meubles, mortiers, pilons, fourneaux et autres ustensiles servant à faire lesdites médecines, et pour y avoir l'œil, y ont établi une ancienne religieuse, qui a avec soi une jeune religieuse, que l'on appelle jeune sœur, un garçon qui a vingt écus de gages par an, laquelle jeune sœur, par le commandement de ladite ancienne religieuse, baille au garçon apothicaire les drogues pour faire les médecines que le médecin ordonne, lesquelles faites, ladite jeune sœur et ledit apothicaire vont ensemblement porter à l'heure ordonnée lesdites

médecines de salle en salle, et donnent ordre que les filles préposées esdites salles aient soin de bailler des bouillons auxdits malades, qui ont pris lesdites médecines, elle a aussi soin et prend garde que les tisanes ne manquent, et que toute la boutique de ladite apothicairerie soit tenue nettement. Secondement il y a un autre office que l'on appelle la pouillerie, en laquelle lesdits sieurs Gouverneurs font serrer tous les habits des malades qui entrent audit Hôtel-Dieu, et pour en avoir le soin y ont établi une ancienne religieuse, pour avoir l'œil tant à la conservation desdits habits, qu'à toutes autres choses qui dépendent dudit office, avec laquelle est une jeune sœur qui est aussi religieuse, qui fait et met tous les habits desdits malades, chacun à part et par paquets, marqués par une lettre différente sur chacun habit, comme aussi pareille lettre au marque se met au bras desdits malades, afin que l'habit du mort se puisse connaître, et distrait des autres pour être serré, ou si le malade est guéri, pour lui bailler pour s'en aller. Il y a sous elle un garçon qui sert à prendre les lits des malades gâtés, pourris ou décousus, pour les porter en ledit office, en prendre d'autres, et outre serrer et amasser tous les lits de plumes, quand on fait la grande lessive des coustres, pour les découdre, afin de les reblanchir et les refaire, auparavant aider à faire ladite lessive, qui se fait pendant six semaines, environ la saint Jean, où l'on prend six hommes ou six femmes pour faire ladite lessive, secouer la plume et raccotrer et rapiécer

tous lesdits lits qui sont dépecés, et pour leur vivre, il est ordonné au Bureau que le dépensier, pannetier et sommelier bailleront pendant lesdites six semaines portion de vin, pain et viande, par chacun jour, à chacun desdits six hommes ou six femmes, et la dame dudit office fait tel ménage en ladite charge, que tous les ans elle apporte au Bureau une somme d'argent qu'elle met ès mains du receveur général, qui lui en baille quittance, et avec ce a soin de donner et fournir des bonnets aux malades qui n'en ont point Tiercement, il y a un autre office appelé l'office des accouchées, en lequel sont reçues les femmes grosses, qui viennent pour faire leurs gésines, et auparavant qu'elles puissent entrer audit office, elles viennent au Bureau demander au greffier d'icelui une requête pour ce faire, lequel en a de tout imprimées, et leur en baille une où il remplit le nom et surnom de la pauvre femme grosse, le jour, le mois et l'an, qu'il lui baille, et autre met qu'elle sera visitée par la sage-femme, et puis il lui baille pour aller trouver ladite sage-femme, laquelle écrit dessus, à côté de ladite requête, le temps et les mois que ladite femme a encore à accoucher, et lui rend, et étant de retour audit Bureau, si ladite sage-femme y met moins de deux mois, elle est à l'instant reçue, et si elle met plus que deux mois, on met sur sa requête, *patience en attendant le temps*, et le temps desdits deux mois, elle est reçue pour entrer audit Hôtel-Dieu, l'on lui met sa requête sur laquelle l'on met, soit reçue, et enregistrée, signée de l'un des sieurs

Gouverneurs; ce fait, ladite pauvre femme s'en retourne audit Hôtel-Dieu et s'adresse à ladite ancienne religieuse, que l'on nomme la dame des accouchées, à laquelle elle présente sa requête, et lui demande le coucher, laquelle prend ladite requête et l'enfile à un lacet avec les autres, et à l'instant lui désigne et montre le lit où elle couchera, et à l'heure appelle sa fille de religion, et lui donne charge de voir ses langes et couches, si elle en a, sinon lui dit qu'il en faut avoir, et outre commande à la sage-femme, qui est demeurante audit office, et qui a cent livres de gages par chacun an, au lieu de huit sols qu'elle avait anciennement pour accoucher chacune femme. Et a ladite ancienne religieuse le soin de prendre garde qu'il ne s'emporte aucune couverture, draps ni autres ustensiles dudit office, ni que l'on fasse entrer aucune personne, ni spécialement les hommes, pour empêcher les *caiellemens* ni paroles odieuses et lubriques, et que toute honnêteté y soit gardée, et pour et en son absence donne la charge à la jeune sœur et à la sage-femme d'y prendre garde, et à ce que la liberté soit ôtée auxdites femmes grosses de sortir et villeter, elle établit une portière à la porte de la salle dudit office, laquelle si l'on demande quelqu'une desdites femmes, elle appelle ladite dame religieuse ou la jeune sœur, pour savoir ce que c'est, et si quelqu'une d'entre elles veut sortir, il faut qu'elle demande congé. Davantage ladite dame religieuse a le soin que toutes lesdites femmes grosses entendent tous les jours au matin

la première messe, à laquelle la sage-femme les conduit, et advenant l'acconchement de quelqu'une, la servante de ladite sage-femme a le soin d'aller avertir le chapelain, qui est de semaine, et qui tient le registre des baptistaires, pour se tenir prêt à l'heure qu'il sera de besoin, et que les parrains et marraines seront venus, et outre plus, ladite servante et ladite sage-femme ont soin de faire les lessives des linges desdites femmes, le tout aux dépens dudit Hôtel-Dieu, toutes lesquelles femmes grosses, pendant et attendant le temps d'accoucher, servent à quoi elles sont employées, comme de coudre à la chambre aux draps, sous le commandement de la prieure, à escurer aux offices où il leur est commandé. Et outre a ladite dame ancienne religieuse soin d'ouvrir et fermer *la fenêtre de la tour du Limbe, qui est une tour carrée, par où l'on jette les enfants morts-nés que l'on apporte, tant de cette ville de Paris que des faubourgs et autres lieux circonvoisins, avec lesquels on y jette un minot environ de chaux vive, pour les brûler et consommer et empêcher la trop grande puanteur, de laquelle tour elle en ferme la clef et ne la baille à personne, en lequel office ladite dame religieuse est reçue et installée du consentement de Messieurs les Gouverneurs, devant lesquels elle doit réponse de tout ce qui s'y passe, comme aussi ladite sage-femme reçue audit Bureau de la volonté desdits sieurs, qui y pourvoient en cas de manquement. Quartement, il y a un autre office qui est la garde de la porte du parvis, pour entrer et sortir audit*

Hôtel-Dieu, auquel messieurs les Gouverneurs ont établi une ancienne religieuse, pour prendre garde surtout à ce que l'on ne transporte rien hors l'Hôtel-Dieu, à charge de mettre de l'huile aux lampes, tant des salles que devant le Saint-Sacrement, à l'entrée et devant les confessionnaires, dès quatre heures au soir, pour les faire allumer l'hiver par les filles qui sont aux offices, et d'autant qu'elle ne peut elle-même faire cet office, il lui est baillé deux garçons, que l'on appelle portiers, qui ont soin desdites lampes, et voir et prendre garde à ladite porte, qui sort et qui entre, le soin de faire visiter les malades par le chirurgien, qui est commis et député pour faire ladite visite, sonner deux coups d'une cloche pour le faire venir, si d'aventure il n'est à ladite porte, et après, ayant été visité et trouvé de la qualité requise pour entrer audit Hôtel-Dieu, le prendre et le mener, s'il peut marcher, sinon le porter au confessionnaire, et le livrer ès mains des chapelains, sonner un coup de cloche, pour appeler monsieur le maître ou le sous-maître, qui a la charge de recevoir tous les petits legs, draps et autres choses que l'on apporte audit Hôtel-Dieu, pour parler ou pour recevoir ce que l'on apporte. Lesdits portiers ont aussi la charge, tous les jours à huit heures du matin, d'allumer la torche, pour aller et la porter devant le chapelain qui porte le Saint-Sacrement par toutes les salles des malades, et revenir jusqu'au saint ciboire de l'église, ils doivent aussi tenir la porte de l'enclos d'icelle, par dedans la nef et le

chœur de ladite église, nette de toute sorte d'immondices, tous les jours, et les chaises et bancs d'icelle bien nets et frottés, et pour tout le service qu'ils rendent audit Hôtel-Dieu par an. ils ont de gages vingt livres chacun, et cinq sols à *eux deux de chacun petit enfant mort que l'on apporte des enfants trouvés tout ensevelis pour être par eux portés au chariot, pour porter à la Trinité*, et la place de ladite dame religieuse portière est au bout de l'Autel Notre-Dame, qui est en entrant audit Hôtel-Dieu, lequel elle a soin de parer, et l'image de la Vierge, des ornements qu'elle a en sa garde, et met ès mains desdits sieurs Gouverneurs tous les deniers qu'elle reçoit ès jours des Pardons de toute l'année, le lendemain de chacun Pardon, comme étant l'une des stations dudit Hôtel-Dieu. Outre il y a encore quatre autres offices qui sont offices qui se nomment par la mère Prieure, pour exercer les autres quatre anciennes religieuses au travail plus doux que les ordinaires. Le Premier office auquel est établie une ancienne religieuse qui est appelée la dame du couvent, laquelle a charge de mettre les nappes au réfectoire, pour le dîner et souper des religieuses, prendre le pain de chacune fille religieuse et fille blanche, pour livrer à chacune pour le jour, tel et comme il lui est apporté par l'un des emballeurs, qui le prend de la main du portier de la sonnette, qui le reçoit de maître boulanger, suivant le nombre qu'elles sont, comme aussi le vin qu'il leur faut, pour toutes par ledit serviteur emballer à dix heures du matin, pour leur

en bailler à chacune leur portion qu'il leur est ordonnée par le règlement, elle reçoit aussi le potage et le bouilli qui lui est apporté de la cuisine, pour leur dresser promptement, lorsque la mère Prieure aura sonné la cloche que l'on nomme la cloche du couvent des filles, et alors lesdites religieuses étant venues pour dîner, hormis celles qui sont es offices des salles, se mettent, la bénédiction faite, à table pour dîner, pendant lequel l'une d'icelles fait la lecture, ainsi qu'aux autres maisons de religion, et sont toutes assises d'un côté, lors l'on leur apporte à toutes leur potage et leur dîner et les filles blanches sont assises à une table basse, qui est au milieu du réfectoire, où pareillement on les sert au dîner et souper, et ayant diné, sortent dudit couvent, et les religieuses vont à l'église rendre grâces à Dieu et faire leurs prières, comme elles ont accoutumé, pendant lequel temps et les grâces dites, les autres qui sont aux offices des salles des malades, elles vont au couvent et dînent avec le même service et ordre que les autres, pendant le premier et second dîner audit couvent, il y a une religieuse qui garde la porte des allées par où on entre audit réfectoire, pour empêcher les personnes d'y entrer, et à leur sortie pour aller à grâces, empêche toute personne de s'approcher d'elles ni demeurer à les regarder, comme pareillement au retour desdites grâces, et pour le soir est fait le même. Avec laquelle ancienne religieuse lui est baillée une religieuse qui se nomme jeune sœur, assistée de ses filles de

religion au travail dudit office, qui concourent à ce que toutes lesdites religieuses soient bien et honnêtement servies. Le second est un autre office qui se nomme l'essuiement, auquel ladite Prieure établit une ancienne religieuse, à laquelle elle donne charge de prendre garde aux draps qu'elle doit avoir en charge, qui sont mis aux grandes lessives, qui se font de six semaines en six semaines, lesquels étant lavés, lui sont portés en son office, auquel elle fait étendre lesdits draps pour sécher, et le plus souvent il s'y trouve *trois à quatre mille draps*, sans les autres linges, dont de tout elle doit tenir compte et rendre le nombre qui lui a été baillé, et sous ladite ancienne religieuse il y a d'autres religieuses et filles pour la soulager, et sert ordinairement aux petites lessives qui se font de quinze jours en quinze jours, pour blanchir les linges des religieux, religieuses, enfants de chœur et serviteurs de la Maison, et outre les dames des offices des salles font des lessives de quinze en quinze jours, où elles blanchissent les chemises des malades. Le troisième est l'office de la grande lavanderie, où se font les grandes lessives ci-dessus, auquel par rang s'établissent les religieuses, chacune pour un an, pendant lequel elle est appelée la dame de la grande lavanderie, qui est subalterne à la dame dudit essuiement, et a ladite dame de la lavanderie deux religieuses sous elle, qui s'appellent l'une deuxième et l'autre tierce, qui ont chacune leur charge à part audit office. La maîtresse demeure à la rivière, pour

tordre les draps, et les envoyer par compte à la dame dudit essuiement, et la seconde est celle qui a la charge de faire que le dîner soit prêt à l'heure, qu'elles prennent leur repas entre elles, et la troisième épluche les herbes, les met et tasse au pot, met la nappe et apprête le dîner, pendant que la deuxième avec ses filles apprenties qui sont quatre, et le garçon emballer, que l'on appelle cendrier, parceque quand il a le loisir il va par tous les fourneaux des tuileries, et autres endroits, demander de la cendre pour l'Hôtel-Dieu, déchargent et enlèvent les draps et linges qui sont dedans le cuvier pour les mettre sur les épaules des garçons emballers, pour les porter à la rivière à la maitresse de ladite lavanderie, pour les faire laver, et par après les renvoyer par comptes à la dame dudit essuiement ; en lequel office, aussitôt que l'heure du dîner est venue, c'est-à-dire qu'il n'y a plus que les petits drapeaux et torchons à laver, ladite dame de l'essuiement et la maitresse de la grande lavanderie, seconde et tierce se mettent à table et par ordre, les quatre apprenties, la pucelle, le cendrier et les garçons qui ont aidé auxdites lessives, se mettent tous à ladite table et prennent leur repas ensemblement, et leur nourriture se prend à la maison tant à la cuisine que sommellerie et panneterie, laquelle pucelle et son homme sont empêchés tout ce jour à blanchir le linge des gens d'église, religieux et chapelains, et se blanchit à un cuvier à part et se lave en lieu séparé des autres. Il y a un autre office ensuite de celui

de la grande lavanderie, que l'on appelle la petite lavanderie, auquel il y a une autre religieuse qui est appelée la maîtresse de la petite lavanderie, laquelle après qu'elle a été un an entier en la grande, elle en sort et rentre en la petite lavanderie, pour y être aussi un an entier, et est établie et a sous soi six filles, que l'on appelle petites lavandières, qui sont journellement occupées à laver à la rivière tous les draps que l'on soustrait de dessous les griefs malades, qui sont sous eux et se gâtent, d'autant qu'il serait impossible de faire tous les jours la lessive, l'on se contente seulement, pour l'impossibilité, de les laver simplement et les sécher au feu, spécialement en hiver, tellement que c'est l'office le plus pénible, car il faut quelquefois jour et nuit travailler là où il s'y fait une dépense de bois quasi du tout incroyable, et faut qu'elles sèchent plus de trois cents draps et ont toute cette charge l'espace d'un an entier. Outre tous ces offices, le grand nombre des malades est couché et dispersé en cinq salles nommées la salle Saint-Thouars, qui est la salle en entrant droit, la salle Saint-Denis, la salle de l'infirmerie, la salle neuve et la salle du Légat, à chacune des salles il y a un office, auquel il y a une religieuse que l'on appelle Chef-taine, qui est chef de l'office, qui a soin de tous les meubles servant aux pauvres, et de donner et distribuer les nécessités des malades, et y demeure assidûment tout le long du jour, jusqu'à ce que les veilleresses descendent pour servir les malades la nuit, elle commande et a sous

soi autant de filles que lui est nécessaire, tant pour conduire lesdits malades auxdits aisements, que pour aider les malades à les coucher, leur recouvrir, et si advient qu'ils aient nécessité des sacrements, soit de confession, l'eucharistie ou l'extrême-onction, elles vont appeler les chapelains pour leur assister, et s'ils sont agonisants, elles ne bougent d'auprès, à leur crier *Jésus Maria*, sans les abandonner qu'ils ne soient décédés, et le même se fait aux autres salles où lesdites cheftaines ont le même pouvoir, et les filles font le même devoir. Est encore èsdites salles et offices à chacune deux religieuses, qui servent de pain et de vin auxdits malades, soit le matin et le soir, outre ont soin, en cas qu'aucuns malades de leurs offices veuillent prendre la sainte hostie ou l'extrême-onction, de dresser et parer les tables, mettre la serviette dessus, avec la croix et l'eau bénite, ou le plat et les étoupes et chandelle bénite, pour faire et accomplir le désir desdits malades, davantage sont tenues d'étendre les serviettes sur les lits desdits malades, lorsqu'ils veulent dîner et souper et les retirer après leur repas. Et davantage le matin, après la première messe, qui se dit à sept heures, et les salles desdits malades nettes, le chapelain qui est semainier porte le Saint-Sacrement par toutes lesdites salles, pour le faire prendre à ceux qui en ont la volonté, ou du moins le faire adorer à tous, cela se fait tous les jours.

« Il ne reste à parler que des serviteurs de ladite Maison

que l'on appelle emballeurs, ils sont six, et le septième que l'on appelle le maître emballeur, qui a le soin de prendre garde sur les six autres, et mettre un à chacune salle pour la tenir nette, et tous ensemble emplir les fontaines d'eau nette pour les malades, de prendre des mains du portier de la sonnette le pain et la viande pour porter à chacun office, à la religieuse qui fournit et distribue le pain aux malades, et le potage à chacun office, et la viande aussi à chacun office, et le vin le vont quérir au sommelier, demi-heure avant le dîner au souper, pour le livrer à la religieuse qui baille le vin aux malades, et outre ont le soin d'aller tous à la Trinité traîner le chariot dedans lequel sont les corps morts, pour les enterrer, avec le chapelain qui porte un surplis, son bonnet et une étolle, et cela se fait après douze heures du soir, et que s'il survient qu'on fasse enterrer un mort à Saint-Innocent, avec convoi, ils le portent, accompagnés des prêtres et religieux de la Maison et si l'on les demande pour aller guérir un malade, il prennent une chaise pour l'aller guérir. »

E. — *Conflits entre les autorités temporelle et spirituelle
de l'Hôtel-Dieu*

On voit par ce tableau quel rôle jouaient les religieux dans la vie quotidienne de l'Hôtel-Dieu. Dans ces conditions, il n'était pas possible que de nombreux conflits

n'éclatassent point entre l'autorité spirituelle, qui voulait garder le plus possible de ses anciennes prérogatives, et l'autorité temporelle, qui grandissait de jour en jour. Le champ d'action de ces deux autorités était mal défini : théoriquement, le bureau était chargé simplement de la *gestion* ; mais, en fait, le devoir de bien administrer l'établissement impliquait le droit d'avoir toute autorité sur le personnel, et de présider à la discipline de la maison.

Or, les religieux ne l'entendaient pas ainsi. Ils prétendent, en propres termes, *que le Bureau n'a aucune autorité dans l'Hôtel-Dieu sur qui que ce soit, mais une simple administration du revenu*. « Nous ne prenons garde, Messieurs, disent-ils aux administrateurs, à beaucoup d'entreprises que vous faites tous les jours ; on vous a autrefois donné l'administration du temporel, qui appartenait au chapitre seul, mais en vous la donnant, on ne nous l'a pas ôtée..... *Pour avoir la bourse, on n'a pas toute l'autorité* ».

D'où des luttes fréquentes entre Messieurs du spirituel et le Bureau :

En 1655, le Maître prétend que les clefs des portes de l'Hôtel-Dieu doivent rester entre leurs mains.

En 1660, la mère cheftaine de l'office des accouchées « maltraitait de paroles » la sage-femme de l'Hôtel-Dieu de ce qu'elle souffre un homme pour assister aux accouchements » ; la sage-femme s'étant plainte au Bureau, un administrateur en parle à la mère ; celle-ci déclare que « Messieurs les directeurs spirituels ne trouvent pas bon

que ce garçon soit à tous momens parmy les femmes et filles de cet office. » Le Bureau répond que « la direction spirituelle n'a aucune chose à voir en cette rencontre, que la permission accordée audit garçon a esté pour le bien que le public en doit recevoir, qu'il n'en peut rien arriver de mal... »

En 1661, la Compagnie décide d'installer dans la salle des accouchées, pour y assister aux accouchements, le chirurgien Guillaume Billet. L'un des directeurs du spirituel s'y oppose violemment, disant que *cela est contre sa conscience et l'honneur de Dieu, que s'il y est introduit, il le mettra lui-même dehors par le bras.*

En 1663, nouveau conflit entre le Bureau et le Chapitre à propos d'un règlement affiché, suivant arrêt du Parlement, dans la salle des accouchées et en différents endroits de l'Hôtel-Dieu; ces affiches ayant été, ou cachées « par une image de crucifix colée dessus » ou « effacées avec du charbon ou de la boue », la Compagnie décide qu'il sera informé « contre ceux qui ont arraché ou effacé lesdits règlements, et au cas que quelqu'un des serviteurs de la maison, par crainte des religieuses ou autrement refuse de déposer ce qu'il sait de cette affaire, qu'il sera mis hors de l'Hôtel-Dieu. »

La lutte est peut-être plus âpre encore entre le Bureau et les religieuses; pour une fois que le Bureau rend justice à leur dévouement et demande qu'on augmente leur

nombre, vu leurs extraordinaires fatigues (1), que de plaintes contre elles ! Le principal grief, c'est qu'au lieu de s'appliquer comme elles devraient au service des pauvres, « elles s'adonnent à la prière, et méditation, la meilleure partie du temps ; c'est chose bonne que de prier, mais leur principale fonction est le service des pauvres. »

Le Maître au Spirituel lui-même recommande aux religieuses de « quitter le crucifix, mesme la communion sy fréquente, pour vacquer au pansement des malades, que Dieu avoit ce sacrifice plus agréable... »

En 1657, le Bureau se plaint que les religieuses s'adonnent à la méditation, aux longues oraisons, qu'elles pratiquent la retraite des dix jours comme dans les monastères, employant en cela la meilleure partie du temps qu'elles doivent aux malades ; qu'elles pratiquent des jeûnes extraordinaires, haires et autres mortifications, au préjudice de leur santé et des pauvres qui en sont moins assistés.

En 1667, la Prieure ayant introduit à l'Hôtel-Dieu deux servantes *veilleres*, le Premier Président déclare qu'il faut soulager les religieuses autant qu'on le peut, mais que cette nouveauté tend assurément à dispenser les religieuses du service des pauvres, et les réduire à l'état des religieuses de chœur, comme on en a trop d'exemples ailleurs, ce qui est un grand mal qu'il faut prévenir.

(1) Délib. du 29 novembre 1679.

Le 28 juin 1656, la mère Prieure se présenta au Bureau avec deux religieuses, qui prennent congé de la Compagnie pour se rendre à Bourges, pour y prendre, à la prière de l'archevêque de Bourges, la direction de l'hôpital ; les administrateurs lui font observer que « la bien-séance et le devoir requéroient que l'on en eust parlé au Bureau auparavant, puisque lesdites religieuses y avoient été reçues pour panser et servir les mallades du dedans de l'Hostel-Dieu, sans qu'elles puissent s'en dispenser que par le consentement du Bureau », et l'on profite de l'occasion pour déclarer à la Prieure qu'on trouve mauvais qu'elle se dispense en toutes rencontres des devoirs auxquels elle est obligée envers le Bureau.

Un autre jour le Bureau apprend que sans son ordre, « on a fait ouverture d'un corps de femme morte à l'Hôtel-Dieu » ; le chirurgien, mandé au Bureau, déclare « qu'il a fait cette ouverture par le commandement de la mère Prieure, et dans la créance que cette femme estoit grosse d'enfant et que son fruit pouroit avoir encor quelque reste de vie pour estre baptisé. »

En 1659, le Bureau remarque que « la connivence des religieuses avec les convalescents en retient ordinairement à l'Hostel-Dieu plus de cent ; le sieur Cudefo, à qui le Bureau commet le soin de les faire sortir, n'est pas assez appuyé pour exécuter ses ordres, « estant souvent contraint

(1) *Délib.* I, passim.

d'essuyer beaucoup de reproches et d'injures des religieuses. »

D'autre part, les religieuses de l'apotiquairerie ne suivent point l'ordonnance des médecins dans la composition des médicaments, y mettent la quantité et la qualité de drogues qui leur plaît, au grand péril de la vie des malades; elles donnent des drogues à des personnes du dehors; elles font donner les lavements par des gens qui n'y entendent rien, « même par des sourds qui n'entendent pas les plaintes de ceux qu'ils blessent »

III. — Le Grand Bureau des Pauvres

Nous avons vu dans l'introduction comment fonctionnait l'administration du Grand Bureau des Pauvres, et comment, d'institution municipale, il s'était transformé en institution parlementaire. Cette évolution est achevée sous Louis XIV, en même temps que l'Hôpital Général dépossède le Grand Bureau de toute action sur les autres établissements charitables de Paris : en 1676, paraissent des réglemens et ordonnances concernant l'exercice des charges de commissaires du Grand Bureau. Les magistrats municipaux n'y sont même plus nommés. Les fonctions des commissaires sont dès lors des charges paroissiales sous la direction du Procureur général.

IV. — L'Hôpital Général

La monarchie absolue, avons-nous dit, ne se contenta pas de laisser toute leur autonomie aux établissements hospitaliers qui dataient du moyen âge ou du xvi^e siècle : quand elle créa à son tour des établissements, elle leur accorda une autonomie plus large et plus pleine encore. On ne saurait en effet imaginer administration plus indépendante que celle de l'Hôpital Général.

Cette administration comprenait :

1^o Les chefs de la direction ;

2^o Les directeurs.

A. — *Chefs de la direction*

Le bureau des chefs de la direction s'occupait des questions d'ordre général. Il ne se composa primitivement que de deux membres :

« Pour réussir avec succès à l'établissement d'un si grand dessein, nous avons nommé et nommons par ces présentes, notre amé et féal le sieur Bellièvre, chevalier, notre conseiller en tous nos conseils, et *premier président en notre Parlement* ; et notre amé et féal le sieur Foucquet, aussi notre conseiller en tous nos conseils, et notre *procureur général*, pour être eux et leurs successeurs esdites charges, chefs de la direction dudit Hôpital » (1).

(1) Édit de 1656, art II.

Le 22 avril 1673, une déclaration du roi vint leur adjoindre l'*archevêque de Paris*.

En janvier 1690, une nouvelle déclaration nommait chefs de l'Hôpital Général *MM. les premiers présidents de la Chambre des Comptes et Cour des aides*, ainsi que *MM. le lieutenant général de police* et le *prévôt des marchands*. On avait songé, un peu plus tard, à faire représenter la municipalité dans la nouvelle institution, presque tout entière entre les mains de la Royauté et du Parlement. Le choix des membres de ce conseil montrait clairement, au surplus, le caractère complexe de l'institution nouvelle : le voisinage de l'archevêque et du lieutenant de police disait assez que l'« enfermement des pauvres » n'avait été qu'à moitié inspiré par la charité. Les considérants des déclarations de 1673 et de 1690 sont assez curieux : on espère que l'Hôpital Général recevra la protection de tous ceux qui tiendront la place d'archevêque : « avec l'obligation de leur caractère pour toutes les œuvres de piété, on les y engage encore plus particulièrement en leur donnant la part qui convient à leur dignité dans la direction d'une œuvre si pieuse et si importante au public ». Quant aux premiers présidents de la Chambre des Comptes et Cour des Aides, au lieutenant de police et au prévôt des marchands, le roi a estimé à propos de les choisir, « non seulement pour augmenter les secours qu'il désire que l'Hôpital trouve suivant les règles de la justice, dans toutes les cours où ses affaires peuvent être portées, mais encore

pour les relations nécessaires que cet Hôpital a avec la police et le bon ordre de la bonne ville de Paris ».

Tous ces magistrats étaient membres *de droit*, en conséquence de leurs charges ; il n'était besoin ni d'élection ni de prestation de serment.

Ce même Conseil, institué définitivement en janvier 1690, était placé, à la même date, à la tête de l'Hôtel-Dieu. Les mêmes personnes dirigeaient, dans les grandes lignes, l'administration des deux grands établissements hospitaliers, et l'on pouvait croire que *l'unité administrative*, si conforme aux vues de la monarchie absolue, se trouvait ainsi réalisée.

B. — *Directeurs de l'Hôpital-Général*

Nomination

L'article III de l'édit portant établissement de l'Hôpital-Général nommait, pour directeurs et perpétuels administrateurs, vingt-six personnes : « le Chassier, notre conseiller et maître ordinaire en notre Chambre des Comptes ; Charles Loiseau, Conseiller en notre Cour des Aides ; Jean-Marie l'Hoste, ancien avocat en notre Parlement ; Christophe Duplessis, sieur de Montbart, conseiller en nos Conseils ; Bertrand Drouard, notre conseiller et maître d'hôtel ordinaire ; Jean de Gomont, avocat en notre dite Cour ; Claude Chomel, notre conseiller, ci-devant trésorier des ligue des Suisses et Grisons ; Jean Delaplace, notre

conseiller et secrétaire ; Antoine Pajot, sieur de la Chapelle ; Gabriel de Gaulmont, sieur de Chevanes ; Louis Séguier, sieur de Saint-Firmin ; Nicolas Barbier, notre conseiller et receveur des gages des officiers de notre Cour des Aides ; Jean Levêque et Denis Pichón, anciens consuls, marchands, bourgeois de Paris ; Sébastien Cramoisy, ancien juge-consul, ancien échevin, marchand, bourgeois de Paris ; Henri Gillot, ancien juge-consul, marchand, bourgeois de Paris ; Jacques Laugeois, ancien consul, marchand, bourgeois de Paris ; Jean le Marchand, bourgeois de Paris ; Claude Patin, ancien consul, marchand, bourgeois de Paris ; André Levieux, ancien consul, ancien échevin, marchand, bourgeois de Paris ; Jacques Poignant, bourgeois de Paris ; Christophe Maillet, ancien consul, marchand, bourgeois de Paris ; Antoine Vitré, marchand, bourgeois de Paris ; Jacques Belin, bourgeois de Paris ; Sauveur de Burlamagny, écuyer, et Louis Collart, bourgeois de Paris ».

Pour que les directeurs soient d'autant plus obligés au soin des pauvres, ils prêtent serment devant le Parlement, à qui le procureur général les présente. (art. 73).

Le Bureau des Directeurs, comme le Bureau de l'Hôtel-Dieu, *se recrute lui-même*. « Lorsqu'il y aura une place vacante par le décès d'aucun des directeurs, l'huissier en avertira tous les directeurs, pour, au jour du bureau suivant, proposer les personnes les plus capables pour la remplir, et en la prochaine séance, en être fait réduction

au nombre de quatre ; au bureau suivant, être procédé à l'élection de l'un des quatre, par billets ou bulletins secrets de ceux qui seront présents ; laquelle élection ne pourra être valable qu'elle ne soit aux deux tiers des voix au moins. » (article 33).

Privilèges

Le roi déclare que les directeurs sont en sa spéciale protection et sauvegarde ; et afin qu'ils ne puissent être distraits de leur important service, il les autorise à jouir, chacun en particulier, du privilège de *committimus* du grand sceau, qui consiste en la faculté de plaider en première instance aux requêtes du Palais, ou de l'Hôtel en matières pures personnelles, possessoires ou mixtes et d'y faire renvoyer ou évoquer celles qui seront commencées devant d'autres, où ils auront intérêt, pourvu que ce soit avant que la cause ait été contestée de leur part.

Les directeurs étaient aussi exempts de tutelle, curatelle, guets, fortifications, gardes aux portes, et généralement de toutes taxes de ville et autres contributions publiques. (Art. 80).

Assemblées ordinaires

Les emplois et commissions de l'Hôpital sont partagés et distribués à chacun des directeurs selon leurs talents, « dont ils tâcheront de s'acquitter avec soin et diligence, pour en rendre compte à chacune séance. » (Art. 39).

Les directeurs s'assemblent *toutes fois et quand bon leur semble*, et en la maison de la Pitié, ou en autres lieux dépendant de l'Hôpital Général, pour y proposer, délibérer et résoudre les affaires. (Art. 74).

Le roi veut qu'ils puissent avoir une ou plusieurs maisons dans cette ville ou faubourgs, en tels lieux qu'ils jugeront plus commodes, pour y tenir leur bureau et assemblée ordinaire, comme en l'Hôpital Général et lieux qui en dépendent. (Art. 75).

Les directeurs doivent prendre leur rang et séance dans le bureau et ailleurs, pour le fait de l'Hôpital, selon l'ordre qu'ils sont nommés et désignés par les lettres ; et à l'avenir, selon celui de réception, sans aucune distinction de qualité. (Édit. de 1656, art. 30).

Aux affaires communes, ès jours ordinaires du bureau, les directeurs peuvent délibérer et résoudre, *au nombre de sept*, et aux affaires *importantes*, de *dix au moins*, après que les présents et absents auront été convoqués. (Art. 32).

Un greffier tient registre des délibérations du Bureau ; le procès-verbal des séances est signé par le président et par les trois plus anciens membres présents ; le greffier ne peut donner ni extrait ni copie que par ordre de la compagnie. (Art. 31).

Assemblées générales

Les directeurs se réunissaient avec les chefs de direction en *assemblées générales*, à l'archevêché, pour décider des

matières importantes, telles que : nomination de directeurs, du receveur, des économes, des supérieurs, approvisionnement, marchés, travaux, acceptation de dons et legs, aliénation, acquisition, emprunts, procès, police et discipline générale.

C. — *Attributions des Directeurs*

Ces attributions étaient nombreuses, « beaucoup plus étendues que ne le sont aujourd'hui celles des administrateurs des hôpitaux et hospices (1). »

1^o Administration proprement dite

L'article 12 de l'édit de 1656 donnait aux directeurs « tout pouvoir et autorité de direction et administration. » *Ce pouvoir était illimité.* L'indépendance de l'administration de l'Hôpital Général était donc bien plus grande que celle de l'Hôtel-Dieu. Le bureau de l'Hôtel-Dieu, on s'en souvient, ne pouvait que *gérer* les biens de cet établissement ; ces biens étant considérés comme *biens d'église*, le bureau ne pouvait, de sa propre autorité, les *aliéner*. Au contraire, les directeurs de l'Hôpital Général peuvent, sous le contrôle des chefs de Direction, il est vrai, accomplir tous actes de gestion et de disposition :

(1) Parturier, *L'Assistance publique sous l'ancien régime et pendant la Révolution.*

Acceptation de dons et legs

Ils peuvent recevoir tous dons, legs et gratifications universelles, ou particulières, soit par testament, donation entre vifs, ou à cause de mort, ou par quelque autre acte que ce soit, et en faire les acceptations, recouvrements ou poursuites nécessaires. (art. 45) (1).

Acquisition, échange, vente, aliénation

Ils peuvent acquérir, échanger, vendre ou aliéner tous héritages, en quelque lieu ou de quelque qualité qu'ils puissent être, rentes foncières et constituées, acquérir du domaine royal ou de quelque personne que ce soit, ordonner et disposer de tous les biens, meubles et immeubles de l'Hôpital Général, selon qu'ils jugeront à propos pour le plus grand avantage d'icelui, et *sans qu'ils en soient responsables, ni tenus d'en rendre aucun compte à quelque personne que ce soit* (art. 46).

Transactions, compromis. — Procès

Ils peuvent transiger, compromettre avec peine, composer et accorder de tout ce qui dépend des biens et effets,

(1) L'arrêt du Parlement du 3 février 1691 porte que les directeurs et administrateurs de l'Hôpital général pourront, lorsqu'il sera fait des legs universels audit Hôpital, assister aux inventaires et levée des scellés.

meubles ou immeubles dudit Hôpital Général, et de tous les procès et différends qui peuvent être mus, et qui pourraient ci-après se mouvoir, *sans aucune exception* : lesquels compromis nous validons, comme s'ils étaient faits entre majeurs, pour leur propre intérêt. (art. 47).

Emprunt

S'il y a manque de fonds pour les choses nécessaires à l'Hôpital, les administrateurs peuvent *faire emprunt*, à titre et constitution de rente ou autrement, et y affecter les biens de l'Hôpital (Règlement, art. 36).

Expropriation

Ils peuvent prendre des terres de proche en proche, pour la nécessité ou commodité de l'Hôpital Général, en les payant à leur juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite au cas que les propriétaires voisins refusent de traiter à l'amiable (édit, art. 48).

Le receveur n'est comptable qu'au Bureau des Directeurs : défense formelle est faite à toutes autres personnes qu'aux directeurs de prendre connaissance des revenus, comptes et biens présents et à venir, et de quelque qualité qu'ils soient (art. 77)

On voit quelle autorité le Roi avait donné aux Directeurs de l'Hôpital Général. E le était, dit Frochot, « *absolue* : ils administraient les biens, surveillaient les détails, ordon-

naient les dépenses, réglaient tous les mouvements de cette vaste machine et ne rendaient compte qu'à eux-mêmes, en sorte que, sous l'empire royal, *lorsqu'un seul pouvoir maîtrisait tous les corps de l'État*, cette administration était *municipalement* réglée, et pour ses élections et pour ses opérations. » (1)

2° Autorité des Directeurs sur le Personnel

L'édit d'avril 1656 donne aux Directeurs une autorité sans bornes sur le personnel laïque de l'Hôpital Général : Ils fixent les salaires, gratifications et récompenses des officiers, des domestiques et de tous ceux qui rendent service à l'Hôpital; ils ne sont pas obligés de leur donner autre chose que ce qu'ils leur auront promis ; ils peuvent, s'ils le jugent à propos, se servir des pauvres enfermés, soit hommes ou femmes, pour officiers ou domestiques, et les employer au dedans ou au dehors.

Les directeurs ont sous leurs ordres un receveur, un greffier, des huissiers ou autres officiers du Bureau, tels qu'ils jugeront nécessaires pour le service, tant au dedans qu'au dehors, lesquels seront destituables à la volonté des directeurs.

Le receveur prête serment au Parlement, après présentation par le procureur général ; « *sans néanmoins qu'à*

(1) Husson, *Étude sur les Hôpitaux*.

cause de ce, ni autrement, il soit comptable ailleurs qu'au Bureau. »

Le receveur peut être qui bon semble aux directeurs, « bourgeois ou à gages » ; il ne peut, pendant le temps de son emploi, être du nombre des directeurs, ni avoir séance ni voix délibérative.

Comme les directeurs, et pour la même raison, c'est-à-dire « afin qu'il ne puisse être distrait d'un service si important », le receveur jouit du privilège de *committimus du grand sceau*, pendant le temps de sa recette ou après vingtans de service ; le roi déclare placer par là le receveur sous sa spéciale protection et sauvegarde.

Le receveur est tenu de donner un état de la recette et dépense, toutes et quantes fois qu'il en est requis par les directeurs, dont il doit suivre entièrement les ordres ; il rend compte au bureau d'année en année, et lors de la présentation l'affirmer véritable, en prêtant le serment par devant celui qui présidera.

Une déclaration du 12 décembre 1698 sur l'organisation des Hôpitaux en France déclare d'autre part :

« Art. 8. — Il sera nommé, dans le bureau de direction, au commencement de chaque année, et plus souvent, s'il est jugé à propos, deux des directeurs nés ou élus pour expédier les mandemens des sommes qui devront être payées par le trésorier ou receveur, et il ne lui en pourra être alloué aucune en dépense, qu'en rapportant les mandemens signés desdits deux directeurs. »

On voit que c'est de Louis XIV que date la règle élémentaire de toute comptabilité en deniers, qui sépare les fonctions de *l'ordonnateur* de celles du *receveur* et impose à ce dernier l'obligation de rendre des comptes.

Le greffier et autres officiers ne prêtent serment qu'au bureau.

L'art. 81 leur accorde, *par le même motif*, « ce privilège de garde-gardienne par devant le prévôt de Paris, sans qu'ils puissent être divertis ailleurs, soit en demandant, défendant, ou en cas d'intervention, tant et si longuement qu'ils serviront audit Hôpital, ou après vingt ans de service. »

Ils jouissent aussi pendant le même temps, de toutes exemptions de tutelles, curatelles, guets, fortifications, gardes aux portes, et généralement de toutes contributions publiques.

3^e Police des Mendiants.

L'édit de 1656 attribuait aux Directeurs de l'Hôpital Général tout pouvoir, autorité, connaissance, juridiction, police, correction et châtiment, sur *tous les pauvres mendiants* de la ville et des faubourgs de Paris, tant *au dedans* qu'en *dehors* de l'Hôpital Général, et exclusivement et indépendamment de la direction du Grand Bureau, et de toute autre direction de police.

« Ils auront pour cet effet, dit l'art. 13, poteaux, carcans, prisons et basses-fosses dans ledit Hôpital Général, et

lieux qui en dépendent, comme ils aviseront, sans que l'appel puisse être reçu des ordonnances qui seront par eux rendues pour le dedans dudit Hôpital ; et quant à celles qui interviendront pour le dehors, elles seront exécutées selon leur forme et teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, faites ou à faire, et sans préjudice d'icelles, et pour lesquelles nonobstant aussi toutes dépenses et prise à partie ne sera différé. » (1)

Les directeurs ordonnent les châtimens et peines publiques ou particulières dans l'Hôpital Général et maisons qui en dépendent, contre les pauvres, à l'occasion de tous délits et contraventions, « même en cas de désobéissance, insolence ou autres scandales, » ils doivent les chasser, avec défense de mendier, sur peine du fouet pour la première fois, et pour la seconde, *des galères* contre les hommes, et de *bannissement* contre les femmes ; et ils avisent sur la peine à prononcer en cas de récidive.

Les directeurs organisent à leur gré la discipline de

(1) L'arrêt de vérification porte : « Ne pourront néanmoins les directeurs nommés par icelles, prétendre aucune cour ni juridiction sur autres que les pauvres enfermés dans ledit Hôpital général, et sur les autres pauvres qui seront trouvés au dehors contrevenants aux défenses portées par lesdites lettres, ei par ledit règlement ; et ce par forme de châtimement et correction seulement, et à la charge que, où il y aura lieu d'ordonner des peines afflictives qui dussent être exécutées au dehors dudit hôpital, lesdits directeurs seront tenus les faire juger par les lieutenant criminel et officiers du Châtelet, et autres juges qui en doivent connaître : ce qui sera fait sommairement et sans frais. »

l'établissement : « ils établissent tous règlements de police et statuts pour le gouvernement et direction de l'Hôpital Général, tant au dedans d'icelui, et lieux en dépendant, soit pour l'établissement ou subsistance desdits pauvres, ou pour les mettre en leur devoir ; qu'au dehors, pour empêcher leur mendicité publique ou secrète, et la continuation de leurs désordres ».

Ils pouvaient employer au service des femmes et filles enfermées dans l'Hôpital Général, les personnes du même sexe, qu'ils trouvaient être les plus propres à cet office.

Ils choisissaient également, dans chaque salle ou dortoir, pour en avoir le soin et la direction, des maîtres ou maîtresses.

Les directeurs avaient sous leurs ordres un *bailli* de l'Hôpital, des *sergents des pauvres*, des gardes aux portes et aux avenues, avec haliebardes et autres armes convenables, et tous autres officiers nécessaires, tant pour exécuter leurs ordonnances, que *pour faire les captures des mendiants*, et conduire à l'Hôpital ceux qui devaient y être admis, renvoyer, chasser ou arrêter ceux qui en devaient être exclus, et accompagner les passants.

Les bailli, sergents, gardes et autres officiers, étaient institués ou destitués à la volonté des directeurs ; ils ne dépendaient nullement du bailli des pauvres du Grand Bureau, ni des autres officiers ou juges (art. 14).

Ils étaient tenus de se rendre au bureau des directeurs au premier appel et d'exécuter tous leurs ordres.

Le *bailli* de l'Hôpital et les *sergents* des pauvres procédaient aux inventaires et ventes des biens des pauvres qui décédaient tant au dedans qu'au dehors de l'Hôpital, après avoir été pendant au moins un an à « l'aumône d'icelui » (art. 43).

Il est défendu (art. 20) aux soldats, aux bourgeois et à toutes les personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de « molester, injurier, ni maltraiter le bailli, officiers, ni aucun de ceux qui seront employés pour prendre ou conduire, renvoyer, chasser ou accompagner les pauvres, et d'empêcher l'exécution du règlement général, ou des ordonnances particulières des directeurs ; à peine d'être emprisonnés sur le champ, et procédé criminellement contre eux, à la requête des directeurs, et aux pauvres de faire résistance, sur peine d'être punis, ainsi que les directeurs l'avisèrent. »

L'article 21 ordonne « aux chevalier du guet, prévôt de l'île, prévôt des maréchaux, lieutenant criminel de robe courte, leurs exempts et archers, commissaires du Châtelet, huissiers, sergents et autres ministres de justice et de police, et même à tous nos sujets, de donner main-forte auxdits bailli de l'Hôpital et sergents des pauvres, pour l'exécution tant des présentes, que du règlement général et des ordonnances particulières des directeurs, pour raison de l'Hôpital, s'ils en ont besoin soit pour la capture des pauvres, ou celle d'autres personnes qui se trouveront contrevenir aux articles précédents, soit pour les saisies,

exécutions ou autrement, à peine d'en répondre par les refusants ou dilayants en leurs propres et privés noms, et d'amende arbitraire ».

En 1663, une ordonnance du duc de Gramont, colonel du régiment des gardes françaises, porte défense aux soldats de ce régiment d'inquiéter les archers de l'Hôpital Général, *sur peine de la vie*, et en 1694, un arrêt du Parlement interdit à tous les gens de livrée et autres de troubler et empêcher les archers des pauvres dans leurs fonctions. *à peine des galères*.

Enfin, la puissance des directeurs était telle que sans leur autorisation par écrit, *on ne pouvait rien imprimer concernant l'Hôpital Général* : « Sur la remontrance faite par le procureur général du roi, qu'encore que l'établissement de l'Hôpital Général des pauvres soit très avantageux à l'église et au public, et même aux pauvres, qui par ce moyen seront assurés des moyens de leur instruction au salut, et de leur logement, nourriture et subsistance ; néanmoins comme il n'y a point de bons desseins qui ne soient traversés, quelques particuliers prennent de là occasion d'exciter les mouvements dans les esprits, soit afin d'empêcher ou de retarder une si sainte entreprise, soit afin de se servir de ce prétexte en autre chose, que sans aucune permission ni ordre, ils ont fait publier dans la ville et faubourgs de Paris, un arrêt qui fut donné en 1618 ; la Cour a fait inhibition et défenses à toutes personnes d'imprimer, vendre, ni débiter aucune chose

concernant ledit Hôpital Général, directement ni indirectement, s'il n'y en a ordre par écrit signé au moins de deux des directeurs dudit Hôpital, à peine d'être procédé criminellement contre toutes sortes de personnes, et d'être punis *comme perturbateurs du repos public* (1). »

4^e Curatelle des fols et insensés

En 1708, un arrêt du Parlement, sur la requête des directeurs de l'Hôpital général, expositive que Renée Ruel, fille âgée de 40 ans, amenée à la maison de la Salpêtrière, en qualité d'insensée, était propriétaire de quatre-vingt quinze livres de rente, ordonne que les arrérages échus et à échoir desdites rentes, *seront payés ès mains du receveur de l'Hôpital général, et sur ses quittances, tant et si longtemps que ladite Ruel sera à l'Hôpital, en déduction de ses nourriture et pension.*

Au cours du xviii^e siècle, le Parlement devait confier en outre aux directeurs la tutelle et curatelle des mineurs élevés dans les maisons de l'Hôpital général.

La tâche des administrateurs de l'Hôpital général était, on le voit, des plus lourdes : aussi, malgré leur dévouement notoire, n'y pouvaient-ils suffire : L'administration de 10 maisons qui secourent près de 15.000 individus, écrivait le duc de La Rochefoucault-Liancourt en 1790, est une machine immense qu'il est au-dessus des forces humaines

(1) Arrêt du parlement du 12 avril 1637.

de régir avec tous les soins de détail qu'exige l'assistance des malheureux (1). »

D. — *Ecclésiastiques*

Reconnaissant, dit l'édit de 1656, « la bénédiction que Dieu a donnée au travail des prêtres missionnaires de *Saint-Lazare*, les grands fruits qu'ils ont faits jusqu'à présent pour le secours des pauvres, » le roi veut « qu'ils aient le soin et l'instruction du spirituel, pour l'assistance et consolation des pauvres de l'Hôpital Général et lieux qui en dépendent, et qu'ils aient l'administration des sacrements, *sous l'autorité et juridiction spirituelle du sieur archevêque de Paris*, auquel ils seront présentés par le général des missionnaires... »

Les prêtres commis à l'Hôpital Général devaient recevoir les testaments soit des officiers ou domestiques, ou des pauvres, ces testaments étaient valables, comme s'ils étaient olographes ou passés par devant notaires, curés ou vicaires, dérogeant, pour ce regard seulement, aux ordonnances et coutumes contraires.

A l'égard de la police et de la discipline temporelle concernant l'Hôpital, les prêtres étaient placés sous l'entière dépendance des directeurs, en qualité de supérieurs; ils devaient être présentés et reçus par le Bureau.

(1) *Rapport au nom du Comité de Mendicité.*

« Lorsque le supérieur desdits missionnaires, ou en son absence, celui qui sera par lui commis, viendra au bureau pour chose concernant le spirituel, ou ce qui en dépend, il y aura une voix délibérative en ce qui sera par lui proposé, et lui sera, pour cela, donné séance après le plus ancien de ceux des directeurs perpétuels, qui y seront lors présents. » (art. 26.)

Les prêtres de la Mission de Saint-Lazare n'acceptèrent pas l'offre que leur faisait l'édit, et l'on dut recourir à l'autorité ecclésiastique, qui nomma des prêtres séculiers.

A l'Hôpital Général comme à l'Hôtel-Dieu, le double rôle des religieux, dépendant de l'archevêque en tant que prêtres, et de l'administration laïque en tant que faisant partie du personnel de l'établissement, devait entraîner une lutte sourde et de nombreux conflits entre les deux pouvoirs, d'autant plus que l'Archevêque faisait partie du Grand Bureau. Un de ces conflits fut retentissant et entraîna même en 1751, l'exil du Parlement (1).

V. — Administration des Enfants Trouvés

L'édit de 1670, qui déclarait les Enfants Trouvés un des hôpitaux de Paris et en réunissait l'administration à celle de l'Hôpital Général, lui garantissait cependant l'*autonomie*, ses biens ne devant pas être confondus avec ceux de l'Hôpital.

(1) Parturier, p. 135 et 136.

La direction des Enfants Trouvés était confiée à *un certain nombre* des chefs et directeurs de l'Hôpital Général : le premier président et le procureur général du Parlement, assistés de quatre directeurs nommés par le bureau de l'Hôpital. Ces administrateurs restaient en fonctions 3 ans. Ils avaient pouvoir de faire toutes choses nécessaires, *à la réserve des acquisitions ou aliénations d'immeubles*, « ci-après audit Hôpital des Enfants Trouvés, lesquels ne pourront être arrêtés que dans le Bureau dudit Hôpital Général. Voulons pareillement que lesdits premier président, procureur général, et quatre directeurs, choisissent un receveur charitable du revenu desdits Enfants Trouvés, qui en fera la recette, et en rendra compte, chaque année, trois mois après icelle expirée, au Bureau dudit Hôpital Général, auquel compte les officiers des seigneurs hauts justiciers de notre dite ville de Paris, pourront assister, si bon leur semble, auquel effet ils seront avertis du jour que lesdits comptes seront examinés et arrêtés. Et comme plusieurs dames de piété ont pris très grand soin jusqu'à présent desdits Enfants Trouvés, et contribué notablement à leur nourriture et éducation, nous les exhortons, autant qu'il nous est possible, de continuer leurs zèle et charitables soins envers lesdits Enfants, ainsi qu'elles ont fait par le passé, pour avoir part à ladite administration. »

Pour assurer le plus grand ordre dans le régime de l'établissement, le roi ordonne : 1° que les administrateurs visiteront chaque semaine le registre contenant les noms

des Enfants Trouvés, qu'ils en parapheront les feuilles après l'avoir vérifié sur les procès-verbaux des commissaires du Châtelet, et les ordonnances des officiers chargés d'en connaître, et qu'ils arrêteront chaque mois les comptes; 2° que les sœurs de la Charité iront visiter les enfants placés en nourrice hors de l'Hôpital, et qu'elles en constateront l'état, pour être pourvu aux besoins desdits enfants. (*Arrêt du Conseil d'État du 21 juillet 1670, en forme de règlement*).

L'administration ne pouvant surveiller par ses yeux personnels tous les Enfants Trouvés, délibère que les sœurs de Saint-Lazare feront des visites, tant chez les nourrices que chez les sevreuses, et autres personnes auxquelles les enfants auront été remis pour les élever. (*Délibérations des 25 juillet 1703, et 3 mai 1712.*)

LIVRE TROISIÈME

BIENS

ET RESSOURCES DES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS SOUS LOUIS XIV

Nous avons vu que Louis XIV, tout en centralisant les principaux services hospitaliers par la création d'un grand Bureau unique, placé à la tête de l'Hôpital général et de l'Hôtel-Dieu, avait laissé à chacun de ces services une véritable *autonomie administrative* : les administrateurs, d'une part, se recrutaient eux-mêmes, et, d'autre part, jouissaient d'un pouvoir très étendu. *L'autonomie financière* des établissements n'était pas moins grande : chacun d'eux avait son patrimoine et ses revenus propres.

Pour les passer en revue, nous diviserons les différentes ressources des établissements en deux grandes classes : 1° les ressources qu'on pourrait appeler d'origine, et qui tiennent à la fondation même des établissements (domaine, libéralités et fondations) ; 2° les ressources d'entretien. La charité, après avoir donné naissance aux établis-

ments, doit encore les faire vivre : toute la nation y contribue : l'État d'abord (subventions royales, produit de confiscations et d'amendes, privilèges et exemptions), et les particuliers, soit de gré (aumônes, quêtes et trones, taxe volontaire des pauvres) soit de force, sous forme de *taxe directe* (taxe obligatoire des pauvres) ou de *taxe indirecte* (octrois, droit sur les spectacles). C'est, en effet, sous Louis XIV, que s'achève la transformation, déjà commencée au xvi^e siècle, de *l'aumône* en *impôt*.

I. — Domaine immobilier

A. — *Personnalité civile des établissements. — L'édit de 1666*

Pendant tout le cours de notre histoire, les rois avaient considéré l'Hôtel-Dieu comme une personne morale, au même titre que l'Église, de qui, en somme, il tirait son origine, où la royauté n'avait joué aucun rôle.

L'Hôtel Dieu, comme l'Église, existe antérieurement à la royauté, indépendamment d'elle, et son rôle suffit amplement à légitimer les privilèges qu'il tire de sa situation particulière, en marge du pouvoir. Les rois d'ailleurs ne songent nullement à le ranger sous leur autorité. En face de l'Hôtel-Dieu, comme en face de l'Église elle-même, ils ne se reconnaissent que des devoirs : le protéger, sauvegarder son patrimoine, c'est là tout leur rôle.

A maintes reprises, ils affirment prendre l'Hôtel-Dieu sous leur protection spéciale (1).

C'est en signe de cette protection que Charles VI autorise les maîtres de l'Hôtel-Dieu à ce que « sur leurs lieux, terres, maisons, possessions, charrettes et autres choses à eux appartenant, ils mettent ou facent mettre noz penunceaulx et battons royaux signez de nos armez (2) ».

Louis XIV observa vis-à-vis de l'antique institution charitable la même attitude que ses prédécesseurs ; et, par exemple, c'est « comme faisant partie du clergé de France » que l'Hôtel Dieu est déclaré, par arrêt du 23 décembre 1669, exempt du droit de vingtième denier pour les propriétés qu'il possède sur les rivières navigables.

Le roi, malgré son instinct d'autorité et son besoin d'unité, sut comprendre, au rebours des hommes de la Révolution, qu'une assez large indépendance était nécessaire au développement des établissements d'assistance : non seulement il ne toucha pas à l'autonomie de l'Hôtel-Dieu, mais encore, quand il créa de toutes pièces l'Hôpital général, il accorda à ce dernier une autonomie au moins aussi grande.

Mais, d'un autre côté, s'il reconnut la personnalité morale de l'Hôtel-Dieu, s'il accorda cette personnalité à

(1) Lettres patentes de Louis IX, Philippe V, Charles IV, Charles VI.

(2) Lettres patentes du 5 septembre 1385.

l'établissement qu'il créa lui-même, le roi voulut *se réserver à lui seul le pouvoir de créer* — et par conséquent de *supprimer* au besoin — *les corps moraux institués dans un but spécial d'utilité générale*. Et l'on a pu dire que c'est sous son règne que fut, sinon formulée, du moins mise en bonne lumière et strictement appliquée, la théorie toute moderne de la *personnalité civile des établissements*.

Ce qu'on trouve à la base de cette théorie, c'est le principe de la *spécialité*. En effet, la différence capitale entre une personne morale et un particulier, c'est que, chez la personne morale, non seulement la *finalité*, pour employer la langue des philosophes, apparaît d'une évidence éclatante, mais encore que l'*essence* même de la personne consiste tout entière dans cette *fin*, dans cette *destination précise*, en vue de laquelle elle a été créée. Elle puise dans cette destination sa légitimité, ses privilèges, toutes ses raisons de vivre. L'objet de cette destination vient-il à disparaître, ou la personne morale ne le remplit-elle plus? Elle meurt du même coup.

« Lorsque des lois modifient les attributions de ces établissements, le droit de propriété ou de jouissance sur les biens constituant leur dotation peut se trouver également modifié.

« Ainsi, alors qu'un *particulier* ne peut être dépossédé de biens lui appartenant sans une juste et préalable indemnité, un établissement public, au contraire, peut

être dépossédé, au profit d'un autre établissement, sans aucune indemnité.

« C'est que, si les établissements publics possèdent nommément comme les particuliers, ils ne possèdent cependant *que pour un intérêt social déterminé*. Du moment que des dispositions légales enlèvent à un établissement la charge de satisfaire un intérêt social, la partie de sa dotation affectée à cet intérêt social peut, légitimement, et sans qu'il en soit lésé, être transférée, soit quant à la propriété, soit quant à la jouissance, à une autre personne civile, qui sera, dorénavant, chargée de l'intérêt social autrefois confié au premier établissement » (1).

D'autres commentateurs de ce principe l'expliquent en considérant les établissements publics comme de simples mandataires de l'État, seul chargé de tous les intérêts sociaux. « S'il en est ainsi, le mandant est fondé à retirer son mandat, ce qu'il fait quand il supprime une personne civile, ou à restreindre son mandat, ce qui se passe quand il donne à une seconde personne civile des attributions d'abord conférées à une première. Et, dès lors, il est logique que la gestion des biens, conséquence immédiate du mandat, subisse des modifications corrélatives et même que les biens soient repris par l'État, si l'établissement est supprimé » (2).

(1) Derouin, Gory et Worms, *Traité théorique et pratique d'assistance publique*.

(2) Derouin, Gory et Worms, *loc. cit.*

Mais nous trouvons dans le *Précis de droit administratif* de M. Hauriou une définition plus précise, en même temps qu'une fine critique de ce principe de la spécialité. « Ce principe, dit notre auteur, a certainement *le caractère d'une règle de police administrative*, il procède d'une certaine conception de l'ordre public qui exigerait que chaque établissement administratif ou même chaque établissement corporatif fût enfermé étroitement dans une certaine spécialité fonctionnelle, sans pouvoir en sortir »...

« Le principe se compose de deux règles jumelles : 1° lorsqu'une libéralité est faite à un établissement institué, avec des charges dont l'exécution ne rentre pas dans la spécialité de cet établissement, celui-ci ne doit pas être autorisé à l'accepter à son profit ; 2° comme, cependant, il est désirable que le bénéfice de la libéralité ne soit pas perdu pour le public et qu'il soit satisfait, au moins en partie, aux intentions du testateur, s'il existe un autre établissement dans la spécialité duquel rentrent les charges mises à l'exécution de la libéralité, il faut s'efforcer d'assurer à cet autre établissement, qui sera non institué mais bénéficiaire, le bénéfice de la libéralité. »

M. Hauriou est loin d'admettre sans restriction, comme les auteurs que nous avons cités plus haut, le principe de la spécialité : Il contient, dit-il, « quelque chose de faux ou tout au moins d'excessif ». En effet, il a « un premier inconvénient, qui est de pousser l'administration à déterminer, d'une façon trop étroite, la spécialité fonctionnelle

des divers établissements... » Mais voici un autre inconvénient, plus grave : « le principe de la spécialité renferme en son sein une contradiction mortelle ; les deux règles jumelles qui le constituent sont la négation l'une de l'autre. Si l'on avait le courage de n'appliquer que la première, de refuser l'autorisation d'accepter à l'établissement institué sans se préoccuper du sort des libéralités caduques, le principe subsisterait. Mais du moment que, par la seconde règle, on essaye de faire revivre les libéralités au profit d'établissements bénéficiaires qui ne sont pas institués, on se heurte à des difficultés inextricables, car la logique juridique veut que ces libéralités ne puissent s'exécuter qu'au profit de l'établissement institué.

« ... Mais tout n'est pas faux dans le principe. Il est certainement bon, au point de vue administratif, que les établissements divers conservent une spécialité fonctionnelle déterminée ; cela est nécessaire au contrôle, surtout au contrôle financier. Mais il est si facile de concilier le principe, dans ce qu'il a de raisonnable, avec la liberté ! Le procédé est simple. Lorsque l'œuvre que la libéralité tend à fonder est étrangère à la spécialité de l'établissement institué, il n'y a qu'à ériger l'œuvre elle-même en un établissement subsidiaire qui dépendra de l'établissement institué, qui vivra sous son contrôle, mais qui aura personnalité à part et comptabilité séparée (1).

(1) Cf. la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes, qui

Quoi qu'il en soit des explications juridiques proposées au sujet de la théorie qui nous occupe, c'est Louis XIV qui, nous le répétons, l'a mise en bonne lumière. Certes, bien avant lui, on avait formulé l'idée que seul le Roi a pouvoir de donner et de retirer l'existence, selon l'intérêt public, aux établissements de main-morte. En 1556, un arrêt du roi avait fondé ensemble trois établissements de destination analogue, les Hôpitaux de la Trinité, du Saint-Esprit et des Enfants-Rouges.

Mais l'arrêt de 1556 ne fut pas exécuté. Louis XIV affirma et appliqua à maintes reprises le principe.

L'article xxxiii de l'édit de 1656, portant établissement de l'Hôpital Général donne « audit Hôpital Général toutes les maisons, biens, fonds, droits et revenus attribués aux pauvres, pour le soulagement d'iceux, perceptibles dans notre ville et faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, qui sont à présent, ou se trouveront ci-après abandonnés, usurpés ou *employés à autre usage que celui de leur fondation*, et même ceux qui sont à présent, ou se trouveront ci-après destitués de légitimes administrateurs, soit de notre fondation ou autres. »

Les lettres patentes du 20 mars 1671 suppriment « différentes communautés et lieux claustraux » et en réunissent les biens à ceux de l'Hôpital Général : « ... Avons,

autorise ces établissements publics à fonder des établissements subsidiaires.

par ces présentes, uni et incorporé, unissons et incorporons audit Hôpital Général tous les fonds, biens et revenus, meubles et immeubles appartenant auxdites maisons, pour en jouir et disposer à perpétuité, ainsi que des autres biens dudit Hôpital, à la charge qu'il sera fourni aux dépens dudit Hôpital tout ce qui sera réglé et ordonné par le sieur archevêque de Paris, pour acquitter les messes et prières auxquelles lesdits monastères pourraient être tenus par leurs fondations, pour le service divin, et pour la subsistance des religieuses. »

L'hôpital des Enfants Trouvés reçoit de même, par arrêt du Conseil du 14 avril 1676, les biens et revenus de la Confrérie de la Passion et Résurrection de Notre Seigneur, et par déclaration royale du 20 mai 1680, ceux de l'hôpital des Enfants Rouges.

Par l'édit de décembre 1672, le roi donne aux ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare les biens des maladreries, léproseries, Hôtels-Dieu, et autres établissements hospitaliers devenus inutiles. En 1693, un nouvel édit retire à ces ordres les biens donnés en 1672, et décide que ces biens serviront à établir ou à doter de nouveaux hôpitaux.

Mais la plus formelle décision de Louis XIV en cette matière nous semble être l'édit de décembre 1666. Celui-ci ordonnait qu'il ne pourrait être créé aucun établissement religieux, *MÊME DES HOSPICES, sans la permission expresse du roi, accordée par lettres-patentes enregistrées au Parlement.*

Ainsi, sous Louis XIV. la théorie proposée au xvi^e siècle passe dans la loi.

L'État désormais donne et retire la personnalité civile aux établissements publics. On sait qu'il en va de même aujourd'hui encore.

B. — *La royauté et les établissements de mainmorte*

A la question de la personnalité civile se rattache très étroitement celle des inconvénients qui peuvent résulter, pour l'État, de la possession, par les personnes morales, de propriétés immobilières. De tout temps, le pouvoir s'en est inquiété, et cette inquiétude se justifie par deux raisons principales : « 1^o Les immeubles appartenant aux personnes de mainmorte passent, non sans quelque raison, pour être gérés avec moins de profit que ceux des particuliers ; de là, un préjudice pour la nation, qui a intérêt à l'accroissement de la richesse publique ; 2^o ces immeubles échappent à la circulation ; d'une part, en effet, les personnes de mainmorte ne se livrent pas à des spéculations ; elles vendent rarement ; d'autre part, elles ne meurent pas (1) ».

Au moyen âge, on ne se préoccupait guère de la mainmorte qu'au point de vue *fiscal*. On se contentait de lui faire payer un droit d'indemnité et d'amortissement. Ce droit

(1) Derouin, Gory et Worms, *op. cit.*

payé, on lui laissait toute liberté de s'accroître. Et encore les établissements charitables échappèrent-ils, le plus souvent, à cette règle : le roi Louis IX, par lettres patentes de mars 1269, accorde à l'Hôtel-Dieu décharge des droits d'amortissement, pour l'entrée en possession par achat, donation ou legs, de rentes ne dépassant pas 50 livres, sur des terres dans les censives royales non situées en Normandie (1). Philippe IV amortit gratis toutes les propriétés de l'Hôtel-Dieu situées en la mouvance royale, dans les limites de la prévôté de Paris (mars 1293), puis toutes celles situées dans les censives royales (février 1308). Louis XI amortit tous les biens de l'Hôtel-Dieu, et lui permet d'acquérir 200 livres de rentes foncières, sans payer de droits d'amortissement (1473). Charles VIII, François I^{er}, Louis XIV et Louis XV confirment exemption de ces droits.

Même dérogation aux règles fiscales concernant la main-morte quand Louis XIV fonde l'Hôpital-Général : « Nous avons amorti, dit l'art. 51 de l'édit de 1656, et amortissons... les maisons et lieux de la Pitié, du Refuge, Scipion, la Savonnerie et Bicêtre, présentement donnés, et tous les biens et domaines qui en dépendent, en quelques lieux et endroits qu'ils puissent être situés... les autres maisons, places, rentes et autres immeubles qui ont été et qui pourront être donnés, légués ou délaissés audit Hôpital-Géné-

(1) Brièle, *Inventaire sommaire des archives hospitalières, Hôtel-Dieu*, tome I^{er}, pages 356, 399.

ral, qui seront acquis par les directeurs, à présent et à l'avenir ; sans que pour raison de ce, ils soient tenus nous payer aucun droit d'amortissement, ni même payer aucun droit d'indemnité, lods et ventes, ni treizième, lods ni milods, quints ni requints, rachapts ni reliefs, pour ce qui est ou sera en notre domaine, et nonobstant toutes aliénations ou engagement ; sans aussi payer francs-fiefs, ni nouveaux acquêts, ban et arrière-ban, ni autres droits quelconques, qui nous sont ou pourraient être dus, dont nous les déchargeons, et en tant que besoin est, ou serait, en avons fait, et faisons dès à présent, comme pour lors, dès lors comme à présent, don audit Hôpital-Général, encore que le tout ne soit ici particulièrement spécifié, ni encore échu, nonobstant toutes loix et ordonnances à ce contraires, auxquelles pour ce regard nous dérogeons. »

On voit que les Bourbons, au moins autant que les Capétiens, firent preuve de beaucoup de facilité, au point de vue fiscal, vis-à-vis des établissements de mainmorte chargés des secours publics. Il n'en fut pas de même au point de vue politique, et dès le xvi^e siècle, nos rois luttèrent contre l'accroissement de la mainmorte, hospitalière ou non. Les deux grands épisodes de cette lutte furent : 1^o l'édit de 1666, dont nous avons déjà parlé, qui subordonnait à l'autorisation royale la création des établissements, et même des hospices : 2^o l'édit du 25 août 1749, qui porte le coup de grâce à la mainmorte, en proclamant l'incapacité de tout établissement, corporation ou commu-

nauté, même autorisé, *d'acquérir* aucun immeuble, corporel ou incorporel, sans l'agrément du roi donné par lettres patentes enregistrées au Parlement ; en outre, les gens de mainmorte ne pouvaient plus ni acquérir des immeubles par testament ni en accepter par donation entre vifs, sans autorisation royale.

Remarquons pourtant que l'édit de 1749 *ne s'appliqua pas à l'Hôpital Général* ; celui-ci resta, jusqu'à la Révolution, hors du droit commun. Et c'était bien selon l'esprit qui avait présidé à sa création. L'édit de 1656 s'exprimait formellement à cet égard :

Art. 46. — Permettons d'acquérir, échanger, vendre ou aliéner par les directeurs, tous héritages, tant fiefs que rotures, ou franc-alleu, avec les droits de justice, juridiction, censives, ou autres, en quelque lieu, ou de quelque qualité qu'ils puissent être, rentes foncières et constituées ; acquérir de notre domaine ou de quelque personne que ce soit, et ordonner et disposer de tous les biens meubles et immeubles dudit Hôpital selon qu'ils jugeront être à propos pour le plus grand avantage d'icelui, et sans qu'ils en soient responsables, ni tenus d'en rendre compte à quelque personne que ce soit.

Art. 48. — Comme aussi de prendre des terres de proche en proche pour la nécessité ou commodité dudit Hôpital-Général, en payant par eux la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite, au cas que les propriétaires voisins fissent refus d'en traiter à l'amiable, même de

faire voûtes et arcades au-dessus et au-dessous des rues joignant les maisons et héritages qu'ils ont à présent, ou auront ci-après.

*Art. 83. — Mandon*s à nos amés et fléaux conseillers, les présidents, trésoriers de France à Paris, de faire pareillement registrer lesdites lettres, et de l'amortissement et exemption de francs-fiefs, et nouveaux acquêts, et don des droits à nous dus, jouir et user par ledit Hôpital-Général..., *dérogeant expressément à tout ce qui pourrait être contraire à ces présentes, et aux dérogatoires. »*

Et à ce propos, comment ne pas citer les fortes paroles de l'avocat général, prononcées en 1767, dans un procès intenté à l'Hôpital par les héritiers d'une dame Lemaunier, procès qui se termina par un arrêt du Parlement déclarant que l'Hôpital n'était pas dans le cas de la prohibition portée par l'édit de 1749 contre les gens de mainmorte ? Après avoir rappelé que l'édit de 1656 se termine par une dérogation expresse à tout ce qui pourrait être contraire, et aux dérogatoires, ce magistrat ajoutait :

« Il n'y a personne qui, à la lecture de cet édit, ne soit forcé de convenir que cet établissement n'a rien de commun avec les établissements des gens de mainmorte, même avec ceux des autres Hôpitaux du royaume. *Les maisons de l'Hôpital-Général, et les biens qui en dépendent, n'appartiennent, ni aux pauvres qui y sont enfermés, ni à aucun corps ou communauté en particulier ; ils n'appartiennent qu'au Roi et à l'Etat.* C'est une maison de l'État, dont le

Roi est non seulement le fondateur, le conservateur, le protecteur, dont on peut dire même *qu'il est le véritable propriétaire*, et dont il a seulement confié l'administration aux directeurs qu'il y a établis. Il ne serait pas raisonnable qu'un établissement de cette nature fut sujet à la prohibition prononcée contre les gens de mainmorte par l'édit de 1749, et il ne serait pas même possible de le prétendre, sans renverser la loi qui l'a formé. Aussi l'Hôpital-Général était-il demeuré, depuis l'édit de 1749, dans la possession la plus constante de vendre, d'acquérir, recevoir et posséder toutes sortes de biens indistinctement, même les biens-fonds et les rentes sur particuliers, dont cet édit interdit la possession aux gens de mainmorte. » (1).

En résumé, l'Hôpital Général put toujours acquérir et aliéner sans autorisation. L'Hôtel-Dieu put acquérir jusqu'en 1749. Quant à *aliéner*, il ne le put *jamais* sans autorisation du Parlement ou du roi : en effet, les biens étaient, en principe, *biens d'église*, et comme tels, *inaliénables*, sauf nécessité absolue, nécessité qui devait être prouvée par une enquête du chapitre, puis, plus tard, du Parlement. On eut recours, deux fois pendant le règne de Louis XIV, à cette grave mesure de l'aliénation : en 1690, le roi permet aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital des Incurables de vendre des immeubles leur appartenant, jusqu'à concurrence de 1.200.000 livres pour

(1) *Code de l'Hôpital Général*, édition de 1786, page 7.

l'Hôtel-Dieu, et de 800.000 livres pour les Incurables, à condition que ces sommes seront employées, sans aucun détournement, au paiement des arrérages des rentes viagères dues par ces hôpitaux ; en novembre 1709, Louis XIV permet à l'Hôtel-Dieu à cause de l'extrême cherté de toutes les denrées et du nombre des malades, qui monte à 4.500, de vendre des immeubles jusqu'à concurrence de 800.000 livres (1).

C. — *Domaine de l'Hôtel-Dieu*

On compte, sous Louis XIV, trois établissements charitables doués de personnalité civile et possédant un domaine propre :

L'Hôtel-Dieu ;

L'Hôpital Général ;

Les Enfants Trouvés (2).

Le domaine de l'Hôtel-Dieu, formé de dons et legs, comprenait des fonds de terre, des maisons, des rentes foncières. Il fut, jusqu'à la création de l'Hôpital Général, le plus vaste établissement ; son domaine, urbain ou rural, fort riche et fort étendu, alla s'accroissant jusqu'au

(1) *Inventaire sommaire, Hôtel-Dieu*. I, pages 368-369. — Brièle, *Délib.*, p. 238 et 264.

(2) Il faudrait ajouter l'Hôpital des Incurables, dépendant, administrativement, de l'Hôtel-Dieu, mais doué de personnalité civile et de revenus propres.

XVIII^e siècle. En 1789, l'Hôtel-Dieu possédait plus de 300 maisons dans Paris.

D. — *Domaine de l'Hôpital Général*

Louis XIV, par l'édit de 1656, donne à l'Hôpital Général, tous les biens, droits, profits, revenus et émoluments, tant en fonds que fruits ordinaires, casuels et extraordinaires, de quelque titre et qualité qu'ils puissent être, qui appartiennent ou qui peuvent appartenir aux maisons et Hôpitaux de Notre-Dame-de-Pitié, du Refuge, de la Savonnerie de Chaillot (1), de la maison de Scipion, ancien asile de la vieillesse, de la maison de Saint-Jean-Baptiste ou Bicêtre (*articles 28 et 29*).

L'édit particulier du mois d'avril 1656 fait concession à l'Hôpital Général des lieux et emplacements de la Salpêtrière, dit le petit Arsenal, et de tous les biens et héritages qui en dépendent, tant en dedans qu'en dehors, avec tous les droits que le roi y peut prétendre; l'édit permet aux directeurs de prendre les héritages de proche en proche, en en payant la valeur, et leur donne la faculté de bâtir deux moulins sur bateaux, vis-à-vis de l'empla-

(1) Louis XIV déclare, dix-sept ans après, qu'il reprend la maison de la Savonnerie et ses dépendances, l'une des maisons dont il avait fait don à l'Hôpital Général; il promet à l'administration qu'il pourvoira à son indemnité d'après les mémoires qui seront remis entre les mains du surintendant des bâtiments de Sa Majesté.
Arrêt du Conseil du 22 août 1673.

cement de la Salpêtrière, deux moulins à vent dans la maison, ou aux environs; de pêcher dans la rivière de Seine, depuis le pont Marie en remontant jusqu'à Conflans, et de bâtir un bac au-dessus du grand arsenal, avec les droits qui y sont ordinaires.

Le sieur de Chamarande et la dame veuve du sieur de Baas, tutrice de leurs enfants mineurs, donnent à l'Hôpital Général la moitié de leurs droits en l'établissement qu'ils avaient commencé d'une halle aux vins près la Porte Saint-Bernard, en conséquence d'un brevet et de lettres-patentes des 20 janvier et mai 1656. (*Acte passé devant notaires à Paris le 2 août 1662*).

La déclaration du 23 mars 1680 confie le gouvernement des biens de l'Hôpital du *Saint-Esprit* à l'administration des directeurs de l'Hôpital Général, auxquels il est permis de disposer de ses fonds et revenus, les fondations préalablement acquittées.

En outre, l'Hôpital Général remplaçant le Grand Bureau, ainsi que nous le verrons plus loin, comme représentant légal des pauvres, le roi donne, à ce titre, toutes les maisons, lieux, droits, fonds et revenus *affectés aux pauvres* pour leur soulagement, perceptibles dans les ville, faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, ainsi que les biens abandonnés, usurpés, employés à un autre usage que celui de leurs fondations; enfin ceux qui sont ou se trouveront dans la suite destitués de légitimes administrateurs, tant de l'un

que de l'autre sexe, soit qu'ils proviennent de fondation royale ou autre (*édit de 1656, art. 33.*)

C'est aussi comme représentant légal des pauvres que l'Hôpital Général recevait, par lettres-patentes du 20 mars 1671, les biens de différentes communautés dont la suppression était ordonnée, et, par la déclaration du roi du 15 janvier 1683, tous les biens immeubles, rentes et pensions données et léguées, tant *aux pauvres de la religion prétendue réformée*, qu'aux consistoires.

Une loi particulière aux biens dont jouissaient les consistoires supprimés par l'interdiction de l'exercice, en envoie les Hôpitaux en possession (*Déclaration du roi du 21 août 1684.*)

Par suite du même principe, Louis XIV donne à l'Hôpital Général de Paris l'emplacement de l'ancien temple de Charenton, une partie de ses bâtiments, la propriété de quatre maisons bâties sur le fonds du consistoire, et quelques autres objets en provenant. (*Brevet de don du 8 novembre 1685.*)

Enfin, le Parlement attribue à l'Hôpital Général des fonds et capitaux de rentes destinés aux pauvres malades de lieux où il n'y avait pas de confrérie de charité établie. (*Arrêt du 31 mars 1711*)

E. — *Domaine des Enfants Trouvés.*

L'édit de 1670 déclare l'établissement fait pour les Enfants

Trouvés « l'un des hôpitaux de Paris » et l'administration en est réunie à celle de l'Hôpital Général. Pourtant, malgré cette réunion, les Enfants Trouvés sont une personne civile autonome, ayant ses ressources propres, son domaine propre, que les directeurs peuvent régir, vendre, aliéner.

Le patrimoine des Enfants Trouvés était, en 1670, trop peu important; on l'étendit successivement, en procédant à des *unions* du même genre que celles qui avaient présidé à la création de l'Hôpital Général:

Dans la vue de soutenir l'établissement, dont les dépenses étaient augmentées, le roi réunit d'abord l'administration des biens et revenus de la *confrérie de la passion et résurrection de Notre-Seigneur* à l'Hôpital des Enfants Trouvés; et il ordonne que ces biens et revenus, (la charge du service divin déduite et satisfaite) seront employés à la nourriture et entretien des enfants. (*Arrêt du Conseil du 14 avril 1676*).

D'après les mêmes vues, et pour subvenir à l'Hôpital des Enfants Trouvés, dès lors chargé de deux mille trois cents enfants, le roi lui unit quatre ans après l'administration des Enfants Rouges, pour être faite dorénavant par les directeurs de l'Hôpital général, auxquelles il permet de disposer des fonds ainsi que des revenus desdits biens, à la charge seulement de faire acquitter toutes les fondations de services et autres qui sont faites dans ledit Hôpital des Enfants Rouges. (*Déclaration du roi du 20 mai 1680*).

En l'année 1672, les administrateurs acquièrent par voie

d'échange, rue Notre-Dame, une maison appelée la Marguerite, plus tard la couche des Enfants Trouvés (*Contrat du 24 février 1672*).

Les administrateurs augmentent dans la suite l'emplacement, en y joignant une maison voisine qu'ils achètent des abbés et chanoines réguliers de Saint-Victor. (*Contrat du 23 mars 1688*).

II. — Libéralités et fondations

A. — Généralités

Trois conditions sont imposées à tout être moral pour qu'il puisse recueillir une libéralité ;

1° il doit être doué de la personnalité civile ;

2° il doit, en général, dans l'intérêt de l'État, des pauvres et des familles, être autorisé à accepter le libéralité faite en sa faveur ;

3° il doit être apte à donner à la libéralité la *destination* indiquée par le bienfaiteur.

Ces trois règles, qui dominant aujourd'hui le droit hospitalier en matière de dons et legs, étaient-elles appliquées ou même reconnues sous Louis XIV ?

La première et la dernière l'étaient, nous l'avons vu plus haut : la théorie de la personnalité civile, et celle de la spécialité qui en découle, étaient passées dans la loi. La

seconde, relative à l'autorisation, ne devait apparaître dans la législation française qu'avec l'édit de 1749.

Le droit, pour l'Hôtel-Dieu, d'accepter les libéralités, ne comportait donc encore aucune restriction sous Louis XIV. Il n'en devait jamais comporter, on le sait, pour l'Hôpital Général.

Les libéralités faites à l'Hôtel-Dieu, si nombreuses au moyen âge, devenaient d'ailleurs de plus en plus rares, et dès Louis XIV, on dut, comme nous le verrons plus loin, y suppléer par des impôts indirects.

B. — *Libéralités faites aux pauvres en termes généraux. —
Représentation légale des pauvres*

Il faut avoir soin de distinguer, parmi les libéralités, celles qui sont adressées *nominativement* aux établissements, et celles qui sont faites *aux pauvres* en termes généraux.

Jusqu'en 1576, ces dernières avaient été dévolues au *Grand Bureau* qui se trouvait être le seul représentant légal des pauvres de Paris. L'arrêt du Parlement du 10 mars 1576, avait décidé que désormais le Grand Bureau des pauvres partagerait *de moitié avec l'Hôtel-Dieu* les libéralités faites en termes généraux. Cette situation dura jusqu'en 1656, date de la fondation de l'Hôpital Général. Dès lors, le Grand Bureau, voyant ses principales ressources passer au nouvel établissement, périclita. L'Hôpital Général, investi à son tour de la représentation légale des

pauvres put ainsi prétendre à tout ce qui leur était donné sans application particulière et faite par écrit, de la libéralité.

L'édit d'établissement de l'Hôpital Général (avril 1656) déclare en effet :

Art. 31. — Tous dons et legs faits par contrats, testaments et autres dispositions, les adjudications d'amendes, et *aumônes* faits en la ville et faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, en termes généraux, aux *pauvres*, ou à la *communauté des pauvres*, sans aucune autre désignation, dont jusqu'à présent l'emploi n'aura point été fait, quoique les dispositions précèdent ces présentes, de quelque temps que ce soit, et toutes celles qui se feront ci-après, seront et appartiendront audit Hôpital Général; et en cette qualité, pourront être revendiquées par les directeurs...

Art. 34. — Nous déclarons, suivant les anciens règlements, que toutes les aumônes de fondation, soit en argent, grains, ou autre nature, dont plusieurs communautés séculières et régulières, et même les particuliers de notre ville et faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, sont chargés envers les pauvres, seront et appartiendront audit Hôpital Général; et voulons qu'en cette qualité, elles puissent être vendiquées par les directeurs et appliquées au profit des pauvres.

C'est en vertu de ces articles que le 20 novembre 1709 le Parlement adjuge en ces termes à l'Hôpital Général les biens laissés aux pauvres, sans autre désignation, par la

dame de Ribérac : « Entre les directeurs de l'Hôpital Général de Paris, stipulant l'intérêt des pauvres dudit Hôpital, demandeurs aux fins de l'exploit du 29 décembre dernier, à ce qu'il plût à la Cour ordonner que les deniers que la dame Renée Antoinette de Grevel, veuve de Messire Antoine Deydie, chevalier, vicomte de Ribérac, a destinés par son testament et codicille être distribués aux pauvres, seront déclarés appartenir audit Hôpital, en vertu de l'article 31 de l'édit d'établissement d'icelui, et qu'en conséquence de l'empêchement fait ci-devant entre les mains du défendeur, le 28 novembre dernier, défenses lui soient faites de faire par lui-même aucunes distributions desdits deniers, à peine d'en demeurer responsable envers ledit Hôpital Général, lequel défendeur sera tenu de donner connaissance entière aux demandeurs de tout ce qui sera par lui fait au sujet de l'exécution testamentaire dont est question, avec dépens, d'une part; et Jean-Baptiste-Gaston de Bray, sieur de la Brimoudière, exécuteur testamentaire de ladite dame vicomtesse de Ribérac, défendeur, d'autre part. Après que Guyot de Chesne, avocat pour les directeurs de l'Hôpital Général de cette ville de Paris, et Bougler, avocat pour Gaston de Bray, ont été ouïs; la Cour, ayant égard à la requête des parties de Guyot de Chesne, a déclaré le legs fait par ladite dame Grevel de Ribérac du surplus de ses biens, pour être distribués aux pauvres, par son exécuteur testamentaire, appartenir à l'Hôpital Général, suivant l'article 31 de l'édit de son établissement;

et en conséquence, ordonne qu'après les dettes et legs particuliers de ladite dame de Ribérac acquittés, le surplus sera payé aux parties de Guyot de Chesne, et sera la partie de Bougler remboursée de ses frais, comme frais d'exécution testamentaire. »

Mentionnons pourtant un arrêt du 1^{er} avril 1669, qui, tout en ordonnant que toutes les fondations faites aux pauvres de la paroisse Saint-Roch en général seront délivrées aux administrateurs de l'Hôpital Général, délivre néanmoins aux curé et marguilliers les fondations faites aux pauvres *honteux* ou malades de la paroisse.

C'est en vertu du principe de la *spécialité* des établissements que l'Hôpital Général, devenu représentant légal des pauvres, recueillit les *fondations* dont étaient chargés, soit des communautés, soit des particuliers. Un arrêt du Conseil d'État du 15 décembre 1676 établit très nettement la raison de ce retour à l'Hôpital Général, de biens qui n'étaient plus employés à leur destination spéciale. Avant « l'enfermement » des pauvres, les religieux des abbayes, prieurés et monastères de l'ordre de saint Benoît et de quelques autres, donnaient, deux fois par semaine, un pain d'une livre à chacun des pauvres qui se présentaient ; pour faire ces aumônes, il y avait dans chaque monastère . *un fonds séparé des menses des abbés et religieux, qui ne pouvait être diverti, ni appliqué à d'autre usage* ; « quand ces religieux s'étaient voulu dispenser de faire lesdites aumônes et diminuer la qualité ou quantité de pain, les

magistrats et officiers de S. M. les y avaient obligés, par les voies de la justice, *comme chose due.* » Mais, les pauvres étant enfermés à l'Hôpital Général, et n'ayant plus liberté de mendier, les religieux jouissaient dès lors *indument* du bien des pauvres; « et comme ce bien ne peut être employé légitimement à autre usage que pour la nourriture et soulagement des pauvres renfermés dans l'Hôpital Général, S. M. ayant même défendu de donner l'aumône, sur de grandes peines, » le Roi ordonne que, dans quinzaine, les prieurs, religieux et couvents de l'ordre de saint Benoît et autres, fourniront aux directeurs de l'Hôpital Général des états de biens et revenus des aumôneries de leurs maisons, délaissés et destinés pour les pauvres (1).

Biens des pauvres protestants

On prétextait ce même principe de *spécialité* pour attribuer à l'Hôpital Général les biens *légus aux pauvres protestants* :

Par sa déclaration du 15 janvier 1683, le roi ordonne « que tous les biens immeubles, rentes et pensions données ou léguées par dispositions faites entre vifs, ou dernière volonté, aux pauvres de la religion prétendue réformée, ou aux consistoires, pour leur être distribués, lesquels se trouvent présentement possédés par les con-

(1) Code de l'Hôpital Général, page 70.

sistaires, ou aliénés depuis le mois de juin 1652, seront délaissés aux Hôpitaux des lieux où sont lesdits consistaires, et en cas qu'il n'y en ait pas, à l'Hôpital le plus prochain, pour être administrés et régis par les directeurs et administrateurs desdits Hôpitaux, comme les autres biens qui y appartiennent, sauf le recours des acquéreurs desdits biens contre leurs vendeurs ; et, pour cet effet, nous voulons que les possesseurs desdits legs en fassent le délaissement au profit desdits Hôpitaux, dans un mois après la publication des présentes, à peine de mille livres d'amende, et de plus grande, s'il y échet, dépens, dommages et intérêts, à la charge que les pauvres de la religion prétendue réformée seront reçus dans les Hôpitaux, indifféremment des catholiques, et traités aussi charitablement que lesdits catholiques, et sans y pouvoir être contraints à changer de religion, conformément auxdits articles 22 de l'édit de Nantes, et 42 de notre déclaration du mois de février 1669 ».

Déclaration du 21 août 1684 :

« Ayant été informés que les biens donnés par ceux de la religion prétendue réformée aux pauvres de ladite religion, étaient souvent employés aux affaires particulières des consistaires, qui en avaient la disposition, et que l'on s'en servait même pour empêcher les conversions. »

en conséquence de laquelle déclaration les directeurs des Hôpitaux ayant un droit réel sur lesdits biens, auraient essayé de découvrir en quoi ils pouvaient consister, pour s'en mettre en possession : mais comme lesdits consistoires ont pris soin de leur en ôter la connaissance, leur refusant la communication des registres où ils pouvaient s'en instruire, et qu'ils ont prétendu que les fonds acquis des sommes qui avaient été données pour leurs pauvres, ou du revenu des biens à eux légués, n'étaient point compris dans ladite déclaration, non plus que ceux qui se trouveraient avoir été donnés par ceux de ladite religion, sans expression de cause, nous avons estimé nécessaire de lever toutes ces difficultés, qui n'ont été formées, par quelques particuliers de ladite religion prétendue réformée, que dans la vue de disposer desdits biens, pour d'autres usages que ceux auxquels ils ont été destinés : et nous avons résolu en même temps d'empêcher la dissipation des biens dont jouissaient plusieurs consistoires supprimés par l'interdiction de l'exercice, sur lesquels personne n'ayant de légitime prétention, ils ne peuvent mieux être employés qu'au soulagement des pauvres.

« En conséquence, ordonnons que tous les biens immeubles, rentes et pensions, donnés ou légués par dispositions faites entre vifs, ou de dernière volonté, aux pauvres de ladite religion, ou aux consistoires, pour leur être distribués, lesquels se trouvaient lors possédés par lesdits consistoires, ou aliénés, depuis le mois de

juin 1662, soient délaissés aux Hôpitaux des lieux où sont les susdits consistoires; et, en cas qu'il n'y en ait pas, à l'Hôpital le plus prochain. Voulons aussi que les biens qui se trouveraient avoir été acquis des deniers desdits pauvres, ou du prix de la vente des biens qui leur auraient été donnés, encore qu'ils eussent été aliénés depuis le mois de juin 1662, appartiennent auxdits Hôpitaux, sauf le recours des acquéreurs desdits biens aliénés contre leurs vendeurs. Ordonnons en outre que les biens qui, depuis la publication de notredite déclaration, du 15 janvier 1683, auraient été légués par lesdits de la religion prétendue réformée, sans expression de cause, soient aussi délaissés auxdits Hôpitaux, et qu'ils soient pareillement mis en possession des biens dont jouissent les consistoires supprimés par l'interdiction de l'exercice, en quoi qu'ils puissent consister, et à quelque usage qu'ils soient employés, à l'exception néanmoins de ceux qui se trouveraient avoir été vendus sans fraude; le tout à condition que les pauvres de ladite religion seront reçus dans les Hôpitaux, aussi bien que les catholiques, et traités avec la même charité, sans qu'ils y puissent être contraints à changer de religion, conformément à la déclaration du 15 janvier 1683; et après le délaissement de tous lesdits biens ci-dessus exprimés, que les détenteurs seraient tenus de faire dans un mois après la publication des présentes, à peine de mille livres d'amende, applicable auxdits Hôpitaux, et de tous dépens, dommages et

intérêts, ils seraient régis et administrés par les directeurs desdits Hôpitaux, tout ainsi que les autres biens qui leur appartiennent. Et à l'égard des consistoires qui subsistent actuellement, voulons que si dans la suite aucuns d'iceux étaient supprimés par l'interdiction de l'exercice, les biens dont ils se trouveront en possession au jour et date des présentes, soient pareillement délaissés auxdits Hôpitaux; ordonnons qu'à la première sommation qui sera faite par lesdits directeurs ou leurs procureurs, à ceux qui doivent être chargés des registres desdits consistoires, ou des comptes, et autres généralement quelconques, concernant les affaires de ladite religion, de leur en donner communication en présence du juge du lieu, ils soient tenus d'y satisfaire, sans aucun délai ni difficulté, à peine d'y être contraints par corps, de cinq cents livres d'amende applicable auxdits Hôpitaux, et de suspension de l'exercice dans les lieux où il aura été contrevenu à ce que lesdits registres aient été communiqués. »

C. — *Publicité des dons et legs*

Louis XIV renouvela les prescriptions édictées dès 1543 par le Parlement relativement aux dons et legs. Ces prescriptions tendaient, d'une part, à stimuler la générosité des testateurs envers les pauvres, et, d'autre part, à assurer aux actes contenant des libéralités envers les établissements d'assistance la plus large *publicité* possible.

L'article 32 de l'édit de 1636 enjoint aux curés, vicaires et notaires qui recevront des testaments, d'avertir les testateurs, sans néanmoins les y obliger, de faire quelques legs aux pauvres. Ils devaient mentionner dans les testaments, à peine de nullité, que cet avertissement avait été fait.

Cette sévérité parut à bon droit exagérée au Parlement ; dans l'arrêt de vérification du 1^{er} septembre 1656, la peine de nullité fut convertie en une amende de quatre livres parisis contre les curés, vicaires et notaires contrevenants à l'article 32.

L'article 69 prescrivait aux notaires et autres qui recevaient des testaments ou autres actes contenant des libéralités en faveur des pauvres, *d'en envoyer des extraits au Bureau de l'Hôpital Général*. Cette prescription est des plus intéressantes, car elle est en somme restée dans notre droit hospitalier moderne : de nos jours, en effet, les notaires sont tenus de communiquer aux établissements de bienfaisance des extraits des dons et legs qui leur sont faits.

Les prescriptions sur la publicité des libéralités en faveur des pauvres étaient loin d'être superflues, ainsi qu'en témoigne l'arrêt du parlement du 18 novembre 1662 : « Encore que plusieurs particuliers laissent par leurs testaments et ordonnances de dernière volonté, des legs et aumônes au profit des pauvres qui sont détenus dans les prisons, et de ceux qui sont dans les hôpitaux, même

aux églises, il se trouve néanmoins qu'il y en a fort peu d'exécutés, soit par l'intelligence qui est entre les héritiers et les exécuteurs testamentaires desdits défunts, à l'effet de partager entr'eux, et appliquer à leur profit injustement les choses qui sont ainsi léguées, soit autrement ; ce qui ne peut passer que pour un recelé et un sacrilège manifeste, puisqu'ils retiennent par ce moyen ce qui est destiné pour les nécessités des pauvres, et l'entretienement des hôpitaux et des églises. Que ce manque d'exécution arrive aussi par la négligence des notaires, qui recevant les testaments et autres actes qui contiennent ces dispositions pieuses, ne lui en donnent pas avis, ainsi qu'ils y sont tenus par plusieurs réglemens et arrêts de la Cour. Requerrait qu'il y fût pourvu, tant pour la ville de Paris, que pour tous les autres lieux du ressort, et à cet effet, les curés, vicaires, notaires, et autres personnes tenus d'en donner avis à ses substituts. Lui retiré, la matière mise en délibération : Ladite Cour a ordonné et ordonne, que les anciens réglemens seront exécutés, nommément l'arrêt du 23 février 1687 ; ce faisant, enjoint à tous curés, vicaires, notaires, et autres personnes publiques, qui auront reçu et recevront ci-après des testaments et autres actes concernant des legs, aumônes ou dispositions au profit des hôpitaux, églises, communautés et prisonniers, de le faire savoir au procureur général du roi, incontinent qu'iceux testaments ou autres actes auront lieu, et seront venus à leur connaissance. Et pour les dispositions

faites ci-devant, que les notaires, curés, vicaires en feront perquisition dans leurs minutes, depuis vingt ans, dans deux mois du jour de la signification et publication du présent arrêt, et seront tenus lesdits curés, vicaires, notaires et autres personnes publiques, mettre ès mains dudit procureur général du roi, des copies desdits testaments et dispositions en bonnes et dues formes, pour en faire les poursuites nécessaires, à peine de répondre en leurs noms des dépens, dommages et intérêts; que même les héritiers, exécuteurs testamentaires, et tous autres qui auront connaissance desdits testaments et dispositions des dernières volontés, faits sous seings privés, en feront déclaration dans huitaine, à peine d'être condamnés en leurs noms au paiement du quadruple envers lesdits pauvres, et être procédé contre eux pour les recelés, selon la rigueur des ordonnances; et contre lesdits notaires et autres personnes publiques, de cent cinquante livres d'amende, dont sera délivré exécutoire, applicable le tiers au profit des pauvres de l'Hôtel-Dieu, le tiers aux pauvres prisonniers, et le tiers au Grand Hôpital. Et sera le présent arrêt signifié au syndic des notaires du Châtelet, et publié au prône des paroisses, et partout ailleurs où besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Ordonne en outre ladite Cour, que le présent arrêt sera exécuté par toutes les villes et lieux du ressort, et, pour cet effet, que copies collationnées seront envoyées dans tous les bailliages et sénéchaussées, pour, à la diligence des substi-

tuts dudit procureur général, être lues, publiées, registrées et exécutées ; et ce faisant, les curés, vicaires, notaires, et autres personnes qui recevront des tetsaments et dispositions où il y aura des legs pies, tenus d'en avertir lesdits substituts, dans pareils temps, et sous les mêmes peines. »

Arrêt du 3 Février 1691

« Sur ce qui a été remontré par le procureur général du roi, qu'encore que par plusieurs arrêts de la Cour il ait été ordonné que les notaires du Châtelet et autres qui peuvent avoir connaissance des legs faits aux Hôpitaux, au grand bureau des pauvres, et aux prisonniers détenus dans les prisons de cette ville de Paris, seront tenus d'en avertir les administrateurs desdits Hôpitaux, et les geôliers desdites prisons ; cependant lesdits arrêts demeurent sans exécution, et les pauvres et les prisonniers privés du secours qu'ils ont droit d'attendre de la charité de ceux qui font lesdits legs par la négligence desdits notaires et autres personnes à exécuter lesdits arrêts ; à quoi étant nécessaire de pourvoir, requérait qu'il plût à la Cour d'y pourvoir, sur les conclusions par lui prises par écrit : Vu lesdites conclusions ; où le rapport de M. Etienne Daurat, conseiller ; la matière mise en délibération : Ladite Cour a ordonné et ordonne, que le lieutenant civil du Châtelet, ou, en son absence, celui des juges qui fera l'ouverture des testaments cachetés, ou qui paraphera les testaments

olographes qui lui seront présentés pour être déposés entre les mains d'un notaire, fera mention dans le procès-verbal qui sera dressé, des legs faits aux Hôpitaux, au grand bureau des pauvres, et aux prisonniers des prisons de cette ville de Paris, et des fondations ordonnées par le testament, dont il sera incessamment donné un extrait au substitut du procureur général du roi au Châtelet, qui sera tenu de le remettre entre les mains dudit procureur général ; que tous les exécuteurs testamentaires seront tenus, dans huitaine après qu'ils auront eu connaissance d'un testament où le testateur aura fait quelque legs en faveur des Hôpitaux, du grand bureau des pauvres, ou des prisonniers, de faire signifier dans huitaine, après l'ouverture, au bureau des administrateurs, et au concierge ou greffier de la geôle desdites prisons, un extrait du testament concernant ledit legs, et ce aux frais de la succession, à peine de demeurer responsables des dépens, dommages et intérêts depuis le jour de l'ouverture du testament, jusqu'à celui auquel il aura fait signifier l'extrait dudit testament ; que lorsqu'il n'y aura point d'exécuteurs nommés par le testament, les notaires ou les commissaires qui en auront connaissance, seront tenus, sur les peines ci-dessus, de faire signifier au bureau des Hôpitaux, grand bureau des pauvres, et au greffe de la geôle desdites prisons, avant la levée des scellés et confection de l'inventaire, un extrait du testament contenant les legs à eux faits, aux dépens de la succession, et en faire mention dans le

commencement des procès-verbaux de la levée du scellé, et dans les inventaires ; que lorsque le legs fait aux Hôpitaux, ou à l'un d'eux, ou au grand bureau des pauvres, sera universel des meubles ou immeubles, ils seront appelés, à la diligence de l'exécuteur testamentaire, ou du poursuivant, et pourront assister à la levée des scellés et inventaires par l'un des directeurs, ou aux frais de la succession, s'ils y font venir un procureur, et que lorsque le legs sera d'une somme mobilière, ou d'un corps certain, ils formeront seulement leur opposition à la conservation de leurs droits ; et les commissaires et notaires, et autres officiers, mettront à part les titres concernant les legs particuliers ; et si l'un des directeurs y assiste pour faire la perquisition du titre concernant le legs, ce sera sans frais, pour être les titres mis ès mains des directeurs ; ou par provision, ou après la délivrance du legs, ainsi qu'il sera ordonné. Ordonne que le présent arrêt sera lu et publié au Châtelet de Paris et en la communauté des notaires de cette ville, enjoint au substitut du procureur général du roi d'y tenir la main, et d'en certifier la Cour dans huitaine ».

Le 7 septembre 1701, la Cour ordonne, que les arrêts des 18 novembre 1662 et 10 janvier 1668, seront exécutés selon leur forme et teneur ; ce faisant, enjoint à tous curés, vicaires, notaires et autres personnes publiques qui recevront des testaments et autres actes contenant des legs, aumônes ou dispositions au profit des hôpitaux,

églises, communautés, prisonniers et personnes qui sont dans la nécessité, d'en donner avis au procureur général du roi, aussitôt que les testaments ou autres actes auront lieu et seront venus à leur connaissance, et de lui remettre des extraits en bonne forme des testaments et dispositions; pour faire ensuite les poursuites nécessaires, à peine de répondre en leurs noms, des dépens, dommages et intérêts; ordonne en outre que les héritiers, exécuteurs testamentaires, et tous autres qui auront connaissance desdits testaments et dispositions des dernières volontés, faites sous seing privé, en feront déclaration dans huitaine, à peine d'être condamnés en leurs noms au paiement du quadruple envers les pauvres, et être procédé contre eux, pour les recelés, selon la rigueur des ordonnances, et contre lesdits notaires et autres personnes publiques, de trois cents livres d'amende, dont sera délivré exécutoire en vertu du présent arrêt, sans qu'il en soit besoin d'autre, applicable le tiers au profit de l'Hôtel-Dieu, le tiers aux pauvres prisonniers, et le tiers à l'Hôpital Général; que le présent arrêt sera signifié au syndic des notaires du Châtelet, et publié à son de trompe, es carrefours et lieux accoutumés de cette ville et faubourgs de Paris, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, lequel sera aussi exécuté par toutes les villes et lieux du ressort; à cette fin copies collationnées seront envoyées dans tous les baillages et sénéchaussées, pour y être, à la diligence des substituts du procureur

général du roi, lu, publié, enregistré et exécuté; et ce faisant, les curés, vicaires, notaires et autres personnes qui recevront des testaments où il y aura des legs pieux, tenus d'en avertir lesdits substitués dans pareil temps sous les mêmes peines.

L'arrêt du Conseil d'État du roi du 7 mars 1702 porte que les extraits des testaments contenant des fondations et legs pieux en faveur des hôpitaux, qui seront délivrés aux procureurs généraux du roi, ou à leurs substitués, seront contrôlés par le fermier des droits de contrôle, sans prendre aucuns droits.

Le 21 août 1703, nouvel arrêt :

Sur ce qui a été représenté au roi en son Conseil, que, par arrêt du 7 mars 1702, Sa Majesté a ordonné que le fermier des droits de contrôle des actes des notaires, les commis et préposés, seraient tenus de contrôler, sans prendre aucuns droits, les extraits des testaments contenant des fondations et legs pieux en faveur des pauvres et hôpitaux, qui seraient délivrés par les notaires qui les auraient reçus, ou autres personnes publiques, aux procureurs généraux de Sa Majesté, des Parlements, ou à leurs substitués, à condition néanmoins que lesdits extraits ne contiendront que ce qui concerne lesdites fondations et legs pieux; mais que la grâce qu'il a plu à Sa Majesté de faire par cet arrêt aux pauvres ne serait pas entière, s'il ne lui plaisait exempter pareillement lesdits extraits des

droits du sceau; à quoi voulant pourvoir; ouï le rapport du sieur Fleuriot d'Armenonville, conseiller ordinaire au Conseil Royal, directeur des finances : Sa Majesté, en son Conseil, a ordonné et ordonne que les extraits des testaments contenant des fondations et legs pieux en faveur des pauvres et des hôpitaux, ordonnés par ledit arrêt du Conseil, du 7 mars dernier, être contrôlés sans frais, pour être délivrés aux procureurs généraux de Sa Majesté, des cours de Parlement, ou à leurs substituts, seront aussi scellés par le fermier des droits du sceau, sans prendre lesdits droits, à condition que, conformément audit arrêt du 7 mars 1702, lesdits extraits ne contiendront que ce qui concerne lesdites fondations et legs pieux; à quoi Sa Majesté enjoint aux sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume de tenir la main.

III. — Subventions royales

Les *Enfants Trouvés* comptaient parmi leurs ressources des subventions royales, dont il nous faut dire l'origine.

La maison appelée d'abord des Enfants-de-Dieu, puis des Enfants Rouges, paraît avoir été destinée à servir d'asile à de pauvres enfants orphelins étrangers, nés de pères et mères morts à l'Hôtel-Dieu. Le Parlement avait rendu, en 1538, un arrêt permettant de quêter pour eux. En 1541, François I^{er} confirma cette permission en même

temps qu'il autorisait à recevoir dans l'hôpital des Enfants Rouges des orphelins nés dans la banlieue de Paris. Louis XIII, dans la vue de soutenir l'établissement qui se formait alors à Paris pour les *enfants exposés*, leur assigna 4.000 livres à prendre chaque année sur son domaine de Gonesse, savoir : 3.000 livres pour la nourriture des enfants, et 1.000 livres pour les sœurs de charité qui les servaient (lettres patentes du 30 juillet 1642).

Deux ans plus tard (lettres patentes de juin 1644), Louis XIV donnait 8.000 livres de rentes sur les cinq grosses fermes aux Enfants trouvés ou exposés, ce qui portait à 12.000 livres les subventions royales (1).

Pour subvenir au surplus de la dépense, le Parlement ordonnait en outre, par application du principe que la nourriture des pauvres est une dette des lieux auxquels ils appartiennent, que les hauts-justiciers de la ville et des faubourgs de Paris donneraient : M. l'Archevêque de Paris, 3.000 livres par an; le Chapitre de l'Église de Paris, 2.000 livres; les religieux de Saint-Germain-des-Prés, 3.000 livres, et ainsi des autres hauts-justiciers (2).

IV. — Amendes et confiscations

Tout ou partie du produit de certaines amendes et con-

(1) Voir aussi, édit de juin 1670.

(2) Arrêts des 3 mai 1667 et 23 juin 1668.

fiscations revenait à l'Hôtel-Dieu ou à l'Hôpital Général. Le Grand Bureau n'y avait point part.

A. — *Produits d'amendes et de confiscations
réservés à l'Hôtel-Dieu*

Étaient confisqués au profit de l'Hôtel-Dieu : le pain n'ayant pas le poids fixé par les règlements de police ; les *pourceaux trouvés* dans Paris ; les marchandises de *rôtisserie* ; les *mauvaises chandelles* ; les viandes, volailles et gibiers vendus *pendant le carême*, en fraude du monopole que possédait l'Hôtel-Dieu ; le *matériel des hôpitaux protestants* dont l'existence était illégale. Étaient de même adjugées à l'Hôtel-Dieu les *amendes* infligées aux personnes condamnées par défaut.

Ces diverses ressources, dont pour la plupart, l'attribution à l'Hôtel-Dieu datait du Moyen Age, ne procuraient guère que des *douceurs* aux malades (1).

B. — *Produits d'amendes et confiscations
réservés à l'Hôpital Général*

A l'Hôpital Général revenaient le quart des amendes ou condamnations d'aumônes ordonnées pour les délits, malversations ou usurpations des *eaux et forêts* de

(1) Rondonneau de la Motte, *Essai historique sur l'Hôtel-Dieu de Paris*.

France (1), et le quart des amendes de police et de toutes les marchandises ou autres choses déclarées acquises ou confisquées (2).

L'article 68 de l'édit de 1656 enjoignait aux greffiers de toutes les justices et juridictions ordinaires et extraordinaires de la ville, faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, d'envoyer au bureau les extraits des arrêts, jugements, sentences et autres, où il y aurait adjudication d'amendes ou aumônes, ou quelques applications au projet dudit Hôpital, ou des Hôpitaux, ou des pauvres, et de les délivrer gratuitement.

L'arrêt du Conseil d'État du 11 juin 1685 condamnait à 3.000 livres d'amende au profit de l'Hôpital Général, « tous marchands de charbon, voituriers de sel, bateaux à lavandières, et autres trafiquants sur la rivière de Seine qui mettraient leurs bateaux dans le courant d'eau de la pompe située contre le Pont-Neuf, à un moindre distance que celle désignée. »

Une sentence de police était rendue le 4 juin 1709 contre Lacroix, laboureur à la Chapelle-Saint-Denis, pour fausses déclarations de ses grains, et portait confiscation et amende au profit de l'Hôpital Général. Les blés et les grains saisis devaient être battus, les pailles vendues sur le lieu, les grains portés à la halle, pour y être vendus suivant l'ordonnance : les deniers provenant, tant des

(1) Édit d'avril 1656, art. 38.

(2) Édit d'avril 1656, art. 39.

grains que des pailles, seraient confisqués, savoir : un quart au profit du roi, un quart au profit des pauvres de la paroisse de la Chapelle, un quart au profit de l'Hôpital Général, et le quatrième quart au profit des religieuses Carmélites de la rue de Grenelle et des religieuses hospitalières de Saint-Marcel, par moitié. En outre, Lacroix était condamné en 3.000 livres d'amende, dont moitié au profit du roi, et l'autre moitié au profit de l'Hôpital Général.

Autre sentence rendue le 22 juin 1709 contre des boulangers réfractaires aux arrêts du Parlement, touchant la fabrique du pain bis-blanc, et du pain bis destiné pour la nourriture des pauvres, avec condamnation d'amende au profit de l'Hôpital.

C. — *Produits d'amendes et confiscations partagés entre
l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Général*

On sait avec quelle vigueur la monarchie, depuis Richelieu, avait lutté contre l'absurde manie du duel. Un édit du mois d'août 1679 permettait aux juges d'attribuer, sur les deux tiers des biens des condamnés pour duels, ce qui leur paraîtrait équitable pour la nourriture et entretien des femmes et des enfants des duellistes. La déclaration du 28 octobre 1711, dans la pensée « que ceux qui n'étaient pas arrêtés par les peines qui les regardent, et que leur fureur emportait jusqu'au point de n'être pas touchés de

leur propre malheur, seraient du moins sensibles à celui des personnes qui leur sont aussi proches, lorsqu'ils les verraient privées de toute espérance de trouver dans l'indulgence et dans la commisération de leurs juges, une ressource dans leurs disgrâces », porta jusqu'aux deux tiers de la valeur des biens des condamnés, l'amende qui leur serait adjugée sur ce qu'ils se trouveraient posséder dans les provinces où la confiscation n'aurait pas lieu ; « et afin qu'ou ne puisse même se flatter que par les dispositions que nous pourrions faire desdites confiscations et amendes, il en pût jamais rien revenir aux femmes et aux enfants des condamnés pour duels, nous avons résolu d'en faire dès à présent *la disposition en son entier, en donnant la totalité aux Hôpitaux*, croyant ne pouvoir en faire un meilleur usage que de la destiner au soulagement des pauvres... Nous ordonnons que nos juges ne puissent plus dorénavant rien adjuger, sur les biens des condamnés pour duels, à leurs femmes ni à leurs enfants, pour leur nourriture et entretenement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit ; voulons que sur la totalité des biens, meubles et immeubles desdits condamnés qui nous seront confisqués, il en soit pris *un tiers* pour l'Hôtel Dieu de notre bonne ville de Paris, un tiers pour l'Hôpital Général de la même ville, et un autre tiers, tant pour l'Hôpital de la ville où est le Parlement dans le ressort duquel le crime aura été commis, que pour l'Hôpital du siège royal le plus proche du lieu du délit, lequel tier,

sera partagé également entre lesdits deux Hôpitaux... néanmoins, s'il se trouve dans leurs biens des marquisats, comtés ou terres titrées, relevant immédiatement de notre couronne, ils soient réunis de plein droit à notre domaine, ensemble les autres biens qu'ils posséderont qui en auront été aliénés, sans qu'ils puissent en être distraits à l'avenir, ni que lesdits Hôpitaux puissent y rien prétendre... ; et si les condamnés pour ledit crime de duel, possèdent des biens dans les provinces de notre royaume, où la confiscation n'a pas lieu ; voulons qu'il soit pris sur lesdits biens, *au profit desdits Hôpitaux, une amende* qui ne pourra être moindre que des deux tiers de la valeur desdits biens, *laquelle amende sera partagée entre ledit Hôtel-Dieu et lesdits Hôpitaux, pour les mêmes portions que nous avons marquées pour lesdits biens confisqués.* »

Telles étaient les principales ressources que les établissements charitables tiraient des amendes et confiscations. Remarquons qu'ici comme en tant d'autres points, la législation hospitalière contemporaine s'est inspirée de l'ancien régime. D'après la loi de finances du 13 avril 1898, le produit des amendes de répression est attribué : 20 0/0 à l'État, 80 0/0 au fonds commun ; un quart de ce fonds revient au service des Enfants assistés et trois quarts aux communes ou aux bureaux de bienfaisance qui ont le plus de besoins. 8 0/0 du produit des amendes recouvrées en matière de contributions indirectes sont

attribuées au fonds commun. D'autre part, les confiscations de gibier vendu en temps prohibé sont attribuées par la loi du 3 mai 1844 à l'établissement de bienfaisance le plus proche.

Il en va de même des marchandises frauduleusement vendues (loi du 27 mars 1851) et des Commissions touchées par les fonctionnaires pour faire ou ne pas faire un acte de leur mission (art 177, 179 et 180 du Code pénal).

V. — Privilèges et exemptions

Le Grand Bureau des Pauvres n'avait que quelques privilèges de peu d'importance. Ceux de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général, au contraire, étaient une source de revenus considérable. Nous en énumérerons les principaux.

A. — *Privilèges et exemptions de l'Hôtel-Dieu*

Ils comprenaient :

- 1° Des privilèges judiciaires ;
- 2° Des exemptions d'impôts ;
- 3° Des aumônes royales et concessions diverses ;
- 4° Un monopole.

1° Privilèges judiciaires

L'Hôtel-Dieu était exempt du droit de *sceau* ; il était dispensé de produire en justice les originaux de ses titres.

Louis XIV, par une ordonnance d'avril 1667, lui accorda (ainsi qu'à l'Hôpital Général et au Grand Bureau des Pauvres) le droit de plaider en première instance en la grand'chambre du Parlement de Paris. Le même roi déclara les arrêts de surséance, les lettres d'état et de répit n'auraient pas d'effet contre l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital Général et l'Hôpital des Enfants Trouvés. L'Hôtel-Dieu était en outre exempt des droits d'hypothèque, de greffe et d'insinuation.

2° Exemption d'impôts

Nous avons vu plus haut, à propos de la mainmorte, que tous nos rois, depuis Louis IX, avaient exempté les Maisons-Dieu, maladreries et hôpitaux du royaume des droits d'amortissement ou d'indemnité dus au domaine royal. Louis XIV confirme ces privilèges. Il décharge l'Hôtel-Dieu des droits de francs-fiefs, de nouveaux acquêts, de lods et ventes, d'indemnité, de quint et requint, dus au domaine royal.

L'arrêt du Conseil d'État du 19 juin 1703 décharge l'Hôtel-Dieu du paiement des sommes dues pour le sixième denier des biens vendus à cet hôpital par des ecclésiastiques et autres gens de mainmorte.

Une grande partie des propriétés de l'Hôtel-Dieu étaient déchargées des tailles et taxes.

L'arrêt du Conseil d'État du 23 décembre 1669 exempté l'Hôtel-Dieu, comme faisant partie du Clergé de France,

du droit de vingtième denier pour les propriétés qu'il possède sur les rivières navigables.

L'Hôtel-Dieu était exempt du droit de prise et du logement des gens de guerre.

Louis IX et ses successeurs autorisent l'Hôtel Dieu à payer un prix particulier pour les provisions nécessaires aux malades « Concessimus quod pretium suum ad victualia ad opus infirmorum dicte domus emenda parisius habeant. »

L'Hôtel-Dieu est exempté de tout péage, pour le transport par terre ou par eau des denrées destinées à l'usage des religieux, religieuses, pauvres et malades (1269).

L'Hôtel-Dieu fut toujours déchargé des impôts levés sur le sel. L'arrêt du Conseil d'État du 22 novembre 1651 l'autorisait à prendre tous les ans dans le grenier à sel de Paris, trois muids dix minots de sel, quantité qui fut augmentée au commencement du XVIII^e siècle.

L'Hôtel-Dieu était exempt du droit de *pied-fourché*, perçu sur l'entrée des bestiaux dans Paris. Un arrêt du Conseil d'État et des lettres patentes de Louis XIV (1715) fixent à 8.000 livres par an la somme qui sera restituée à l'Hôtel-Dieu par les fermiers de l'impôt du pied-fourché, en dédommagement des droits perçus pour l'entrée du bétail destiné à cet hôpital. D'autre part, l'arrêt du 14 août 1706 fixe à 10.000 livres la somme qui devra être remboursée,

chaque année, aux hôpitaux par le fermier du droit des inspecteurs aux boucheries.

L'Hôtel-Dieu était exempt de tous droits sur les spiritueux.

Sous Louis XIV, le Conseil d'État fixe à 800 muids par an la quantité du vin que l'Hôtel-Dieu peut faire transporter à Paris sans payer de droits. D'autres arrêts étendent cette franchise à 900, 1 000 et 1.200 muids de vin et 10 pipes d'eau de vie.

3^e Aumônes royales. Concessions diverses

Des lettres patentes de Philippe-Auguste, abandonnent à l'Hôtel-Dieu, toutes les fois que le roi quittera Paris, les jonchées (stramen) de son palais pour servir au coucher des pauvres (mars 1208).

L'Hôtel-Dieu peut prendre chaque année 300 charretées de bois dans la forêt de Cuise (Compiègne) ou de Bierre (Fontainebleau) ; il a le droit de faire paître 200 porcs dans la forêt de Rest.

D'autre part, diverses concessions lui étaient faites, par exemple des concessions d'eau : 40 lignes d'eau provenant des sources de Rungis (ordonnance du Bureau de la Ville du 4 août 1656) et un ponce à prendre à la tour des pompes du pont Notre-Dame (22 mai 1708).

4^e Monopole de l'Hôtel-Dieu

L'Hôtel-Dieu possédait en outre *le monopole du commerce de la boucherie et de la volaille pendant le carême*. D'année en année, le roi rappelle « les défenses qu'il a faites l'année précédente, de porter, vendre et débiter des viandes en la ville et faubourgs de Paris et autres lieux circonvoisins, pendant le carême, » et ordonne de faire des perquisitions depuis le premier jour du carême jusqu'à la veille de Pâques, dans tous les hôtels des princes, ambassadeurs, seigneurs de sa cour, dans les hôtelleries, auberges, cabarets et maisons des particuliers... afin de confisquer, au profit de l'Hôtel-Dieu, les viandes, gibiers et volailles préparés pour être vendus, ainsi que les chevaux et voitures qui en seraient chargés ; les détenteurs ou conducteurs devaient être emprisonnés au Châtelet. En 1699, le monopole de l'Hôtel-Dieu fut étendu à la vente des œufs (1).

Les ordonnances royales étaient fort souvent violées : M. de Gomont, parlant au nom du Bureau de l'Hôtel-Dieu, devant la Reine d'Angleterre, déplorait « les désordres qui sont dans la ville et faulxbourgs de Paris pour la viande pendant le caresme ; que non seulement on en mange par nécessité de maladie, ou par liberté de cons-

(1) *Inventaire sommaire*, Hôtel-Dieu, tome I, p. 378 sqq. ; voir aussi dans Brièle, tome I, p. 115, le récit de la visite d'une délégation de l'Hôtel-Dieu à la Reine d'Angleterre (1656).

cience, mais encore par libertinage et par desbauche, qu'il y en a qui en mangent parce qu'elle est défendue... » Ce monopole, très impopulaire, était l'occasion de violentes bagarres : au cours des descentes de police dans les maisons où l'on vendait clandestinement de la viande, les officiers du guet et les archers ne laissaient pas d'essuyer parfois de mauvais traitements (1).

B. — *Privilèges et exemptions de l'Hôpital Général*

1°) **Privilèges judiciaires**

Toutes les expéditions dont l'Hôpital a besoin au grand et petit sceau, et dans toutes les justices, juridictions ordinaires et extraordinaires, doivent être délivrées sans qu'il soit pris autre chose pour la façon même, pour les minutes, parchemin, grosse, signature et scel des actes (2).

En outre, les greffiers de toutes les justices et juridictions ordinaires et extraordinaires envoient au bureau les extraits des arrêts, jugements, sentences et actes contenant des adjudications d'amendes, aumônes, etc. et les délivrent gratuitement, à peine d'en répondre.

Rappelons que l'Hôpital avait, comme l'Hôtel-Dieu et le Grand Bureau des Pauvres, le droit de plaider en pre-

(1) *Inventaire*, H.-D., I, p. 379.

(2) Arrêt de la Cour des Aides du 23 déc. 1713.

mière instance en la grand'chambre du Parlement et que les arrêts de surséance, les lettres d'état et de répit n'avaient pas d'effet contre lui.

2^o Exemptions d'impôts

L'Hôpital Général de Paris est gratifié, par l'édit d'avril 1656, de la remise du droit d'amortissement, tant pour les maisons, lieux et domaines qui dépendent de son établissement, que même pour les maisons, places, rentes et immeubles quelconques, qui pourront lui être donnés, légués, délaissés, ou être par lui acquis. Le même édit déclare l'Hôpital Général exempt des droits de lods et ventes, treizième, lods et mi-lods, quints et requints, rachats, reliefs, pour ce qui est dans le domaine du roi ; et ce nonobstant toutes aliénations ou engagements, et il le dispense des droits de francs-fiefs, nouveaux acquêts, ban, arrière-ban et autres droits quelconques royaux. (Art. 51).

En conséquence de cette généralité d'expressions, l'Hôpital Général ne doit point de droits de contrôle, d'ensaisissement et d'enregistrement, à cause des donations qui lui sont faites de maisons et immeubles à Paris.

L'Hôpital Général est seulement tenu d'indemniser les seigneurs particuliers, si aucun des biens amortis se trouve mouvant d'eux. (*Même édit de 1656, art. 52*).

L'exemption de droits royaux accordée à l'Hôpital

Général par la loi de son établissement, comprend notamment la dispense des sols pour livres anciens et nouveaux, des droits d'aides, des douanes et autres, de quelque nature qu'ils puissent-être, même de toutes visites, par rapport aux manufactures que les directeurs ouvriront dans l'étendue de l'Hôpital. (*Ibidem*, art. 54.)

Au nombre des objets qui sont concédés par l'édit de 1656 à l'Hôpital Général, est le droit de *franc-salé* pour le sel nécessaire à sa provision, jusqu'à la concurrence de quatre muids de sel par an, à prendre au grenier de Paris, et en ne payant autre chose que le prix du marchand (*Art. 60*).

Le Conseil, en expliquant les termes *prix du marchand*, règle que l'Hôpital Général paiera seulement 4 livres 10 sols par minot de sel (*Arrêt du Conseil du 17 mai 1659*).

L'Hôpital Général jouit en outre de quatre muids de sel par augmentation des quatre premiers muids, à charge par lui d'en fournir ce qui sera nécessaire, suivant les certificats, à l'Hôpital des Enfants-Trouvés et aux Filles de Charité, qui les servent (*Déclaration du roi du 16 juin 1670*).

En considération de l'accroissement de ses maisons, l'Hôpital obtient du roi Louis XIV l'octroi de cinq muids de plus de sel pour une année (*Arrêt du Conseil du 11 avril 1702*).

L'édit de 1656 veut que d'après la représentation qui sera faite de certificats signés de six des administrateurs,

l'Hôpital Général et les pauvres qui y sont enfermés, soient déchargés de tous subsides, impositions et droits d'entrée, tant à Paris qu'ailleurs; par eau et par terre, aux ports, ponts, péages, octrois des villes, barrages, ponts et passages, mis et à mettre, et de toutes autres choses généralement quelconques, pour leurs vivres et provisions, et pour leurs vins, jusqu'à concurrence de mille muids de vin par chacun an, comme aussi des droits sur les bois à brûler et à bâtir, charbons, foins, cendres et autres denrées et commodités nécessaires ou utiles, qui seront portées à l'Hôpital Général, membres unis et lieux qui en dépendent, pour la nourriture, l'entretienement, les secours et l'assistance des pauvres, officiers et domestiques de la maison; et ce, quoiqu'il soit dit que les droits seront payés par les privilégiés, par les exempts et non exempts (*Ibidem*, art. 59).

Il intervient, en exécution de cet article concernant l'affranchissement des mille muids de vin, quatre arrêts du Conseil d'État : le premier contre le nommé Fleury, fermier des droits de 40 sols par muid de vin, et autres droits levés à Joigny; lequel est condamné, et par corps, à restituer la somme de 167 livres qu'il avait exigée sur des vins de l'Hôpital; le deuxième arrêt, rendu contre le maréchal du Plessis-Praslin, donataire d'une moitié des octrois, dons et concessions du royaume, les officiers municipaux de Pont-sur-Yonne et autres, que cet arrêt condamne, et aussi comme pour les propres deniers du

roi, à restituer à l'Hôpital Général des droits d'octroi de parisis des rivières d'Yonne, Seine et Loire, et du droit de sols pour livre, pour raison de vins passés sous les ponts de ladite ville de Pont-sur-Yonne; les troisième et quatrième arrêts prononçant contre les fermiers des droits d'aides, que le Conseil condamne à restituer pareils droits qu'ils avaient exigés de l'Hôpital Général, et auxquels il défend de récidiver, à peine de tous dépens, 3.000 livres d'amendes, dommages et intérêts (*Arrêts du Conseil des 19 novembre 1657, 3 juillet 1658, 6 novembre 1659, et 4 septembre 1660*).

D'après la connaissance qui est donnée au roi Louis XIV de la multitude de pauvres que l'Hôpital Général renferme, il accorde l'exemption pour cinq cents muids, pendant une année, au-delà du nombre des mille muids de privilège, réglés par l'édit de 1656 (*Arrêt du Conseil du 19 février 1704*).

Le Parlement et la Chambre du domaine, exacts à faire jouir l'Hôpital Général du droit de barrage, condamnent les fermiers dudit droit à Paris, à restituer des droits qu'ils avaient perçus sur des marchandises destinées à l'Hôpital (*Arrêt du Parlement du 19 juillet 1668; et Sentences de la Chambre du Domaine des 16 décembre 1683 et 31 décembre 1695*).

Jean Rousselin, fermier général des aides de France, entrées de Paris, et pied fourché, remet, pour la durée de son bail, les trois quarts des droits de pied fourché des

bestiaux qui seront tués à Paris pour la provision des maisons dépendant de l'Hôpital Général (*Acte du 14 octobre 1666*).

Il est décidé au Conseil, contre Martin Dufresnoy, fermier général des aides, et au sujet des droits, qu'un édit du mois de février 1674, attribuait aux officiers jaugeurs de futailles, et courtiers des vins, cidres et autres boissons et liqueurs, que l'Hôpital Général et les maisons en dépendant doivent jouir de l'exemption de ces droits pour la quantité de vins qui a été reconnue nécessaire à leur provision par les états arrêtés au Conseil ; et défenses sont faites à Dufresnoy de lever aucun d'iceux droits, sous toutes peines. (*Arrêt du Conseil du 2 janvier 1675*).

Le Conseil décharge pareillement l'Hôpital Général du droit de joyeux avènement que lui demandait, pour raison de quatre étaux à boucher, le nommé Vrallet, fermier des domaines. (*Arrêt du 3 mai 1698*).

La Cour des Aides, en se conformant à l'édit de 1656, et à un précédent arrêt de cette Cour, condamne, par provision, l'adjudicataire des fermes à rendre à l'Hôpital Général soixante-dix barils de harengs, morues et saumons, qui étaient arrivés au port de la Conférence pour la provision de l'Hôpital Général. (*Arrêt du 17 février 1688*).

Le Parlement lui fait aussi mainlevée, par provision, de saisies de filasses sur lui faites à la requête des jurés en titre d'office des maîtresses fileuses. (*Arrêt du 10 juillet 1692*).

Les gardes-bateaux et metteurs à port à Paris ayant fait insérer, dans une déclaration concernant leurs fonctions, une expression vague, qui semblait assujettir les maisons de l'Hôpital Général à les employer, les directeurs annoncent le dessein de réclamer contre cette prétention ; ce qui détermine les officiers metteurs à port, à déclarer qu'ils n'entendent point se servir de la clause contre l'Hôpital. (*Transaction du 5 septembre 1701, homologuée par arrêt du Parlement du 7*).

Arrêts de la Cour des Aides, qui condamnent Pierre Portier, Pierre Perrine et Nicolas Larrivière, successivement fermiers des aides et domaines de l'élection d'Orléans, et leurs cautions, même par corps, à rendre et restituer à l'Hôpital Général des droits de passe-debout, d'octrois et autres, qu'ils avaient perçus sur des vins, eaux de vie, huiles, chanvres, poivres, confitures, prunes et autres marchandises passées debout par Orléans, sous ses ponts, pour la provision dudit hôpital. (*Arrêts des 8 mars 1702, et 19 décembre 1704*).

L'édit de création des offices d'inspecteurs aux boucheries dans les villes et bourgs fermés du royaume, décharge l'Hôpital Général des droits attribués aux dits offices. (*Édit de Février 1704*).

La conformité de motifs en faveur de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général, fait rendre un arrêt au Conseil d'État, qui, maintenant ces deux établissements, et les maisons en dépendant, dans tous les privilèges et exemptions à eux

attribués; défend à tous officiers d'exiger des droits pour raison des marchandises, denrées et choses destinées à leur usage. (*Arrêt du 30 mars 1706*).

Sur l'offre faite par le nommé Biest, adjudicataire des droits d'inspecteurs aux boucheries, d'une somme annuelle au profit de l'Hôpital Général, relativement aux bestiaux qui s'y consomment, il intervient au Conseil un arrêt, qui fixe cette somme à 4.329 livres 10 sols. (*Arrêt du 14 septembre 1706*).

Le roi, « pour donner plus d'authenticité à la confirmation de tous les privilèges et exemptions de l'Hôpital Général et maisons en dépendant, et pour faire cesser le trouble que les greffiers des greffes des insinuations voulaient y porter », fait expédier des lettres-patentes, par lesquelles : 1° il maintient, tant l'Hôpital Général, que les maisons du Saint-Esprit, des Enfants-Trouvés, des Enfants-Rouges et Refuge, étant sous la même direction, dans tous les droits, privilèges et exemptions qui leur ont été accordés. 2° Il réitère les défenses à tous les officiers de la ville de Paris, fermiers, receveurs et autres leurs commis et préposés, d'exiger des droits pour raison des marchandises, denrées et provisions d'iceux Hôpitaux, ni d'inquiéter les marchands et voituriers chargés de voiturier ces marchandises. 3° Il enjoint au fermier des greffes des insinuations, et au traitant des droits d'enregistrement des biens aliénés du domaine, d'expédier et enregistrer gratuitement tous contrats et actes concernant lesdits

Hôpitaux, à peine de tous dépens, dommages et intérêts. (*Lettres-patentes du 10 juin 1710*).

La Cour des Aides, en déclarant bonnes et valables des offres faites par les administrateurs de l'Hôpital Général, fixe à 10 livres par millier les frais de voiture de beurres amenés de Rouen à Paris pour son usage ; et faute par les conducteurs de se contenter de ce prix, elle permet aux administrateurs de se servir d'autres voitures pour les marchandises concernant la nourriture et subsistance de l'Hôpital Général ; condamne les voituriers aux dépens. (*Arrêt du 26 janvier 1711*).

Le Parlement répute une entreprise sur les privilèges et exemptions de l'Hôpital Général, la prétention du nommé Tauxier, fermier des droits d'octrois de charbons, d'en percevoir sur des grains destinés à la subsistance des pauvres : il ordonne que Tauxier sera tenu de laisser passer les voitures de l'Hôpital, d'après la simple remise qu'ils feront d'attestation de la qualité des grains signée par les préposés aux achats ; condamne Tauxier à restituer les droits qu'il a exigés et aux dépens, pour dommages et intérêts. (*Arrêt du 19 juillet 1714*).

L'Hôpital Général, déjà affranchi de tous subsides, impositions et charges royales est, ainsi que les lieux en dépendant, déclaré exempt de logement, passages, aides et contributions des gens de guerre dans tout le royaume, pour les maisons et fermes qui lui appartiennent. (*Articles 62 et 63 de l'édit de 1656*).

Défenses sont faites aux habitants et collecteurs des paroisses, à peine d'en répondre en leurs noms, d'imposer aux rôles des tailles, taillons, subsistance, ustensile, et autres deniers ordinaires et extraordinaires, les fermiers, sous-fermiers, receveurs et commis de l'Hôpital Général, ses fermes, maisons et lieux en dépendant; et il est réglé qu'au cas où lesdits fermiers seront contribuables pour d'autres biens que ceux de l'Hôpital, qui demeureront entièrement exempts, ils seront taxés d'office. (*Même édit article 64 : arrêt de la Cour des aides du 23 déc. 1713*).

3° Concessions

L'édit de 1657 accorde à l'Hôpital Général « six cents cordes de bois et six milliers de cotrets pour leur chauffage à prendre dans nos forêts de l'Ile de France et Normandie, les plus proches et les plus commodés, suivant la possibilité desdites forêts; pour cet effet, en sera fait mention au Conseil, après avoir ouï les grands maîtres des Eaux et Forêts, sans qu'il soit pris aucun droit par aucuns officiers, ni pour les droits de ports et passages. »

L'arrêt du Conseil d'État du roi du 4 septembre 1660 ordonne au sieur de Cartigny, grand maître des Eaux et Forêts de l'Ile de France, de marquer et délivrer aux directeurs de l'Hôpital Général douze arpents de bois, au lieu de six cents cordes de bois, et de six milliers de cotrets.

VI. — Aumône volontaire : pardons, quêtes et tronc

L'aumône volontaire qui, pendant tout le Moyen Age, avait presque à elle seule entretenu les établissements hospitaliers, contribuait encore, sous Louis XIV, aux charges de l'assistance, mais pour une bien plus faible part.

Pardons de l'Hôtel-Dieu

Chaque année, depuis des siècles, l'Hôtel-Dieu sollicitait du pape une bulle l'autorisant à publier, en faveur de ses bienfaiteurs, un *pardon* général. Des indulgences plénières étaient accordées pendant toute la durée de ce pardon. Les évêques, chanoines, curés et vicaires devaient publier ou faire publier, sans exiger aucune rémunération, les indulgences accordées à l'Hôtel-Dieu de Paris (1).

Quêtes et tronc

L'Hôtel-Dieu faisait quêter par les *marguilliers* dans les églises et paroisses parisiennes. C'étaient les quêtes *ordinaires*.

Extraordinairement, dans les temps de détresse, l'Hôtel-Dieu était autorisé par le Parlement à faire quêter *dans les*

(1) *Inventaire sommaire des Archives hospitalières, Hôtel-Dieu, I, pages 388-389.*

maisons (1). En tous temps, des troncs lui étaient réservés dans les lieux du culte.

Le Grand Bureau faisait quêter dans les églises par des *dames* présentant les pains bénits. Il avait aussi le droit d'établir des *troncs* « avec un écriteau pour la communauté des pauvres de la ville. »

Enfin le roi, lors de la création de l'Hôpital Général, autorisa cet établissement à prendre sa part des aumônes volontaires : c'est ainsi que l'article 36 de l'édit de 1656 permettait aux directeurs de l'Hôpital Général « toutes quêtes, troncs, bassins, grandes et petites boîtes, en toutes les églises, carrefours et lieux publics de notredite ville, et qu'ils puissent mettre lesdites boîtes aux magasins, comptoirs et boutiques des marchands, aux hôtelleries et lieux des coches, aux marchés publics, halles et foires, sur les ponts, ports et passages, et en tous lieux où on peut être excité à faire la charité, même aux occasions des baptêmes, mariages, convois, enterrements et services... »

L'arrêt du Parlement du 5 décembre 1659 établissait une quêteuse dans toutes les paroisses de Paris, pour les pauvres de l'Hôpital Général :

« Vu par la Cour la requête présentée par les directeurs de l'Hôpital Général, contenant que la nécessité en laquelle se trouve l'Hôpital, à cause du grand nombre de pauvres, qu'ils ne peuvent refuser de recevoir, est si

(1) *Ibid.*, p. 389.

grande, qu'ils ont besoin de se servir de tous les moyens légitimes qui leur peuvent apporter quelques secours, entre lesquels ils ont cru que celui de mettre une quêteuse dans toutes les paroisses, qui, toutes les fêtes et dimanches, suivrait les bassins de l'œuvre, pour cueillir les aumônes de ceux qui auront volonté de donner aux pauvres, leur apporterait quelque petit soulagement ; et bien que par la déclaration, vérifiée en la Cour, portant l'établissement de l'Hôpital Général, ils aient droit de mettre des troncs en tous les lieux que bon leur semblerait, et de faire des quêtes ordinaires et extraordinaires, la contribution desquelles étant purement volontaire, ne peut blesser personne ; néanmoins ils ont estimé que l'établissement d'une quêteuse ordinaire en chaque paroisse, étant appuyé de l'autorité d'un arrêt, lui serait beaucoup plus avantageux... La Cour leur permet d'établir une femme ou fille en chacune des paroisses, laquelle, après les bassins de l'œuvre, quêtera pour la nécessité de l'Hôpital Général ; et fait défense à quelque personne que ce soit d'y apporter aucun empêchement. »

VII. — L'aumône obligatoire : § 1 : Taxe directe

Le principe chrétien de nourrir les pauvres, qui n'engendrait qu'une obligation *morale*, au Moyen âge, finit par

engendrer une obligation *juridique* ; et, parallèlement, *l'aumône*, d'abord purement *volontaire*, se changea peu à peu en *assistance obligatoire*. Cette évolution, commencée au XVI^e siècle, s'achève sous le règne de Louis XIV.

Les causes de cette évolution sont :

1^o L'insuffisance des aumônes volontaires, en face des dépenses toujours plus fortes qu'exige la lutte de la royauté contre les mendiants et la création de l'Hôpital Général destiné à supprimer la mendicité ;

2^o Le refroidissement de la charité elle-même dans les âmes, fait notoire, mentionné dans presque tous les arrêts du Parlement, et d'autant plus grave qu'on le remarque *parmi les membres du clergé*, à qui la royauté se voit obligée de rappeler à maintes reprises que les biens ecclésiastiques ne sont, en définitive, d'après la loi divine, que *les biens des pauvres*.

Nous nous proposons, dans les pages qui suivent, de peindre à grands traits l'histoire de cette lente métamorphose de l'aumône en impôt. Cet d'impôt d'assistance se présente d'abord sous une forme mixte : il apparaît comme moitié volontaire et moitié obligatoire, encore moral et déjà social ; c'est la *taxe des pauvres*. Cette taxe ne produit pas ce qu'on attend d'elle ; d'un côté, en effet, elle s'appuie sur des considérations de piété, qui portent peu : si l'État se voit obligé de prêcher la charité aux citoyens, c'est que le sentiment de la charité s'est bien assoupi dans les âmes ; il n'est pas difficile de prévoir qu'où l'Église ne réussit

plus, l'État va réussir encore moins ; d'un autre côté, cette taxe *directe* conduit, dans sa répartition, « à une véritable et rigoureuse inquisition sur les fortunes, recherche toujours odieuse, souvent tyrannique, l'abus le plus pesant et le plus intolérable, comme dit Tacite. » (1) D'où l'insuccès presque complet de la taxe directe, et la nécessité, dès le règne de Louis XIV, de la transformer en taxes *indirectes*, comme les *octrois* et le *droit sur les spectacles*, où tout lien est rompu avec la bienfaisance privée et la charité chrétienne, *véritables impôts* cette fois, et d'un caractère si moderne que le second d'entre eux fournit à l'assistance publique, de nos jours, une de ses plus riches sources de revenus.

A. -- *La taxe des pauvres, de François I^{er} à Louis XIV*

On sait que François I^{er}, inaugurant, par lettres patentes du 6 novembre 1544, un principe jusque-là inconnu dans les lois françaises, avait institué à Paris un Bureau Général des Pauvres, et lui avait donné le droit de lever chaque année une *taxe d'aumône* sur tous les habitants. Henri II maintint la taxe (déclaration du 13 février 1551) qui devait durer jusqu'à la Révolution.

Cette taxe était une *aumône légale*, une sorte de compromis entre la loi chrétienne du rachat de l'âme par la charité et l'idée moderne d'assistance obligatoire. L'obli-

(1) Alexandre Monnier, *Histoire de l'Assistance publique*, ch. III.

gation sociale sortait ainsi tout naturellement du devoir moral ; l'État ne prétendait nullement proclamer un principe nouveau : il se bornait à prêter son appui matériel à l'Église, dont la voix devenait insuffisante à stimuler le zèle des fidèles pour les pauvres. L'arrêt de 1543 le déclarait d'ailleurs formellement : il enjoignait aux curés, vicaires et prêcheurs « d'admonester le populaire de faire l'aumône... en lui faisant claire démonstration, par raisons vives et efficaces, qu'ils y sont tenus et obligez, et que, *pour l'exécution de l'obligation divine, il faudra que la justice séculière y mette la main.* » Sans doute il n'est nullement question de ce que nous nommons aujourd'hui le *droit au secours*, mais on proclame, pour tous les membres de la société, *l'obligation de secourir les malheureux*, ce qui, *en fait*, revient au même. En tout cas, dans la taxe des pauvres, l'impôt est encore, pour ainsi dire, *dissimulé*. « D'une part, on prétendait sauver le précepte de la charité libre en invitant chaque bourgeois à s'inscrire au rôle de sa paroisse pour la somme qu'il voulait consacrer par semaine au soin des pauvres ; d'autre part, on levait une imposition proportionnée à leur fortune sur les gens à charité frileuse qui, rejetant sur autrui le fardeau entier du sacrifice, espéraient échapper aux angoisses d'une libéralité involontaire » (1).

Voici, d'après la déclaration de 1551, comment la taxe

(1) A. Monnier, *Histoire de l'Assistance publique*, ch. III.

était levée : des commis, chargés, par le Parlement, de la police des pauvres, faisaient une enquête pour savoir, de chaque habitant de la ville et des faubourgs, ce que libéralement il voulait « donner et aumôner, par chacune septmaine, pour aider à la nourriture et entretenement des pauvres » ; il était tenu un rôle, dans chaque paroisse, des offres, refus et réponses ; le rôle était porté par devers le Parlement, qui, sur son vu, taxait chaque habitant. Personne n'était exempt de payer la taxe.

Cette taxe alimenta jusqu'en 1656 le Grand Bureau des Pauvres, pour lequel d'ailleurs elle avait été établie (1). Quand Louis XIV créa l'Hôpital Général, ce dernier, devenu *représentant légal des pauvres*, déposséda à son profit le Grand Bureau. Dès lors, celui-ci, privé de sa principale

(2) On trouve encore de nos jours un système analogue dans quelques endroits de l'Allemagne et de la Suisse. « Le contribuable est appelé à se taxer lui-même, et ce n'est qu'autant qu'il paraît ne pas s'être imposé en proportion de ses moyens, que l'autorité a le droit de déterminer la quotité de sa contribution. » Naville, *De la Charité légale* (cité par Monnier, *ibid.*)

(1) L'Hôtel-Dieu avait, lui aussi, mais seulement *temporairement*, et aux époques de *misère et de famine*, le bénéfice d'une taxe directe : arrêt du Parlement du 22 juin 1583, ordonnant que plusieurs chapitres et communautés religieuses, n'ayant point fait d'offres pour subvenir aux nécessités de l'Hôtel-Dieu, seront taxés d'office et contraints à paiement par saisie de leur temporel. (*Inv. Somm.*, I, p. 389). — En 1591, arrêt du Parlement donné contre « les communaultez et abbayes de ceste ville pour le paiement des taxes, à quoy ilz ont esté cotisez, pour subvenir à l'extrême nécessité des pauvres mallades dudit Hostel-Dieu. » (Brièle, *Délib.*, I, p. 23).

source de revenus, ne joua plus dans les secours publics qu'un rôle secondaire.

Louis XIV comme ses prédécesseurs, affirma hautement le principe de la taxe : « Tous les habitants de notre ville de Paris, dit une déclaration de 1690, sont obligés, suivant la loi commune de notre royaume, de faire subsister les véritables pauvres qui s'y rencontrent. » L'édit portant institution de l'Hôpital Général avait d'ailleurs été très explicite à cet égard :

Art. 35. — « D'autant que le soin des pauvres regarde toutes sortes de personnes, et que, par nos ordonnances, règlements de police et anciens arrêts, chacun est obligé de contribuer à la nourriture des pauvres, suivant ses facultés ; nous voulons et ordonnons, qu'à la réserve seulement de l'Hôtel-Dieu, et des maisons qui en dépendent, de la direction du Grand Bureau et des quatre mendiants, ensemble des Hôpitaux de la Trinité, du Saint-Esprit, des Enfants-Rouges, de Sainte-Catherine, et de Saint-Gervais : toutes les communautés séculières et régulières de l'un et l'autre sexe, de notre ville et faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, et tous les corps laïques, les fabriques des églises, les chapelles et confrairies, et autres de cette nature, même les corps de métiers et toutes autres personnes, contribuent à l'établissement et subsistance dudit œuvre, chacun à proportion de ses forces ; à quoi faire ils seront invités, et à faute de le faire volontairement, seront cotisés, selon les anciens règlements, par notre

cour de Parlement, à la réquisition de notre Procureur Général : pour, selon les taxes, qui seront modérément faites, en faire le recouvrement par le receveur dudit Hôpital Général, sur les contraintes des directeurs, qui seront expédiées par le greffier ; lesquelles nous validons dès à présent, comme pour lors, et voulons qu'elles portent leur plein et entier effet, après que l'état en aura été arrêté par notre cour de Parlement ; pour l'exécution duquel voulons que les Directeurs puissent commettre telles personnes qu'ils aviseront en chacun quartier, lesquelles seront obligées d'en faire la levée en leur propre et privé nom. ».

B. — *La taxe des Pauvres et les particuliers*

Mais l'application de l'article 35 n'alla pas sans difficultés, ou plutôt, on peut dire qu'elle ne se réalisa jamais.

Le Parlement, tout le premier, dans son arrêt du premier septembre 1636, déclare que « les bourgeois seront seulement invités de contribuer à l'établissement et subsistance dudit Hôpital Général, *sans qu'ils puissent être taxés*, sinon en cas de nécessité. »

On *invite* donc les personnes charitables à redoubler de zèle pour les pauvres, dans l'intérêt de leur propre salut, et on fait à l'Hôpital Général, comme on l'a dit, toute la réclame possible, et avec autant d'habileté que d'élo-

quence : on supplie toutes les personnes de visiter les lieux pour s'en éclaircir. Il n'y a personne qui ne doive être, en particulier, directeur de l'hôpital ; ceux qui le sont par serment n'ont jamais rien plus désiré, sinon que chacun entrât en part de cette bonne œuvre, pour y donner tous les avis qui sont bien souvent aussi utiles que les aumônes mêmes ; on en a fait des supplications très instantes, par plusieurs imprimés qui ont été distribués : mais à présent on le demande avec plus de zèle, pour désabuser le public des impressions qu'on a données, lesquelles seules ont été capables de diminuer cette sainte ferveur que Paris a témoignée d'abord pour un établissement qui lui est si honorable et si utile, dont plusieurs villes ont reçu l'exemple, et les autres sont prêtes à le recevoir ; et dans Paris qui est la cité sainte, qui a plus de fonds, de richesses et de vertu que tout le reste de la France, l'Hôpital Général est prêt à tomber, et l'on sera contraint de le rompre, si l'on n'est promptement secouru.

« Paris a trop de cœur et de bonté, d'honneur et de charité, pour souffrir que les autres villes lui reprochent qu'il ait manqué de puissance et de piété, dont il a donné l'exemple : qu'après avoir assisté toutes les provinces affligées, et jusqu'aux terres les plus inconnues, par des libéralités pieuses, qui ont été admirées par tout le monde, il ait voulu défaillir à ses pauvres domestiques et à ses propres entrailles : qu'il ait aimé mieux nourrir les méchants pauvres, qui dérobent les aumônes, pour se char-

ger de tous les crimes qui suivent la fainéantise et la mendicité, et qui peuvent attirer la colère de Dieu, que de recevoir les bénédictions que peuvent mériter le partage égal des charités, le soulagement assuré des véritables nécessités, et des prières innocentes.

« Mais comme il n'y a pas d'apparence que le roi souffre la ruine d'une fondation si illustre, pour la réputation de son état et de sa ville principale, tout ce qui reste est de savoir si on conservera volontairement, et avec mérite, et par un secours facile, qui ne peut incommoder aucuns particuliers, ce qu'il faudrait réparer avec pudeur et une plus grande dépense, si l'on en avait souffert la ruine, et si un peuple, dont la dévotion est si tendre et si exemplaire, veut souffrir que ses pauvres soient nourris sans y contribuer, et prendre part à une œuvre dont la pratique ou l'omission doit être le prix de la bénédiction ou de la réprobation dernière. C'est Dieu qui demande pour des pauvres qui n'ont plus de voix ; c'est à lui à qui il faut accorder ou refuser ; c'est lui qui dira au dernier jour : Venez, les bien aimés de mon père ; vous m'avez soulagé dans la faim et dans la soif, vous m'avez logé, vous m'avez vêtu ; prenez possession du royaume que je vous ai préparé. (S. Mathieu, chap. 25.)

« On fera des quêtes, des assemblées ; les tronc et les boîtes sont partout. Messieurs les curés et messieurs les prédicateurs auront la bonté, dans leurs prônes et prédi-

cations, d'exciter la charité, qui ne peut jamais être plus nécessaire et plus utile (1). »

Le clergé entendit cet appel, et les voix les plus éloquentes s'employèrent à échauffer le zèle du public pour la grande œuvre hospitalière de Louis XIV :

« Passez à cet hôpital, dit Bossuet ; sortez un peu hors de la ville, et voyez cette nouvelle ville qu'on a bâtie pour les pauvres, l'asile de tous les misérables, la banque du ciel, le moyen commun proposé à tous d'assurer ses biens et les multiplier par une céleste usure. Rien n'est égal à cette ville, non, ni cette superbe Babylone, ni ces villes si renommées que les conquérants ont bâties. Nous ne voyons plus maintenant ce triste spectacle des hommes morts devant la mort même, chassés, bannis, errants, vagabonds, dont personne n'avait soin, comme s'ils n'eussent aucunement appartenu à la société humaine. Là, on tâche d'ôter de la pauvreté toute la malédiction qu'apporte la fainéantise, de faire des pauvres selon l'Évangile. Les enfants sont élevés ; les ménages recueillis ; les ignorants, instruits, reçoivent les sacrements. Sachez qu'en les déchargeant vous travaillez aussi à votre décharge ; vous diminuez son fardeau et il diminue le vôtre ; vous portez le besoin qui le presse, il porte l'abondance qui vous surcharge.... La destruction

(1) Extrait du procès-verbal de MM. Daujat et Saintot, commissaires chargés de reconnaître l'État de l'Hôpital Général et ses urgentes nécessités (janvier 1663).

d'un tel ouvrage (l'Hôtel Général) crie vengeance devant Dieu. Serait-elle impunie? Dieu dénonce sa colère à tous les hommes qui seraient coupables de cette perte : chacun se détourne, chacun se retire. Quoi donc ! Dans un si grand crime, si public, si considérable, ne pourra-t-on trouver le coupable? Ah! je vois bien ce que c'est : puisque nul ne l'est en particulier, tous le sont en général. C'est donc un crime commun : en serait-il moins vengé pour cela? Au contraire, ne sont-ce pas de tels crimes qui attirent les grandes vengeance? Est-ce que Dieu craint la multitude? Cinq villes toutes enflammées, le monde entier, le déluge? S'il arrive donc quelque grand malheur, ne vous en prenez qu'à vous-mêmes. Ah! faites-vous *des amis qui vous reçoivent dans les tabernacles éternels ! Qui recipiant vos in æterna tabernacula* (1). »

En somme, on revenait à l'aumône volontaire, et l'article 35, en tant que visant les particuliers, restait lettre morte. Une seule fois pourtant, l'idée de la taxe des pauvres fut sérieusement reprise : Louis XIV ordonna en 1709, vu la misère extrême, la levée, pendant une année, d'une *taxe exceptionnelle* sur les habitants et sur les communautés qui n'exerçaient pas l'hospitalité, et appliqua le produit de cette taxe à l'Hôtel-Dieu et à l'Hôpital Général, ainsi qu'aux paroisses de Paris :

(1) Bossuet, *Sermons*, édition Garnier, tome II, p. 681 sqq., *Abrégé d'un sermon sur la nécessité de l'aumône*.

« Comme nous apprenons que l'Hôpital Général est chargé d'une si grande multitude de pauvres que ses revenus ordinaires pourraient à peine suffire à en nourrir la moitié ; que d'ailleurs le nombre des malades augmente dans l'Hôtel-Dieu, et qu'il n'est pas moins nécessaire de pourvoir aux besoins des pauvres des paroisses, qui, n'étant pas suffisamment secourus, retomberaient bientôt sur l'un ou l'autre de ces deux hôpitaux, et achèveraient de les accabler ; nous avons cru qu'il était temps de recourir à un remède dont la nécessité n'est que trop certaine, et nous souhaitons, en l'employant, que la charité de tous ceux qui sont en état de contribuer à la subsistance et au soulagement des pauvres, soit assez abondante pour nous épargner la peine d'en diminuer le mérite, en la rendant moins volontaire, et qu'ils suivent en cela l'exemple de notre Cour du Parlement et de celles de nos autres Cours, qui ont déjà prévenu nos souhaits, en se cotisant elles-mêmes

« Ordonnons :

I. — Que l'article 35 de nos lettres-patentes d'établissement de l'Hôpital Général de notre bonne ville de Paris soit exécuté selon sa forme et teneur ; et en conséquence, que toutes les communautés laïques et ecclésiastiques, séculières et régulières, de l'un et de l'autre sexe, de notre bonne ville de Paris, à la réserve seulement de celles où

l'hospitalité est actuellement exercée, comme aussi tous les particuliers de quelque état et condition qu'ils soient, soient incessamment invités, ainsi qu'il sera dit ci-après, à contribuer, chacun selon ses forces, à la subsistance des deux hôpitaux ci-dessus marqués, et des pauvres des paroisses, pendant le cours d'une année seulement, à commencer le premier octobre prochain, jusqu'au premier octobre 1710.

II. — Ordonnons à cet effet que, dans huitaine au plus tard, à compter du jour de l'enregistrement et publication des présentes, il soit tenu, dans chaque paroisse de notre-dite ville, une assemblée extraordinaire, composée du curé, des marguilliers en charge, et des anciens marguilliers, dans laquelle il sera fait choix de tel nombre de notables bourgeois qu'il sera jugé nécessaire, eu égard à la grandeur de la paroisse, lesquels se transporteront chacun dans la portion de ladite paroisse qui lui sera assignée, pour y recevoir dans chaque maison les offres que ceux qui y demeurent voudront leur faire, desquelles ils tiendront un registre exact, contenant les noms de ceux qui les auront faites, et les sommes qu'ils auront déclaré vouloir donner, de mois en mois, dans lequel registre seront pareillement marqués les noms de ceux qui auront refusé de contribuer à cette aumône générale.

III. — Voulons que ceux qui dans le premier octobre prochain n'auront pas déclaré la somme qu'ils voudront y con-

tribuer, ou qui n'auront pas fait d'offres suffisantes, soient cotisés dans les rôles qui seront faits à cet effet, en la forme qui sera réglée par notre cour de Parlement, à la réquisition de notre procureur général, conformément audit article 35 des lettres-patentes d'établissement dudit Hôpital Général, et ce, en telle sorte, que toutes les sommes qui proviendront des offres volontaires, ou des cotisations qui seront faites pour suppléer au défaut ou insuffisance des offres, montent au moins à la somme de cinquante mille livres par mois pendant le cours de l'année ci-dessus marquée.

IV. — Il sera nommé dans chaque paroisse, par l'assemblée qui sera tenue, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, un ou plusieurs receveurs charitables, pour recevoir les aumônes de leur paroisse et les remettre ensuite entre les mains du receveur de l'Hôtel de notre bonne ville de Paris, pour être employées aux besoins les plus pressants de l'Hôtel-Dieu, de l'Hôpital Général, et des pauvres des paroisses, ainsi qu'il sera réglé par les chefs de la direction desdits Hôpitaux, avec les directeurs et administrateurs desdits Hôpitaux.

V. — N'entendons comprendre dans les articles précédents, en ce qui regarde la forme de contribuer à l'aumône générale que nous établissons par ces présentes, les officiers de nos Cours supérieures, à l'égard desquels nous voulons que les délibérations qui y ont été ci-devant faites, ou qui y seront faites avant le premier octobre prochain, soient exécu-

tées selon leur forme et teneur ; et seront les sommes auxquelles elles se trouveront cotisées, reçues par les greffiers desdites compagnies, ou autres personnes qu'elles jugeront à propos de commettre à cet effet, pour être ensuite remises entre les mains du receveur général de l'Hôtel de ladite ville de Paris, et employées ainsi qu'il a été dit dans l'article précédent.

VI. — N'entendons aussi que ce qui sera fait en exécution de notre présente déclaration, puisse nuire ni préjudicier à la taxe ordinaire du Grand Bureau des pauvres, laquelle sera payée en la manière accoutumée, et sans y rien innover ; et ce, conformément à l'article 7 de nosdites lettres-patentes d'établissement de l'Hôpital Général de notre bonne ville de Paris. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et enregistrer, et le contenu en icelles garder, observer, et exécuter selon leur forme et teneur. »

(Déclaration de roi, 3 septembre 1709).

22 octobre 1709. — « Nouvelle déclaration du roi : les offres qui ont été faites en exécution de cette déclaration sont tellement insuffisantes, que si l'on s'y arrêta, il n'y aurait aucune proportion entre les besoins des pauvres et les secours qu'on leur procurerait par cette voie. On nous a représenté d'ailleurs que quand on suppléerait à l'insuffisance des offres volontaires par des cotisations forcées,

suivant l'article 3 de notre dite déclaration, ces cotisations, qui ne pourraient presque se faire que par états et par professions, seraient ou injustes, si on les mesurait aux forces des personnes aisées dans chaque état, ou insuffisantes, si on les proportionnait à la faiblesse des autres, qui composent le plus grand nombre ; et qu'enfin, de quelque manière qu'on put régler ces cotisations, le recouvrement en serait toujours long, à cause de la multitude des contribuables, pénible pour ceux qui en seraient chargés, sujet à un détail infini de plaintes et d'oppositions, et infructueux par le grand nombre de non-valeurs, qu'on ne pourrait éviter. Ainsi, pour procurer aux pauvres un secours qui soit également juste et proportionné à leurs besoins, et dont le recouvrement soit aussi prompt que facile, nous avons cru ne pouvoir suivre une règle, ni plus équitable en elle-même, ni plus simple dans son exécution, que d'obliger les propriétaires qui occupent leurs maisons, et les principaux locataires, à contribuer au soulagement des pauvres, à proportion de ce qu'ils payaient ci-devant pour le nettoiemment des rues et l'entretien des lanternes, en accordant à ceux desdits propriétaires ou principaux locataires qui n'occupent pas entièrement les maisons dans lesquelles ils demeurent, leurs recours contre leurs locataires ou sous-locataires, à proportion des loyers qu'ils en reçoivent. Nous nous portons même d'autant plus volontiers à prendre cette voie, que nous savons qu'elle a déjà été pratiquée dans des

besoins semblables, et que la même proportion que nous jugeons à propos de suivre en cette occasion, fut établie par un arrêt que notre Cour de Parlement rendit le 26 avril 1662, pour assurer la subsistance des pauvres renfermés dans l'Hôpital Général, en exécution du même article 35 des lettres-patentes d'établissement de cet Hôpital, qui a servi de fondement à notre déclaration du 3 septembre dernier. Nous souhaiterions, à la vérité, que le secours que les pauvres recevront par cette voie fût assez grand pour pouvoir suffire non seulement aux nécessités pressantes de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général, mais encore à celles des pauvres des paroisses de notre bonne ville de Paris, ainsi que nous l'avions espéré dans le temps de notre déclaration du 3 septembre dernier ; mais comme les besoins de ces deux Hôpitaux sont encore considérablement augmentés depuis ce temps-là, nous avons jugé à propos de leur appliquer entièrement ce secours, et nous croyons même entrer par là, dans l'esprit de la plupart des curés de notre bonne ville de Paris, qui, prévoyant bien que la plus grande partie du fonds qui proviendra de cette contribution générale sera consommée pour le soutien de ces deux grands Hôpitaux, craignent que si on comprend les pauvres de leurs paroisses dans le nombre de ceux qui doivent être l'objet de cette contribution, le faible secours qu'ils en recevront ne serve de prétexte à plusieurs de leurs paroiss-

siens pour leur en refuser de plus grands, et ne les prive peut-être de la ressource qu'ils espèrent de trouver dans la piété libre et volontaire des personnes charitables de leurs paroisses. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons, par ces présentes, signées de notre main, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît,

I. — Que, sans tirer à conséquence, et pour le cours d'une année seulement, à commencer depuis le premier du présent mois d'octobre jusqu'au premier octobre 1710, tous propriétaires et usufruitiers occupant leus maisons dans notre bonne ville et faubourgs de Paris, comme aussi tous principaux locataires ou détenteurs, de quelque état et condition queles uns et les autres soient, sans aucune exception, paieront, dans les termes ci-après marqués, le double de la somme pour laquelle les maisons qu'ils occupent étaient ci-devant employées dans les rôles des boues et lanternes, à l'effet de quoi il en sera fait de nouveaux rôles, qui seront déclarés exécutoires par notre cour de Parlement, même en temps de vacations.

II. — Les propriétaires qui louent une partie de la maison qu'ils occupent, paieront la somme entière pour laquelle la maison sera employée dans lesdits rôles, sauf leur recours contre les locataires, pour la part que lesdits locataires en doivent payer à proportion de leurs

loyers, et de ce que la portion de la maison que les propriétaires occupent en devra porter.

III. — Les principaux locataires auront le même recours contre les sous-locataires, qui seront tenus d'y contribuer chacun au sol la livre de leurs baux.

IV. — En cas que dans les maisons qui ne sont pas occupées par le propriétaire, il y ait plusieurs locataires qui tiennent également de lui plusieurs portions de maison, ils contribueront, chacun dans la même proportion, au paiement de la somme pour laquelle lesdites maisons seront employées dans les rôles qui seront faits en exécution des présentes.

V. — Et à l'égard des maisons qui ne sont ni occupées par ceux auxquels elles appartiennent, ni actuellement louées, les propriétaires seront tenus de payer la moitié de la somme qui sera portée par le rôle, sauf à eux d'en stipuler le remboursement de leurs locataires, lorsqu'ils loueront lesdites maisons.

VI. — Toutes les communautés laïques et ecclésiastiques, séculières et régulières, de l'un et de l'autre sexe, de notre bonne ville de Paris, à la réserve seulement de celles où l'hospitalité est actuellement exercée, seront pareillement tenues de payer le double de la somme pour laquelle elles étaient aussi employées dans les rôles des boues et lanternes, et ce, pour les maisons où elles sont établies, et qui sont comprises dans leur enceinte; et à l'égard de celles qu'elles n'occupent pas, ou qui ne sont

pas dans ladite enceinte, il en sera cité, à l'égard desdites communautés comme à l'égard des autres propriétaires, suivant ce qui a été réglé ci-dessus.

VII. — Et comme il se trouve plusieurs maisons dans l'étendue des cloîtres, et dans l'enceinte de quelques communautés, qui sont occupées par différents particuliers à titre de loyer ou autrement, et qu'il est juste que ces locataires ou détenteurs contribuent comme les autres au secours des deux Hôpitaux, qui sont les principaux objets de la charité publique ; nous ordonnons qu'il sera fait incessamment des rôles particuliers, qui seront pareillement déclarés exécutoires par notre cour du Parlement, dans lesquels seront compris les principaux locataires ou détenteurs desdites maisons, sur le même pied que ceux qui occupent des maisons à peu près pareilles dans le reste de notre bonne ville de Paris ; et ce, nonobstant tous privilèges, exemptions et autres causes que l'on prétendrait opposer, auxquels nous avons dérogé et dérogeons pour ce regard.

VIII. — Voulons aussi que les propriétaires, principaux locataires, et autres détenteurs de maisons, qui peuvent avoir été omises dans les anciens rôles des boues et lanternes, ou qui ont été nouvellement bâties, soient sujets à la même contribution, et qu'à cet effet, il en soit pareillement dressé un rôle particulier.

IX. — Le paiement des sommes qui seront portées par les rôles sera fait en deux termes, le premier, dans le mois

de novembre prochain, et le second, dans le mois de janvier suivant.

X. — Les cotisations faites par lesdits rôles seront payées par privilège et préférence à toutes créances, même à celle des propriétaires, et à nos propres deniers.

XI. — Les sommes qui proviendront desdites cotisations seront employées en entier aux besoins les plus pressants de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général, ainsi qu'il sera réglé par les chefs des deux administrateurs, avec les administrateurs et directeurs desdits Hôpitaux ; et à l'égard des pauvres des paroisses, il y sera pourvu par les soins des assemblées ordinaires de charité, établies dans les paroisses de notre ville.

XII. — Il sera nommé par lesdits chefs de la direction desdits Hôpitaux, avec lesdits directeurs et administrateurs un receveur général et vingt receveurs particuliers sous ledit receveur général, pour recevoir, chacun dans le quartier de notre ville de Paris qui lui sera assigné, les sommes provenant des cotisations ci-dessus réglées, et les remettre entre les mains du receveur général, dans le temps et dans l'ordre qui sera prescrit par lesdits chefs et directeurs.

XIII. — Les commissions en vertu desquelles ils agiront et feront le recouvrement et la recette des deniers provenant desdites cotisations, seront signées au moins de deux desdits chefs, et de dix desdits administrateurs et directeurs.

XIV. — Il sera en outre fait choix de trois administrateurs de l'Hôtel-Dieu, et autant de l'Hôpital Général, pour avoir l'inspection des quartiers, qu'ils partageront entre eux, ainsi qu'ils le jugeront à propos, et veiller au recouvrement des sommes portées par les rôles, à l'effet de quoi ils s'assembleront dans le bureau de l'Hôtel-Dieu aux jours et heures qu'ils estimeront nécessaires.

XV. — Les oppositions qui pourront être formées à l'exécution des rôles, ne seront reçues en notre cour du Parlement, qu'en rapportant la quittance du premier paiement, qui sera jointe à la requête contenant les moyens d'opposition, sur laquelle il sera ordonné qu'elle sera communiquée au bureau particulier des six administrateurs et directeurs, pour y mettre leur réponse dans trois jours, et y être ensuite statué sur les conclusions de notre procureur général, sans autre forme ni figure de procès.

XVI. — Les comptes du receveur général seront rendus par devant les chefs des deux administrations, et lesdits administrateurs et directeurs desdits Hôpitaux.

XVII. — Voulons, au surplus, que les receveurs, qui avaient été nommés dans plusieurs paroisses de notre bonne ville de Paris, en exécution de notre déclaration du 3 septembre dernier, demeurent déchargés, en vertu des présentes, d'exercer cette fonction. Si donnions en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, même en temps

de vacations, et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur, nonobstant tous édits, déclarations, règlements et autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes. »

L'arrêt du Parlement du 29 janvier 1710 constate que, quoique les deux termes prescrits par ladite déclaration du 22 octobre soient presque expirés, il y a néanmoins très peu de personnes qui se soient mises en devoir d'y satisfaire.

Les arrêts du 18 mars 1711, 31 mars 1711, 20 décembre 1714 constatent toujours la même « espèce de dureté pour les pauvres ».

C. — *La taxe des pauvres et les communautés
et corps laïques*

Les particuliers se trouvant ainsi exempts, en fait, de la taxe obligatoire, l'État fut-il plus heureux avec les communautés religieuses et les corps laïques, tous visés par l'article 35 ? De ce côté aussi, la perception de la taxe fut fort difficile.

En 1662, la nécessité à laquelle sont réduits les pauvres de l'Hôpital Général, au nombre de 9 à 10.000, est si grande, qu'il est impossible que l'établissement subsiste davantage, s'il n'est promptement secouru.

Les directeurs représentent à l'assemblée de la police générale, tenue les 21 et 24 avril de la même année, qu'ils seront forcés d'ouvrir les portes de l'hôpital, si l'assemblée ne pourvoie promptement à leurs pressants besoins. L'Assemblée convient qu'il serait nécessaire de soutenir l'établissement, et plusieurs propositions sont faites, et amplement discutées, contre lesquelles aucune n'est trouvée plus prompte et convenable que *l'exécution* de l'art. 35 de la déclaration, qu'on requiert, en suppliant la Cour de pourvoir aussi à l'extrême disette et nécessité des pauvres des autres villes et bourgs... La matière mise en délibération, la Cour ordonne que l'art. 35 de la déclaration de l'établissement de l'Hôpital Général, et l'arrêt de vérification sur icelle, seront exécutés ; et, en ce faisant, que toutes les Communautés, tant séculières que régulières, de l'un et de l'autre sexe, les archevêques, chapitres, abbés, prieurs, chapelains, et tous autres bénéficiers de cette ville et faubourgs, prévôté et vicomté de Paris, ensemble tous les corps laïques, fabriques des églises, confrairies, et autres de ladite ville et faubourgs, seront invités de contribuer, à proportion de leur revenu, à la subsistance, nourriture et entretien des pauvres dudit Hôpital, jusques a la somme de cent mille livres, pour la présente année seulement, commencée au premier jour de janvier dernier ; et, à cet effet, se taxer volontairement, et payer leur contribution ès mains du receveur de l'Hôpital Général, savoir : la première demi-année dans la fin du

mois de juin prochain, et l'autre demi-année dans le dernier jour de la présente année ; autrement, et à faute de se taxer dans huitaine, pour toutes préfixions et délais, ils seront taxés par les commissaires qui seront à ce députés par la Cour, et contraints au paiement de leurs taxes par saisie de leur temporel, dont le tiers sera payé, sans répétition, au receveur dudit Hôpital Général ; et à ce faire, les locataires, fermiers et autres redevables, contraints par toutes voies dûes et raisonnables. Ordonne en outre que tous les propriétaires qui occupent leurs maisons, et principaux locataires qui tiennent à loyer les maisons de cette ville et faubourgs, seront aussi tenus de payer pour la subsistance dudit Hôpital, pendant la présente année, à commencer du premier jour de janvier dernier, pareille somme que celle à laquelle ils sont taxés pour le nettoyage des boues, lesquelles sommes seront reçues par le receveur dudit Hôpital, ou ses commis, et au paiement d'icelles, lesdits propriétaires et locataires seront contraints par les mêmes voies qu'ils sont obligés de payer leurs taxes pour le nettoyage de ladite ville. Ordonne que dans toutes les autres villes et gros bourgs du ressort seront faites assemblées de police, à la diligence des substituts dudit procureur général, par devant les lieutenants généraux, et juges royaux des lieux, si fait n'a été, dans lesquelles les communautés ecclésiastiques, de l'un et de l'autre sexe, et les archevêques, évêques et bénéficiers, ensemble les habitants et les bourgeois des-

aits lieux, seront invités à se taxer pour la subsistance des pauvres de chacune desdites villes et gros bourgs ; sinon, et à faute de ce faire, seront taxés par les officiers royaux desdites villes et gros bourgs ; et ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté, nonobstant oppositions et appellations quelconques. »

Mais cette décision ne reçoit pas plus d'exécution que les précédentes ; les corps ecclésiastiques eux-mêmes négligent de se taxer.

Les arrêts du Parlement et les déclarations du roi se succèdent en vain :

« Quoique l'arrêt du 26 avril 1662 ait été publié et affiché aux lieux accoutumés, et qu'il soit notoire auxdits ecclésiastiques, qui ont même assisté à l'assemblée de la police générale, néanmoins ils n'ont tenu aucun compte d'y satisfaire ; et sont, par ce moyen, les pauvres dudit Hôpital Général, demeurés sans secours de leur part, *quoiqu'ils soient plus particulièrement obligés qu'aucuns autres, comme possédant les biens destinés et affectés par les saints decrets et constitutions canoniques, à la nourriture et subsistance des pauvres ;*

« La Cour ordonne que ledit arrêt du 26 avril sera exécuté selon sa forme et teneur ; ce faisant, que les archevêque, chapitres, abbés, prieurs, les communautés, tant séculières que régulières, de l'un et l'autre sexe, et tous autres bénéficiers de cette ville et faubourgs, prévôté et vicomté

de Paris, paieront, dans trois jours, entre les mains du receveur de l'Hôpital Général, la somme de cinquante mille livres, pour la première demi-année, qui échoira au premier jour de juillet prochain, de la somme de cent mille livres, ordonnée par ledit arrêt; sinon... il sera procédé par saisie du quart de leur revenu temporel, comme étant le bien et patrimoine des pauvres, au paiement duquel quart, les fermiers, locataires et autres redevables, seront contraints par toutes voies dues et raisonnables. »

En 1663, nouvelles plaintes des Directeurs et nouvel arrêt du Parlement :

« Dieu, y lit-on, a suscité des moyens pour la nourriture et vêtements de 60.000 pauvres, qui ont successivement entré depuis cinq ans dans l'Hôpital, outre les portions qui ont été baillées aux ménages mariés. Mais les aumônes étant taries, dans un temps où elles étaient plus nécessaires, à cause de la disette et cherté des grains, dont le prix a presque triplé, et s'étant remarqué un refroidissement quasi général de toutes les charités, les diligences qu'on a fait pour recueillir, par des quêtes et recommandations publiques, n'ayant presque rien produit, et le secours qui avait été résolu sur la requête du procureur général du roi, dans l'assemblée de police, n'ayant pas eu le succès que l'on en avait espéré; et d'ailleurs, encore qu'on se plaigne publiquement de la mendicité, qui renou-

velle dans Paris le débordement des pauvres, qui accourent de toutes parts, la populace ne laisse pas de les tirer journellement des mains des archers, de telle sorte qu'il y a eu des archers tués et plusieurs blessés : ainsi toutes les grâces qu'on a reçues de la bonté du roi, tous les commencements si merveilleux de ce grand ouvrage, que le zèle et la charité de tant de particuliers ont établi et soutenu dans ses premières années, ne serviront qu'à en rendre la dissipation plus funeste et plus douloureuse. L'Hôpital est engagé de plus de cent cinquante mille livres quoiqu'il ait employé en achat de blé partie des deniers qu'il avait destinés pour achever les bâtiments commencés audit Hôpital par le Cardinal Mazarini, avec la permission du duc de Mazarini, son neveu ; et d'ailleurs, la permission d'emprunter jusques à la somme de cent mille livres a été inutile à l'Hôpital, étant sans blé, sans argent et sans crédit ; de sorte que les directeurs se voient tous les jours à la veille d'être forcés de quitter l'administration, et rapporter aux pieds de la Cour les clefs de l'Hôpital, ce qu'ils ne feront jamais que dans la dernière extrémité, et demeureront plutôt dans ses ruines, puisqu'on en a chargé leur honneur et leur conscience ; mais dans ces extrémités, ils sont plus obligés que jamais de faire connaître l'état dudit Hôpital et l'économie qui y ont été observés pour empêcher et la mendicité, et la fainéantise, faire toucher plus sensiblement à tout le monde les grâces que la providence divine y a répandues. »

Toute cette éloquence fut vaine : l'extrait des registres du Parlement du 18 janvier 1663 constate que les arrêts sont demeurés sans exécution.

Vers la fin du règne, quand la France se voit ruinée par la guerre et lorsque la misère est au comble, on essaie encore d'engager les « habitants principaux » à se taxer d'eux-mêmes ; le Parlement donne l'exemple : la Cour décide, le 19 décembre 1702, que « tous les officiers de la compagnie paieront par doublement, pendant les deux années prochaines, au profit de l'Hôpital Général, pareilles sommes que celles qu'ils payent au Grand Bureau des Pauvres. »

D. — *Taxes sur les maîtrises*

Restaient les gens de métier. L'édit de 1659 (Art. 40) accordait à l'Hôpital Général « le tiers de toutes les *lettres de maîtrises* qui sont et seront par nous ci-après, et par les rois nos successeurs, données et enregistrées en notre Parlement, soit en faveur de mariage, naissance des enfants de France, avènement à la couronne, ou autre cause singulière ; entendant en ce comprendre celles ci-devant par nous données et non encore enregistrées. »

Selon l'article 42 du même édit, « tous compagnons de métiers, lors de leurs brevets d'apprentissage, et les maitres, lors de leurs chef-d'œuvre, expérience ou jurande, sont tenus aussi de donner quelque somme modique audit

Hôpital Général, et en rapporter pareillement la quittance, auparavant que lesdits brevets d'apprentissage ou lettres de maîtrise leur soient délivrés; le tout selon la taxe et rôle qui en sera arrêté par notre Cour de Parlement, à proportion des métiers, et pourvu par icelle à l'assurance du recouvrement desdites cotes et contributions. »

Le Parlement, par l'arrêt du 6 septembre 1659, ordonne que « chacun officier de police, chacun maître des six corps, chacun marchand de vins, chacun vendeur, mesureur et porteur de grains, charbon et autres, paieront la somme de dix livres au profit de l'Hôpital Général, lorsqu'ils seront reçus officiers ou maîtres, et que chacun apprenti des six corps et des marchands de vins, paiera la somme de trois livres lors de son brevet d'apprentissage. Que chacun maître des autres corps et communautés, et de tous arts et métiers, sans aucune exception, paiera la somme de trois livres lors de sa maîtrise, et chacun apprenti desdits corps et communautés, artset métiers, la somme de vingt sols, lors de son brevet d'apprentissage, en quelque bien que se fassent les réceptions, maîtrises et apprentis, soit directement par devant le substitut du suppliant, audit hôtel de ville, ou par devant les officiers du bailliage de Saint-Germain des Prés, et autres de la ville et faubourgs de Paris. Ordonne que les réceptions ne pourront être faites ou brevets d'apprentissage registrés, qu'en rapportant la quittance du receveur dudit Hôpital. »

Nouvel arrêt le 23 septembre 1664, portant défenses au procureur du roi du Châtelet de recevoir aucun maître des métiers, qu'en rapportant les quittances du receveur de l'Hôpital, des taxes sur eux faites.

Nouvel arrêt le 23 septembre 1664, portant défenses au procureur du roi du Châtelet de recevoir aucun maître des métiers, qu'en rapportant les quittances du receveur de l'Hôpital, des taxes sur eux faites.

En 1665, l'Hôpital Général n'a encore rien retiré de la recette des taxes des maîtrises, « quoique l'on sache le grand nombre des maîtres et apprentis qui se font journellement. » Le 18 mai 1665, la Cour fait de nouveau défense aux greffiers du Châtelet, de la chambre du substitut du procureur général, bailli du Palais, abbaye de Saint-Germain, et des autres juridictions, dans l'étendue de cette ville de Paris et faubourgs, de délivrer aucunes lettres de maîtrise, sans que préalablement on leur ait apporté la quittance du receveur dudit Hôpital Général, à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms ; et pour reconnaître le nombre desdits maîtres, lesdits greffiers seront obligés de donner de mois en mois des extraits fidèles et entiers de leurs registres, sur lesquels ils pourront être contraints à payer les deniers qui n'auraient pas été reçus, et en sera délivré exécutoire sur le certificat du

receveur dudit Hôpital Général ; et a pareillement fait défenses aux notaires de délivrer aucun brevet d'apprentissage, sans que la quittance du receveur dudit Hôpital Général leur ait été rapportée, dont ils feront mention dans l'expédition desdits brevets, à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms.

Arrêt du 6 février 1671.

« Vu par la Cour la requête à elle présentée par les directeurs de l'Hôpital Général de cette ville de Paris, contenant que par édit du roi, portant établissement de l'Hôpital Général pour le renfermement des pauvres mendiants de la ville et faubourgs de Paris, du mois d'avril 1656, vérifié en la Cour le premier septembre ensuivant, il aurait plu à sa majesté faire don audit Hôpital Général du tiers de tous les dons que sa majesté a faits depuis son établissement, et fera ci-après, soit de lettres de maîtrises d'arts et métiers, en faveur des mariages de sa majesté avec la reine, naissances des dauphins, enfants de France, et des princes ; baptêmes, avènements à la couronne des rois et reines, sacres, couronnements, majorités, entrées faites et à faire ; régences, titres et autres joyeux avènements, créés par édits vérifiés en la Cour ; ils ont appris que la plupart des seigneurs et dames, et personnes qui ont obtenu

les brevets de dons de sa majesté desdites lettres de maîtrise, les ont vendues et distribuées, vendent et distribuent journellement en gros et en détail, et secrètement, à l'insu des suppliants, sans avoir payé ledit tiers et droit appartenant audit Hôpital, et en frustrent les pauvres, quoique la plupart desdits édits n'aient été vérifiés en la Cour, qu'à la charge du droit dudit Hôpital, et ce qui s'est fait contre l'intention du roi, la teneur desdits édits et arrêts de la Cour, et au grand préjudice des pauvres dudit Hôpital, qui sont en grand nombre. A ces causes, requéraient lesdits directeurs qu'il plût à la Cour, conformément auxdits édits de vérification, condamner lesdits sieurs et dames donataires du roi desdites lettres de maîtrise, créées par édits, vérifiées en la Cour, leurs commissionnaires, cessionnaires et traitants généraux desdites lettres, leurs héritiers et ayants cause, à payer, huit jours après la signification qui leur sera faite à personne ou domicile, de l'arrêt qui interviendra sur la présente requête, aux pauvres dudit Hôpital, entre les mains du receveur général d'icelui Hôpital, ou du porteur de ses quittances, les sommes auxquelles se trouve monter le tiers de la valeur des dons desdites lettres, et de représenter incessamment auxdits suppliants les brevets des dons par eux obtenus de sa majesté, les édits de création desdites lettres, arrêts de vérification d'iceux en la Cour, leurs contrats de vente, cessions, traités généraux, sous-traités. pouvoirs, commissions, procurations et autres pièces justificatives, à l'exception toute-

fois de ceux qui justifieront avoir payé les droits dudit Hôpital, par quittances et décharges valables.
. . . La Cour a ordonné et ordonne que les parties seront assignées en icelle, aux fins de ladite requête, pour leur être fait droit, ainsi que de raison. »

Le 30 juin 1673, la Cour ordonne que « les maîtres et maîtresses grainiers et grainières seront tenus de payer à l'avenir, lors de leur réception en la maîtrise, la somme de trois livres chacun, et les apprentis vingt sols, lors de la passation de leur brevet d'apprentissage, conformément à l'arrêt du 6 septembre 1659; et à cette fin, enjoint aux jurés dudit métier d'y tenir la main, à peine d'en répondre, en leur propre et privé nom : et dès à présent a condamné et condamne les maîtres et jurés qui ont été en charge depuis les 15 et 24 novembre 1664, que ledit arrêt du 6 septembre 1659 leur a été signifié, de payer, en leur propre et privé nom, ledit droit de trois livres pour chacun maître et maîtresse, et vingt sols pour chacun apprenti reçu en leurdit métier et communauté, depuis la signification dudit arrêt, jusqu'au 5 novembre 1670, que les maîtres et apprentis ont commencé à payer ledit droit, à la diligence des jurés de ladite année; et qu'à cette fin, les jurés dudit métier seront tenus de représenter leurs registres des réceptions des maîtres et maîtresses de leurdit métier, et iceux affirmer véritables par devant le conseiller rapporteur, dans quinzaine — du jour de la signi-

fication du présent arrêt, au domicile de leur procureur, sauf auxdits jurés dudit métier, depuis ladite année 1664, jusqu'en l'année 1670, leurs recours contre les maîtres, maîtresses et apprentis reçus depuis ledit jour 15 novembre 1664, jusqu'audit jour 15 novembre 1670, pour leur faire payer ledit droit de trois livres pour chacun maître et maîtresse, et vingt sols pour chacun apprenti : et qu'à cette fin il sera choisi et pris quatre maîtres jurés dudit métier d'entre eux, pour en faire le recouvrement; et en conséquence, sur les demandes en sommation desdits maîtres et jurés en charge de l'année 1671 contre ceux des années 1664 et 1665, et contre-sommation contre ceux de l'année 1670, les parties hors de cour, tous dépens, de leur consentement, compensés. »

Le 5 mars 1681, la Cour « condamne les marchands de vin reçus depuis le 18 novembre 1664 à payer aux directeurs de l'Hôpital Général la somme de dix livres chacun; chaque marchand de vin représentera, dans la quinzaine, aux gardes de ladite marchandise de vin, en leur bureau, sa lettre de marchand, et de payer la somme de dix livres, si fait n'a été, dont les maîtres et gardes demeureront responsables, lorsqu'ils auront enregistré lesdites lettres; sinon et à force de représenter par lesdits marchands de vin leur lettre de marchand, dans ledit temps, les déclare déchus de cette qualité, défenses à eux de la prendre ni d'en faire la fonction, à peine de cinquante livres

d'amende ; fait défense à toutes sortes de personnes de se faire recevoir à l'avenir marchand de vin, sans faire registrer sa lettre de marchand au bureau desdits maitres et gardes, et payer les droits dudit hôpital ; enjoint aux défendeurs d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leurs noms (1). »

VIII. — L'aumône obligatoire : § 2 : Taxes indirectes

Les taxes indirectes destinées à entretenir les établissements charitables ne datent pas, à proprement parler, du règne de Louis XIV : on en trouve des traces au Moyen Age. Mais c'est sous Louis XIV que le système s'en généralisa, à la suite de la création de l'Hôpital Général et de l'insuccès de la taxe des pauvres.

(1) Ajoutons que « pour gratifier et favoriser l'établissement et subsistance de l'Hôpital Général » l'édit de 1656 enjoignait à chacun des corps de métiers de donner, quand ils en étaient requis, deux compagnons, et même les maitresses lingères deux filles, pour apprendre leur métier aux enfants de l'Hôpital. « Et ce faisant, lesdits deux compagnons et filles acquerront la maitrise en leurs corps et métiers, après avoir servi pendant le temps de six ans audit Hôpital. » Le corps des apothécaires et chirurgiens fournissait, dans les mêmes conditions, deux compagnons. Enfin les maitres et maitresses d'école, après dix ans de service à l'Hôpital, pouvaient être maitres et maitresses en ville sans autre examen ni lettres que le certificat de leurs services par les Directeurs.

A. — *Octrois*1° *Hôtel-Dieu*

En 1249, saint Louis accordait à l'Hôtel-Dieu un droit sur les denrées, droit que Philippe le Bel réduisit à un panier de poisson.

En 1592, le Parlement ordonnait au profit de l'Hôtel-Dieu une levée d'un demi-écu par muid de vin « arrivé à la flotte du mois d'avril de ladite année. » (1)

En 1594, Henri IV, considérant la grande misère de l'Hôtel-Dieu et l'extrême nécessité à laquelle il était réduit depuis la guerre, ordonna la levée au profit de cet hôpital, pendant un an, de 10 sous par augmentation sur les droits exigés pour la vente de chaque minot de sel dans les greniers de la généralité de Paris (2). En mai 1607, le roi confiait aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu le gouvernement des hôpitaux destinés à recevoir les pestiférés, et leur octroyait 5 sous à perpétuité et 5 sous pendant 15 ans, sur chaque minot de sel (3). Louis XIII, en 1613, déclare que les 5 sous octroyés pour une période de 15 ans seront levés à perpétuité, ce qui porte à

(1) Brièle, *Comptes*, II, p. 43.

(2) *Inventaire*, Hôtel-Dieu, I, page 374.

(3) *Ibid.*, p. 375.

10 sous l'octroi accordé à perpétuité à l'Hôtel-Dieu. Les administrateurs percevaient eux-mêmes le droit (arrêt de juin 1637.) L'Hôtel-Dieu était employé au xvii^e siècle, pour une somme annuelle de 51.000 livres sur l'état des charges assignées sur les gabelles de France.

Louis XIII accordait de plus à l'Hôtel-Dieu, en 1626, la jouissance à perpétuité de 3 sous tournois, à prendre sur les 30 sous tournois qui se levaient sur chaque muid de vin entrant à Paris. Le fermage annuel de cet octroi s'élevait, en 1637, à 36.300 livres, et en 1642, à 39.230 livres.

Louis XIV octroya à l'Hôtel-Dieu, en même temps qu'à l'Hôpital Général, un droit de 30 sous par muid de vin entrant dans Paris, l'Hôtel-Dieu touchant les 14/19 du produit de cet octroi.

L'Hôpital Général participa aux octrois dans une mesure infiniment plus large que l'Hôtel-Dieu

2^o Hôpital Général

Un des revenus attribués le plus anciennement à la maison des pauvres enfermés, autrement la Pitié, consiste dans un droit de cinq sols, levé sur chaque muid de vin entrant en la ville et faubourgs de Paris, et dont cet Hôpital n'avait alors que les deux tiers (*Déclaration du roi du 13 novembre 1648*).

Louis XIV, dans la vue de pourvoir à la subsistance quotidienne des pauvres, par un moyen qui fût à la fois assuré, et peu onéreux pour ses sujets, dont chacun ne contribuerait que selon sa dépense personnelle et domestique, concède à l'Hôpital Général un droit de vingt sols, pendant trois ans, sur chaque muid de vin qui entrera dans les ville et faubourgs de Paris, tant par eau que par terre; ordonnant que les vingt sols seront payés par toutes personnes, exemptes, et non exemptes, et qu'ils seront levés par les fermiers, avec les autres droits qui se perçoivent sur le vin entrant dans Paris et ses faubourgs (*Déclaration du roi du 11 février 1658*).

Le même motif d'assurer la subsistance et le soutien de l'établissement de l'Hôpital Général, détermine le roi à donner des lettres de jussion, adressantes à la Cour des Aides, pour que cette Cour, sans s'arrêter à des oppositions formées par devant elle, procède à l'enregistrement de la déclaration dont il s'agit. (*Lettres de jussion du 5 avril 1658*).

Sur la demande que fait l'adjudicataire des droits d'entrée, que celui de vingt sols soit joint à sa ferme, le conseil règle que ledit adjudicataire paiera annuellement à l'Hôpital Général une somme de 200.000 livres; et cet arrangement est continué de baux en baux. (*Lettres patentes du 9 février 1665*).

Ordonnance sur le fait des entrées, donnée à l'expiration du bail de Dufrenoy, qui, en confirmant les 20 sols

attribués à l'Hôpital Général, veut que les droits d'entrée, y compris 10 sols de barrage, ces 20 sols et quelques autres objets soient levés sous le seul nom de *droits d'entrée*. (*Ordonnance du mois de juin 1680*).

En même temps que Louis XIV défend à tous les Hôpitaux de constituer dans la suite des rentes viagères à un denier plus fort que le taux réglé par les ordonnances dans la vue de suppléer au secours que les emprunts faits par cette voie, procuraient à l'Hôpital Général et à l'Hôtel-Dieu de Paris, et pour les aider à soutenir leurs dépenses, il leur permet de lever pendant trois années et huit mois, trente sols sur chaque muid de vin qui entrera dans la ville et faubourgs de Paris, tant par eau que par terre : le produit à répartir entre les deux établissements, suivant les parts qui seront indiquées par sa majesté. (*Déclaration du roi du 28 janvier 1690, dont l'effet est prorogé par d'autres déclarations, accordées de trois ans en trois ans*).

Le règlement du partage est fait par arrêt du Conseil ; et il est bientôt après procédé à une subdivision, en faveur des Enfants Trouvés, par autre arrêt du Conseil qui rappelle le premier ; et qui ordonne que du produit de l'octroi de trente sols, levé sur chaque muid de vin, il sera distrait chaque année, au profit desdits enfants, la quatorzième partie de ce qui est touché par l'Hôtel-Dieu, et la cinquième de ce qui est reçu par l'Hôpital Général. (*Arrêts du Conseil des 28 mars 1691 et 7 juin 1695*).

Le roi, à raison de nouvelles dépenses de l'Hôpital Général, lui permet de lever dix sols d'augmentation sur chaque muid de vin qui entrera par terre et par eau, à Paris et dans ses faubourgs. (*Déclaration du 3 décembre 1702, donnée pour neuf ans, et dont l'effet est depuis prorogé.*

Le roi, conduit par les mêmes vues, attribue à l'Hôpital Général la levée de vingt sols sur chaque cent pesant d'huile, et l'augmentation de dix sols sur chaque muid de vin entrant à Paris, pendant neuf années. (*Déclaration du roi du 3 décembre 1702, dont l'effet est prorogé par rapport au droit sur l'huile, jusqu'en 1713.*)

Il est établi en la même année, et par les mêmes considérations, au profit de l'Hôpital Général, un droit de cinq sols sur chaque cent de pain qui entrera dans Paris, pendant quatre années. (*Déclaration du roi du 5 décembre 1702.*)

Il est à la même époque attribué à l'Hôpital Général trois sols par jour sur chaque carrosse de louage; et le Roi autorisant le sieur Perreau à percevoir, pendant trente années, par chaque carrosse, appelé de remise, six sols par jour, y appose la condition que le sieur Perreau paiera, sans aucun retranchement ni déduction, pendant ces trente années, à l'Hôpital Général, annuellement 15.000 livres. (*Déclarations du roi du 30 décembre 1702.*)

Instruit de l'extrémité à laquelle l'Hôpital Général se

trouve réduit, tant par la multitude des pauvres, que par la cherté des grains et des autres denrées, Louis XIV ordonne, en 1709 et 1711, qu'il sera perçu au profit dudit Hôpital, le vingtième, par augmentation de tous les droits anciens et nouveaux, qui se lèvent, tant dans l'intérieur des ville et faubourgs de Paris, qu'aux entrées et sur les ports, quais, halles, places, foires et marchés, au profit de toutes personnes. (*Déclarations du roi des 29 octobre 1709 et 3 janvier 1711, dont l'effet est continué par des déclarations successives*).

Un arrêt du Conseil, intervenu sur l'exécution de cette déclaration, ordonne que les régie et perception des droits de vingt sols seront faites sous l'inspection et direction des administrateurs de l'Hôpital Général. (*Arrêt du 24 janvier 1711*).

3^e Enfants Trouvés

Louis XIV, toujours occupé des moyens d'entretenir l'Hôpital des Enfants Trouvés, ordonne que, du produit de l'octroi de 30 sols sur chaque muid de vin entrant à Paris, dont la levée a été autorisée le 5 septembre 1693, en faveur de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général, il sera distrait au profit des Enfants Trouvés le quatorzième de ce qui est perçu par l'Hôtel-Dieu, et le cinquième de ce qui revient à l'Hôpital Général (1).

(1) Arrêt du Conseil d'État du 7 juin 1695.

B. — *Droit sur les spectacles*

Rien n'est plus moral que le principe du droit sur les spectacles ; il est juste, comme on l'a très heureusement dit, que « les lieux où l'on oublie la vie soient les débiteurs naturels de ceux où on se la rappelle trop, » (1) et qu'il soit perçu, sur le superflu des riches, pour le nécessaire des pauvres. Le principal caractère de cet impôt — sur lequel on s'est souvent abusé, et plus ou moins sciemment — c'est d'être indépendant et distinct de la fortune des théâtres ; c'est *le public* qui le paie ; la taxe procède du prix de la place, mais elle est en sus et ne saurait se confondre avec ce prix.

C'est sous Charles VI qu'on eut l'idée de prélever un droit sur les bénéfices des acteurs. On lit en effet dans les lettres patentes du 24 avril 1407, par lesquelles le roi octroyait ses statuts à la Communauté des *Menestrels* : « Pour ce que l'Hôpital Saint-Julien... n'a d'autres rentes sinon des aumônes des bonnes gens, les ménestrels sont et seront tenus de demander et cueillir l'aumône Saint-Julien aux noces où ils seront loués, et par dons accoutumés. »

En 1541, les *Confrères de la Passion* présentent une requête au Parlement, afin d'être autorisés à changer les

(1) Voir, pour ce chapitre, l'excellent *Rapport sur le Droit des Pauvres*, présenté au Conseil de surveillance de l'Administration de l'Assistance publique par M. Fernand Worms. (Paris, 1898).

heures de spectacle et à représenter leurs mystères dans l'après-midi ; l'autorisation leur fut accordée, mais, « à cause que le peuple sera distrait du service divin et *que cela diminuera les aumônes* », et que, par conséquent, les acteurs doivent indemnité aux pauvres pour le tort que les représentations théâtrales leur causent, « ils leur bailleront 1.000 livres tournois, sauf à ordonner plus grande somme. »

En 1574, le Parlement décide que les Comédiens de l'*Hôtel de Bourgogne* donneront 300 livres aux Enfants de la Trinité, « tant pour le service divin que l'entretienement des pauvres. »

Quand les troupes parisiennes faisaient des tournées en province, elles devaient donner une représentation par mois au profit des hôpitaux de Paris (1).

Mais c'est Louis XIV qui devait faire entrer dans le domaine de la loi le droit proportionnel au profit des indigents et le mode adopté pour le percevoir :

ORDONNANCE DU ROI,

Pour la levée en faveur des pauvres de l'Hôpital Général, du sixième en sus de ce qui se reçoit aux entrées des opéra et comédies.

— Du 25 février 1699. —

Sa Majesté voulant, autant qu'il est possible, contribuer

(1) Le Parlement, en 1658, contraind Molière à verser entre les

au soulagement des pauvres dont l'Hôpital Général est chargé, et ayant pour cet effet employé jusques à présent tous les moyens que sa charité lui a suggérés, elle a cru devoir encore leur donner quelque part aux profits considérables qui reviennent des opéra de musique et des comédies qui se jouent à Paris par sa permission; c'est pourquoi Sa Majesté a ordonné et ordonne qu'à l'avenir, à commencer du premier mars prochain, il sera levé et reçu au profit dudit Hôpital Général, un sixième en sus des sommes qu'on reçoit à présent, et que l'on recevra à l'avenir pour l'entrée auxdits opéra et comédies, lequel sixième sera remis au receveur dudit Hôpital, pour servir à la subsistance des pauvres; enjoint Sa Majesté au lieutenant-général de police de sa bonne ville de Paris, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée et affichée partout où besoin sera.

ORDONNANCE DU ROI,

Portant qu'il sera levé pour les places et les entrées aux opéra et comédies, un sixième par augmentation des sommes qui s'y reçoivent, sans aucune diminution sous prétexte de frais ou autrement.

— Du 30 août 1701. —

Sa Majesté s'étant fait représenter son ordonnance du 25 février 1699, par laquelle elle avait ordonné qu'il

maines des Administrateurs de l'Hôtel-Dieu la recette d'une représentation.

serait levé, au profit de l'Hôpital Général, un sixième en sus des sommes qu'on payait alors pour l'entrée aux opéra et comédies, pour être ledit sixième employé à la subsistance des pauvres; et voulant sa majesté prévenir toutes difficultés, à cause des prix différents qui pourraient être mis dorénavant aux places desdits opéra et comédies, et conserver audit Hôpital le bien que sa majesté a entendu lui procurer; sa majesté a ordonné et ordonne que dorénavant il sera payé au receveur dudit Hôpital le sixième de toutes les sommes qui seront reçues, tant par ceux qui ont le privilège de l'opéra, que par les comédiens de Sa Majesté, lequel sixième sera pris sur le produit des places desdits opéra et comédies, sans aucune diminution ni retranchement, sous prétexte de frais ou autrement; enjoint Sa Majesté au lieutenant-général de police de sa bonne ville de Paris, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée et affichée partout où besoin sera.

ORDONNANCE DU ROI

pour la perception du sixième en sus de ce qui se reçoit pour les entrées aux spectacles populaires des foires de Saint-Germain et de Saint-Laurent.

— Du 30 janvier 1713 —

Sa Majesté voulant procurer, autant qu'il est possible, le soulagement des pauvres, avait par ses ordonnances

des 25 février 1699 et 30 août 1701, ordonné qu'il serait levé au profit de l'Hôpital Général, un sixième en sus des sommes qui se recevraient à l'avenir pour l'entrée aux opéra et comédies, lequel sixième serait pris sur le produit des places desdits opéra et comédies, sans aucune diminution ni retranchement, sous prétexte de frais ou autrement ; et Sa Majesté continuant de donner son attention à tout ce qui peut contribuer à la subsistance des pauvres, elle a ordonné et ordonne que dorénavant, à commencer du jour de la publication de la présente, il sera payé au receveur dudit Hôpital Général, le sixième en sus de toutes les sommes qui seront reçues aux spectacles populaires, pendant la tenue des foires de Saint-Germain et de Saint-Laurent, et à tous autres spectacles qu'il pourra y avoir pendant le cours de l'année, lequel sixième sera pris sur le produit des places de ceux qui entreront auxdits spectacles, sans aucune diminution ni retranchement, sous prétexte de frais ou autrement ; enjoint sa Majesté au lieutenant général de police de sa bonne ville de Paris, de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée et affichée partout où besoin sera ».

Telle fut l'origine du Droit des Pauvres, le seul impôt d'assistance qui, « en dépit des révolutions, soit venu jusqu'à nous dans sa forme primitive (1) ».

(1) Worms, *loc. cit.*

IX. — Ressources diverses

Mentionnons, pour terminer, certaines catégories de ressources peu importantes au temps de Louis XIV : les successions hospitalières, les produits des établissements, les loteries.

A. — *Successions hospitalières*

Le Grand Bureau des Pauvres avait un droit de succession sur le mobilier des pauvres inscrits à l'aumône (1).

L'article 44 de l'édit de 1656 déclare, d'autre part, qu'appartiennent à l'Hôpital Général, à l'exclusion des pauvres collatéraux, les biens meubles des pauvres qui décèdent tant à l'Hôpital que dehors, après avoir été à l'aumône pendant un an, sans que les uns ni les autres en puissent disposer par donations entre vifs ou testaments, ni faire aucune promesse, obligation, contrat, sinon pour cause légitime, et par le consentement des directeurs.

L'arrêt d'enregistrement restreint l'effet de cet article aux meubles que les pauvres avaient lorsqu'ils ont été reçus à l'aumône, et à ceux qu'ils auront acquis dans l'hôpital : ce qui réduit le droit aux hardes et meubles meubles (2).

(1) Hurtant et Magny, *Dictionnaire historique de la ville de Paris*, t. II, p. 524. (règlement de 1676, art. 49).

(2) Voir, sur la question des Successions hospitalières et les con-

B. — *Produits des établissements*

L'édit de 1636, contenant établissement de l'Hôpital Général, donne pouvoir aux directeurs de faire et fabriquer, dans l'étendue dudit Hôpital et des lieux en dépendant, toutes sortes de manufactures, et d'en faire vendre et débiter les marchandises au profit de ses pauvres ; exceptant Sa Majesté lesdites manufactures de tous droits de sol pour livre, aides, douane et autres, même des visites (*Art. 53 et 54*).

Le règlement du mois d'avril 1658 ou 1656, en expliquant le premier desdits articles, déclare que les pauvres de l'un et de l'autre sexe, âgés de seize ans, auront le tiers du prix de leur travail, et que les autres tiers appartiendront à l'Hôpital (*Règlement, art. 29*).

C. — *Loteries*

Vers la fin de son règne, le roi autorise des *loteries* pour subvenir aux malades de l'Hôtel-Dieu et aux pauvres de l'Hôpital Général. La première de ces loteries est tirée en juillet 1710 ; le roi prend 1.000 billets, soit pour mille livres. Nouvelle loterie l'année suivante : les lots sont entièrement payés en argent comptant. Fonds : 400.000 livres ; lots : 2.256 (1).

troverses à ce sujet, le *Traité d'Assistance publique* de Deroin, Gory et Worms.

(1) *Inventaire sommaire*, Hôtel-Dieu, I, p. 369 ; *Brièle, Délib.*, I, p. 265 sqq.

CONCLUSION

I. — Vices de l'assistance sous l'ancien régime

Ayant dépeint de notre mieux, quoique trop sommairement, les secours publics en France, sous Louis XIV, c'est-à-dire tels qu'ils furent, jusqu'en 1789, au quadruple point de vue du principe, de la destination, de l'administration et des ressources financières, essayons de dégager les vices graves de cette organisation, et d'indiquer comment on y remédia, sous la Révolution d'abord, puis au cours du XIX^e siècle.

L'assistance était basée sur la charité ; or, on se rappelle que dès le XVI^e siècle, la charité ne pouvait plus alimenter les établissements hospitaliers ; suffisante à une époque de foi ardente, et dans de petits états où, d'ailleurs, le servage protégeait les pauvres, comment eût-elle organisé l'assistance dans un grand royaume, où l'homme, affranchi, se trouvait livré à lui-même, et où, au surplus, la foi se ralentissait ? Il fallait avoir recours à la charité forcée ; et, dès que la charité est forcée, elle perd tout son caractère

toute son efficacité. D'autre part, si la charité est une des grandes vertus qui honoreront toujours l'humanité, elle est surtout excellente dans les œuvres privées ; elle vaut moins dans les œuvres collectives ; c'est à côté de l'assistance publique qu'elle doit agir ; le malheureux s'adresse à l'assistance, tandis que la bienfaisance privée va chercher elle-même le malheureux ; la charité voit mieux, mais sa vue est courte ; bien supérieure à l'assistance pour soulager, par exemple, les pauvres honteux, ou fournir du travail aux indigents valides, elle ne saurait avoir l'ampleur de vue, la suite et la puissance nécessaires à l'organisation *sociale* de l'assistance.

Si les rôles de l'assistance publique et de la charité privée doivent rester parallèles, nous pensons, d'un autre côté, qu'il y avait quelque chose de répugnant à associer, dans des œuvres hospitalières, la charité et la police. Un tel système devait aboutir dans son application, à de criantes injustices, à de révoltantes brutalités ; d'ailleurs, il n'a jamais atteint le but, et la monarchie n'a pas réussi à extirper la mendicité. La lutte contre le mendiant est affaire de police, que la police en soit donc seule chargée. Le rôle de l'assistance est de *prévenir* le vagabondage et la mendicité, et c'est d'une façon *indirecte* qu'elle concourt au maintien de l'ordre public ; sa mission consiste à soulager le pauvre, non à le punir.

D'autre part, les catégories de malheureux n'étaient pas tranchées, et le champ d'action des établissements n'était

pas limité avec précision. Certains malheureux restaient sans secours, alors que d'autres pouvaient être secourus de plusieurs côtés à la fois. « Les secours étaient souvent mal distribués ; ils étaient trop souvent appliqués à des besoins du moment, sans aucun plan, sans aucune règle, d'après les affections particulières ou les sentiments individuels ; on donnait beaucoup, mais on répartissait mal ; il n'y avait aucune liaison, nul rapport entre les différentes branches de l'administration des secours et l'intention des hommes charitables était trop souvent dégué » (1).

Quant aux administrations des établissements, Louis XIV avait bien essayé de leur donner une direction unique ; mais cette unité était théorique. Les diverses administrations, loin de s'aider, se jalouaient, luttaien entre elles.

Enfin, les ressources financières des établissements n'étaient pas en rapport avec leur tâche. Ils jouissaient de la personnalité civile, et les charges de leur patrimoine absorbaient souvent une grande partie des sommes destinées aux malheureux. Certains établissements étaient trop riches, d'autres trop pauvres.

On voit que l'organisation de l'assistance, avant 1789, était loin de la perfection. Est-ce à dire qu'il fallait la détruire de fond en comble ? Telle a été la grande erreur des révolutionnaires. L'assistance, comme toutes les institutions politiques et sociales, s'était constituée lentement,

(1) Duquesnoy, Rapport au Conseil général des hospices sur les secours à domicile, 1^{er} Germinal, an XI.

au cours des siècles ; il fallait l'émonder avec prudence, et non l'abattre.

II. — L'œuvre doctrinale de la Révolution

A. — *Le droit au secours*

Avec la Révolution, le principe des secours publics n'est plus d'ordre mystique comme au moyen âge ; le point de vue policier de la monarchie absolue répugne davantage encore aux révolutionnaires ; selon eux l'assistance est une création de la justice sociale ; la société *doit* secourir le pauvre. C'est là une des conséquences de la lutte menée par les « philosophes » pendant le cours du XVIII^e siècle, à la fois contre l'absolutisme et la religion. « L'État, avait dit Montesquieu, doit à tous les citoyens une subsistance assurée (1). »

En 1789 cette idée est devenue populaire ; les cahiers de Paris parlent, non sans quelque éloquence, du *droit du pauvre* : « Allez au-devant du pauvre, faites-lui trouver dans sa maison le travail, le nécessaire, et vous n'aurez plus besoin ni de lois, ni de chaînes pour réprimer la mendicité. » « L'objet le plus sacré de l'ordre public, c'est la conservation des hommes..... Tout ce qui tend là est juste et bon..... Les intérêts des pauvres et des riches sont

(1) *Esprit des Lois*, XXIII, 29.

communs et inséparables, et point de salut à espérer dans un ordre de choses où les institutions sociales continueraient d'être une violation ouverte *du droit naturel envers la partie la plus nombreuse et la plus laborieuse de la Nation.* » Et déjà même le moyen radical qu'emploiera la Convention est indiqué dans les *Cahiers* : « Sire, il est de votre bonté et de votre justice de protéger les malheureux. Créez avec la Nation, *sur les biens ecclésiastiques*, des bureaux pour les besoins des pauvres..... Pourquoi ne leur donnerait-on pas tous les revenus des abbayes ? »

Les conceptions révolutionnaires en matière d'assistance étaient, pour ainsi dire, le contre-pied de celles de l'ancien système. La Révolution partit du principe de la *solidarité sociale*, c'est-à-dire des devoirs et obligations réciproques qui unissent les membres d'une même société, pour échauffer un système de secours publics, concentré entre les mains de l'État et demandant ses ressources à l'impôt. Ce n'était donc plus la bienfaisance s'exerçant au moyen de corps, dotés chacun d'une vie propre, créés en vue d'une destination déterminée, et canalisant, en quelque sorte, les aumônes individuelles ; c'était l'assistance du pauvre devenant une préoccupation d'ordre public, comme la police des mendiants sous l'ancien régime, et, à ce titre, rentrant dans un des objets de l'administration générale de l'État.

(1) Ch. L. Chassin, *les Élections et les cahiers de Paris en 1789*, II, p. 581.

Que faut-il penser de cette théorie d'après laquelle l'assistance est un devoir de la Société envers tous les malheureux? Cette théorie est généreuse, selon la justice peut-être, mais il faut convenir qu'elle est difficile à établir philosophiquement et très dangereuse dans ses applications pratiques. Elle a beaucoup d'adversaires : « Proclamer le droit à l'assistance, c'est créer artificiellement, un privilège injustifiable et dangereux. C'est faire sans profit de ce qui ne doit être qu'un acte de générosité, le paiement d'une dette, c'est dispenser de reconnaissance ceux qui ne vivent que de libéralités ; c'est aussi charger les laborieux d'impôts au profit des fainéants ; c'est créer des misères imméritées sous prétexte de soulager des misères souvent légitimes ; c'est enfin, rendre inutile la prévoyance féconde en distribuant gratuitement aux imprévoyants ce que les prévoyants ne parviennent à acquérir qu'à force de patience et d'énergie » (1).

« Tout régime, écrit M. Leroy-Beaulieu, qui reconnaît à l'indigent un droit strict aux secours est essentiellement démoralisateur et multiplie le fléau qu'il prétend extirper. Étant donné le penchant de l'homme à l'indolence, sa tendance à sacrifier la sécurité du lendemain aux jouissances du jour présent, si les pauvres sont à peu près assurés de vivre avec le minimum de bien-être que les gens qui travaillent, que les hommes, du moins, qui vivent

(1) Berthélemy, *Préface du Traité d'Assistance publique*, de Deroin et Gory.

de métiers inférieurs, le principal attrait du travail, qui est la nécessité, s'évanouit. On produit ainsi deux maux : d'une part, on diminue la production, puisque des individus valides sont secourus sans travailler ; d'autre part, on fait un prélèvement sur cette production diminuée pour nourrir des fainéants. On accable le travailleur au profit du paresseux » (1).

Soutenir que tout homme a droit à la subsistance de la part de l'État, considérer que cette subsistance est une dette sacrée, serait-ce donc proclamer une généreuse erreur? Faut-il reconnaître, avec M. Berthélemy, qu'« en saine logique, le *droit* à l'assistance n'existe pas? Secourir les misérables est une vertu ; c'est ce que les moralistes appellent un *devoir* de *charité*, auquel ne correspond aucun droit. Le droit que l'indigent n'a pas contre chacun de nous, il ne saurait l'avoir contre la collectivité que nous formons, contre l'État »?

B. — *L'œuvre du Comité de Mendicité. — Les décrets de la Convention*

L'assemblée constituante, « mettant au rang des devoirs les plus sacrés de la nation l'assistance des pauvres dans tous les âges et toutes les circonstances de la vie » avait

(1) *L'État moderne et ses fonctions.*

institué un Comité de Mendicité, pour étudier la réorganisation des secours publics.

La Rochefoucauld-Liancourt, président et rapporteur de ce Comité, posa du premier coup, dans son troisième rapport à l'Assemblée nationale, les bases fondamentales sur lesquelles devait reposer l'assistance publique : « La législation, qui, ayant pour objet l'extinction de la mendicité, veut porter des secours à la véritable indigence, doit poser sur les bases communes de la Constitution, et employer les moyens d'administration indiqués par elle pour l'administration de ses autres parties. » Il en résultait nécessairement que tous les biens appartenant aux établissements de charité, devaient être réunis au domaine national et répartis par l'État, suivant l'exacte proportion des besoins constatés dans les différentes parties du royaume. Cette conséquence n'effraya pas le rapporteur du Comité de Mendicité. Le législateur se montra plus hésitant : ni la Constituante, ni la Législative n'osèrent en entreprendre l'application : elles reculèrent devant les difficultés pratiques de la tâche et se contentèrent de voter des subsides aux hôpitaux que la suppression presque totale de leurs droits avait à peu près ruinés.

La Convention se montra plus hardie. La loi du 23 messidor au II absorba dans le domaine de l'État l'actif et le passif de tous les établissements de bienfaisance, et les trois fameux décrets des 19 mars, 28 juin et 19 août 1793 organisèrent un vaste système de secours publics, tout

entier aux mains de l'État, et basé sur cette idée : l'Assistance, dette nationale, droit pour l'indigent, puisant dans l'impôt ses ressources nécessaires.

Voici, selon MM. Deroin et Gory, comment peut se résumer le système de la Convention :

1° Dans chaque canton, une *agence de secours* est chargée de tous les services hospitaliers ou de secours à domicile, destinés à toutes les catégories de personnes à secourir : enfants, vieillards et infirmes, malades et valides sans travail.

2° L'agence de secours est dirigée, sous la surveillance des corps administratifs et du pouvoir exécutif, par une commission composée de citoyens et de citoyennes, nommés par les conseils généraux des communes de l'arrondissement.

3° Chaque année, une somme est répartie par l'État pour dépenses d'assistance entre les départements ; la somme attribuée à chaque département est répartie entre les districts et celle des districts répartie entre les cantons, suivant des bases de répartition indiquées.

4° Le droit au secours ou au travail est reconnu pour toutes les catégories de personnes à secourir.

Cette conception devait échouer. Les difficultés intérieures et extérieures avec lesquelles la Convention se trouvait alors aux prises, les dépenses considérables nécessitées par la guerre étrangère absorbaient la majeure partie des ressources de l'État qui se vit, faute d'argent, dans l'im-

possibilité matérielle d'assurer le fonctionnement de la nouvelle organisation.

Le système semblait parfait : secours répartis suivant la proportion exacte des besoins, suivant les règles de l'égalité, sur les bases de la Constitution. Malheureusement cette perfection n'était que théorique ; les faits ne devaient nullement confirmer toutes ces vues généreuses, mais abstraites. « La Constituante et la Législative, disait Roger-Ducos, ont beaucoup parlé d'indigence et de mendicité ; mais elles n'ont, pas plus que l'ancien gouvernement, réalisé aucun moyen de soulager le pauvre et de faire disparaître le mendiant. *Vos lois seules ont atteint ce but : il ne s'agit que de les faire exécuter.* »

D'ailleurs, la Convention devait elle-même convenir qu'elle s'était trompée en voulant faire trop grand : les résultats désastreux de la loi de messidor et les craintes qu'elle inspirait pour l'avenir décidèrent la Convention à suspendre la vente des biens hospitaliers par la loi du 9 fructidor an III (26 août 1795).

III. — Les secours publics de 1789 à l'an V

A. — Catégories d'indigents

La loi du 19 mars 1793 précisait le mode d'assistance approprié à chacune des catégories d'indigents établies par elle :

Art. 8. — « Les fonds de secours que la République destinera à l'indigence seront divisés de la manière suivante :

« Travaux de secours pour les pauvres valides, dans les temps morts au travail ou de calamité ;

« Secours à domicile pour les pauvres infirmes, leurs enfants, les vieillards et les malades ;

« Maisons de santé pour les malades qui n'ont point de domicile, ou qui ne pourront y recevoir des secours ;

« Hospices pour les enfants abandonnés, pour les vieillards et infirmes non domiciliés ;

« Secours pour les accidents imprévus. »

La loi du 28 juin 1793 développa ces dispositions et entra dans le détail de leur exécution. *Elle établit une classification nette et tranchée entre :*

Les familles chargées d'enfants ;

Les enfants abandonnés ;

Les vieillards et les infirmes ;

Les aliénés étaient rangés parmi les malades.

La loi du 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793) pose les règles du domicile de secours.

Toute cette organisation, claire, méthodique, complète, resta d'ailleurs sur le papier. Mais son importance, pour rester doctrinale, n'en fut pas moins très grande.

B. — Administration

L'un des premiers effets de la Révolution fut de faire passer l'Assistance publique sous la tutelle de la *Commune* ; mais cet état de choses ne fut que momentané, et bientôt, grâce aux lois conventionnelles, faisant de l'assistance publique une des branches de l'administration publique, grâce ensuite à la centralisation administrative qui s'établit sous la législation consulaire, l'assistance publique retomba de nouveau sous l'étroite surveillance de l'État.

1°. — Les hôpitaux

La révolution, dès le début, tourna les préoccupations de la société vers les moyens d'améliorer le sort des classes souffrantes ; la question de la réforme des hôpitaux agitée déjà depuis plusieurs années, se présenta de nouveau avec plus d'insistance et d'opportunité : la misère, en cette époque d'anarchie, était effrayante.

Les cahiers de l'assemblée nationale contenaient le vœu, émis par un grand nombre de citoyens, de changements radicaux dans l'administration des hôpitaux et dans la gestion de leurs biens.

Sans attendre que le désir de l'Assemblée se traduisit par le vote d'une loi, les membres de l'administration de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général pensèrent que cette manifestation éclatante de l'opinion publique marquait le

terme de leur mandat. Le bureau de l'Hôtel-Dieu, dans sa séance du 19 août 1789, arrêta les termes de la lettre par laquelle la Compagnie faisait remise de ses fonctions au Maire de Paris.

Le 22 décembre 1789 fut rendu un décret, sanctionné par le roi en janvier 1790, qui chargeait les administrations départementales, sous l'autorité du Roi, de l'inspection et de l'amélioration du régime des hôpitaux, Hôtels-Dieu, établissements et ateliers de charité, prisons, maisons d'arrêt et de correction.

Ce décret, en plaçant tous les hôpitaux sous une autorité commune, *anéantissait l'indépendance des anciennes administrations hospitalières et faisait cesser l'isolement dans lequel elles vivaient les unes par rapport aux autres.*

En attendant que l'administration du département fût constituée, ses fonctions étaient remplies par l'autorité municipale ; sur les instances réitérées de cette autorité, les Bureaux de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital Général *consentirent*, ainsi qu'ils l'avaient offert, à conserver leurs fonctions jusqu'à ce qu'il eût pu être procédé régulièrement à leur remplacement, afin que les intérêts des pauvres ne restassent pas en souffrance.

Enfin, le Directoire du département étant définitivement constitué, il prit, le 11 avril 1791, un arrêté par lequel la Direction des hôpitaux de Paris était confiée à une commission de cinq membres.

C'est alors que s'ouvre, pour l'administration hospita-

lière, une période de vicissitudes. Elle passa successivement sous l'autorité du département, de la commune de Paris, de la Commission nationale des secours publics et du Ministère de l'intérieur jusqu'au moment où le Directoire exécutif, par la loi du 16 vendémiaire an V (7 octobre 1796) rendit aux hôpitaux l'autonomie dont les avait dépouillés la loi du 23 messidor an II.

2° Les secours à domicile après 1789

En même temps, les secours à domicile étaient placés sous la direction d'une Commission municipale de bienfaisance chargée de percevoir les revenus appartenant aux pauvres de Paris et d'en faire la répartition entre les trente-trois paroisses. Cette Commission, créée par un arrêté du corps municipal du 5 août 1791, fonctionna jusqu'en 1793. Le 28 mars de cette année, la Convention nationale lui substitua une *Commission centrale de bienfaisance*, dont les membres, élus par chacune des quarante-huit sections de Paris, devaient nommer un Directoire ou Bureau d'agence, composée de seize membres et d'un trésorier salarié.

La Commission centrale entra en fonctions le 24 août suivant. L'administration des secours à domicile, dans Paris, par une anomalie singulière, continuait à être autonome au moment précis où la Convention traçait pour la France entière un plan d'assistance publique réunis-

sant tous les services hospitaliers et à domicile, sous l'autorité unique de l'agence nationale des secours. Il est à remarquer, du reste, et c'est ce qui fait l'importance du décret du 28 mars 1793, que cette organisation a subsisté, quant au fond, en dépit des changements ultérieurs.

C. — *Ressources des établissements hospitaliers*

Les établissements hospitaliers comptaient, parmi leurs principales sources de revenus :

1° Certains privilèges, exemptions d'impôt et droits qu'ils tenaient de concessions royales.

2° Leur domaine immobilier.

Or la Révolution, d'une part, prétendait vendre au profit de la Nation les biens possédés autrefois par ces corps autonomes qu'elle voulait détruire, parce qu'ils étaient un danger public, et « qu'un état vraiment libre ne devait pas les souffrir dans son sein » ; d'autre part, elle avait en haine toute espèce de privilèges.

Les immunités et les droits disparurent successivement ; en 1791 les taxes indirectes furent supprimées. Les revenus hospitaliers diminuèrent alors dans d'effrayantes proportions. La Constituante voulut indemniser les établissements de bienfaisance par des allocations provisoires par le Trésor, allocations que l'État devait se faire rembourser dans un délai assez court sur le produit des impositions mises à la charge du département en 1791. La Législative

adopta le même système, mais vainement : « Il n'y a pas de jour, disait le député Bernard, au nom du Comité des secours publics, où l'on ne nous entretienne des besoins des pauvres de tout l'empire, pas de jour où nous ne recevions des départements les détails les plus affligeants sur la pénurie de leurs hôpitaux, et où on ne sollicite pas pour eux les plus prompts secours... Les fonds de secours que vous avez décrétés sont épuisés... Sous peu de jours, peut-être, on va vous proposer d'en décréter de nouveaux. Il est temps pourtant, de cesser d'avoir recours à tous ces palliatifs, de traiter le mal en grand, de l'attaquer à la racine, rien n'est aussi essentiel, aussi urgent. »

Les mesures prises, d'un autre côté, contre le patrimoine des hôpitaux, n'étaient pas faites pour enrayer cette profonde décadence. Le patrimoine immobilier leur avait été conservé jusqu'en 1793 ; on le critiquait depuis longtemps (rendement faible, frais d'administration considérables, dépenses d'entretien et de réparations absorbant une grande partie du revenu, insolvabilité des fermiers et locataires, procès, et surtout *danger de l'accroissement progressif et continu des biens de mainmorte*).

L'édit de 1749, nous l'avons vu, sans toucher à la propriété des hôpitaux, mettait des barrières à son extension. Celui de 1780 préconisa de vendre les biens hospitaliers pour payer les dettes des hôpitaux ; mais ce n'était là qu'une invitation, une prière : « Le Roi, disait Necker, pour ménager les droits de la propriété et ne point exciter

la défiance, n'avait pas voulu adopter des voies coercitives. » Aussi l'édit n'avait-il eu aucun résultat.

Le 2 novembre 1789, la Constituante mit tous les biens du clergé à la disposition de la Nation, et le 22 avril 1790, confia aux Directoires de département ou de district l'administration des biens nationaux, mais elle exceptait de cette disposition « les hôpitaux, maisons de charité et autres où sont reçus les malades... lesquels continueront comme par le passé, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le corps législatif, d'administrer les biens... »

La vente des biens était « ajournée ».

Jusqu'au 19 mars 1793, les biens hospitaliers restèrent ainsi propriété nationale, administrée provisoirement par les hôpitaux.

Mais quand la Convention eut proclamé l'assistance du pauvre dette nationale, elle décida qu'en conséquence, les biens des hôpitaux, fondations et dotations en faveur des pauvres seraient vendus. Ce ne fut d'abord là qu'un vote de principe, car l'aliénation fut ajournée « jusqu'à l'organisation complète, définitive et en pleine activité des secours publics. » Mais cette « organisation complète » tardant à se réaliser, on décida de passer outre, et la loi du 23 messidor an II réunit, effectivement cette fois, au domaine national l'actif et le passif de tous les établissements hospitaliers.

« Les créances passives des hôpitaux, maisons de

secours, hospices, bureaux des pauvres, et autres établissements de bienfaisance, sous quelque dénomination qu'ils soient, sont déclarées dette nationales. L'actif des établissements mentionnés plus haut fait partie des propriétés nationales ; il sera administré ou vendu conformément aux lois existantes par les domaines nationaux. »

On sait combien l'effet de cette loi fut désastreux ; au sein même de la Convention se dessina bientôt un courant d'opinion en faveur de la restitution de leurs biens aux établissements hospitaliers.

Le 9 fructidor an III, la Convention déclarait qu'il était sursis à la vente des biens des hospices de vieillards, de malades, d'enfants, maisons de secours et autres établissements de bienfaisance. Bien plus, le 10 vendémiaire an IV, elle demandait au Comité des secours publics un rapport sur la proposition de *rapporter la loi de Messidor*. « La loi du 23 messidor, disait le Rapporteur, enlève aux hôpitaux les biens qu'ils possédaient, et met à la charge de la nation la dépense de ces établissements.

« Cette loi aurait pu avoir quelque chose de spécieux, peut-être même d'utile, si, au moment où elle a été rendue, on avait réglé tout ce qui a rapport à l'administration des secours, si l'on avait déterminé le nombre des hôpitaux, la mesure de leurs dépenses, le mode de leur comptabilité ; si, en un mot, la loi eût pu être complète : mais rien n'a été prévu ; de toutes parts il n'y a eu qu'incertitudes et désordres. Des débats se sont engagés entre

les directeurs de ces établissements et les corps administratifs ; chaque hospice a exagéré ses besoins et sa dépense, et s'est refusé le plus souvent à la méthode prescrite de rendre ses comptes. Enfin, la Commission des secours, à qui on n'avait tracé aucune règle, s'est trouvée dans l'impuissance et de répondre aux réclamations qui lui arrivaient en foule, et d'assurer d'une manière directe et uniforme le service des hôpitaux. Ces inconvénients, nés de l'imperfection de la loi, se sont accrus pour le malheur des circonstances. Le prix de toutes les choses consommables est devenu excessif ; les demandes de chaque hospice ont été exorbitantes, et la dépense par le trésor public s'est élevée dans une progression rapide ; enfin, l'on est aujourd'hui parvenu à ce point que, quoique l'on dépense des sommes considérables, on ne peut que très difficilement faire droit à toutes les réclamations et satisfaire à tous les besoins. Voilà l'état des choses auquel il faut pourvoir. Votre Comité n'a aperçu qu'un moyen efficace : c'est de *rendre aux hôpitaux et à tous les établissements de charité qui partagent leur détresse, non pas la propriété, mais les revenus des biens dont ils étaient autrefois en possession.* » (1)

Les lois du 3 brumaire et du 28 germinal an IV suspendirent, en conséquence, l'exécution de la loi de Messidor

(1) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, XXXI, p. 317 (3 brumaire, an IV).

et rendirent aux hôpitaux la jouissance provisoire de leurs revenus. Avait-on renoncé aux projets de la Convention ? Nullement. On attendait seulement, pour les réaliser, des temps plus propices, l'heure où il serait enfin statué sur « l'organisation définitive des secours ». Cette heure ne vint jamais et, pour empêcher la ruine définitive des hôpitaux, le Directoire replaça le régime hospitalier sur ses anciennes bases (Loi du 16 vendémiaire an V.)

IV. Les secours publics sous le Directoire et le Consulat

A. — *L'œuvre du Directoire*

Le Directoire, en présence des difficultés financières, se hâta, mais presque malgré lui, de rétablir l'administration des secours publics sur ses anciennes bases ; ce ne fut là, il est vrai, dans l'esprit de ce gouvernement, qu'une simple mesure provisoire et toute d'expectative ; la force des choses et les événements politiques la rendirent, en fait, définitive.

Trois lois furent votées et formèrent comme le code de la nouvelle organisation des secours ; elles sont encore la base du régime actuel :

1° La loi du 16 vendémiaire an V (7 octobre 1796) rendit aux hôpitaux la personnalité civile dont les avaient dépouillés les décrets de la Convention, ainsi que les biens dont la vente n'avait pas été effectuée.

2° La loi du 7 frimaire an V (28 novembre 1796) créa des bureaux de bienfaisance chargés du service des secours à domicile et rétablit à leur profit l'impôt sur les spectacles.

3° La loi du 27 frimaire an V (17 décembre 1796) et l'arrêté du 30 ventôse de la même année placèrent le service des enfants assistés sous la direction des commissions administratives des hospices.

Des organes distincts et autonomes assuraient donc le service des secours hospitaliers et à domicile ; le droit au secours disparaissait ainsi que le caractère obligatoire des dépenses.

En exécution de la loi du 16 vendémiaire, les administrateurs du département de la Seine nommèrent une commission de cinq membres pour diriger les établissements hospitaliers de Paris. Cette commission entra en fonctions le 4 frimaire an V (24 novembre 1796).

L'organisation de l'an V subsista, sans grandes modifications, jusqu'à l'installation du Conseil général des hospices, en l'an IX. Des actes postérieurs déterminèrent les attributions respectives des divers organes administratifs, commune, département, état, dans l'administration des hospices.

Les renouvellements fréquents auxquels furent assujettis les membres de la Commission des Hospices les empêchèrent de mener à bien leur œuvre de restauration. « Ils se succédaient avec tant de rapidité, au dire d'un

document officiel, qu'on a vu des administrateurs être là moins longtemps que leurs malades » « Ils ont eu à peine le temps, disait encore le Préfet de la Seine, Frochot, de rêver la perfection et n'ont jamais pu obtenir le bien, qui, fruit d'une longue culture, ne se mûrit que par le temps, et périt si on l'arrache. »

La loi du 7 frimaire an V, créatrice des Bureaux de Bienfaisance, ne put être exécutée à Paris ; les 48 comités, établis dans chacune des sections de Paris par le décret de la Convention du 28 mars 1793, continuèrent à fonctionner, et la Commission centrale de bienfaisance fut remplacée par un comité général de bienfaisance et un agent comptable qui centralisait les revenus des indigents.

Enfin les enfants assistés étaient mis à la charge de la Commission hospitalière et l'État ne contribuait en rien à leur entretien.

Sous le rapport financier, les hospices civils rentraient, à la vérité, en possession des biens qui leur appartenaient avant la loi de messidor, mais cette mesure, qui aurait dû avoir pour effet de faire revivre séparément les anciens établissements dans leur état antérieur, fut complétée par un arrêté du Directoire, du 23 brumaire an V (13 novembre 1796) qui affecta, indistinctement, à tous les établissements hospitaliers les revenus qui leur étaient restitués, et réalisa ainsi l'*unité financière*. Pour remédier à la pénurie de leur ressources, la loi du 8 thermidor an V (26 juillet 1897) fit revivre à leur profit, l'ancien droit sur

les spectacles, bals et concerts publics, déjà rétabli par la loi du 7 frimaire au profit des Bureaux de Bienfaisance.

Enfin, la loi du 27 vendémiaire an VII (18 octobre 1798) ordonna la perception d'un octroi pour l'acquit des dépenses locales de la Ville de Paris et en destina, au moins partiellement, le produit aux dépenses de l'assistance publique, en donnant à cette dernière une sorte de préci-put, sous le nom de prélèvement légal. C'est là l'origine de la subvention municipale.

Ces mesures réparatrices furent impuissantes à remplir le « vide immense » qui se trouvait dans les finances hospitalières. La situation était même si critique que les administrateurs se virent contraints de recourir au régime des entreprises pour les fournitures, le paiement des employés et l'entretien des malades.

Les réformes projetées, et en voie de réalisation avant 1789, avaient été abandonnées et les efforts tentés au xviii^e siècle pour améliorer les conditions d'hygiène avaient été perdus.

Pourtant, un progrès considérable avait été acquis : l'unité, cherchée en vain dans les siècles précédents, était sur le point d'aboutir, et il ne restait plus au Consulat qu'à mettre la dernière main à l'édifice nouveau, en soudant, à Paris, les deux grandes parties qui avaient, jusqu'alors, vécu séparées.

B. — *Le Consulat. — Réalisation de l'unité administrative*

Trois arrêtés des Consuls accomplirent cette tâche.

1° Celui du 27 nivose an X (17 janvier 1801), signé par Bonaparte, place à la tête des hôpitaux de Paris un Conseil général assisté d'une Commission exécutive.

2° Celui du 15 pluviôse an X (4 février 1801), institue le préfet de la Seine président du Conseil général des hospices et le préfet de police devient membre-né de ce même Conseil.

3° L'arrêté le plus important, celui du 27 germinal an IX (19 avril 1801) réunit sous la même administration les établissements hospitaliers et les secours à domicile. Le Conseil général des Hospices se composait de onze membres non rétribués et nommés par le Ministre de l'Intérieur.

L'exécution de ces décisions, par dérogation au principe de la loi du 28 pluviôse an VIII (agir est le fait d'un seul) fut confiée à une Commission administrative composée de cinq membres salariés, nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Président du Conseil général et sur la présentation du Préfet de la Seine. L'installation du Conseil général des Hospices eut lieu le 24 février 1801, et le Préfet de la Seine prononça, à cette occasion, un long discours, dont la copie est conservée dans les archives de l'assistance publique, et qui était un exposé sincère et

précis de la situation où se trouvait alors l'administration hospitalière.

Il ne nous appartient pas d'entrer ici dans les détails de toutes les réformes auxquelles le Conseil général des Hospices attacha son nom. Qu'il nous suffise de dire qu'il établit une classification rationnelle et méthodique des établissements hospitaliers, en affectant chacun d'eux à une destination particulière ; il créa le Bureau Central d'admission chargé de répartir les malades entre les Hôpitaux, enfin, et surtout, il réalisa ce que l'on peut appeler la grande réforme hospitalière du *xix^e* siècle, la suppression des lits à deux personnes. Au point de vue financier, il mit fin au système des fournitures par entreprises.

V. — L'assistance publique, du Consulat à nos jours

A. — *Principe de l'assistance. — Le droit au secours*

Nous avons vu que l'Assemblée Constituante avait introduit dans notre législation un principe nouveau, celui de l'obligation, pour la Société, de secourir ceux de ses membres qui sont dans le besoin. Mais les décisions de la Constituante, comme celles des deux assemblées qui la suivirent, furent dépourvues de mesures organisatrices et de sanctions. L'œuvre révolutionnaire resta théorique, et

ses essais de réalisation pratique, en matière de secours, furent si malheureux que le Directoire se hâta de revenir à l'ancien état de choses ; il n'est plus question, dès lors, de droit au secours, et les dépenses n'ont plus aucun caractère obligatoire.

Et pourtant, le principe nouveau était viable ; si, en effet, théoriquement, le droit au secours ne se soutient guère, ou plutôt, si les discussions que soulève ce droit sont confuses et vaines, c'est que, « dans la pratique, l'intervention plus ou moins active de l'administration en matière d'assistance, est déterminée non pas par les solutions théoriques de cette question, mais par des *nécessités positives* et par des constatations tout à fait générales et inéluctables. » (1)

Dans la pratique, la société est *forcée* de s'occuper d'assistance ; c'est là le grand fait. Qu'on admette ou non, en théorie, le droit à l'assistance, il faut reconnaître la nécessité absolue, pour la société, de songer à enrayer le développement du paupérisme, son son *intérêt* d'assister les malades, les enfants, les aliénés. L'assistance est une nécessité sociale. Donc la participation aux frais d'assistance incombe à tous les citoyens, puisqu'il y a là une charge générale, d'utilité publique ; ce qu'on nous demande pour assurer le service « n'est qu'une prime d'assurance contre les risques dont aucun de nous ne peut

(1) Berthélemy, *Traité de Droit administratif*.

se proclamer exempt. » « Il est conforme à l'intérêt général, dit encore M. Berthélemy, que le droit d'être secouru soit conféré à quiconque est matériellement et pour des causes purement physiques, hors d'état de gagner sa vie. Il faut que ceux-là aient, en pratique, le droit d'être assistés dont la misère est un mal social. Si, théoriquement, il n'existe pas un véritable droit au secours, il est opportun, il est avantageux pour tous qu'un tel droit leur soit conféré par la loi positive. La proclamation du droit à l'assistance n'est pas un danger, dès que la loi qui l'institue en limite les conditions et en détermine la mesure » (1) Dans la proportion où l'utilité générale est constatée, l'assistance publique *doit exister*, et le recours à l'impôt, afin d'y pourvoir, est justifié.

Pour certaines catégories d'indigents, le droit au secours s'impose, en dehors de toute considération philosophique, comme simple conséquence de la loi positive. Pour tous ceux qui sont dans l'impossibilité de gagner leur vie, aliénés, enfants, malades, vieillards, infirmes et incurables, le droit à l'assistance s'impose. Dans tous les autres cas, l'assistance légale est dangereuse : le *droit au travail*, conséquence du droit au secours pour les indigents valides, ne se justifie pas théoriquement ; l'État n'a pas pour rôle de procurer du travail à ceux qui en manquent ; d'ailleurs, l'expérience du droit au travail

(1) *Traité de Droit administratif.*

a démontré que le nombre des indigents augmente en raison directe des secours qu'on leur assure.

En somme, la grande erreur des assemblées révolutionnaires ne fut pas de proclamer le droit au secours, mais de le proclamer pour *tous* les malheureux. C'est ce que comprit le *xix*^e siècle ; d'ailleurs, les désastreux résultats des lois conventionnelles éclairaient vivement l'erreur des Révolutionnaires. Le droit au secours est resté acquis comme principe, mais on l'a appliqué avec une extrême prudence, petit à petit, et à certaines catégories seulement de malheureux.

Le droit au secours, ou plutôt l'obligation d'assistance pour les collectivités locales, départements ou communes, reparait partiellement, une première fois, dans la loi du 19 janvier 1811, article 12, en faveur des *enfants trouvés*, abandonnés et orphelins pauvres ; une seconde fois dans celle du 30 juin 1838, au profit des *aliénés* (art. 1 et 28) : d'après cette loi, le Préfet impose l'admission, dans les asiles, des *aliénés placés d'office*, et les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses de leur internement peuvent être inscrits d'office, s'il y a lieu, sur le budget départemental.

Mais l'application du droit au secours dans ces deux cas s'explique par des raisons utilitaires ; ici, le besoin continuel d'hommes, sous Napoléon I^{er}, entraîne à protéger les enfants trouvés, et à les élever, en vue de la conscription ; là, il s'agit surtout d'une mesure de police.

La Révolution de 1848 reprit les idées des trois premières assemblées révolutionnaires. Elle admit le droit des indigents, sans prendre d'ailleurs aucune disposition pratique. L'Assemblée se borna à manifester ses bonnes intentions, lors du vote de la Constitution du 4 novembre 1848, en déclarant que « la République doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler ». Mais la grande préoccupation, la grande chimère aussi de cette époque, c'est le *droit au travail*. Le 25 février 1848, le gouvernement provisoire s'est engagé « à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ; il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens » et décrète l'établissement immédiat d'*ateliers nationaux*. On sait quelle catastrophe s'en suivit.

Il faut aller jusqu'aux deux lois du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale et du 14 juillet 1905 sur les vieillards, infirmes et incurables pour voir paraître de nouveau le principe d'obligation.

On voit que le principe proclamé par la Révolution passe lentement dans les faits, et qu'il a déjà reçu d'importantes applications. L'exercice du droit au secours exige :

1° La détermination du service à qui incombe la charge de l'assistance ; c'est par la connaissance du domicile de secours que cette détermination peut être faite.

2° Une autorité qui oblige, s'il y a lieu, le service à secourir, si toutefois ce dernier a les moyens légaux de se procurer les ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

3° Une juridiction devant laquelle le malheureux peut appeler d'un refus de secours.

La troisième condition vient-elle à manquer, il n'y a plus droit au secours, mais seulement une aptitude correspondante à l'obligation de secourir dans laquelle se trouve l'établissement. Cette obligation, seule l'autorité administrative a la faculté de l'imposer. Si les deuxième et troisième conditions font défaut, le malheureux n'a plus qu'une simple aptitude au secours, c'est-à-dire que l'établissement le secourt facultativement.

Les valides sans travail n'ont donc qu'une simple aptitude ; les enfants ont, depuis la loi du 27 juin 1904, une aptitude correspondante à l'obligation de secourir ; les aliénés placés volontairement n'ont qu'une aptitude simple.

Celle des vieillards est *complète*. Quant aux malades, la loi du 15 juillet 1893 a organisé le droit, ou tout au moins l'aptitude *complète* au traitement médical gratuit des malades sans ressources ayant un domicile de secours communal ; mais l'aptitude des malades pour le traitement à l'hôpital n'apparaît que simple, malgré les intentions du législateur qui, dans l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1851, voulait l'ériger en droit. Le législateur du

15 juillet 1893 a bien fait revivre cet article, mais comme son prédécesseur, il a omis de prévoir les ressources nécessaires et la sanction du droit.

En résumé, les doctrines révolutionnaires en matière d'assistance, prématurément et brutalement appliquées par la Convention, reniées ensuite par le Directoire, sont lentement revenues en faveur, et animent aujourd'hui toute notre législation. C'est au nom de la justice et de la solidarité sociale qu'on secourt le malheureux. La tâche de la police est nettement séparée de celle de la bienfaisance. Quant à la charité, elle se déploie mieux dans les œuvres de bienfaisance privée.

B. — *Les catégories d'indigents et les services d'assistance.*

Sur ce point encore, le xix^e siècle s'est inspiré des idées révolutionnaires ; les catégories de malheureux, mal délimitées sous l'ancien régime, déjà, plus tranchées sous la Révolution, comprennent aujourd'hui :

- 1° les valides sans travail ;
- 2° les aliénés ;
- 3° les malades ;
- 4° les enfants ;
- 5° les vieillards, infirmes et incurables.

La catégorie des aliénés n'a été séparée de celle des malades que par la loi du 30 juin 1838.

La catégorie des vieillards et infirmes n'a été également

séparée de celle des malades et de celle des valides sans travail que par la loi du 14 juillet 1905.

Les services et établissements d'assistance correspondant aux diverses catégories de malheureux sont les suivants :

CATÉGORIES DE MALHEUREUX	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	SERVICES DÉPARTEMENTAUX D'ASSISTANCE
Valides sans travail	Bureaux de bienfaisance (loi du 7 frimaire, an V)	
Aliénés		Asiles (30 juin 1838)
Malades	Hôpitaux	Service d'assistance médicale (15 juillet 1893)
Enfants		Service départemental des Enfants assistés (27 juin 1904)
Vieillards, infirmes et incurables		Service d'assistance obli- gatoire aux vieillards, infirmes et incurables (14 juillet 1905)

Quand on crée de nouveaux services, on utilise les anciens organismes, en leur fixant des règles restrictives de leur liberté et en les assujettissant à une tutelle administrative plus forte qu'auparavant. C'est ainsi que le service d'assistance médicale utilise les hôpitaux, et à Paris, les bureaux de bienfaisance, et que le service d'assistance aux vieillards utilise les hospices et les bureaux de bienfaisance.

C. — *Administration*

Les services de secours sont administrés, soit par des communautés territoriales, soit par des établissements publics ayant une personnalité propre. Ils sont tantôt nationaux, tantôt départementaux, tantôt communaux, selon que leur actions s'étend sur le territoire tout entier ou qu'elle est limitée au département ou à la commune. On peut dire, d'une manière générale, qu'il existe deux sortes de services d'assistance publique :

1° Les services *départementaux* (enfants assistés, aliénés, assistance médicale, vieillards, infirmes et incurables).

2° Les services *communaux autonomes* (hôpitaux et hospices, bureaux de bienfaisance, bureaux d'assistance médicale).

Au fur et à mesure que l'assistance devient obligatoire, le rôle des établissements autonomes devient de moins en moins important. Ils ne constituent plus que des organes secondaires dont la personnalité se justifie par l'existence de ressources propres provenant de la générosité privée. Ainsi les bureaux d'assistance médicale gratuite ont leur autonomie, mais ne sont que de simples *rouages* destinés au fonctionnement de l'assistance médicale départementale.

L'organisation des services réalise l'idée révolutionnaire : l'État a la haute main sur tous les services et impose l'unité dans la distribution des secours ; il s'agit d'une

solidarité nationale, et les collectivités les plus riches viennent en aide aux collectivités les plus pauvres.

Administration de l'assistance publique à Paris

L'organisation créée par les arrêtés des Consuls en l'an IX, subsista, sauf de légères modifications, jusqu'en 1848. Une ordonnance royale du 18 février 1818, porta de onze à quinze, le nombre des membres du Conseil général des hospices et les soumit à la nomination du roi.

La Révolution de 1848 eut son contre-coup sur l'administration des hospices et des secours à domicile.

Le Conseil général des hospices et secours fut supprimé le 26 février 1848 ; la direction des secours fut provisoirement remise à la municipalité ; une Commission administrative assura la gestion des services hospitaliers, sous l'autorité du citoyen Thierry, membre du Conseil municipal, délégué par le gouvernement.

Le 10 janvier 1849 était promulguée la loi qui est encore la charte fondamentale de l'assistance publique à Paris.

Dans toutes les autres communes de France, les hôpitaux et hospices, les bureaux de bienfaisance, les bureaux d'assistance médicale gratuite constituent des personnes civiles distinctes ; à Paris, les services de secours hospitaliers et les services de secours à domicile ne forment, au contraire, en vertu de la loi du 10 janvier 1849, qu'une seule administration, confiée à un Directeur responsable, assisté d'un Conseil de surveillance.

Le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Préfet, nomme le Directeur.

Celui-ci exerce son autorité sur les services intérieurs et extérieurs, prépare les budgets, ordonnance les dépenses et établit le compte de son administration. Il représente les établissements hospitaliers et de secours à domicile en justice.

En vertu de l'arrêté du 24 avril 1849, il a le droit d'assister aux séances du Conseil de surveillance. Il a sous ses ordres tout le personnel.

La composition du Conseil de surveillance est déterminée par le décret du 28 mars 1896. Le Conseil se compose du Préfet de la Seine, président, du Préfet de police, membres-nés. Les autres membres sont nommés par décret sur une liste de trois candidats (à l'exception des membres prud'hommes) présentés par le Conseil municipal pour les dix représentants de ce corps, par le Préfet de la Seine pour les deux maires ou adjoints, les deux administrateurs des bureaux de bienfaisance, le médecin du service d'assistance médicale à domicile et, pour les neuf membres pris en dehors de toute catégorie, par le Conseil d'État pour un Conseiller d'État, par la Cour de cassation pour un membre de ce tribunal, par la réunion des médecins des hôpitaux et hospices en exercice, celle des chirurgiens et celle des accoucheurs des mêmes établissements pour un médecin, un chirurgien et un accoucheur, par la Faculté de médecine pour un de ses professeurs,

par la Chambre de commerce pour un de ses membres, et par les Conseils de prud'homme patrons et ouvriers pour leur représentant.

Les trente-cinq membres du Conseil de surveillance sont renouvelables, sauf les Préfets, par tiers tous les deux ans, et rééligibles.

Le Conseil visite et surveille tous les services, donne des avis consultatifs sur toutes les affaires importantes concernant la gestion et l'administration du Directeur : budgets et comptes, acquisitions, échanges et ventes de propriétés, et tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration, baux, projets de travaux de grosses réparations ou de démolitions, cahiers des charges des adjudications, acceptation ou répudiation des dons et legs, placements de fonds et emprunts, actions judiciaires et transactions, comptabilité, questions de discipline concernant le corps médical, etc.

La loi du 7 août 1851 sur les hôpitaux et hospices de province est applicable à l'assistance publique de Paris, en tant qu'il n'est pas dérogé à la loi du 10 janvier 1849. Il s'ensuit que le Directeur exerce tous les pouvoirs conférés par cette loi aux commissions administratives de province, mais seulement après avis du Conseil de surveillance.

D. — *Ressources*

Les ressources des établissements d'assistance publique comprennent :

1° Celles qui proviennent de leurs biens immobiliers, ou ressources de droit commun, constituant leur patrimoine ; elles proviennent :

Des restitutions faites en l'an V ;

De l'attribution de biens en remplacement de ceux aliénés par l'État en l'an V ;

De biens nationaux usurpés ;

D'acquisitions faites depuis l'an V, à titre onéreux, par emploi de capitaux disponibles ;

De libéralités recueillies postérieurement à l'an V.

2° Celles qui leur sont attribuées en vertu de lois spéciales, ou qui leur proviennent de l'exercice de leur mission ; ainsi les droits attribués proprement dits, les produits intérieurs et les ressources éventuelles.

Les droits attribués se composent :

Du droit des pauvres ;

Des bonis et bénéfices des Monts-de-piété ;

Des concessions dans les cimetières ;

Des amendes et confiscations ;

Des habitations à bon marché ;

Des successions hospitalières, etc.

Les produits intérieurs comprennent les frais de séjour, c'est-à-dire des sommes représentatives des dépenses occasionnées à un établissement par le séjour d'un malade, d'un vieillard, d'un enfant assisté, d'un aliéné.

Les ressources éventuelles proviennent :

Des loteries ;

Des dons et legs ;

Des subventions de l'État, des départements et des communes.

On voit que l'assistance publique d'aujourd'hui porte à la fois les traces de l'ancien régime et de la Révolution. Elle a gardé, de l'ancien régime, l'autonomie des établissements ; d'un autre côté, elle s'est inspirée de la Révolution et s'en inspire de plus en plus, en ce sens qu'elle réalise la conception d'une assistance basée sur la solidarité sociale, homogène dans son administration et dans ses méthodes, tirant de l'impôt une grande partie de ses ressources.

Vu :

Le Président de la Thèse
Paris, 25 avril 1909.

A. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Avant-Propos	5

INTRODUCTION

Des secours Publics en France sous l'ancien régime jusqu'à Louis XIV

I. — CONCEPTION DE L'ASSISTANCE AVANT 1789	7
II. — ÉTABLISSEMENTS D'ASSISTANCE ET PERSONNES SECOURUES. . .	8
III. — ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS	16
A. <i>Rôle du clergé, de la Royauté et de la Commune</i> . . .	16
B. <i>Administration de l'Hôtel-Dieu</i>	20
C. <i>Administration du grand Bureau des Pauvres</i>	22
IV. — RESSOURCES DES ÉTABLISSEMENTS	25
A. <i>Ressources de l'Hôtel-Dieu.</i>	27
A. <i>Ressources du Grand Bureau des Pauvres.</i>	27

LIVRE PREMIER

Catégories de malheureux et établissements chargés de les secourir

I. — INDIGENTS VALIDES	30
A. <i>La conception du dépôt de mendicité remplace celle du secours à domicile.</i>	30

B. <i>Création de l'hôpital général</i>	36
C. <i>L'hôpital général, dépôt de mendicité et maison de force : mendians et filles publiques</i>	42
D. <i>L'hôpital général et les secours à domicile : les ménages pauvres</i>	45
E. <i>Réception des pauvres à l'Hôpital général ; domicile de secours</i>	46
F. <i>Œuvres privées</i>	54
II. — VIEILLARDS ET INFIRMES	55
A. <i>Les Incurables</i>	55
B. <i>Pauvres impuissants secourus à domicile par le Grand Bureau des Pauvres</i>	58
C. <i>Pauvres impuissants hospitalisés par le Grand Bureau des Pauvres</i>	60
D. <i>L'hôpital général, hospice</i>	61
E. <i>Les Invalides</i>	61
III. — MALADES	63
A. <i>Malades présumés curables. L'Hôtel-Dieu</i>	63
B. <i>Malades de l'Hôpital général</i>	66
C. <i>Convalescents</i>	71
D. <i>Malades spéciaux</i>	73
§ I. — <i>Pestiférés</i>	73
§ II. — <i>Lépreux</i>	73
§ III. — <i>Teigneux</i>	74
§ IV. — <i>Épileptiques</i>	74
§ V. — <i>Vénéériens</i>	74
§ VI. — <i>Aveugles</i>	77
§ VII. — <i>Ecronelleux</i>	77
IV. — ALIÉNÉS	77
V. — ENFANTS	79
A. <i>Enfants pauvres non orphelins</i>	79

B. Orphelins légitimes	80
C. Enfants trouvés	82

LIVRE DEUXIÈME

Administration des établissements charitables sous Louis XIV

I. — GÉNÉRALITÉS	89
II. — L'HOTEL-DIEU.	91
A. Bureau de l'Hôtel-Dieu jusqu'en 1690. — Rôle de la Commune et du Parlement	91
B. Grand Bureau de l'Hôtel-Dieu (1690). — L'Ancien Bureau à partir de 1690	96
C. Attributions des administrateurs.	99
D. Personnel religieux	104
E. Conflits entre les autorités temporelle et spirituelle de l'Hôtel-Dieu.	122
III. — LE GRAND BUREAU DES PAUVRES	127
IV. — L'HOPITAL GÉNÉRAL.	128
A. Chefs de la direction.	128
B. Directeurs de l'Hôpital général	130
C. Attributions des directeurs.	134
1°) Administration proprement dite	134
2°) Autorité des Directeurs sur le personnel.	137
3°) Police des mendiants	139
4°) Curatelle des fols et insensés.	144
D. Ecclésiastiques	145
V. — ADMINISTRATION DES ENFANTS TROUVÉS	146

LIVRE TROISIÈME

Biens et ressources des établissements hospitaliers sous Louis XIV

I. — DOMAINE IMMOBILIER	150
-----------------------------------	-----

A. <i>Personnalité civile des établissements — L'édit de 1666.</i>	150
B. <i>La royauté et les établissements de mainmorte</i>	158
C. <i>Domaine de l'Hôtel-Dieu</i>	164
D. <i>Domaine de l'Hôpital général</i>	165
E. <i>Domaine des Enfants trouvés.</i>	167
II. — LIBÉRALITÉS ET FONDATIONS	169
A. <i>Généralités.</i>	169
B. <i>Libéralités faites aux pauvres en termes généraux . . .</i>	170
C. <i>Publicité des Dons et Legs.</i>	178
III. — SUBVENTIONS ROYALES.	187
IV. — AMENDES ET CONFISCATIONS	188
A. <i>Hôtel-Dieu.</i>	189
B. <i>Hôpital général</i>	189
C. <i>Produits partagés entre l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital général.</i>	191
V. — PRIVILÈGES ET EXEMPTIONS	194
A. <i>Hôtel-Dieu.</i>	194
1 ^o) <i>Privilèges judiciaires</i>	194
2 ^o) <i>Exemption d'impôts.</i>	195
3 ^o) <i>Aumônes royales, concessions</i>	197
4 ^o) <i>Monopole</i>	198
B. <i>Hôpital général</i>	199
1 ^o) <i>Privilèges judiciaires</i>	199
2 ^o) <i>Exemption d'impôts.</i>	200
3 ^o) <i>Concessions.</i>	208
VI. — AUMONE VOLONTAIRE : PARDONS, QUÊTES ET TRONCS . . .	209
VIII — AUMONE OBLIGATOIRE : § 1 ^{er} TAXE DIRECTE.	211
A. <i>La taxe des Pauvres, de François 1^{er} à Louis XIV. . . .</i>	213
B. <i>La taxe des Pauvres et les particuliers.</i>	217
C. <i>La taxe des Pauvres et les communautés et corps laïques.</i>	233
D. <i>Taxes sur les maîtrises.</i>	239

VIII. — AUMONE OBLIGATOIRE : § 2 ^m e TAXES INDIRECTES	246
A. <i>Octrois</i>	247
B. <i>Droit sur les spectacles</i>	253
IX. — RESSOURCES DIVERSES	258
A. <i>Successions hospitalières</i>	258
B. <i>Produits des établissements</i>	259
C. <i>Loteries</i>	259

CONCLUSION

I. — VICES DE L'ASSISTANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME	261
II. — L'ŒUVRE DOCTRINALE DE LA RÉVOLUTION	264
A. <i>Le droit au secours</i>	264
B. <i>L'œuvre du comité de mendicité. — Les décrets de la Convention</i>	267
III. — LES SECOURS PUBLICS DE 1789 A L'AN V	270
A. <i>Catégories d'indigents</i>	270
B. <i>Administration</i>	272
1°) <i>Les Hôpitaux</i>	272
2°) <i>Les secours à domicile après 1789</i>	274
C. <i>Ressources des établissements hospitaliers</i>	275
IV. — LES SECOURS PUBLICS SOUS LE DIRECTOIRE ET LE CONSULAT	280
A. <i>L'œuvre du Directoire</i>	280
B. <i>Le Consulat. — Réalisation de l'unité administrative</i>	284
V. — L'ASSISTANCE PUBLIQUE, DU CONSULAT A NOS JOURS	285
A. <i>Principe de l'assistance. — Le droit au secours</i>	285
B. <i>Les catégories d'indigents et les services d'assistance</i>	291
C. <i>Administration</i>	293
D. <i>Ressources</i>	296

